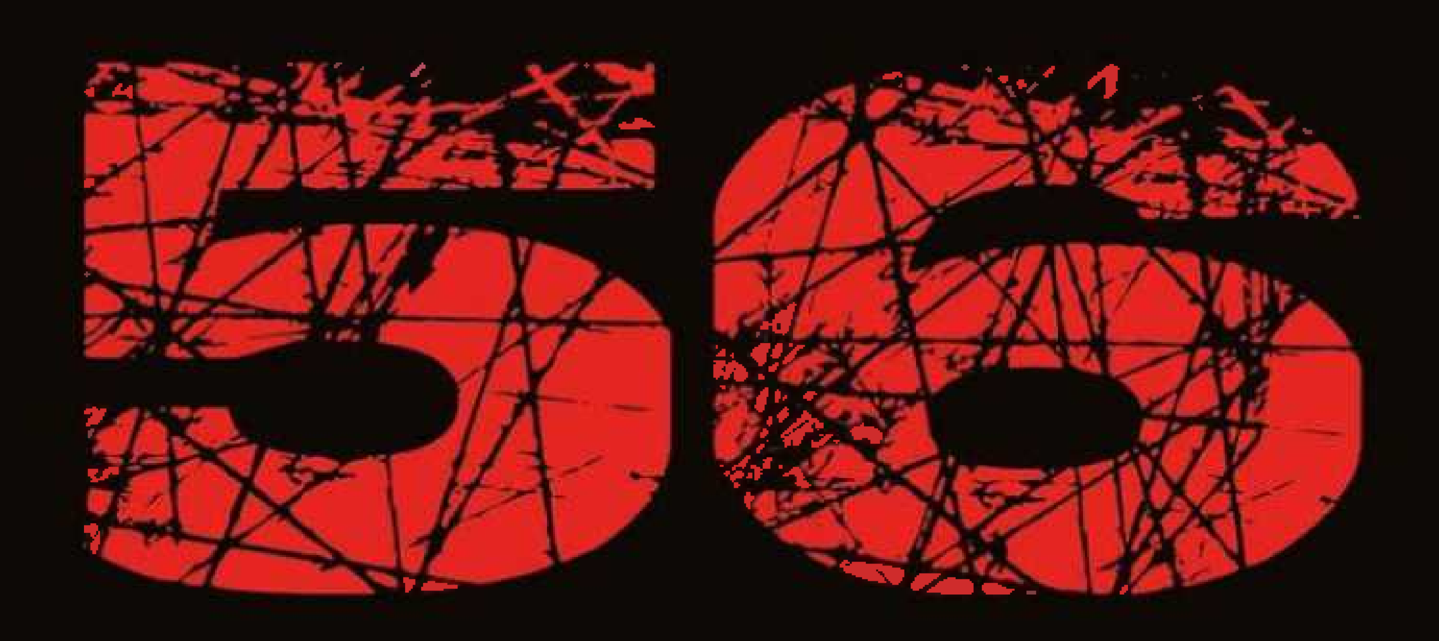
JEAN-LOUP IZAMBERT



TOME 1

L'ÉTAT FRANÇAIS COMPLICE DE GROUPES CRIMINELS

Par l'auteur de :

Le krach des 40 banques
Faut-il brûler l'ONU ?
Pourquoi la crise





© 2015 – IS Edition
Marseille Innovation. 37 rue Guibal
13003 MARSEILLE
www.is-edition.com

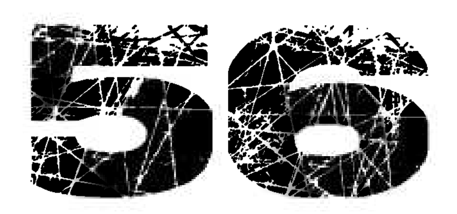
ISBN (Livre) : 978-2-36845-086-4
ISBN (Ebooks) : 978-2-36845-087-1

Corrections : Marina Di Pauli
Responsable du Comité de lecture : Pascale Averty
Photo de l'auteur : © Photo May

Illustrations des manifestations en Syrie
publiées avec l'aimable autorisation de l'Agence SANA, Syrie

Collection « Faits de société »
Directeur : Harald Bénoliel

JEAN-LOUP IZAMBERT



TOME 1

L'ÉTAT FRANÇAIS COMPLICE DE GROUPES CRIMINELS



DU MÊME AUTEUR

Le krach des 40 banques
(Éd. Le Félin, 1998)

Le Crédit Agricole hors la loi ?
(Éd. Carnot, 2001. Traduit en russe : Éd. Ria-Novosti, 2002)

Crédit Lyonnais, la mascarade
(Éd. Carnot, 2003)

ONU, violations humaines
(Éd. Carnot, 2003. Trad. anglaise : Éd. Carnot USA Books, 2003)

Faut-il brûler l'ONU ?
(Éd. du Rocher, 2004)

Les Démons du Crédit Agricole
(Éd. L'Arganier, 2005)

Pourquoi la crise ?
(Éd. Amalthée, 2009)

Crimes sans châtiment
(Éd. 20cœurs, 2013)

56 – Tome 2 : Mensonges et crimes d'État
(Ed. IS Edition, à paraître)

Aux journalistes syriens qui risquent leur vie chaque jour pour défendre la liberté d'information contre les groupes criminels soutenus par la présidence et le gouvernement français ;

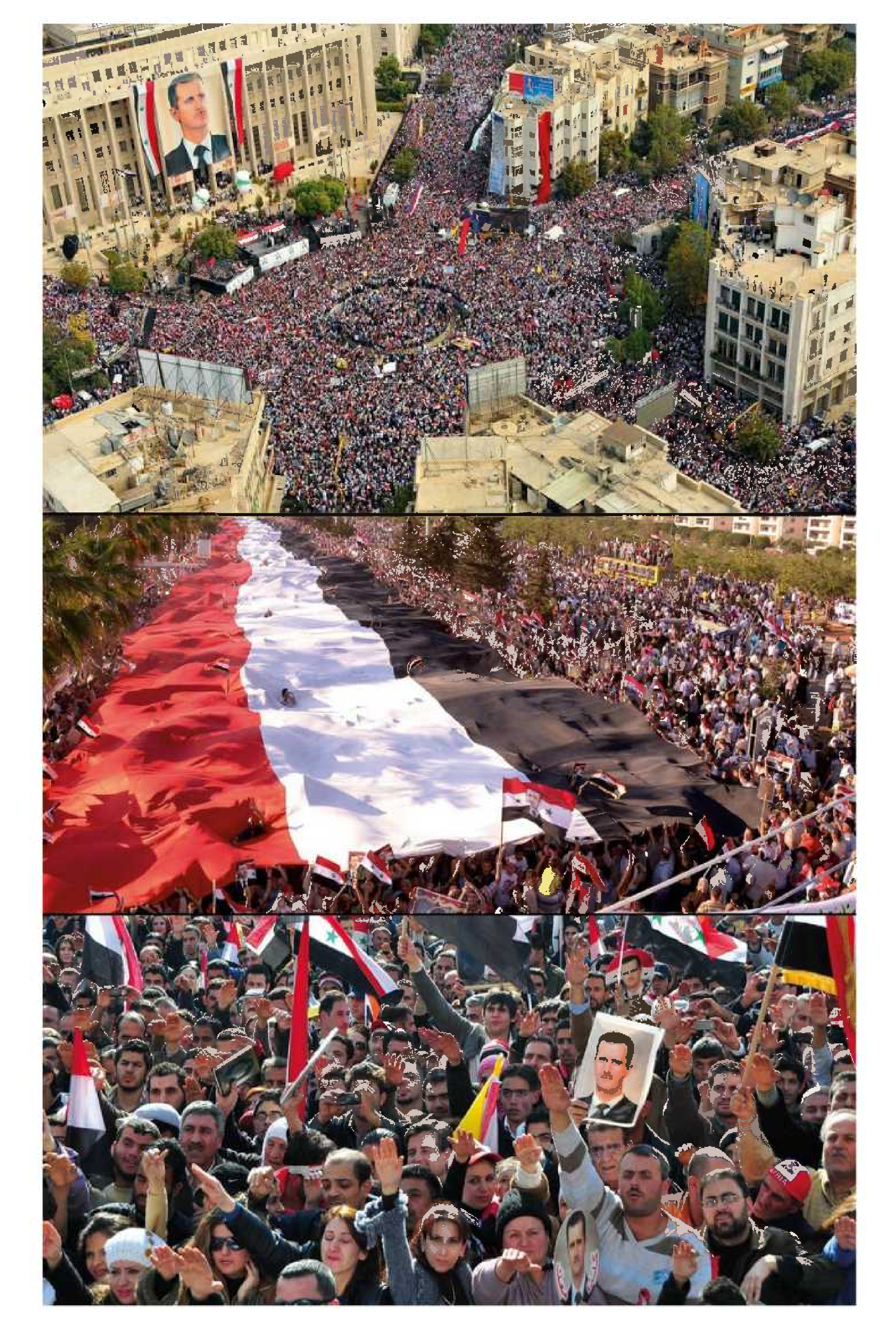
À Sevra Baklaci, journaliste turque menacée de mort par des groupes de l'« opposition » anti-syrienne pour avoir dénoncé leurs crimes à la télévision syrienne ;

À Georges Ibrahim Abdallah, militant de la cause du peuple palestinien, injustement emprisonné par la France depuis le 24 octobre 1984. L'un des plus vieux prisonniers politiques au monde.

* * * * *

À la mémoire des trente-sept journalistes syriens assassinés par les groupes de l'« opposition » anti-syrienne (2011-2014) ;

Et de Françoise Kesteman, infirmière française engagée auprès du peuple palestinien, abattue le 23 septembre 1984 à Saïda (Liban) par l'armée israélienne.



CENSURÉ

Février 2011, ville de Deraa, en République arabe syrienne. Des groupes venus de l'étranger tirent sur les manifestants qui réclament pacifiquement une accélération des réformes en cours et sur les forces de l'ordre. Les premiers morts tombent, principalement des policiers et militaires. Les médias français diffusent de manière continue les seules images de civils tués et les seules déclarations de politiciens européens et étasuniens. Les Français ne sauront jamais rien ni des origines réelles de cette violence organisée et planifiée depuis l'étranger, ni de *la mobilisation des millions de Syriens* qui proclament *« Non à l'agression étrangère ! »* et soutiennent le président Bachar al-Assad.

Les médias nationaux français ont fait le choix délibéré de ne présenter que la version officielle de la guerre : celle écrite par les dirigeants étasuniens et français. Nous verrons que certains d'entre eux n'hésiteront pas à falsifier la réalité des faits et des images à coups de montages, de fausses informations, de manipulations. Une véritable propagande de guerre est organisée par l'Élysée et Matignon.

Les photographies publiées dans *« 56 »* ne sont qu'une illustration de la gigantesque mobilisation du peuple syrien contre l'agression française.

Juin 2011. À Damas, à l'initiative de personnalités de la société syrienne, des millions de personnes se dirigent vers la place Al-Oumaouiyne (des Omeyyades) pour soutenir le président Bachar al-Assad. À Alep, au nord du pays, la foule se masse sur la place centrale de Saad Allah al-Jaberi, tandis qu'aux abords de la citadelle des dizaines de milliers de personnes déploient un

immense drapeau de la République arabe syrienne. À Homs, ville du centre de la Syrie, des dizaines de milliers de personnes s'emparent de la place principale. À Tartous, ville côtière, plusieurs centaines de milliers d'autres se dirigent vers la corniche pour proclamer leur appui aux réformes gouvernementales. À Al-Souayda'a, au sud du pays, plusieurs manifestations de dizaines de milliers d'habitants convergent vers la place du Sultan Pacha al-Atrache. À Daraa, des milliers de Daraaouis marchent vers la place d'Al-Barid en scandant leur appui au président Assad. À Hama, à la place Al-Assi, au centre de la ville ; à Al-Hassaké, des dizaines de milliers de citoyens se regroupent place du Palais de justice ; à Raaqa, ils sont également plusieurs cortèges de dizaines de milliers venus de tout le gouvernorat (Province) qui se rassemblent place du Président ; à Deir Ezzor, la grande place d'Ibrahim Hanano est noire de monde ; à Lattaquié des dizaines de milliers de citoyens se rassemblent au centre de la ville, conspuant la France et les États-Unis et soutenant le président Assad…

Dimanche 23 août 2015, de Damas Ayssar m'informe par téléphone que les groupes criminels continuent leurs massacres avec les armes livrées par quelques pays étrangers dont la France : « *Il pleut des missiles sur Damas, notamment sur la fac des sciences physiques où les étudiants passaient leurs examens de deuxième session… de nombreux morts et blessés… c'est le prix a payer pour exister aujourd'hui… D'autres journalistes aussi ont été blessés ou ont trouvé la mort… Thaer Ajlani… de Sham FM est tombé pour la Patrie en faisant un reportage au front de Jobar le mois dernier. Hier, Hussein Mourtada, journaliste de Al Alam, et un journaliste d'Al Akhbariya ont été blessés à Zabadani… Plusieurs archéologues et gardiens du patrimoine ont été assassinés à Palmyre… Parmi eux, Khaled al-Assaad, archéologue de quatre-vingt-deux ans, internationalement réputé et l'un des plus grands spécialistes du site de Palmyre, a été décapité par les criminels de l'« opposition ». Chaque jour apporte son lot de morts et de blessés mais le peuple continue à résister et à soutenir de plus en plus l'armée arabe syrienne et le*

Président, symbole de plus en plus fort de L'Unité Nationale et de la Résistance ».

Ne cherchez pas dans les médias français les images montrant cette réalité de la Syrie mobilisée contre l'agression française.

Ne cherchez pas non plus les interventions de dirigeants, d'élus, de personnalités de tous horizons, de syndicalistes, d'intellectuels, de religieux, de citoyens s'organisant en Comités de défense populaire. Ne cherchez pas les voix des femmes et de la jeunesse syriennes, de ces citoyens anonymes soudés dans une magnifique résistance contre les hordes de barbares venues de l'étranger et soutenues par Paris.

Elles sont simplement censurées.

Ce livre contribue à rétablir la réalité des faits.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT

De nombreux faits rapportés dans ce livre sont issus de plusieurs enquêtes que j'ai menées sur une période d'une vingtaine d'années, de 1990 à 2014. Ceux-ci ont été vérifiés et sont soutenus par des documents inédits, publiés dans ce livre.

Ces enquêtes m'ont amené à collecter de nombreux documents attestant du soutien de dirigeants politiques et hauts fonctionnaires français à des individus ou organisations liés à des activités criminelles. Certains d'entre eux m'ont été transmis, parfois de manière anonyme, sans qu'il me soit possible de contrôler rigoureusement l'exactitude de leur contenu.

Aussi, seuls les documents dont le contenu a pu être vérifié sont présentés au lecteur.

Par ailleurs, la transcription de noms arabes, y compris de noms propres, en français, peut varier selon le traducteur ou l'origine – presse ou organisations arabes, anglo-saxonnes, russes ou francophones. J'ai respecté l'orthographe de ces mots tels qu'ils figurent dans les documents émis par les différentes sources. Le même nom pouvant être orthographié de manière différente, le lecteur voudra donc bien m'excuser de ces fluctuations qui peuvent choquer les arabisants, mais n'enlèvent rien à l'authenticité des faits rapportés.

Afin de faciliter la lecture, **les astérisques** (*) dans le texte renvoient aux rubriques « *En savoir plus* » situées en fin de chapitres. Celles-ci contiennent des informations précisant le texte.

Enfin, **Les doubles astérisques** (**) renvoient quant à eux à la rubrique « *Documents* » située à la fin des tomes 1 et 2.

AVANT-PROPOS

Au cœur de l'État, ils protègent et arment des criminels

Les faits et les preuves

« C'est incroyable ce que vous dites sur les relations entre des dirigeants français et ces groupes criminels. Vous devriez publier des preuves », me suggèrent de nombreuses personnes que je rencontre en 2013 lors de mes conférences sur les relations entre dirigeants français et membres d'organisations criminelles.

À l'occasion de l'une d'elles, donnée à l'Université de Genève avec l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme de l'ONU, une étudiante indienne m'interpelle :

– Que pouvons-nous faire contre cela ?

– Dénoncer, informer par tous les moyens, rendre public partout et agir, lui répondis-je.

Je laisse à chacun le soin d'imaginer et de choisir les formes d'action qu'il jugera les plus appropriées contre des régimes bellicistes et liberticides comme le Qatar, l'Arabie saoudite ou la Turquie.

À l'écoute des lecteurs et des auditeurs, j'estime nécessaire de répondre à leur attente en révélant et précisant ces liaisons dangereuses tant les dirigeants français persistent dans la guerre. En effet, au mois de décembre 2014, la France est le pays du

continent européen le plus en guerre, avec plus de 10 200 militaires engagés dans des opérations militaires extérieures[1] !

Le déclenchement, en 2011, de la guerre non déclarée contre la République arabe syrienne, État souverain, après celle menée contre la Libye dans des conditions similaires avec ses conséquences catastrophiques, oblige à enquêter : *qui* en sont *réellement* les instigateurs ? *Comment* cette guerre non déclarée s'est-elle préparée, ouverte et développée ? *Pourquoi* cette nouvelle agression contre la République arabe syrienne ?

Face au crime, les Français médiatiquement anesthésiés restent majoritairement silencieux, comme en 1940, les Syriens résistent et se défendent contre l'agression étrangère, comme en 1945 sous les bombes – déjà françaises –, et le droit international patauge dans le sang comme jamais[2]. Sans la détermination de Damas, des partenaires de l'Organisation de la Coopération de Shanghaï (OCS)[3] et des États d'Amérique latine pour défendre la paix, le monde connaîtrait en 2015 un troisième conflit majeur à l'issue totalement imprévisible.

La France est en guerre, mais la plupart des français semblent l'ignorer.

---

1. Source : *État-major des armées françaises, Les militaires français en opération*, 9 février 2015.

2. Utilisation d'armes chimiques, enfants gazés, prisonniers éventrés, démembrés, décapités, crucifiés, abattus en chaîne ou enterrés vivants, etc.

3. Organisation de la Coopération de Shanghaï (OCS). Lire *Pourquoi la guerre ?* par Jean-Loup Izambert, Ed. IS Edition (sortie prévue en 2016).

Les élus du peuple ?

Le président français soutient politiquement et militairement des groupes criminels contre la République arabe syrienne, mais pas une voix ne clame au Parlement : *« Auprès de qui envoyez-vous des militaires ? À qui livrez-vous des armes et du matériel militaire sans l'accord du Parlement ? Qui financez-vous, et avec quels fonds ? ».*

Le président français recourt au mensonge d'État et à la manipulation médiatique en accusant sans preuve l'armée syrienne d'avoir utilisé des armes chimiques, mais pas un député ne se lève pour clouer au pilori ce qui s'avérera plus tard un odieux montage réalisé sous l'autorité de l'Élysée-Matignon.

Le président français passe outre la volonté populaire en décidant seul, tel un monarque absolu[4] du XXIe siècle, d'engager la France en guerre ? La grande majorité[5] des Français s'y oppose et réclame un vote de leurs élus à l'Assemblée nationale. Mais ces derniers, loin de leurs électeurs et irrévocables, acceptent le fait du prince sans broncher. Aucun vote parlementaire, aucun

---

4. Après Louis XVI, dernier monarque absolu de droit divin et « lieutenant de Dieu sur terre », la Constitution de 1791 instaure une monarchie parlementaire qui maintient le principe de l'inviolabilité de la personne du roi (Chapitre II, section 1re, article 2 : « La personne du roi est inviolable et sacrée »). Ce principe de l'inviolabilité du chef de l'exécutif perdurera jusqu'à nos jours. Par la loi du 23 février 2007, les articles 67 et 68 ajoutés à la Constitution organisent l'irresponsabilité politique et pénale quasi totale du Président de la République, tout particulièrement pour les actes de guerre.

5. Selon un sondage CSA diffusé le mardi 3 septembre 2013, 74 % des Français souhaitaient un vote à l'Assemblée nationale avant toute intervention française militaire en Syrie. Plusieurs études d'opinion publiées à la fin du mois d'août 2013 montraient déjà que près de deux tiers des Français (64 %) étaient opposés à la participation de la France à une intervention. Partis de gauche comme de droite (Parti Communiste, Parti Socialiste, UMP) ont alors à peu près la même proportion globale de partisans du vote à l'Assemblée nationale : plus de 77 % !

référendum n'auront lieu pour une décision de cette importance, qui engage le pays et son avenir. Exit la démocratie !

« *Laissez-nous faire, Sire, protégez-nous beaucoup* »…

La France regarde, déboussolée, ses dirigeants la défaire. Injustice, chômage, précarité, pauvreté, endettement, corruption, guerres… L'essentiel se perd dans un marasme politico-médiatique où les évasions amoureuses clandestines du président de la République sont érigées en sujet national plus brûlant que le détournement de milliards d'euros de bénéfices par les dirigeants des entreprises transnationales : au niveau de la petite Europe du Traité de Maastricht, *« la fraude fiscale, l'évasion fiscale, l'évitement fiscal et la planification fiscale agressive engendrent chaque année, dans l'Union européenne – et pour cette seule région du monde –, une perte scandaleuse de recettes fiscales potentielles estimée à 1 000 milliards d'euros »*, constate un rapport[6] du Parlement européen. Détroussée de ses richesses par le grand patronat, la république s'anémie. Vampirisée au sein même de ses « Bastille économiques » par des groupes financiers anglo-saxons transnationaux, elle perd jusqu'à ses immortels principes révolutionnaires. Depuis le début des années quatre-vingt, la bourgeoisie au pouvoir a substitué « la défense des cultes » à la séparation de l'Église et de l'État, la « diversité des communautés » à la citoyenneté française, la « discrimination positive » à l'égalité républicaine, la prééminence de juges inamovibles (État de droit) aux législateurs élus (souveraineté populaire), la suprématie des traités, des directives et des accords transnationaux économico-financiers au libre-choix et la souveraineté politique du peuple français[7], des « sans-papiers », main-d'œuvre bon marché de grandes entreprises, à

---

6. Source : Parlement européen, Commission des affaires économiques et monétaires, *Rapport sur la lutte contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux*, 3 mai 2013 (2013/2060-INI)

l'universalisme républicain et, au bout du compte, le Directoire à la souveraineté populaire !

Alors que le pays s'enlise dans une crise profonde, dans la coulisse de l'Élysée et de Matignon, des dirigeants jouent les apprentis sorciers en pactisant avec des individus liés à des organisations criminelles. Ils couvrent, maquillent et entretiennent ces monstres comme des proxénètes leurs putains avant de les envoyer à l'ouvrage. Couverts par les plus hautes instances de l'État, ils sont les administrateurs du massacre de centaines de milliers de civils, de l'assassinat de dirigeants politiques et de la destruction de pays – Palestine, Afghanistan, Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie… – qu'ils planifient. La guerre achevée, le chaos une fois installé, *les voleurs de la République*[8] du CAC 40 se précipitent en bande pour relever les compteurs. *« Qui était parmi les tous premiers Français à venir début mars à Benghazi encourager les insurgés libyens ? Un représentant de Total ! (…)* ***Avec l'entrée des insurgés à Tripoli, l'action du groupe Total a bondi de plus de 4 % dès le lundi*** *»*[9], informe *L'Humanité* au lendemain de neuf mois de guerre contre la Libye. *« Après s'être engagée militairement en Libye, la France attend un retour économique. Près de 400 chefs d'entreprises français ont participé mardi, au Medef, à*

---

7. Le 4 février 2008, le parlement français réuni en Congrès à Versailles votait le projet de loi modifiant le titre XV de la Constitution française. Trois jours plus tard, le 7 février, l'Assemblée nationale ratifiait le traité de Lisbonne. Sa publication au Journal Officiel le 14 février entérinait l'adhésion de la France au nouveau traité européen. Cet accord fut rejeté par référendum en France le 29 mai 2005 (55 %) et aux Pays-Bas le 1er juin 2005 (61 %). Aucun référendum ne fut soumis au peuple français pour modifier sa Constitution. Il en sera de même pour plusieurs modifications de la Constitution. Depuis 1992, une vingtaine de textes modifiant la Constitution française ont été adoptés par le seul vote des parlementaires, sans référendum.

8. Lire *Les voleurs de la République*, par Nicolas Dupont-Aignan, Éd. Fayard.

9. *Total, le grand gagnant de la guerre en Libye*, L'Humanité, 24 août 2011.

une réunion d'information sur la Libye. But annoncé : mieux appréhender les perspectives d'investissement et participer à la ***reconstruction libyenne.*** *Étaient présents à cette réunion plusieurs directeurs des groupes du CAC 40, comme Alcatel, Alstom, Peugeot, Total, Bouygues ou Vinci, ainsi que des patrons des PME »*[10] précise *Europe 1* deux semaines plus tard, sans doute à l'attention de ceux qui douteraient des véritables raisons de cette guerre. Sur la Syrie *« le Qatar s'acharne à s'offrir* ***un couloir de passage terrestre*** *pour exporter son gaz vers l'Europe (…) Tel est le projet béni et voulu par les dirigeants US (…), dont le Qatar a pris la décision de creuser le trajet de son gazoduc par la force des pires violences terroristes, dévastatrices et destructrices »*, dénonce *Afrique Asie*[11].

Depuis une trentaine d'années, ces liaisons dangereuses accompagnent les objectifs de dirigeants de sociétés transnationales. *« Laissez-nous faire, Sire, protégez-nous beaucoup »* écrivait déjà, en 1784, Guillaume Lesage, un gros manufacturier en coton de Bourges, s'adressant à l'intendant Michaud de Montarant, du Bureau du Commerce sous Louis XVI. Aujourd'hui, ce que les tenants du pouvoir politique français nomment *« la protection des populations civiles »* ou *« les intérêts français »* apparaissent sous leur vrai jour : un costard pour faire propre destiné à protéger ceux, très privés et très opaques, des hyper-riches « manufacturiers » contemporains que sont les gros actionnaires des sociétés transnationales occidentales.

56 dirigeants impliqués

Impensable dites-vous, n'imaginant pas que des dirigeants élus aux plus hauts postes de responsabilité de la République puissent agir de la sorte ? Réaction normale : *« La notion de criminalité des élites dérange. Elle fait l'objet d'un déni et d'un aveuglement*

---

10. *La Libye, eldorado des entreprises françaises ?*, Europe 1 et Xavier Yvon avec AFP, 6 septembre 2011, 22 h 02.

11. *La Syrie dans le chaudron des projets gaziers géants*, par Fahd Andraos Saad, Afrique-Asie, 23 juillet 2013.

permanents. Ce déni est grave. Car, pendant la période où il y a refoulement, celle-ci a le temps de s'enraciner »[12] rappelle Jean-François Gayraud[13], commissaire divisionnaire et criminologue. Ce professionnel du renseignement connaît son sujet pour avoir travaillé plusieurs années au sein de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

Dans cette affaire d'État, il ne s'agit pas de l'égarement de quelques politiciens et de hauts fonctionnaires qui auraient momentanément confondu les allées de la République avec les égouts de la criminalité politique au gré d'intérêts privés. Non. À la tête de l'État, de François Mitterrand à François Hollande, 56 ministres de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense et hauts-fonctionnaires sont impliqués, de manière active ou passive, dans *la protection* et/ou *le soutien continu* à des individus liés à des groupes criminels.

D'autres le sont également mais n'avaient, ou n'ont pas, un pouvoir politique décisionnel leur permettant d'engager ou de s'opposer – sauf à démissionner de leurs fonctions – à ces actions. Ces faits attribuables à l'État français constituent des violations répétées de ses obligations internationales, sont internationalement illicites et engagent sa responsabilité internationale[14].

---

12. *Jean-François Gayraud : « Il faut remettre au centre la question de la délinquance des élites »*, entretien réalisé par Mehdi Fikri, L'Humanité, 16 juillet 2013.

13. Jean-François Gayraud est auteur de plusieurs ouvrages de recherches et de réflexions sur l'évolution du crime contemporain dans son environnement politique, économique et financier. Parmi ceux-ci, citons *Le nouveau capitalisme criminel*, *La grande fraude* et *Le monde des mafias* aux Éd. Odile Jacob.

14. ONU, Commission du droit international, *Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite.*

Tome 1 :
L'État français complice de groupes criminels

Bien avant l'agression contre la République arabe syrienne, depuis les années 80, les relations de dirigeants et hauts fonctionnaires français avec des individus membres ou proches de groupes criminels n'ont cessé de se développer. Plusieurs d'entre eux, recherchés par Interpol, sont protégés des recherches de l'Organisation internationale de la police criminelle – OIPC-Interpol – par des ministres socialistes. **(Chapitre 1)**

À cette même époque, le président François Mitterrand ordonne à la DGSE de s'engager, tout particulièrement à partir de 1982, dans la première guerre d'Afghanistan (1979-1989) auprès de la CIA, des services secrets anglais, pakistanais et saoudiens. La confrérie religieuse des Frères musulmans recrute alors, depuis son centre pakistanais, des milliers de combattants dans la misère des pays arabes. La DGSE arme et entraîne, y compris en France[15], certains de ces groupes, avec l'objectif de renverser le régime progressiste de Kaboul soutenu par l'Union soviétique. Le départ des troupes soviétiques entre mai 1988 et février 1989 laisse la guerre civile s'installer à laquelle va s'en ajouter encore une autre menée par l'OTAN. Celle-ci dure toujours trente ans plus tard avec pour conséquences la fuite de millions d'Afghans de leur pays, près de cent mille morts, une corruption insolente qui côtoie la misère d'un pays en ruines.

Depuis cette guerre, des organisations de la mouvance de la confrérie religieuse des Frères musulmans sont devenues les

---

15. Lire *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan : 1979-2011*, par Jean-Christophe Notin, Éd. Fayard. Dès cette époque, la DGSE va former au Pakistan, mais également en France, des groupes de mercenaires des « seigneurs de la guerre ». Exfiltrés d'Afghanistan par le Pakistan jusqu'à Paris, ces groupes seront notamment entraînés à la guérilla dans les camps de Cercottes, de Caylus et de la Braconne.

collaboratrices privilégiées de dirigeants français. Elles sont au cœur des conflits ouverts contre les pays arabes laïcs – mais aussi contre la République fédérative socialiste de Yougoslavie à la fin des années quatre-vingt –, qui possèdent des richesses ou présentent un intérêt stratégique pour les puissances occidentales. Depuis sa création en 1928, l'histoire de la confrérie des Frères musulmans est marquée du recours systématique à la terreur. (**chapitre 2**)

Mais, faire la guerre avec des porteurs de soutanes qui ne connaissent que leur catéchisme, le maniement des explosifs et dont les ouailles gavées de misère savent à peine écrire leur nom n'est pas chose aisée. Aussi, les politiciens français vont-ils s'efforcer de composer une « opposition » présentable à l'opinion publique occidentale. Une répartition des rôles va ainsi s'opérer entre exilés syriens en mal d'existence, petits comploteurs arrivistes, trafiquants et criminels chevronnés au sein de cette internationale du crime. (**Chapitre 3**)

Ces forces sont-elles démocratiques, comme l'affirment les dirigeants français qui décrètent le Conseil national syrien (CNS), sous haute influence des Frères musulmans, « *seul représentant légitime du peuple syrien* » ? Jugez plutôt : depuis les années soixante-dix, les Frères musulmans n'ont eu de cesse de mener des attentats et coups d'État contre la république laïque syrienne. C'est cette même confrérie religieuse, creuset du crime organisé, qui va fournir les principaux dirigeants de l'« opposition » aux côtés de ceux liés aux milieux atlantistes. (**Chapitre 4**)

Présentés comme « modérés » par les dirigeants français, les activistes anti-syriens sont, pour nombre d'entre eux, impliqués dans des activités délictuelles et criminelles. Il était nécessaire d'instruire le lecteur, par un portrait de famille assez suggestif, de

« l'esprit démocratique » auquel, selon le président Hollande, *« participent ces rebelles »*[16]. **(Chapitre 5)**

« Démocratiques » les « rebelles » de François Hollande ? D'Alger à Damas, les branches de la confrérie mettent en œuvre le même plan de subversion, de destruction de l'État laïc et de la société. Abdallah Amami, écrivain et spécialiste tunisien des organisations terroristes du monde arabe, en dresse les principales étapes ; Mezri Haddad, ancien diplomate tunisien à l'UNESCO et écrivain, y ajoute le vécu de son déclenchement en Tunisie ; Ammar Bagdash, dirigeant du Parti communiste syrien, relate son application sur la Syrie ; le colonel Alain Corvez décrit la tactique employée par les Frères ; l'intellectuelle et écrivaine Nadia Khost rappelle à ceux qui écrivent l'histoire à leur manière, du fond de leurs bureaux : *« Nous qui vivons en Syrie, nous connaissons la vérité […]. Des rapports officiels témoignent de rencontres entre les services secrets français et britanniques avec les combattants libyens issus d'Al-Qaïda »* **(Chapitre 6)**.

Car, une nouvelle fois, les dirigeants français ont pris la lourde responsabilité de faire équiper, entraîner et armer les auteurs de ce plan démoniaque. Et s'il s'ouvre toujours par la mise en scène de « martyrs », innocentes victimes de leurs groupes armés, c'est pour mieux permettre aux Frères de se poser en « démocrates » auprès de leurs maîtres occidentaux et de les appeler à la rescousse. Faute de soutien populaire dans les pays arabes, les Frères comptent sur la naïveté et les armes occidentales pour parvenir à leurs fins. Plusieurs interventions de professionnels du renseignement et enquêtes de journalistes confirment ces faits. **(Chapitre 7)**

Autre question dont on ne peut faire l'économie tant le drame est profond : le président François Hollande peut-il prendre seul la décision d'armer ces bandes criminelles sans devenir coupable

---

16. Selon les termes du discours du président François Hollande lors de son point presse à l'aéroport de Pierrefonds, La Réunion 21 août 2014. Source : Service d'information du Palais de l'Élysée.

d'un important trafic d'armes, opéré en dehors de toute légalité internationale ? **(Chapitre 8)**

Double jeu

Il m'a fallu m'arrêter à l'essentiel tant les mécanismes de l'appareil d'État qui entrent en jeu dans ces protections et ces soutiens sont parfois complexes. Les responsables politiques de premier plan, connus du grand public pour leurs déclarations médiatiques sur *« la protection des populations civiles »*, la *« lutte contre le terrorisme »* sont une cible privilégiée. La confrontation de leurs discours – connus – et de leurs actes – beaucoup moins connus – tombent leur masque. Avec leurs intrigues et leurs petits secrets, planqués à l'abri des discours médiatiques policés.

Confidentiels, *« à l'usage exclusif de la police et de l'autorité judiciaire »*, classés et archivés à l'abri de la lumière de la vérité, plusieurs documents attestant de leurs complicités avec des hommes liés à des groupes criminels sont rendus publics dans les tomes 1 et 2 de *« 56 »*. Des entretiens, des confidences, des interventions d'universitaires, de chercheurs, d'agents de services de renseignement, d'anciens militaires et policiers, de membres du corps diplomatique, de journalistes d'investigation, de personnalités syriennes et franco-syriennes, d'élus, d'avocats témoignent de ce qui se trame dans l'ombre de l'Élysée-Matignon. Chaque pièce de ce puzzle s'emboîte au fil de l'enquête journalistique, jusqu'à figer la sinistre réalité du double jeu de politiciens français. Ils alimentent les guerres sous couvert de principes moraux et d'objectifs aux apparences nobles.

Voici comment, preuves à l'appui, au travers de la guerre française contre la république laïque syrienne, les dirigeants français soutiennent des criminels qui recourent à la terreur de manière systématique et planifiée.

CHAPITRE I

« Confidentiel. À l'usage exclusif de la police et de l'autorité judiciaire »

Bien avant l'agression contre la République arabe syrienne, depuis les années 1980, les relations de dirigeants français avec des individus membres ou proches de groupes criminels n'ont cessé de se développer.

***« Le retour du terrorisme dans ce pays, c'est vous ! »* accuse Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, en novembre 2012, à l'Assemblée nationale en invectivant les élus de droite[17].**

L'accusation manque de précision. Elle est surtout particulièrement mal venue dans la bouche de ce ministre dont le parti politique compte plusieurs dirigeants impliqués dans la protection ou le soutien à des individus liés à des groupes terroristes. Nul besoin de remonter au temps de la **terreur colonialiste du gouvernement Guy Mollet*** des années soixante. Nul besoin non plus de remonter au Premier ministre Laurent Fabius et à son ministre de la Défense, Charles Hernu, qui organisa avec la DGSE, le 10 juillet 1985, l'attentat contre le

17. Intervention de Manuel Valls, Assemblée nationale française, 13 novembre 2012.

Rainbow Warrior, bateau de l'organisation écologiste Greenpeace. Le photographe Fernando Pereira trouvera la mort dans ce crime d'État. Quant à la *« guerre contre le terrorisme »* déclarée en décembre 2007 par Nicolas Sarkozy, elle ne cache même plus elle-même le soutien apporté par ce dernier à des individus membres d'organisations criminelles, opérant de la Tunisie à la République arabe syrienne, en passant par la Libye. L'analyse des faits prouve que des dirigeants du Parti socialiste font bien pire.

« Confidentiel. À l'usage exclusif de la police et de l'autorité judiciaire » : ainsi sont classés plusieurs documents – parmi lesquels des **notices d'Interpol*** – que je réussis à me procurer au fil de mes années d'enquête. Ceux-ci concernent des individus recherchés depuis les années 80 pour *« association à une organisation extrémiste de terroristes »*. Tous sont membres de la **confrérie des Frères musulmans***, l'une de plus importantes confréries religieuses du monde arabo-musulman, ou de groupes de leur mouvance. Nombre d'entre eux, recherchés à l'époque par l'Organisation internationale de la police criminelle (OIPC – Interpol), sont en France depuis les années 90. Aussi, quand Manuel Valls assure en mai 2013 que *« les terroristes ne sont pas des loups solitaires »*[18], sans doute oublie-t-il de préciser que, bien avant lui, son ministère est déjà devenu, avec celui de la Justice, l'une de leurs principales tanières. Dès les années 1980, les services civils de renseignement français ont régulièrement transmis à leur hiérarchie plusieurs rapports sur le développement en France de certaines organisations liées à l'Organisation internationale des Frères musulmans, et sur l'activité de leurs membres.

Contre toute attente, le pouvoir politique français a été jusqu'à héberger et protéger, pendant plus de vingt ans, plusieurs de ces criminels des recherches d'Interpol. À titre d'exemple, une note

---

18. Déclaration de Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, France Info, 24 mai 2013, 8 h 15.

confidentielle transmise à la Présidence de la République française à la mi-1991 concernant les *« risques de l'installation dans la Nièvre de l'Institut des études islamiques »* présente ce futur établissement comme la ***« base en Europe des Frères musulmans »*****. Selon cette note issue du renseignement français *« le financement de ce projet ainsi que le soutien actif a été apporté par toutes les composantes de l'organisation mondiale des Frères musulmans et en particulier :*

– Fondation Internationale Islamique de Charité basée à Koweït-City et dirigée par Youssef Janim AL HAJI. Cette institution est depuis plus de 30 ans un des relais privilégiés de l'organisation des Frères musulmans.

– Le Conseil Mondial des Mosquées, basé à La Mecque et au sein duquel bon nombre d'Oulémas sont des Frères musulmans.

– L'Assemblée Mondiale de la Jeunesse Islamique, basée à Jeddah (Arabie saoudite) et dont le secrétaire général Souleiman BENASSER BASHIL est un fidèle des Frères.

– L'Union des Organisations islamiques en Europe, basée en Allemagne, dirigée par les Frères musulmans syriens et égyptiens et dont dépend l'UOIF »[19].

C'est dans la mouvance de ces organisations que l'on trouve les principaux dirigeants recherchés à l'époque par Interpol, et protégés par des dirigeants français.

---

19. Souligné par moi en caractères gras. Dès 1991, les services de renseignement français identifient *« l'Union des Organisations islamiques en Europe basée en Allemagne »* dirigée par les Frères musulmans syriens et égyptiens comme l'un des principaux soutiens, avec des organisations financées par l'Arabie saoudite, à des structures des Frères musulmans basées en Europe. C'est dans ces dernières, et avec des individus vivant en Europe depuis des décennies, que les services de renseignement français vont trouver les relais pour déclencher, à partir des années 90, des opérations subversives contre plusieurs pays du Maghreb et contre la République arabe syrienne.

Recherchés par Interpol, protégés par Paris

Le cas de l'organisation Ennahda, branche tunisienne de la confrérie religieuse des Frères musulmans, est intéressant à plus d'un titre : celle-ci a tenté de s'emparer du pouvoir par la force en Tunisie dans les années 1990 ; ses principaux dirigeants, recherchés par Interpol, se sont réfugiés essentiellement en Angleterre ou en France ; ceux-ci ont bénéficié de la protection du pouvoir politique français durant plus de vingt années ; les dirigeants de cette organisation sont, en 2011, au pouvoir en Tunisie ; d'autres branches de la confrérie des Frères musulmans sont au cœur des conflits dans plusieurs pays du monde arabo-musulman ; les dirigeants de ces organisations sont devenus les interlocuteurs privilégiés des politiciens français dans la plupart de ces conflits régionaux.

Habib Mokni, l'un des principaux dirigeants de Ennahda est souvent présenté comme l'idéologue du mouvement. Il a été condamné à la prison à perpétuité par le tribunal militaire permanent de Bouchoucha (Tunisie) pour *« atteinte à la sûreté intérieure d'État »* lors du **procès du 28 août 1992***, de 171 dirigeants et membres de Ennahda. Il est alors l'objet de la **notice rouge* d'Interpol, n° de dossier 28889/91, N° de contrôle A-189/5-1992****, et fait en 1992 l'objet d'un mandat d'arrêt international (N° 1/3391 délivré le 7 mai 1991) pour *« association à une organisation extrémiste de terroristes »*. Son extradition est demandée en tout pays. Bien que recherché par Interpol, il réside alors régulièrement en France, où il occupera plusieurs lieux de résidence à Paris et en région parisienne. Ancien responsable du Mouvement de la tendance islamique (MTI) en France dans les années 90, Habib Mokni apparaît en 1992 comme gérant et administrateur de sociétés situées à Paris. Les ministres de l'Intérieur qui eurent à connaître son dossier entre 1983 et 1993, période où les membres de Ennahda recherchés par Interpol s'installent en France, sont, exception faite de Charles Pasqua (du 20 mars 1986 au 12 mai 1988), tous socialistes : Gaston Defferre, Pierre Joxe, Philippe Marchand et Paul Quilès.

Autre dirigeant de la même organisation, Salah Karkar. Il est l'un des cofondateurs de Ennahda avec Habib Mokni et Rached Kheriji (NdA : plus connu par les médias sous le nom de Rached Ghannouchi). Également condamné à la prison à perpétuité lors du procès des membres de l'organisation Ennahda, en août 1992 en Tunisie, il est l'objet de la **notice rouge d'Interpol n° de dossier 28888/91, N° de contrôle A-188/5-1992****. Karkar est, en 1992, l'objet d'un mandat d'arrêt international (N° 1/3391 délivré le 7 mai 1991) pour *« association à une organisation extrémiste de terroristes »* et son extradition est demandée en tout pays. Salah Karkar entre clandestinement en France en 1987, après s'être enfui de Tunisie. À l'époque, il est l'un des principaux instigateurs d'une tentative de coup d'État, programmée pour le 8 novembre 1987 par le « Groupe sécuritaire » de Ennahda.

Karkar dirigeait le réseau qui projetait de renverser le gouvernement tunisien pour faire de la Tunisie le premier « État islamique » du Maghreb, et qui fut démantelé par la police tunisienne. Selon la notice rouge d'Interpol le concernant, il a commis plusieurs actes criminels *« soit par passage direct à l'acte, soit par la préparation ou par instigation »*. Ces « bonnes » références lui permettent d'obtenir très rapidement de la préfecture du département de Seine-Saint-Denis (région parisienne) un titre de séjour valable jusqu'au 23 mai 1999... Sa situation régularisée par le ministère de l'Intérieur, Karkar dirige un petit hôtel parisien, rue de Saintonge. Selon certaines sources, c'est à cette époque qu'il aurait été accueilli par un libanais, Zouheir el-Obeidi, un autre Frère musulman. Cet intermédiaire lui aurait permis d'entrer en relation avec la banque des Frères musulmans, Al-Taqwa, de Lugano (Suisse) rebaptisée plus tard Nada Management Organization. Il réside en 1992 dans un immeuble

d'Épinay-sur-Seine[20]. L'asile politique accordé alors à Karkar ne l'empêche pas de participer ouvertement à certaines manifestations politiques normalement interdites aux réfugiés politiques dans leur pays d'accueil. Le 29 juin 1991, au Bourget (région parisienne), à l'occasion de la réunion annuelle de l'Union des Organisations islamiques de France (UOIF), Salah Karkar déclare devant plusieurs centaines de personnes que *« tous les régimes du Maghreb doivent être renversés »*.

Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, *« Salah Karkar, qui vit aujourd'hui à Epinay-sur-Seine et que Tunis présente comme le chef de l'aile militaire d'Ennahdha, a obtenu le statut de réfugié politique en 1987 sur consignes directes du cabinet du ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua »*[21]. Mais, entre l'arrivée de Karkar en France en 1987, sa condamnation en Tunisie en août 1992, et le mandat d'arrêt international lancé par Interpol à son encontre la même année, à la suite de Charles Pasqua, trois ministres de l'Intérieur, tous socialistes, se succèdent. Ceux-ci – Pierre Joxe (de juillet 1988 à janvier 1991), Philipe Marchand (de janvier 1991 à avril 1992) et Paul Quilès (d'avril 1992 à mars 1993) –, pour des protections de ce niveau, ont forcément eu connaissance de son dossier avec leurs homologues de la Justice.

Un troisième homme est au cœur de la réorganisation de Ennahda qui s'opère dans les années 90, depuis l'Angleterre et la France. Responsable des « Opérations spéciales » de l'organisation pour le Nord-Ouest tunisien, Tahar Boubahri arrive en France le 26 mars 1992 et demande l'asile politique cinq jours plus tard. Condamné à la prison à perpétuité lors du procès des membres de l'organisation Ennahda en août 1992 en Tunisie, il fait, à cette époque, également l'objet de recherches d'Interpol : **notice rouge d'Interpol n° de dossier 28885/91,**

---

20. *Révélations sur les filières intégristes. Quand la France se montre accueillante*, par Jean-Loup Izambert, L'Humanité-Dimanche, 18-24 novembre 1993.

21. Source : *Jeune Afrique n° 1680*, 18-24 mars 1993.

N° de contrôle A-186/5-1992** et d'un mandat d'arrêt international (N° 1/3391 délivré le 7 mai 1991) pour *« association à une organisation extrémiste de terroristes »*. Son extradition est demandée en tout pays. Du 14 au 18 août 1992, il participe au congrès clandestin de Ennahda qui se réunit à Villiers-en-Arthies (Val d'Oise), en région parisienne. Présidée par Rachid Kheriji, venu spécialement d'Angleterre à cette fin, cette réunion procède à une nouvelle organisation de Ennahda : Salah Karkar est nommé responsable pour l'Europe, Abdelhajid Mili, responsable pour la France. Parmi les autres membres du Conseil consultatif de Ennahda figurent Lazhar Abaab, Dhaou Meskine, Abdelraouef Boulaabi et Habib Mokni. Gérant de plusieurs petites entreprises dont La Générale du Bâtiment, Tahar Boubahri participe également à des initiatives publiques. Il manifeste ainsi le **13 février 1993 place de la République, à Paris****, pour apporter le soutien de Ennahda à ses Frères musulmans de Bosnie, qui violent et assassinent tous ceux qui ne sont pas musulmans. Le ministre de l'Intérieur est alors Paul Quilès (PS) et celui de la Justice, Michel Vauzelle (PS).

Autre exemple : le 4 mars 1992, la Chambre administrative de la Cour d'Alger prononce la dissolution du Front islamique du salut algérien (FIS). Ses principaux dirigeants, arrêtés, doivent répondre de différents crimes et de l'accusation de conspiration armée contre l'État. De 1992 à 2000, des criminels de cette organisation et de celles qui lui sont proches, soutenus par l'Arabie saoudite et le Qatar, assassinent plus de cent mille personnes (militaires, fonctionnaires, intellectuels, journalistes, syndicalistes, artistes, femmes)[22]. Près d'un million d'autres seront victimes de leurs exactions. Pourtant, **Anouar Haddam**** et Saïd Hilali, deux des principaux dirigeants du FIS, se rendent

---

22. Au mois d'avril 1999, le président algérien Abdelaziz Bouteflika a avancé le chiffre de 100 000 victimes depuis 1992. Les associations de défense des droits de l'homme avancent souvent un chiffre supérieur, parfois près du double.

en France sans aucune difficulté. Anouar Haddam présidera même le premier meeting organisé en Europe par l'association Fraternité Algérienne en France (FAF,) alors dirigée par Djaffar El Houari et **Moussa Kraouche****, porte-parole du FIS en France. Cette manifestation se déroule le 29 mars 1992 dans les locaux de la cité universitaire d'Antony, dans les Hauts-de-Seine, en région parisienne. **Habib Mokni y participe également comme représentant de Ennahda****. Prenant la parole à cette réunion publique, Anouar Haddam, appelle à *« renverser tous les régimes du Maghreb (...), le FIS s'est donné pour cible le pouvoir en place ».* Le ministre de l'Intérieur est alors Philippe Marchand (PS). Trois ans plus tard, le 30 janvier 1995, depuis les États-Unis qui l'hébergent, Anouar Haddam apporte médiatiquement son soutien à la lutte armée. Ce jour-là, à Alger, boulevard Amirouche, un attentat à la voiture piégée visant le commissariat central fait trente-huit morts et près de trois cents blessés. Cet attentat est le premier d'une longue série avec des voitures piégées ciblant plusieurs quartiers d'Alger, et qui feront des dizaines de morts et de blessés.

Le cheikh Rached Ghannouchi, principal dirigeant de Ennahda, également condamné et recherché par Interpol après avoir quitté la Tunisie le 12 mai 1989, figure également au nombre des criminels en fuite. Il est l'objet de la **notice rouge d'Interpol n° de dossier 28901/91 et N° de contrôle A-198/5-1992****. Pour autant, il s'installe en Angleterre le plus tranquillement du monde en 1991, à Acton, dans la banlieue ouest de Londres, et obtient le statut de réfugié politique en août 1993. Par contre, Ghannouchi sera expulsé d'Espagne en mars 1995, après avoir participé à Cordoue à une conférence, et le Canada lui refusera le statut de réfugié politique.

Dès 1992, Interpol indique que vingt-cinq d'entre eux font l'objet de recherches et de mandats d'arrêt internationaux pour **complicité dans des actions criminelles****. La plupart d'entre eux sont alors protégés par les États-Unis, l'Angleterre et la France. Ces trois pays comptent un grand nombre d'associations

dirigées directement ou sous influence des Frères musulmans qui peuvent servir de refuges et de relais aux Frères pour se déplacer dans des pays frontaliers (Canada, Belgique, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne).

Dans son étude sur les relations entre les États-Unis et les islamistes, le journaliste et écrivain Richard Labévière souligne plusieurs aspects des liens étroits qui unissent les dirigeants de la Maison-Blanche à ceux des Frères musulmans :

– La totalité des commanditaires et exécutants des actions terroristes menées depuis le début des années 90 sont d'obédience sunnite et ramènent invariablement aux réseaux des vétérans de la « guerre sainte » d'Afghanistan. Formés par la CIA, les « Afghans » sont ainsi successivement impliqués dans l'explosion du World Trade Center de New York (1993), dans la destruction de l'ambassade d'Égypte à Islamabad (1995), dans la tentative d'assassinat du président égyptien Moubarak en 1996 à Addis-Abeba, dans les diverses attaques d'hôtels et sites touristiques en Éthiopie et 1rythrée, ainsi que dans l'abominable tuerie de Louxor en novembre 1997[23].

Depuis cette étude très complète publiée en février 1999, d'autres faits bien plus graves se sont produits, les plus récents étant l'agression militaire menée contre le régime libyen en 2011, la guerre contre la République arabe syrienne ouverte la même année, et les tentatives de déstabilisation de tous les pays du Maghreb et de l'Afrique du Nord. Et si l'on peut être surpris de voir les Frères musulmans s'ériger en défenseurs de l'islam tout en appelant des dirigeants occidentaux à intervenir militairement contre des pays arabes, le fait n'est pour autant pas nouveau.

---

23. *Les dollars de la terreur, les États-Unis et les islamistes*, par Richard Labévière, Éd. Grasset.

Un recours systématique à la violence

Le recours à la terreur et la collaboration avec les puissances coloniales ont toujours été deux caractéristiques dominantes de la confrérie religieuse sunnite. Sans remonter à ses origines en Égypte, en 1928, son histoire plus récente – depuis les années 90 – enseigne que ses dirigeants sont disqualifiés pour parler au nom des peuples arabes et de la démocratie. Du reste, ils ne veulent pas de celle-ci, comme il leur arrive parfois de l'avouer. Leur seule référence est *« le chemin pour respecter la loi de dieu »* – c'est-à-dire la charia – qui régente tous les aspects privés et publics de la vie d'un musulman : *« Allah est notre objectif. Le Prophète est notre chef. Le Coran est notre loi. Le Jihad est notre voie. Mourir dans la voie d'Allah est notre plus grande espérance »* est le slogan des Frères pour qui la législation est la prérogative exclusive d'Allah.

La question n'est pas qu'ils croient dans un quelconque Être suprême et se réfèrent au Coran, mais qu'ils veuillent imposer leur croyance à l'ensemble des sociétés par la terreur. Le film intitulé *Syrie : les tribunaux islamistes*[24], réalisé par Solomon Kane et Luc Golfin en 2013, laisse entrevoir, après la Libye, dans quelle dictature religieuse, l'« opposition » anti-syrienne et ses souteneurs français voudraient plonger la République arabe syrienne : hommes suspectés de sympathies avec le gouvernement légitime arrêtés par des milices dites « islamistes », maris dénoncés pour adultère ou athéisme emprisonnés et jugés sans avocat par des fanatiques religieux, citoyens arrêtés, battus, torturés, abattus ou décapités... Un petit détour historique au travers de quelques portraits de dirigeants contemporains ou proches de leur chapelle permet de constater leurs bonnes relations avec des dirigeants occidentaux, les dictatures du Golfe arabo-persique comme avec ceux d'Israël.

---

24. Syrie : les tribunaux islamiques, par Solomon Kane et Luc Golfin, TF1, Émission *Sept à huit* de Harry Roselmack, 1er septembre 2013.

Frère Kheriji-Ghannouchi, le petit chéri de Washington

Le Frère Kheriji, l'émir autoproclamé de Ennahda en Tunisie ?

Après que le « printemps tunisien » eût viré à « l'hiver Ennahda », il sera accueilli à bras ouverts à Washington par le pro-Israélien Martin Indyk et le Washington Institute for Near East Policy (Institut de Washington pour la politique au Proche-Orient)[25], le 30 novembre 2011, à une table ronde très privée. Le pro-israélien Indyk apprécie bien le dirigeant Ghannouchi qui, dix ans auparavant, appelait ***« à combattre les nations impies dirigées par les Juifs, les Américains, les Occidentaux »***[26]. Curieux ? Pas tant que cela : ils ont en commun, avec des arrières-pensées différentes, la déstabilisation du monde arabe. Aussi, l'invite-t-il de nouveau, le 31 mai 2013, au Saban Center for Middle East Policy, dont il est également vice-président. Rien d'étonnant à cela puisque les dirigeants de Washington, Londres et Paris ont toujours soutenu Ghannouchi, tout particulièrement aux moments les plus forts de ses actions de déstabilisation et de tentative de coups d'État contre la république tunisienne. Le chercheur et géopolitologue Alexandre del Valle donne un aperçu de ses liens étroits avec l'administration étasunienne, liens qui ne datent pas d'aujourd'hui :

– Ghannouchi eut droit, en 1991, à l'éloge d'un des sous-officiers de George Bush en raison de son rôle d'intermédiaire efficace entre les factions afghanes antisoviétiques lorsque celles-ci commençaient à s'entre-déchirer. Deux années plus tard, les

---

25. Le Washington Institute for Near East Policy a une activité centrée sur les intérêts des États-Unis au Proche-Orient. Fondé en 1985 par Martin Indyk, également fondateur de *l'American Israël Public Affaire Committee*, puissant lobby pro-israélien aux États-Unis, il est proche des intérêts israéliens et ancien ambassadeur étasunien en Israël.

26. Revue *Al-Insân*, éditée en France et dirigée par Habib Mokni, N° 5, juillet 1991, p. 20.

Américains allaient manifester leur gratitude envers l'islamiste tunisien, cautionnant presque officiellement la tentative d'insurrection fomentée par les islamistes du parti Ennahda de Ghannouchi contre les autorités locales. Quelques semaines avant sa tentative d'insurrection politico-médiatique, Ghannouchi avait reçu le soutien de certains officiels Américains, comme le prouve par exemple ce discours du 13 mars 1991 du sous-secrétaire d'État Jack Covey devant le Congrès, au cours duquel ce dernier avait dénoncé les autorités tunisiennes pour n'avoir *« pas tenu leurs promesses en ce qui concerne l'instauration d'une société basée sur le multipartisme et, en particulier, en ce qui concerne la légalisation du parti Ennahda »*[27].

Contrairement au mensonge de ce sous-secrétaire d'État, au moment où il tient ce discours devant le Congrès des États-Unis, depuis près de dix ans, les dirigeants de Ennahda n'ont de cesse de recourir à la violence, assassinant sauvagement civils et militaires, attaquant bâtiments publics et hôtels et provoquant des troubles. Or, après être arrivé au pouvoir en novembre 1987, le président Ben Ali, en signe de réconciliation nationale, avait fait libérer Ghannouchi et 233 membres de l'organisation en mai 1988. Mezri Haddad, ancien diplomate tunisien auprès de l'UNESCO, universitaire, Docteur en philosophie morale et politique, professeur d'Histoire du monde arabe et écrivain[28], rappelle que Ennahda, malgré ses crimes passés, était alors bien partie prenante du multipartisme tunisien et que l'occasion lui était offerte de retrouver la voie de la démocratie politique ;

– Connaissant bien leur double langage, Ben Ali opte prudemment pour un règlement graduel de la question

---

27. *Islamisme et États-Unis, une alliance contre l'Europe*, par Alexandre del Valle, Éd. L'Âge d'Homme.

28. Mezri Haddad est l'auteur de plusieurs livres dont *La face cachée de la révolution tunisienne : islamisme et Occident, une alliance à haut risque*, Éd. Apopsix, et *Carthage ne sera pas détruite : Autopsie de la campagne anti-tunisienne*, Éd. du Rocher.

islamiste : pas de légalisation immédiate d'Ennahda ; en revanche, autorisation d'éditer un journal, contribution comme tous les autres partis politiques ou organisations socioprofessionnelles à l'élaboration du Pacte national, participation indirecte aux élections de 1989… En effet, avant de reconnaître officiellement les islamistes, il fallait bien mettre à l'épreuve des règles républicaines et de la discipline démocratique ces anciens putschistes[29].

Mais les dirigeants de Ennahda exploiteront leur liberté retrouvée pour replonger la Tunisie dans la violence et le chaos. Que feront-ils d'autre, deux décennies plus tard, lorsque les Tunisiens les laisseront s'emparer du pouvoir en 2011 ? Et faut-il s'en étonner alors que, ainsi que le rapporte Habib Mokni lui-même, l'un des cofondateurs de Ennahda, *« dès son retour début 2011, Ghannouchi a fait un coup de force, un putsch, en créant un bureau d'une cinquantaine de militants qu'il a lui-même choisis (…) Ghannouchi était assoiffé de pouvoir, mais ne pouvait pas et ne devait pas gouverner tout de suite »*[30]. Ghannouchi ? Pour l'émir de Ennahda qui ira jusqu'à s'opposer à d'anciens membres cofondateurs du mouvement pour s'accrocher à sa direction et au pouvoir, le combat contre les sionistes s'arrête à l'entrée de leurs salons de Washington.

Frère Mokni : Un exilé en marge des jeux du renseignement français

Le frère Mokni ?

Cet homme à l'allure sobre, posé et réfléchi, est en 1986 l'un des représentants en France du Mouvement de la Tendance Islamique (MTI). Quelques membres de cette organisation furent

---

29. *Carthage ne sera pas détruite : Autopsie de la campagne anti-tunisienne*, par Mezri Haddad, Éd. du Rocher.

30. *Tunisie : Vers une guerre de religion au sein du mouvement islamiste Ennahda*, par Nicolas Beau, www mondafrique.com, 2 mars 2014.

les auteurs de quinze attentats dans des lieux publics en France (Galeries Lafayette, Printemps, galerie Point Show des Champs-Élysées, TGV Paris-Lyon, pub Renault, Préfecture de police, magasin Tati de la rue de Rennes) de décembre 1985 à septembre 1986. Treize morts et trois cent trois blessés. Habib Mokni n'était impliqué directement dans aucune de ces actions. Dix ans plus tard, une nouvelle vague d'attentats commandités par des meneurs algériens de groupes en relation avec des Frères musulmans frappe la France. Parmi les principaux attentats : décembre 1994, quatre morts après deux jours de prise d'otage d'un vol d'Air France Alger-Paris à l'aéroport de Marignane par des membres du Groupe islamique armé (GIA) ; juillet 1995, huit morts et 117 blessés lors d'un attentat à la station de métro Saint-Michel ; entre juillet et octobre 1995, huit attentats dus au GIA font dix morts et une centaine de blessés ; décembre 1996, quatre morts et 170 blessés lors d'un attentat contre le RER B à la station Port-Royal… La réaction des autorités françaises est alors de combattre les auteurs des attentats à coups de grandes campagnes anti-terroristes. Mais les tueurs n'ont fait que revenir, fin 1994, là où des membres de leurs réseaux ou d'organisations de la même mouvance ont pu implanter leurs « bases arrières ». À la même époque, la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) doit combattre les criminels du FIS et du GIA qui multiplient les attentats contre la France tant en Algérie que sur le territoire national. Rappelons que ces crimes se déroulent deux ans seulement après que le FIS a pu tenir son premier meeting public en Europe, en France, en région parisienne, le 29 mars 1992. Sous couvert du pseudonyme d'Omar Nasiri, un Marocain résidant en Belgique devenu informateur de la DGSE, révèle, fin 2006, dans un ouvrage assez bien documenté sur les réseaux maghrébins en Belgique et en Angleterre, des faits troublants sur certaines opérations du renseignement militaire français.

Alors qu'il est au cœur de trafics d'armes pour ce groupe criminel, la DGSE lui facilite une opération de convoyage par route et par bateau jusqu'à Tanger (Maroc) d'une Audi bourrée

d'armes, d'explosifs et d'argent destinés au GIA algérien. Et Nasiri de s'interroger sur le fait de savoir si cette opération n'a pas servi en réalité a préparer l'attentat à la voiture piégée du 30 janvier 1995 devant le commissariat central d'Alger, boulevard Amirouche : « *Les rues étaient pleines de gens se préparant pour le ramadan qui commençait le lendemain Il y eut plus de quarante morts et des centaines de blessés, dont beaucoup de femmes et d'enfants. J'ignore si ce sont ces explosifs que j'ai fait entrer au Maroc qui ont servi dans cet attentat. Je ne le saurai jamais. Le GIA avait de nombreux fournisseurs, mais je ne peux m'empêcher de repenser à l'urgence qui entoura ce voyage. (...) L'opération avait-elle été montée en vue de cet attentat ?* »[31]. Non seulement la DGSE n'a rien fait pour empêcher cette opération, mais elle l'a favorisée en demandant à son agent de la piloter et de l'informer régulièrement de son déroulement. Elle l'a même aidé à franchir les douanes marocaines et a procédé à son rapatriement depuis le Maroc, où ses « frères » l'avaient, semble-t-il, quelque peu délaissé... Entre ces deux vagues d'attentats, les tueurs ont profité de la bienveillance accordée par les dirigeants français à des « organisations sœurs » toujours présentes, plus ou moins visiblement, pour assurer la logistique des opérations des djihadistes.

C'est ainsi, encore, qu'en mai 1992, un contact algérien m'informe du passage en France d'Omar Zermane, de Saïd Zerriat, d'Abderrazak Zeroug, d'Ali Zouabri dit « Aliouet » ou « Aliwet »[32] et d'Abdelhalim Tchalala. Tous membres du FIS ou de sa mouvance, liés à la « filière afghane », terroristes entraînés par les services étasuniens et français au Pakistan pour la première guerre d'Afghanistan (1979-1989). Tous sont recherchés par les services de sécurité algériens pour « *association de malfaiteurs, assassinats, attaques et vols à main armée* ». D'autres, comme Kamaredine Kherbane[33], l'un des fondateurs du FIS, ou Bounoua Boumera, un temps hébergés chez un prédicateur à

---

31. *Au cœur du djihad, mémoires d'un espion infiltré dans les filières d'Al-Qaïda*, par Omar Nasiri (pseudonyme) et Alexandre Boldrini, Éd. Flammarion.

Cergy-Saint-Christophe, en région parisienne (Val d'Oise), ou encore **Abou-el-Kacem Abbassi, impliqué dans un attentat à la bombe à l'aéroport Houari Boumédienne d'Alger****, sont également recherchés par les services algériens pour attentats. Kherbane ira se réfugier en Angleterre[34] tandis que Zouabri ne restera que quelques jours en France avant de repartir en Algérie. Cette même année 1992, le socialiste Bernard Kouchner, alors ministre de la Santé et de l'action humanitaire, s'apitoie sur les conditions de détention dans le Sud algérien des criminels qui assassinent de simples citoyens à coups de bombes et de hache simplement parce qu'ils ne partagent pas leur croyance, qu'ils sont communistes, intellectuels, fonctionnaires, écrivains – comme Tahar Djaout –, ou poètes – comme Youssef Sebti ;

---

32. Ali Zouabri est l'un des frères aînés d'Antar Zouabri, l'un des dirigeants du Groupe islamique armé (GIA). Il tenta, en 1990, d'instituer des tribunaux islamiques dans la ville de Boufarik, décidant de fouetter en public les personnes soupçonnées de boire de l'alcool ou de ne pas respecter l'ordre religieux. Après un séjour dans un camp d'entraînement militaire à Peshawar (Pakistan) à la fin 1991, il rejoint le GIA et son « groupe de la Mitidja » – plaine de l'arrière-pays algérois – avec lequel il se livre à de nombreux assassinats. Après un rapide passage en France de quelques jours, rentré en Algérie pour poursuivre ses attentats, il sera abattu par les forces de sécurité algériennes l'année suivante, le 3 novembre 1993. Lire *La nébuleuse islamiste en France et en Algérie*, par Hassane Zerrouky, Éd. 1.

33. En 1991, Kherbane a créé le groupe « El-Baqoun âla el-ahd » – BAA –, qui signifie « Fidèles au serment ». Recherché par les services algériens, il parviendra à quitter l'Algérie et s'exilera en Angleterre, où il établira son centre de propagande et fera paraître sa revue « Nour el Misbah » (Lumière du minaret).

34. Kherbane sera arrêté à Casablanca (Maroc) en septembre 2001, alors qu'il venait de Londres rencontrer son beau-frère, Saïd Hamaz. Ce dernier, de nationalité française, avait été condamné par la justice marocaine à dix ans de prison dans le cadre du démantèlement d'un réseau de trafic d'armes d'Europe via le Maroc, à destination des maquis islamistes algériens.

c'est cette même année que le socialiste Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, laisse se dérouler en France, le 29 mars en région parisienne, le premier rassemblement du FIS en Europe ; et que d'autres rassemblements de l'organisation dont les groupes armés assassinent en Algérie se multiplient en France, comme à Roubaix le 26 avril, alors qu'un autre socialiste, Paul Quilès, dirige le ministère de l'Intérieur.

Dès la fin 1991, des groupes armés proches du FIS répandent déjà la terreur en Algérie. À cette époque, dans le Sud algérien, à proximité de la frontière algéro-tunisienne, des petits groupes du FIS et de Ennahda s'entraînent ensemble à la lutte armée. Selon l'information de l'un de mes contacts, « *les nahdhaouis venaient généralement en Algérie par Nefta, ville du Sud tunisien, passaient la frontière et se retrouvaient avec des éléments du FIS dans la zone entre la wilaya d'El Oued et Touggourt, une région peu peuplée propice à ce genre d'activité* ». Celle-ci est confirmée par un document du ministère de l'Intérieur tunisien de 1991 qui indique que les groupes de futurs combattants recrutés par les Frères « *sont préparés pour être envoyés en Afghanistan afin d'y suivre des entraînements de trois à six mois intensifs au maniement de tous les types d'armes individuelles, lourdes et semi-lourdes ainsi qu'à la pose de bombes et à l'exécution d'attentats (...) Ces groupes sont dirigés clandestinement en Algérie où ils obtiennent des visas pour le Pakistan d'où ils gagneront l'Afghanistan* ». Pendant ce temps, à Paris, les politiciens français pactisent avec les chefs de la confrérie présentés comme des « défenseurs des droits de l'homme »... Habib Mokni connaît bien l'histoire du mouvement Ennahda pour en avoir été l'un des fondateurs, celle des Frères musulmans et, plus généralement, les luttes des peuples arabes. Ainsi, dès les années 90, il avait pressenti la catastrophe à laquelle conduirait également la fuite à l'étranger, puis la collaboration, de dirigeants des Frères musulmans avec des puissances occidentales et les pétro-monarchies du golfe arabo-persique :

« Les Frères musulmans syriens ont échoué, ils n'ont pas su apporter le changement, réaliser leur projet de société. (...) La cause de tout cela ? C'est d'avoir quitté le pays. Si on quitte le

terrain, c'est fini. C'est l'erreur d'Adnan Saadeddine : aujourd'hui il est dans l'impasse et il s'obstine. Il trahit ainsi sa propre cause. On ne peut pas préparer l'alternative islamique en Syrie à partir de l'Irak ou de l'Arabie saoudite. »[35]

Un proche d'**Issam al Attar***, le dirigeant de la tendance « historique » des **Frères musulmans syriens*** exilé en Allemagne depuis 1970, partageait également cette analyse :

« La vie des peuples ne se mesure pas en années… Il ne faut pas vouloir réaliser le changement pour le changement ; il ne faut pas jeter le pays dans le chaos, il ne faut pas détruire plus qu'on gagne, ni provoquer plus de dégâts que de gains. Nous ne voulons pas être des instruments. Il ne faut pas entrer dans les luttes qui finissent par nous soumettre au jeu des puissances, des grandes puissances ou des puissances régionales. Il ne suffit pas d'entrer dans la bataille, il faut avoir les moyens de la gagner, ou alors on sort d'un esclavage pour entrer dans un autre. Dans les circonstances actuelles, la lutte armée a besoin d'argent, de facilités qui ne peuvent être fournies par des États étrangers. (…) Je ne veux être au service de personne, ni de Bagdad, ni de Riyad, ni des USA. »[36]

Écarté de la direction de Ennahda, Habib Mokni fera le choix, comme d'autres dirigeants du mouvement, de prendre du recul sur le groupe Ghannouchi dont il ne partageait ni la pratique politique, ni la stratégie de prise du pouvoir, ni les orientations.

Il en va bien différemment pour Anouar Haddam, dirigeant du FIS algérien, qui, bien que revendiquant depuis les États-Unis qui l'hébergent *« la lutte armée comme moyen »* ne sera pas inquiété, bien au contraire.

Aurait-il été lui aussi, comme plusieurs de ses homologues marocains et tunisiens, retourné par les services occidentaux ?

---

35. *Syrie, l'éclipse des Frères musulmans,* Cahiers de l'Orient, numéro 7, 3e trimestre 1987.

36. *Ibid.* 35.

Frère Haddam : des bombes et des dollars

Nul besoin de le retourner. Frère Haddam est devenu, par choix personnel, un collaborateur aussi discret qu'appliqué des services étasuniens. Issu d'une famille de notables – son oncle, Tijdini Haddam, fut recteur de la mosquée de Paris –, formé dans les universités étasuniennes, il est très proche d'Ali Belhadj, le cofondateur du FIS – avec Abassi Madani – et l'un des propagandistes de la lutte armée[37]. Haddam fut aussi le porte-parole du GIA qui a plongé l'Algérie dans un bain de sang. Washington lui attribua un quasi-statut diplomatique qui, selon un haut fonctionnaire, lui permit de *« camper littéralement au Département d'État et dans les bureaux des membres du Congrès »*[38]. Faisant référence à un rapport de cent vingt pages édité en 1995 par la Rand Corporation – un centre de recherches officieux de la CIA – et rédigé par Graham E. Fuller sur l'intérêt de promouvoir les mouvements islamistes dans les pays arabes, le journaliste et écrivain Richard Labévière donne un éclairage inattendu sur le dirigeant du FIS qui déclarait, la même année 95, *« soutenir fermement la lutte armée en Algérie (…) comme un moyen »* :

« À travers l'exemple algérien, Fuller se prononce sur la « nature » de l'islamisme, « conflit de basse intensité » par excellence, dont la configuration correspond aux priorités du Pentagone. (…) Se félicitant de voir les islamistes algériens privilégier l'apprentissage de la langue anglaise par opposition au français, Fuller insiste principalement sur les enjeux économiques indiquant notamment que « *le FIS accueillerait avec plaisir tout investissement privé américain en Algérie et entreprendrait des relations commerciales avec les États-Unis.* (…) *Selon plusieurs*

---

37. *La guerre médiatique du terrorisme*, par Abderrahamane Mahmoudi, *Les Débats*, 24 au 30 août 2005, et *Haddam appelle à destituer Bouteflika pour ressusciter le FIS*, par R. Mahmoudi, Algérie Patriotique, 24 mai 2013.

38. *Les États-Unis, les islamistes et le contrat de Rome*, Le Matin, 28 décembre 2011.

notes d'orientation, ***la CIA considère que le FIS et le Refah turc ne sont pas hostiles à un engagement accru de l'OTAN en Méditerranée*** *(…) »*[39]. L'essentiel des perspectives ouvertes par ce rapport sont le fruit de rencontres et discussions que Fuller et d'autres membres de la CIA ont régulièrement menées avec Anouar Haddam, président de la délégation parlementaire du FIS à l'étranger, exilé aux États-Unis depuis 1992. Par l'intermédiaire de ce digne représentant d'une des grandes familles de l'Ouest algérien, plusieurs contrats importants ont été signés entre des financiers algériens et des firmes américaines, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire »[40].

Richard Labévière souligne qu'à la même époque où le réfugié Haddam rencontre régulièrement ses interlocuteurs de la CIA, celui-ci assurerait également des liaisons avec des groupes terroristes :

« Anouar Haddam connaît aussi l'aile « internationaliste » du FIS qui, avec l'aide des vétérans algériens de la « guerre sainte » d'Afghanistan, lanceront les premières attaques revendiquées par les Groupes islamiques armés (GIA) à l'automne 1994. Selon plusieurs sources autorisées, Anouar Haddam assure la liaison entre le FIS et le GIA, et c'est par son intermédiaire que ces derniers auraient reçu les consignes d'épargner l'infrastructure énergétique et la main-d'œuvre américaine opérant en Algérie. »[41]

Au point que l'on peut se demander si Anouar Haddam est le représentant de groupes terroristes auprès de la CIA ou l'envoyé de la CIA auprès des mêmes groupes armés qui combattent « le

---

39. Souligné par moi-même, tant cette analyse de la Rand Corporation reste d'actualité vingt ans plus tard, avec la déstabilisation de tous les pays du Maghreb et la guerre ouverte contre la République arabe syrienne.

40. *Les dollars de la terreur, Les États-Unis et les islamistes*, par Richard Labévière, Éd. Grasset.

41. *Ibid.* 40.

grand Satan » en… l'épargnant ! Que gagnent les peuples tunisien et algérien dans cette mascarade des Frères musulmans et du FIS couverte de sang et de dollars ?

Des relations suivies avec les réseaux des Frères musulmans depuis les années 1990

Certains pourraient considérer que ces faits, qui remontent aux années 90, sont trop anciens pour présenter un intérêt vingt années plus tard. Erreur. En effet, l'origine des faits met en exergue les liens étroits que Washington, Londres et Paris, et leurs services de renseignement, tissent *dès cette époque* et de manière *continue* avec des dirigeants de groupes des Frères musulmans. Ces relations entre les dirigeants français et des membres de ces organisations – criminelles pour la plupart – n'ont rien d'épisodique. Bien au contraire, *elles s'inscrivent désormais dans le long terme,* pour organiser le pillage économique des anciens États colonisés par leurs sociétés transnationales. Mohsen Toumi, universitaire tunisien, économiste et géographe, professeur, directeur de recherches, collaborateur des Nations Unies et écrivain, donne l'une des raisons de ce chaleureux accueil des autorités françaises à des individus recherchés pour des crimes :

« Les islamistes tunisiens installés en France (et pas uniquement les comparses) ont été retournés par les services de renseignement français, lesquels les ont utilisés comme sources ou comme intermédiaires dans les tractations avec les Iraniens, ou dans leurs enquêtes antiterroristes. »[42]

Mais pas seulement. Ce retour en arrière permet également de suivre le devenir de ceux-ci dans les conflits régionaux en cours : quelques-uns des protégés de Paris ont servi d'intermédiaires à des sociétés transnationales – notamment du complexe militaro-

---

42. *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, par Mohsen Toumi, Presses Universitaires de France.

industriel français –, en utilisant le relationnel que leur offre l'organisation internationale des Frères musulmans afin de favoriser des contrats ; d'autres sont devenus des indicateurs du renseignement français ; certains d'entre eux ont servi de relais pour mettre en contact les services français – principalement la DGSE – avec d'autres organisations de la nébuleuse des Frères pour mener des opérations de déstabilisation dans des pays de la sphère arabo-musulmane, tout particulièrement dans les pays du Maghreb, au Liban et contre la République arabe syrienne. Encore reste-t-il à savoir parfois qui retourne qui, mais cela est une autre histoire qui s'écrit avec le temps… Un fait doit être souligné concernant les rapports de ces criminels avec leurs « employeurs » français : au-delà du seul cadre juridique français, en se référant au droit international, le fait de soustraire des individus recherchés pour des crimes ou complicité des recherches d'Interpol place la France en dehors de la Charte de l'ONU et de plusieurs des décisions de l'organisation internationale en matière de lutte anti-terroriste.

« *Faciliter aux islamistes l'accès aux médias français* »…

Les témoignages sur ces relations franco-terroristes ne manquent pas, même si la presse française est peu diserte sur ce sujet. Ainsi, Ahmed Manaï, ancien expert auprès de l'ONU, président de l'Institut Tunisien des Relations Internationales, rapporte, alors qu'il était militant de Ennahda dans les années quatre-vingt-cinq, le soutien que recevait l'organisation criminelle de membres du gouvernement français. Retraçant son parcours de militant islamiste, puis celui de réfractaire au parti Ennahda, Ahmed Manaï déclare qu'il avait alors « *été contacté par Habib Mokni, un exilé en France depuis 1981, afin de rencontrer Rached Ghannouchi et un dirigeant de Ennahdha à l'époque, dénommé M. Ennouri* ». Il a compris, « *lors de cette rencontre qui a duré plusieurs jours, que Ennahdha planifiait de perpétrer un coup d'État en 1991 afin de prendre le pouvoir* ». Les propos d'Ahmed Manaï

« n'accablent pas que les dirigeants d'Ennahdha, mais aussi des dirigeants français qui leur ont annoncé, à l'époque, la volonté de certaines parties du gouvernement français, et notamment du ministère des Affaires étrangères, de faciliter aux islamistes l'accès aux médias français »[43]. Faut-il voir dans cette grande complaisance de dirigeants français avec des individus liés à une « organisation extrémiste terroriste »[44] les raisons de la censure[45] de l'enquête que je propose à l'hebdomadaire *VSD* en mars 1993, puis à *Paris-Match,* sur les relations entre dirigeants français et dirigeants des Frères musulmans recherchés par Interpol ? Bien qu'ayant accumulé les preuves, y compris par des documents de sources économiques, financières, judiciaires et policières, tous les hebdomadaires français se défileront les uns après les autres sous des prétextes divers ou, plus « courageusement », par le silence. Au bout de près d'une année de démarches de salle de rédaction en rédacteur en chef – un parcours instructif et parfois nauséabond –, seule *L'Humanité-Dimanche* publiera un extrait de mon enquête[46] sur quatre pages. Dans ces années 90, exception faite des deux années où Jacques Chirac fut Premier ministre (de mars 1986 à mai 1988), les gouvernements de cette période étaient tous dirigés par des socialistes : Laurent Fabius (juillet 1984 à mars 1986), Michel Rocard (mai 1988 à mai 1991),

---

43. *Ahmed Manaï dénonce l'argent sale d'Ennahdha et l'avidité du pouvoir*, par Inès Oueslati, Business News, 19 avril 2013, d'après l'émission *Labess* de Naoufel Ouertani, chaîne TV Ettounseyia, 17 avril 2013.

44. Source : Interpol. Terminologie employée par Interpol pour désigner l'organisation Ennahda. Dossier 28885/91, numéro de contrôle A-186/5-1992.

45. La publication de mon reportage dans le numéro 814 de VSD sera annulée au dernier moment, alors que la maquette de l'article sur cinq pages était déjà réalisée et que l'avocat du journal avait examiné tous les aspects juridiques de mon reportage.

46. *Révélations sur les réseaux intégristes*, par Jean-Loup Izambert, L'Humanité-Dimanche, n° 192, novembre 1993.

Édith Cresson (mai 1991 à mars 1992), Pierre Bérégovoy (avril 1992 à mars 1993).

La France bafoue l'action anti-terroriste de l'ONU

La France a hébergé et protégé pendant plus d'une vingtaine d'années des personnes recherchées par Interpol, bafouant ainsi les principes de la Charte des Nations unies. Elle en soutiendra de nouveaux depuis les années 2010, pour préparer et développer ses agressions militaires contre la Libye et contre la République arabe syrienne. Aussi convient-il de rappeler que le maintien de la paix et de la sécurité internationale, l'adoption de mesures collectives en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix, la promotion des droits de l'homme et du développement économique figurent au nombre des objectifs fixés par la Charte de l'ONU. Par ailleurs, plusieurs résolutions et décisions ont été prises par l'ONU afin de permettre aux États membres de tendre à ces objectifs, notamment en luttant contre le développement du terrorisme.

Dans **la résolution 1373*** adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU lors de sa 4385e séance du 28 septembre 2001, l'organisation internationale a décidé d'une série de mesures pour lutter contre le terrorisme. Parmi celles-ci, l'Organisation demandait que *« tous les États doivent s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes »*, de *« refuser de donner refuge à ceux qui financent, organisent, appuient ou commettent des actes de terrorisme ou en recèlent les auteurs »*, et également *« de veiller, conformément au droit international, à ce que les auteurs ou les organisateurs d'actes de terrorisme ou ceux qui facilitent de tels actes ne détournent pas à leur profit le statut de réfugié, et à ce que la revendication de motivations politiques ne soit pas considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés »*. Depuis l'année 2005, à l'initiative du Secrétaire

général de l'ONU de l'époque, Kofi Annan, a été créée L'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) pour « *renforcer la coordination et la cohésion des efforts menés par le système des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme* ».

La résolution 1624* adoptée le 14 septembre 2005 par le Conseil de sécurité vise l'incitation au terrorisme. Elle demande notamment aux États membres à l'interdire en droit, l'empêcher et refuser l'asile à toute personne « *au sujet de laquelle on dispose d'informations crédibles et pertinentes selon lesquelles il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle est coupable d'une telle incitation* ». Par la suite, dans une autre résolution (A/RES/64/297) adoptée le 8 septembre 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a réitéré sa « *condamnation ferme et catégorique du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, les lieux et les buts, car il constitue une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales* ». Force est de constater que les dirigeants français ont passé outre ces résolutions et recommandations.

Alors que la criminalité s'internationalise de plus en plus, et que les criminels défient les frontières, la France présente la particularité d'héberger à la fois le Secrétariat général d'Interpol, à Lyon, dont l'organisation lutte contre le crime international, et d'accueillir des criminels poursuivis par cette même organisation ! Depuis 1946, **Interpol a une direction partagée entre la France et les États-Unis***. Tous les Secrétaires généraux sont soit des Français (de 1946 à 1985), soit des Anglo-saxons (Angleterre et États-Unis de 1985 à 2014). Ces derniers dirigent l'organisation internationale de la police criminelle depuis les années quatre-vingt-cinq. Cette période coïncide avec celle où les activités criminelles des organisations des Frères musulmans vont se développer. Elle coïncide aussi avec celle où la France – avec quelques autres États, dont les États-Unis et l'Angleterre – va héberger plusieurs membres de la confrérie recherchés par Interpol sans exécuter les mandats d'arrêt de l'organisation internationale. Les dirigeants français ont ainsi également violé les engagements auxquels ils sont tenus vis-à-vis d'Interpol, dont

la France est membre depuis septembre 1923. Comme ils l'avaient fait contre la Libye, dès 2011, les dirigeants français présentent les animateurs de la guerre contre la République arabe syrienne à l'opinion publique comme des « opposants », les qualifiant de *« seuls représentants légitimes du peuple syrien »*.

Qu'en est-il exactement de cette « opposition » syrienne et, tout d'abord, de la confrérie religieuse des Frères musulmans, qui domine ces organisations ?

La terreur colonialiste du gouvernement Guy Mollet

Le gouvernement socialiste de Guy Mollet organisa, en novembre 1956, une expédition militaire de concert avec les Anglais et les Israéliens contre le président égyptien Gamal Abdel Nasser. Le gouvernement égyptien avait alors décidé, dans le cadre de son programme de développement économique et pour assurer l'indépendance économique de l'Égypte, de nationaliser le canal de Suez. Cette décision déclencha l'intervention militaire anglaise. De son côté, le gouvernement socialiste de Guy Mollet ne supportait pas le soutien de l'Égypte aux combattants algériens du Front de Libération Nationale qui luttaient pour libérer leur pays du colonialisme français. Israël se joignit a l'opération pour tenter de liquider la résistance palestinienne. L'intervention de l'Union soviétique, qui menaça les agresseurs de riposte militaire, et des États-Unis contre l'opération militaire, contraindra les agresseurs à cesser leur aventure militaire coloniale. Du 2 au 10 novembre 1956, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptera plusieurs résolutions prévoyant l'envoi d'une Force d'Urgence des Nations Unies pour rétablir la paix et préserver l'indépendance acquise par le peuple égyptien sous la présidence de Gamal Abdel Nasser.

Les notices d'Interpol

Les **notices rouges** sont des documents comportant généralement trois volets : le premier présente la personne recherchée (identité, empreintes, photo, pays dans lequel l'individu est susceptible de se rendre, langues parlées, motif de

la recherche, numéro de dossier et numéro de contrôle), le second établit la liste de ses complices, le troisième présente un exposé des faits qui lui sont reprochés, le motif de la diffusion, une indication sur la marche à suivre en cas de localisation et le bureau d'Interpol à prévenir. Les fiches portent des couleurs différentes qui correspondent à des fonctions précises : la **notice rouge** est utilisée pour demander l'arrestation (provisoire) en vue d'extradition d'individus recherchés, fondée sur un mandat d'arrêt ou une décision judiciaire ; la **notice bleue** pour recueillir des informations complémentaires sur des individus concernant leur identité, leur lieu de séjour ou leurs activités illicites dans le cadre d'une affaire pénale ; la **notice verte** est utilisée pour alerter et communiquer des informations de police sur des individus ayant commis des infractions pénales et susceptibles de récidiver dans d'autres pays ; la **notice jaune** est utilisée pour aider à retrouver des personnes disparues, en particulier des mineurs, ou à identifier des personnes qui ne peuvent le faire en raison de leur incapacité ; la **notice noire** est utilisée pour recueillir des informations sur des personnes décédées dont le corps n'a pas été identifié. La **notice spéciale Interpol-Conseil de sécurité des Nations Unies** est utilisée pour appeler l'attention des polices sur des individus ou groupes visés par les sanctions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'encontre d'Al-Qaida et des Talibans (notamment la résolution 1267). **La notice orange** est utilisée pour alerter la police, les organismes publics et les autres organisations internationales sur les matières dangereuses, les actes criminels ou les événements qui sont susceptibles de constituer une menace pour la sûreté publique. La **notice pourpre** est utilisée pour communiquer des informations sur les manières d'opérer, les procédés, objets, appareils et cachettes utilisés par des criminels.

La confrérie des Frères musulmans

La première organisation des Frères musulmans est fondée en Égypte, à Ismaïlia, en mars 1928 à l'initiative d'Hassan al-Bannâ.

La ville d'Ismaïlia était alors la ville de la Compagnie du Canal de Suez, « ville de l'Anglais », symbole de l'occupation occidentale et de l'humiliation égyptienne. Le père d'Hassan al-Bannâ était un religieux instruit, diplômé de l'Université de l'Azhar, imam (chef de prière) de la mosquée de son village qui éduqua son fils dans les principes de l'Islam. Maître à l'école primaire d'Ismaïlia à partir de 1927, Hassan al-Bannâ veut agir contre la misère et l'occupation de son pays. Il fonde, avec six autres musulmans, une association religieuse rattachée un premier temps à la Confrérie Huçâfiyya, dont le but est la bienfaisance. Bénéficiant de la publicité que lui accorde le journal *Al-Ahrâm*, quotidien officiel et conservateur, Hassan et ses amis créent des « maisons du message » dans plusieurs villes et villages afin d'organiser la charité en faveur des plus démunis. Le temps des fondateurs passé, sous couvert de charité, le dos tourné au progrès social et à l'émancipation humaine, ils deviennent surtout un auxiliaire précieux pour les bourgeoisies au pouvoir dans les pays arabes. L'organisation, qui compte quatre sections en 1929, en revendique deux mille en 1948 avec un million de membres en Égypte. Cette époque est également celle du développement de l'organisation dans d'autres pays arabes sur la base des structures nées en Égypte. Hors Égypte, le Soudan, la Palestine et la Syrie sont les premiers pays où s'organisent les Frères musulmans. Chaque branche des Frères musulmans à une histoire propre, caractérisée par la réalité politique, économique et sociale de son pays et par l'origine, la structure et les modes d'action de son organisation.

Des collaborateurs des puissances coloniales

Dès les années trente, le pouvoir politique égyptien et les Anglais voient dans l'organisation des Frères musulmans un relais à exploiter pour garder le contrôle du canal de Suez, endiguer le mécontentement grandissant des populations et détourner leurs revendications. C'est ainsi que les premiers dons importants, reçus dès 1929 par les Frères musulmans, viennent de la trésorerie de la... Compagnie du Canal de Suez, tandis que

les permis de construire de centres et mosquées placées sous leur influence sont accordés par les autorités égyptiennes. Avec son développement, le mouvement charitable devient vite un appareil politique qui présente des candidats aux élections.

De cette période des années trente à nos jours, une caractéristique domine la vie de l'organisation des Frères musulmans : se présentant sur le « terrain » des villes et des campagnes comme des défenseurs de l'Islam, ses principaux dirigeants n'ont en réalité de cesse de collaborer plus ou moins ouvertement avec les puissances coloniales occidentales, les régimes les plus rétrogrades du golfe arabo-persique et avec les forces antinationales, anti-laïques et anti-démocratiques.

Les Frères musulmans égyptiens ont ainsi bénéficié du soutien de l'Angleterre dans les années 1930. Le gouvernement du Premier ministre conservateur Stanley Baldwin (1923-1937) voit en eux un contrepoids aux tendances nationalistes et socialistes naissantes en Égypte.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, ils s'engagent avec les forces nazies. Mohammed Amin al-Husseini, le grand mufti de Jérusalem, et les chefs des Frères musulmans collaborent par la suite avec Hitler. La symbiose idéologique avec le nazisme est telle – tout particulièrement en raison de leur antisémitisme commun – qu'ils créent une division SS de vingt et un mille soldats musulmans qui s'installe dans les Balkans. Encadrée par des mollahs et des imams, regroupée et entraînée en France dans le Massif central dans un premier temps (répartie sur les départements du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Haute-Loire, de l'Aveyron, de la Lozère et de la Corrèze), cette division nommée *Waffen SS Handschar* est composée de musulmans venus de tout le monde arabe. Mais l'essentiel de ses soldats sont des musulmans bosniaques, croates, albanais, oustachis que renforce même, non sans heurts, un bataillon de catholiques croates. Revenue dans les Balkans, la division *SS Handschar* participe au génocide des populations serbes et juives et à la lutte contre le maquis des Partisans communistes yougoslaves.

Des nazis à la CIA au nom du grand Califat

Au nom du djihad pour réaliser le grand Califat, les Frères sont prêts à toutes les collaborations, à toutes les « reconversions démocratiques », à toutes les duplicités qu'ils jugent utiles pour implanter leurs bases et survivre idéologiquement.

Au lendemain de la guerre, durant la « guerre froide », leur collaboration avec le régime nazi et leurs crimes de guerre disparaissent dans l'oubli, comme s'ils n'avaient jamais existé. Si les autorités d'Israël font, avec raison, grand bruit sur la recherche de criminels de guerre allemands, par contre, un silence religieux entoure les Frères qui massacrèrent des populations entières en Yougoslavie... Dès lors, ils vont recevoir le soutien financier et militaire des services étasuniens et anglais pour contrer l'influence régionale de l'Union soviétique. Avec le soutien de services occidentaux, les Frères musulmans s'opposent au nationalisme arabe et aux mouvements marxistes-léninistes qui redonnent aux peuples du monde arabo-musulman le goût de l'indépendance et la perspective du progrès économique et social. La CIA les utilisera dans les années 80 pour organiser, à l'image de leur collaboration avec les nazis, le grand recrutement de l'armée du crime qui mettra l'Afghanistan à feu et à sang. Puis, dans la foulée de la première guerre d'Afghanistan, en 1991, les services étasuniens souffleront sur les cendres de cette haine anti-communiste, anti-laïque et anti-serbe en choisissant l'Albanie, la Croatie et la Bosnie pour préparer la guerre contre la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Les groupes terroristes musulmans qu'ils ont armés, entraînés et financés avec l'Angleterre, la France, le Pakistan et l'Arabie saoudite contre l'Afghanistan repartiront à la chasse au rouge et au non-musulman.

Briser les mouvements démocratiques et populaires

Dans les pays arabes, les Frères bénéficient du soutien des forces conservatrices, auxquelles ils apportent leur influence dans les quartiers les plus défavorisés, pour canaliser le

mécontentement et faire contrepoids aux organisations communistes et progressistes. La bourgeoisie pactise avec eux pour faire voter et accepter toutes les lois rétrogrades, comme en Égypte (libéralisme économique, sexisme, loi de contre-réforme agraire de 1997 qui chasse de ses terres une partie de la paysannerie, etc.), s'opposer et briser les mouvements populaires, comme en février 2011. On retrouve des organisations de la mouvance des Frères musulmans et les mêmes services occidentaux – États-Unis, Angleterre, France – dans toutes les tentatives de déstabilisation des régimes arabes, du Maroc à la Syrie mais également, au-delà du Moyen-Orient et des pays d'Asie centrale, dans tous les pays, Europe comprise, disposant d'une base religieuse musulmane. L'enquête du journaliste canadien Ian Johnson publiée sous le titre *Une mosquée à Munich – Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Europe* (Ed. JC Lattès) est très instructive de la collaboration des Frères musulmans avec les forces les plus réactionnaires. Enquêtant plus de cinq années sur ces réseaux, Ian Johnson met à jour le soutien que leur apportent les services étasuniens, avec d'autres services occidentaux, pour faciliter leur implantation en Europe et favoriser leurs actions contre les forces démocratiques et progressistes..

Parmi les ouvrages qui s'intéressent aux Frères musulmans, citons le très documenté et précis, *Les Frères musulmans* (1928-1982), présenté par Olivier Carré et Gérard Michaud, Éd. Gallimard/Julliard, collection Archives, 1983, *Les dollars de la terreur*, par Richard Labévière, Ed. Grasset, *Au cœur des services spéciaux – La menace islamiste : fausse piste et vrai danger*, par Alain Chouet Ed. La Découverte ou encore *L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres*, par René Naba, Ed. Golias et *Une mosquée à Munich – Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, par Ian Johnson, Ed. JC Lattès.

Le procès des Frères musulmans tunisiens du 28 août 1992

Le 28 août 1992, le tribunal militaire permanent de Bouchoucha (Tunisie), présidé par le juge Béchir Kaddous, a rendu son verdict dans l'affaire de l'atteinte à la sécurité intérieure de l'État. Le procès des 171 prévenus, la plupart membres de Ennahda, s'est déroulé sur plusieurs jours. Contrairement aux affirmations de certains médias français, le procès s'est déroulé en présence des accusés, de près de soixante-dix avocats et d'un important public composé d'observateurs arabes et étrangers représentants de nombreuses organisations humanitaires et professionnelles, dont Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme, l'organisation tunisienne de défense des droits de l'Homme, l'Union des avocats arabes, de représentants du Canada et de l'ambassade des États-Unis à Tunis, des journalistes de la presse nationale et internationale. Parmi les dix-sept chefs d'accusation des accusés, deux concernaient la plupart d'entre eux : atteinte préméditée à la sûreté intérieure de l'État dans le but de renverser le régime et complicité dans cette tentative de coup d'État. Trente-cinq condamnations à la prison à perpétuité ont été prononcées, dont seize à l'encontre de trente-six prévenus en fuite. Parmi eux : Rached Ghannouchi, Mohamed Ben Hamda Ben Salem,, Mohamed Ben Béchir Chammam, Lazhar Ben Ali Mokdad, Tahar Ben Ahmed Boubahri, Salah Ben Hédi Karkar, Habib Ben Mohamed Mokni, Ridha Ben Salah Tounsi, Mohamed Ben Ahmed Trabelsi, etc. La plupart sont alors résidents en Angleterre ou en France, avec l'accord des autorités, et font après leur condamnation l'objet de mandats d'arrêt internationaux d'Interpol.

En temps de paix, la juridiction militaire est toujours présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire d'un rang élevé ayant l'aptitude de siéger à la Cour de cassation, plus haute instance judiciaire de Tunisie. Les quatre autres magistrats sont désignés parmi les militaires. Il s'agit de magistrats recrutés en tant que

tels par le ministre de la Défense. Comparée à d'autres États, la Tunisie a connu des progrès importants quant à la composition de la juridiction militaire. À la même époque, des pays comme la Belgique, l'Australie, le Canada ou l'Italie sont dotés de juridictions militaires ne comportant qu'un magistrat, civil ou militaire, les autres membres du tribunal étant tous des officiers. Il en est de même pour la « General Martial Court » des États-Unis. La juridiction militaire tunisienne, bien que spéciale, n'est pas une juridiction d'exception. Sa composition intègre des militaires en raison du fait que le « bien protégé » par cette juridiction n'est autre que l'armée. Il s'agit d'une juridiction soumise aux garanties essentielles de l'inculpé et l'instruction se déroule selon les règles de procédure appliquées aux civils et stipulées dans le Code de procédure pénale. Contrairement à de nombreux pays, dont les États-Unis ou la France, les séances du tribunal militaire sont publiques à peine de nullité, et le jugement est rendu publiquement.

Issam al-Attar

Né à Damas en 1927, le professeur Issam al-Attar est l'un des principaux dirigeants des Frères musulmans tant au sein de leur organisation internationale que de la branche syrienne. Enseignant à l'Institut arabe de Damas dans les années cinquante, élu député à l'Assemblée du peuple en 1961, il devint peu après (1964) le dirigeant des Frères musulmans syriens au moment où ceux-ci allaient éclater en plusieurs factions. Il s'opposa notamment à la branche qui refusait tout dialogue avec les autres partis et entendait imposer son pouvoir par la violence (celle-là même qui bénéficia par la suite, au travers de différents représentants en Europe et aux États-Unis, du soutien politique et militaire de Washington, Paris, Doha et Riyad). Suite à la multiplication des attentats par les Frères musulmans syriens, Issam al-Attar devint, comme de nombreux dirigeants des Frères musulmans syriens, *persona non grata* en République arabe syrienne. Il s'installa en Allemagne, à Aix-la-Chapelle (1978), où il

fonda un centre islamique d'où il continua d'exercer son influence sur le mouvement. Dès 1980, les branches militaires des Frères musulmans s'entendirent pour l'écarter progressivement de la direction du mouvement et organisèrent en 1981 un attentat contre lui. S'il échappa de peu à l'assassinat, sa femme y succomba. Sous son autorité, ses adeptes vont développer des réseaux sur l'Allemagne (Berlin, Munich, Francfort), mais également sur plusieurs pays d'Europe (Suisse, France, Belgique, Angleterre) au travers de nombreuses associations. Mais, au-delà des apparences et des prises de position entre éléments soi-disant « modérés » et « extrémistes », rappelons que la confrérie n'a pas hésité à se référer à la fatwa (décret religieux) d'Ibn Taïmiyya (théologien sunnite qui vécut de 1263 à 1328) sur la « secte » des Alaouites (ou Noçaïris) datant du XIVe siècle pour déclarer la guerre sainte au régime syrien, considérant que les Alaouites *« sont plus infidèles que les Juifs et les chrétiens, plus infidèles encore que bien des idolâtres »*.

Frères musulmans syriens

Le mouvement des Frères musulmans syriens a toujours été divisé en plusieurs groupes qui s'opposent principalement sur la stratégie de prise de pouvoir. Quatre courants principaux les dominent : un courant dit « historique », dont l'un des principaux chefs fut Issam al-Attar ; un courant « militaire », dirigé dans le passé par Adnan Okla ; et un courant dit « tendance politique », qui se divisa dans le temps en plusieurs factions rivales. L'un des principaux chefs de ces factions fut Adnan Saadedine. Comme la plupart des chefs des Frères musulmans, ils se réfugièrent à l'étranger, principalement en France, en Angleterre, en Allemagne et dans les dictatures du golfe arabo-persique. Adnan Saadedine sera l'un des principaux animateurs des opérations armées contre la République arabe syrienne. Refusant tout dialogue avec les partis laïcs comme avec le pouvoir légal, il est impliqué dans les vagues d'attentats terroristes contre des civils (bombes dans les autobus, à la gare centrale de Damas, dans des

hôtels, etc.) et contre des infrastructures économiques qui feront, dans les années 1970-1990, plusieurs milliers de victimes et causeront d'importants dégâts à l'économie syrienne. Toutes ces branches ont en commun l'usage de la violence et le recours au meurtre pour imposer leur foi religieuse.

La résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU

Adoptée à l'unanimité le 28 septembre 2001, elle appelle les États membres à mettre en œuvre un certain nombre de mesures conçues pour renforcer leur capacité juridique et institutionnelle de lutte contre les activités terroristes, y compris à :

– ériger en infraction le financement du terrorisme ;

– geler sans attendre tous les fonds des personnes impliquées dans des actes de terrorisme ;

– interdire que les groupes terroristes reçoivent un soutien financier quel qu'il soit ;

– refuser de donner l'asile aux terroristes, de leur offrir des moyens de subsistance ou de leur apporter un appui ;

– échanger des informations avec les autres gouvernements sur tout groupe préparant ou planifiant des actes terroristes ;

– coopérer avec les autres gouvernements en ce qui concerne les enquêtes sur ceux qui sont impliqués dans de tels actes, leur détection, leur arrestation, leur extradition et les poursuites à leur encontre ;

– et ériger en infraction dans le droit interne l'apport d'un appui, actif ou passif, au terrorisme, et traduire les coupables en justice.

La résolution appelle aussi les États à devenir parties, dès que possible, aux instruments juridiques internationaux qui concernent la lutte contre le terrorisme[47].

47. Source : ONU, Conseil de sécurité, extrait de la Résolution 1373 (2001), S/RES/1373 (2001).

La résolution 1624 du Conseil de sécurité de l'ONU

Adoptée le 14 septembre 2005 par le Conseil de sécurité de l'ONU :

1. Appelle tous les États à adopter des mesures qui peuvent être nécessaires et appropriées et sont conformes aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, pour :

a) interdire par la loi l'incitation à commettre un ou des actes terroristes ;

b) prévenir une telle incitation ;

c) refuser l'asile à toute personne au sujet de laquelle on dispose d'informations crédibles et pertinentes selon lesquelles il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle est coupable d'une telle incitation ;

2. Appelle tous les États à coopérer, notamment en vue de renforcer la sécurité de leurs frontières internationales, en particulier en luttant contre la falsification des documents de voyage, et, dans la mesure du possible, en améliorant la détection des terroristes et les formalités visant à assurer la sécurité des passagers, en vue d'empêcher les auteurs des agissements mentionnés à l'alinéa a) du paragraphe 1 d'entrer sur leur territoire ;

3. Appelle tous les États à poursuivre les efforts menés au niveau international pour approfondir le dialogue et favoriser une meilleure compréhension entre les civilisations afin d'empêcher le dénigrement systématique des autres religions et cultures, et de prendre toutes les mesures appropriées, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, afin de contrecarrer l'incitation aux actes terroristes motivés par l'extrémisme et l'intolérance et de prévenir les menées subversives de terroristes et de leurs partisans contre les établissements d'enseignement et les institutions culturelles et religieuses ;

4. Souligne que les États doivent veiller à ce que toutes les mesures qu'ils prennent pour appliquer les paragraphes 1, 2 et 3 de la présente résolution soient conformes à toutes les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier celles prévues par le droit international des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire ;

5. Appelle tous les États à faire rapport au Comité contre le terrorisme, dans le cadre de leur concertation permanente, sur les mesures qu'ils ont prises pour mettre en œuvre la présente résolution[48].

---

48. Source : ONU, Conseil de sécurité, extrait de la résolution 1624 (2005), S/RES/1624 (2005).

Interpol : une direction partagée entre la France et les États-Unis

De 1946 à 1985, pendant trente-neuf ans, Interpol a été dirigée par quatre secrétaires généraux – Louis Ducloux (1946-1951), Marcel Sicot (1951-1963), Jean Népote (1963-1978) et André Brossard (1978-1985) –, tous français. Ces rapports structurels n'ont pas manqué de favoriser le développement de liens étroits entre les services du ministère de l'Intérieur français et l'Organisation internationale de la police criminelle. Puis, de 1985 à 2000, c'est l'Anglais Raymond Kendall qui fut Secrétaire général. L'Étasunien Ronald Noble lui succéda par trois fois (chaque mandat du Secrétaire général est généralement d'une durée de cinq années et est rééligible)... et occupera le poste jusqu'en 2014. Auparavant, ce dernier fut membre du Secret Service, du Service des douanes, du Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu (ATF) et de la Division des enquêtes criminelles de l'Internal revenue service (IRS : administration fiscale étasunienne). En novembre 2012, l'Assemblée générale a élu la Française Mireille Ballestrazzi présidente d'Interpol jusqu'en 2016 et, en novembre 2014, l'Allemand Jürgen Stock comme Secrétaire général.

Après avoir eu son siège à Saint-Cloud (Paris) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Interpol s'est installée en mai 1989 dans un immeuble moderne de Lyon. En France, le Bureau central national (BCN) d'Interpol est situé au sein de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) dont le directeur est également le chef du BCN.

CHAPITRE 2

Frères musulmans
Des dirigeants néocolonialistes

La confrérie religieuse des Frères musulmans est au cœur des conflits contre les pays arabes laïcs. Depuis sa création en 1928, son histoire est marquée par un recours systématique à la terreur.

« Oui, l'opposition syrienne reçoit des propositions d'armement »[49], ***« les USA l'ont financée »***[50], *mais* ***« malgré le bain de sang, elle est désunie »***[51]. *Et si* ***« l'opposition syrienne prend forme en Turquie »***[52], *elle se réunit à Istanbul, au Caire, parfois même à Paris, mais surtout à Doha, au Qatar, pour* ***« tenter de surmonter ses rivalités »***[53], *car* ***« la lutte pour le pouvoir déchire l'opposition »***[54]*…*

---

49. *Oui, l'opposition syrienne reçoit des propositions d'armement*, par Nidal Hémadé, Al-Manar, 11 avril 2011.

50. *Les USA ont financé l'opposition syrienne*, Le Figaro, 18 avril 2011.

51. *Malgré le bain de sang, l'opposition syrienne est désunie*, Marianne, 4 juillet 2011.

52. *L'opposition syrienne prend forme en Turquie*, par Christophe Ayad, Libération, 18 juillet 2011.

53. *Réunie à Doha, l'opposition syrienne tente de surmonter ses rivalités*, France 24, 6 novembre 2012.

Même « *Un oncle d'Assad se pose en chef de l'opposition* »[55], une « *opposition* (qui) *veut refonder l'unité nationale* »[56], motif pour lequel elle a, sans doute pour d'obscures raisons de proximité, fait de « *Paris,* (sa) *capitale politique* »[57]… Pourtant, les milliards de dollars des États-Unis, de l'Union européenne et des dictatures du golfe arabo-persique, les « *400 tonnes d'armes aux rebelles* »[58], parmi des milliers d'autres déversés en toute illégalité à ces « *opposants sans légitimité* »[59], n'empêchent même pas leur Coalition aussi factice que déchirée d'être « *en voie de décomposition* »[60]. Et si « *les Frères musulmans dominent l'opposition syrienne* »[61] comme le rappelle justement Raphaël Lefèvre, doctorant en Relations internationales à l'Université de Cambridge, ceux-ci doivent surtout leur prédominance à leurs maîtres qataris et saoudiens. Pendant que ces derniers fréquentent les couloirs de la Maison-Blanche et de l'Élysée, les Frères « *revendiquent les attentats suicides à Damas (qui ont fait) 44 morts et plus de 150 blessés en deux attentats* »[62], attentats opérés

---

54. *La lutte pour le pouvoir déchire l'opposition*, par Georges Malbrunot, Le Figaro, 8 novembre 2012.

55. *Un oncle d'Assad se pose en chef de l'opposition*, par Fabrice Aubert, TF1, 14 novembre 2011 à 11 heures.

56. *L'opposition syrienne veut refonder l'unité nationale*, par Zénobie, Le Monde Diplomatique, 8 décembre 2011.

57. *Paris, « capitale politique de l'opposition syrienne »*, France 24, par Julien Peyron, 16 mars 2012.

58. *Syrie : 400 tonnes d'armes aux rebelles*, Le Figaro.fr avec Reuters, 25 août 2013, 14 h 49.

59. *Syrie : Des opposants sans légitimité*, par Shane Ferrell, Courrier International, 8 septembre 2012.

60. *Syrie : L'opposition envoie de décomposition ?* par Armin Arefi, Le Point, 29 février 2012.

61. Raphaël Lefèvre : « *Les Frères musulmans dominent l'opposition syrienne* », La Croix, 27 mars 2013.

62. *Les Frères musulmans syriens revendiquent les attentats suicide à Damas,* AFP, 24 décembre 2011, 12 h 03.

avec les dollars et les armes en provenance de plusieurs pays dont la France. Mais la guerre prend une autre tournure alors que Qataris et Saoudiens se disputent entre eux, par bandes interposées, pour dominer les troupes de mercenaires importées par les Frères dans les pays frontaliers de la République arabe syrienne (Turquie, Jordanie et Irak). Aussi, quand début janvier 2014 *« la guerre parmi les insurgés fait plus de 500 morts en une semaine »*[63], il devient particulièrement difficile de s'y retrouver pour comprendre ce que recouvre le qualificatif d'« opposition » attribué par la Maison Blanche et l'Élysée à… À quoi et à qui au fait ?

Car, la lecture de ces quelques titres des médias français oblige de constater que cette « opposition » s'organise en dehors de la Syrie – alors que les partis d'opposition ont le droit d'organisation, de réunion et de manifestation en République arabe syrienne –, qu'elle reçoit reçoit, en pleine violation du droit international, des armes et des dollars en quantité de l'étranger – pour faire des réformes démocratiques ? –, qu'elle n'a aucune légitimité populaire – ce qui est normal pour des groupes criminels venus de l'étranger qui refusent tout dialogue politique et social et assassinent les civils par groupes –, que ses dirigeants et groupes se déchirent entre eux pour le pouvoir, revendiquent des attentats suicide et sont dominés par des Frères musulmans. Qu'y a-t-il de Syrien dans ce magma ? Rien, sinon deux guillemets qui s'imposent au mot « opposition » pour rappeler qu'elle ne peut en être une dans ces conditions et cela pas plus à Damas qu'à Washington, Londres, Paris ou Moscou.

La confusion est telle qu'à la mi-2013, la plupart des médias français présentent les groupes armés s'activant à des opérations criminelles planifiées depuis l'étranger contre la Syrie comme des « opposants » qui chercheraient à renverser *« le dictateur Bachar*

63. *La guerre parmi les insurgés a fait plus de 500 morts en une semaine,* RTL avec AFP, 11 janvier 2014.

al-Assad » pour *« arrêter le massacre du peuple Syrien »*. La réalité est tout autre.

À lire et écouter les médias français, il appert qu'au fil du conflit qui commence ouvertement début 2011, nombre de journalistes ne savent plus trop où ils en sont avec ces « héros ». Les voici tantôt qualifiés de *« représentants légitimes du peuple syrien »*, tantôt d'*« insurgés »*, voire de *« rebelles »* ou – pourquoi pas – de *« révolutionnaires »* ! S'ajoutent à cette situation confuse des opérations de propagande et de désinformation montées par certains médias. Deux exemples parmi de très nombreux autres :

– Le samedi 28 mai 2011, un rassemblement de soutien au gouvernement syrien a lieu à Paris sur le parvis des Droits de l'Homme, place du Trocadéro. Plusieurs centaines de personnes manifestent, brandissant des drapeaux syriens et protestant contre le traitement partisan des événements en Syrie par les médias français. Dans son compte-rendu, la journaliste de l'*Agence France Presse* (*AFP*) transforme cette manifestation de soutien au président Bachar el-Assad en manifestation… d'« opposants » ! Texte de la dépêche *AFP* diffusé par *TF1* : *« Deux cents personnes se sont rassemblées samedi après-midi sur l'esplanade du Trocadéro à Paris pour une « Syrie démocratique » et pour réclamer des « sanctions internationales » contre le régime de Bachar al-Assad »*, a constaté une journaliste de l'*AFP*[64]. Cette désinformation relève d'une malhonnêteté particulièrement aiguisée si l'on visualise le nombre de portraits du président Bachar el-Assad, les acclamations et les slogans de soutien au président syrien ainsi que les nombreux drapeaux syriens brandis par les centaines de participants à la manifestation.

---

64. *Syrie : l'AFP pris en flagrant délit de médiamensonge*, par www.geostrategie.com, 30 mai 2011. *Rassemblement à Paris en soutien aux manifestants syriens*, édité par Diane Heurtaut, TF1 news, le 29 mai 2011 à 17 h 31.

– Le 28 juin 2011, un mois plus tard jour pour jour, le quotidien *Le Parisien* titre à sa une *« Syrie : l'armée entre dans un village, réunion controversée d'opposants »,* avec une photo de l'une des manifestations de soutien à… Bachar al-Assad qui ont eu lieu du 15 au 21 juin et qui ont réuni des millions de personnes à travers tout le pays. On y voit notamment l'un des immenses drapeaux syriens brandis dans ces circonstances par la population et des portraits du président syrien. *Le Parisien* réussit l'exploit de transformer cette manifestation de soutien au gouvernement syrien en manifestation… d'« opposants » *« appelant à la chute du régime »*. Légende du Parisien : *« Les militants pour la démocratie ont organisé plusieurs manifestations dans la nuit de lundi à mardi en Syrie, appelant à la chute du régime du président Bachar al-Assad (…) »*[65]. Le travail d'enquête réalisé par le journaliste et écrivain François Belliot, publié sous le titre ***Guerre en Syrie : le mensonge organisé des politiques et des médias français**** est révélateur des moyens mis en œuvre à grande échelle pour tromper l'opinion publique française sur la réalité des faits.

Dès lors, entre propos déformés, occultation, désinformation et propagande, comment le lecteur lambda peut-il s'y retrouver sur la nature réelle de cette « opposition » ? Quels sont ses dirigeants ? Quelle est sa représentativité ? Quel est son programme politique ? Quelles sont ses actions et de quels soutiens bénéficie-t-elle ?

Pour répondre à ces questions, revenons une trentaine d'années en arrière sur le cas de la Tunisie. Pourquoi la Tunisie des années 1985 ? Parce que les événements de l'époque apportent des éléments de réponse qui permettent de mieux appréhender le mode de fonctionnement des organisations contrôlées par les Frères musulmans tout comme leurs relations avec des dirigeants politiques français.

---

65. *Syrie : l'armée entre dans un village, réunion controversée d'opposants*, Le Parisien, 28 juin 2011, 11 h 54.

Depuis les années 1990, les dirigeants français apportent un soutien croissant aux Frères musulmans

Cette analyse oblige à mener une enquête sur le long terme, des années 90 jusqu'à nos jours. J'ai concentré une partie de mes recherches sur le Maghreb, principalement en raison du fait que ces groupes ont tenté plusieurs coups d'État, dans les années 90, contre la république laïque de Tunisie. Leur objectif était alors d'y implanter leur premier « État religieux » dans le plus petit pays du Maghreb. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Syrie ont vu – et voient toujours – leur histoire malmenée par les relations qu'entretiennent des dirigeants de puissances occidentales – États-Unis, Angleterre, France – avec ceux de cette confrérie religieuse. De l'analyse de la stratégie de ces groupes dans le monde arabe et de celle des relations de leurs principaux dirigeants avec ceux d'États occidentaux appert une évidence : la stratégie de la terreur adoptée par les Frères musulmans contre la Tunisie est reprise dans tous les autres pays arabes laïcs avec, depuis les années 90, un soutien de plus en plus ouvert et important de ces États occidentaux et des dictatures du golfe arabo-persique. Ces alliances conjoncturelles évoluent en fonction des objectifs des puissances occidentales et de l'implantation des Frères musulmans, variable selon les pays du monde arabo-musulman. Les groupes liés à cette confrérie religieuse sont à l'œuvre et au cœur de tous les principaux conflits régionaux qui éclatent à partir des années quatre-vingt. Ces guerres régionales ne sont en rien supportées par de puissants mouvements populaires. Les peuples de cette zone géopolitique aspirent au contraire à la paix, à l'indépendance, à la démocratie et au progrès économique et social, ainsi qu'ils l'expriment, même confusément, dans l'effervescence de leurs manifestations.

Dans les années 90, les dirigeants des Frères musulmans ont mis au point une stratégie d'affrontement avec le pouvoir tunisien. *C'est cette même stratégie qui est reprise dans tous les pays* où les Frères disposent de réseaux dans lesquels certaines

associations, plus ou moins proches, ont un caractère politico-armé (Jihad islamique, Ennahda, Groupe Islamique Armé, Groupe Islamique Combattant Libyen, Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Groupe Zerkawi, Ansar al-Islam, etc.). Au fil de ces vingt années – 1990 à 2010 –, les Frères ont également créé et développé des bases d'influence dans plusieurs pays occidentaux : Union des Organisations Islamiques de France, Califat de Cologne aussi appelé Fédération des associations et des communautés islamiques en Allemagne, la Fondation islamique, le Hiz ul Tahrir, le Al Muhajirun du cheikh Omar Bakri, le groupe de cheikh Abou Hamza al-Masri en Angleterre, etc.

Il en est de même aux États-Unis et dans tous les pays possédant une base religieuse musulmane suffisamment importante. Celles-ci leur apportent un soutien politique, logistique, financier et médiatique et, au-delà de leurs différences, toutes tendent vers un même objectif : l'édification du califat mondial, y compris dans plusieurs pays d'Europe occidentale, centrale et orientale. Les réseaux d'influence de la confrérie traversent donc les frontières dans le monde arabe comme celles entre le monde arabe et le monde occidental et oriental. Il est donc *normal* que le Conseil national syrien (CNS), organisation dominée par les Frères musulmans qui tente dès 2011 de fédérer les groupuscules armés venus combattre le régime laïc de la République arabe syrienne, tienne son premier congrès à huis clos à Gammarth, dans la banlieue nord de Tunis, du 16 au 19 décembre de cette année-là. *« Cette rencontre a été rendue possible par le soutien personnel du président Marzouki »,* se félicitera même le ministère des Affaires étrangères… français ![66] Cette déclaration d'autosatisfaction du ministère des Affaires étrangères français est à rapprocher des crimes que les mêmes organisations des Frères musulmans ont commis hier contre la Tunisie comme contre tous les pays du Maghreb avant

66. Source : Ministère des Affaires étrangères français, *La politique arabe de la Tunisie*, 3 juillet 2013.

d'attaquer le Liban et la Syrie. Les notices rouges d'Interpol des années 1992, émises à l'encontre des principaux dirigeants et membres de Ennahda, donnent un aperçu du caractère criminel de la plupart d'entre eux comme de leur stratégie de prise de pouvoir.

Des criminels, pas des « libérateurs »

Ainsi, les notices rouges d'Interpol émises dans les années 1992 présentent de manière détaillée les faits pour lesquels ceux-ci sont alors recherchés : « *En avril 1987, homicide volontaire sur la personne de l'imam de la mosquée du Kram/Tunis au moyen d'acide chlorhydrique ; le 2 août 1987, nombreux attentats par explosifs dans divers complexes touristiques de la région du Sahel tunisien, qui ont blessé un grand nombre de touristes et ouvriers et ont fait d'importants dégâts matériels ; en 1990, tentative d'attentat par explosif contre un avion civil et détention d'explosifs* ».

Dans les mêmes dossiers d'Interpol, l'exposé des faits des mandats d'arrêt internationaux précise : « *En complicité avec ses 25 complices, il a commis les faits suivants soit par passage direct à l'acte, soit par la préparation ou par instigation : le 7 janvier 1991, tentative d'attentat par explosif contre une voiture. Le 17 février 1991, attaque contre un établissement de l'État à Tunis-ville par un groupe de l'association à l'aide de cocktails Molotov combustibles, armes blanches provoquant l'incendie de l'établissement, le décès d'une personne et l'incapacité physique totale d'une autre. Le 6 mars 1991, incendie du dortoir de l'internat du lycée de Tajerouine/Le Kef ayant pour conséquence d'importants dégâts matériels. En 1991, tentative d'attentat par explosif contre un avion civil et détention d'explosifs* ».

D'autres documents officiels confirment ces faits. C'est le cas, par exemple, de l'arrêt rendu en avril 2003 par la section d'Appel de la Cour fédérale du Canada. Ce procès oppose Mohamed Zrig, membre de Ennahda, au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada. Dans son arrêt, la Cour fédérale précise le caractère criminel de l'organisation et de son principal dirigeant, Rached Ghannouchi : « *Le MTI/Ennahda est un*

mouvement qui prône l'usage de la violence ; il est composé d'une branche armée qui utilise des méthodes terroristes et qui est financée par plusieurs pays et mouvements. Cette branche du mouvement est impliquée dans des assassinats et des attentats à la bombe. Le mouvement, qui est présent dans plus de 70 pays, est aussi impliqué dans le trafic d'armes et dans le financement d'intégristes algériens, dont le Front islamique du salut (le « FIS »). L'objectif ultime du mouvement est l'islamisation de l'État, c'est-à-dire l'instauration d'un État islamique en Tunisie »[67].

Son dirigeant, Rached Ghannouchi : *« Un terroriste faisant partie intégrante de l'internationale islamiste, est considéré par certaines sources comme étant l'un des maîtres à penser du terrorisme »*[68].

Les crimes de l'organisation Ennahda : *« Le MTI/Ennahda a commis 12 crimes pouvant être qualifiés de crimes graves de droit commun, à savoir : attentats à la bombe en France en 1986, attentats à la bombe à Sousse et à Monastir en 1987 ; des incendies de voitures en 1987 et 1990 ; de l'acide projeté au visage d'individus en 1987*[69]*; complots en vue d'assassiner des personnalités du gouvernement tunisien en 1990, 1991 et 1992 ; complot en vue de déposer par les armes l'ancien président tunisien Habib Bourguiba en 1987 ; agressions physiques dans les lycées et universités, de 1989 à 1991 ; l'utilisation de cocktails Molotov en 1987, 1990 et 1991 ; incendie criminel de Bab Souika en février 1991 ; tentative d'incendie d'un édifice universitaire*

67. Commissariat à la magistrature fédérale du Canada, Recueil des arrêts de la Cour fédérale du Canada, Section d'Appel, Dossier A-33-02, jugement rendu à Ottawa (Ontario) le 7 avril 2003, Affaire Mohamed Zrig contre le Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

68. *Ibid.* 67.

69. Des membres de groupes islamistes aspergent avec de l'acide le visage des femmes qui ne portent pas le voile afin de les y obliger. Depuis 2011, ces pratiques ont ressurgi en Tunisie. En avril 2013, l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD) soulignait la gravité de *« la recrudescence des atteintes et violations multiples des droits des femmes et des petites filles »*.

en 1991 ; lettres de menace en 1991 et 1992 ; trafic d'armes à compter de 1987 »[70].

Les crimes et délits de ces individus – parmi lesquels plusieurs des principaux dirigeants –, protégés par les autorités étasuniennes, anglaises mais, surtout, les ministères français de l'Intérieur et de la Justice, vont donc, à l'époque, de l'assassinat et de l'agression contre des personnes physiques à des tentatives de coups d'État, en passant par la destruction de bâtiments publics. Simples « opposants » ? Dans le cas de Ennahda, les criminels qui, à partir des années 90, font l'objet des recherches d'Interpol et de mandats d'arrêt internationaux ont été condamnés à des peines importantes pour *« atteinte à la sûreté de l'État »*. Ils sont recherchés à cette époque pour *« association à une organisation de terroristes »* et font également l'objet de demandes d'extradition de la Tunisie, présentées à la France le 22 janvier 1993.

« Nous nous réjouissons du grand nombre de victimes »

Au moment même où Ennahda développe un climat insurrectionnel et prépare un coup d'État pour le 8 novembre 1987, Ghannouchi, son dirigeant, se flatte que la France fût *« la première à nous reconnaître »*[71]. Malgré le soutien discret des autorités françaises à l'organisation Ennahda, celle-ci n'emportera aucun siège lors des élections législatives d'avril 1989. De même, sa légalisation sera rejetée le 7 juin suivant par le ministère de l'Intérieur tunisien. À partir des années 90, les dirigeants de Ennahda tiennent un discours rassurant sur la démocratie et les droits de l'Homme auprès des médias et des dirigeants politiques des pays occidentaux qui les hébergent. Exactement comme le font, en 2014, les dirigeants du CNS et des groupes de la Coalition anti-syrienne. Mais, de l'autre

70. *Id.* 70.

71. Le Monde, 15 septembre 1987.

côté de la Méditerranée, en Tunisie, leur discours n'est pas le même, et les choses sont bien différentes : les dirigeants de Ennahda poursuivent leur stratégie de l'affrontement et les appels à renverser le pouvoir. Ennahda se lance dans une série d'actions toutes plus meurtrières les unes que les autres. Un rapport des services de renseignement tunisiens[72] constate que ***« la structure adoptée par « Ennahdha »*** pour l'action et le noyautage des organes de l'État et dans le cadre de laquelle elle a commencé à exécuter son plan, a été conçue telle une pieuvre. La « Ennahdha » voulait, à travers cette pieuvre assurer et intensifier sa présence en tout lieu en alliant le travail à découvert à l'action clandestine ».*

Dans trois cassettes audio[73] saisies par les services secrets tunisiens, Rached Ghannouchi se félicite des troubles qui ont éclaté en 1990 à l'Université et dans quelques villages et appelle à combattre le régime : *« Nous y sommes déterminés, nous le disons clairement, et notre combat ne connaîtra pas de répit ni notre détermination ne fléchira, quel que soit le nombre de victimes. Bien au contraire, nous nous réjouissons du grand nombre de victimes et de martyrs… ».* Le même document rapporte que *« dans une lettre adressée fin avril dernier à ses partisans, Ghannouchi a réaffirmé la détermination de ce qui est appelé « Ennahdha » à poursuivre la confrontation quelques nombreuses que soient les victimes.* « Nous considérons de bon augure l'accroissement du nombre des victimes et des martyrs. **Nous voulons des martyrs**** ». *Les instructions de Ghannouchi ont été reprises sous forme de tracts répercutant ses appels à la violence, à la désobéissance civile et à*

72. Ministère de l'Intérieur tunisien, *Rapport sur l'organisation structurelle du mouvement Ennahda, le plan d'action, le programme d'exécution*, Tunis, mai 1991.

73. Les cassettes audio sont l'un des moyens utilisés par des dirigeants d'organisations sunnites pour faire circuler leurs prêches, discours et consignes d'action. Dans les pays du Maghreb, celles-ci sont souvent en vente à proximité des mosquées et dans les souks.

l'escalade, tracts qui ont été distribués dans les lycées, les facultés et dans la rue »[74].

Mezri Haddad, universitaire et ancien diplomate tunisien, souligne la violence des actions auxquelles se livrent à nouveau les Frères musulmans en Tunisie :

« Des tentatives d'assassiner le nouveau Président, dont celle d'abattre l'avion présidentiel à l'aide d'un missile Stinger ramené d'Afghanistan via l'Algérie (1992), à l'attaque, le 17 février 1991, d'un local du RCD à Bab Souika (lors de cette action terroriste, les quatre gardiens du local seront arrosés d'essence et brûlés vifs), en passant par la fabrication de bombes artisanales ou le complot du « commando du sacrifice » (arrêté en novembre 1990, ce commando, dirigé par Mohamed-Lahbib Lassouad, s'apprêtait à renverser le régime. Y participaient des islamistes déjà impliqués dans le complot de novembre 1987 et que Ben Ali a relaxés en 1988. Pour cette nouvelle affaire, ils seront tous jugés en novembre 1992), tous les moyens seront bons pour déstabiliser le régime, créer une situation à l'algérienne en vue d'installer, par la violence, le sacro-saint État islamique. Comme l'avait révélé, en mai 1991, Abdallah Kallel, alors ministre de l'Intérieur, la décision de repasser à l'action violente, y compris le projet d'assassiner le Président Ben Ali, a été probablement prise en mars 1988, lors du dernier congrès d'Ennahda »[75].

Ces activistes menant des actions criminelles préméditées et planifiées ne pouvaient donc pas être considérés par les autorités françaises comme des opposants menant la lutte politique pour la démocratie et les droits de l'Homme et du citoyen.

---

74. *Ibid.* 73.

75. *Carthage ne sera pas détruite, Autopsie de la campagne anti-tunisienne*, par Mezri Haddad, Éd. du Rocher.

Les « printemps » glaciaux des Frères musulmans

Un fait doit être souligné : tous ces actes de violence des Frères musulmans sont tournés *principalement* contre des civils *arabes* innocents – femmes, laïcs, communistes, syndicalistes, intellectuels, fonctionnaires, journalistes, médecins, artistes –, contre les forces de l'ordre, contre des entreprises publiques ou des établissements de l'État *symbolisant la laïcité* (écoles publiques, universités, centres culturels, lieux mixtes, sièges de partis politiques, etc.). Ce sont donc des populations civiles et des réalisations arabes qui sont l'unique cible des Frères musulmans. Aucune de leurs actions violentes ne vise les structures militaires, diplomatiques, économiques ou financières des puissances occidentales, des dictatures du Golfe ou d'Israël. Pourtant, celles-ci organisent et sécurisent militairement le pillage des richesses du monde arabe par leurs sociétés transnationales jusqu'au cœur même du continent africain. Curieux « libérateurs de la terre d'Islam » que ces Frères musulmans qui pactisent avec leurs anciens maîtres des colonies et les appellent à la rescousse pour mener combat contre les républiques laïques du monde arabe...

Le rejet – par la plupart de leurs dirigeants – de tout dialogue et de toute coopération avec d'autres forces politiques démocratiques et progressistes, et leur recours systématique à la violence, entretiennent une instabilité politique que ne manquent pas d'utiliser les puissances occidentales. Tel a toujours été l'un des rôles dévolus à la religion – quelle qu'elle soit – par le pouvoir des grands propriétaires privés de l'économie et de la finance.

« La religion est le soupir de la créature opprimée » disait Marx.

Les dirigeants occidentaux savent de leur longue expérience coloniale que diviser les peuples en les opposant par leurs croyances religieuses et leurs appartenances ethniques permet de mieux les asservir et les exploiter. Feng Yue, directeur des archives de l'Institut des sciences politiques de l'Académie chinoise des sciences sociales, analyse en juillet 2013 qu'*« aussi*

longtemps que ces pays resteront divisés ou troublés, l'Occident aura une chance d'y intervenir, lui permettant de placer ses pions avec des organisations, des individus ou des gouvernants proches de lui »[76].

Les conséquences de leur collaboration avec des puissances étrangères apparaissent, y compris dans des pays qui ne sont pas en proie à des guerres de libération nationale, lorsqu'ils sont portés au pouvoir par les urnes, généralement dans des conditions où la démocratie ne peut réellement s'exercer dans de bonnes conditions. Passé le temps des beaux discours et des prêches enflammés, les Frères s'avèrent *hostiles aux réformes démocratiques* qui s'imposent et pour lesquelles les peuples se mobilisent. Parvenus au pouvoir, ils se courbent devant les volontés hégémoniques de Washington et les intérêts des puissances occidentales. Les « printemps » annoncés ont vite tourné à la glaciation.

En République arabe d'Égypte, après avoir remporté de justesse l'élection présidentielle du 30 juin 2012 par une très courte majorité dans des conditions très contestables, Mohamed Morsi (Frère musulman) décida de dissoudre le Parlement, de gouverner par décret et de réduire les libertés par un projet de Constitution s'inspirant d'une interprétation rigoriste de l'Islam. Dans une mobilisation historique, près de vingt millions d'Égyptiens manifestèrent alors pendant plusieurs semaines dans toutes les grandes villes du pays. Les Frères multiplièrent les attentats, les agressions et les meurtres pour provoquer une réaction brutale des forces de l'ordre. Mais, se rangeant aux côtés des manifestants, l'armée, sous la conduite de son chef d'état-major et ministre de la Défense, le général Abdel Fattah el-Sissi, intervint le 3 juillet 2013. Elle exigea du président élu et du gouvernement qu'ils répondent aux revendications et aux attentes du peuple mobilisé. L'armée tenta de faire asseoir à la même table le président Morsi avec toutes les forces du

76. *Égypte : derrière les troubles, un choc des civilisations*, par Feng Yue, Le Quotidien du Peuple, 10 juillet 2013.

changement de la société mais se heurta au refus intransigeant des Frères musulmans. Seule, son intervention barra la route à la guerre civile religieuse que les Frères fomentaient pour briser le mouvement populaire. Refusant tout diktat de l'étranger, le général El-Sissi ferma la porte au directeur de la CIA qui voulait le rencontrer pour négocier un nouveau gouvernement pro-étasunien. Il appela les Égyptiens à le soutenir pour engager l'action contre la terreur répandue par les Frères musulmans et rappela que *« la souveraineté égyptienne était une ligne rouge infranchissable »*. Le 20 juillet suivant, le renseignement russe avertissait ses homologues égyptiens d'un plan ourdi par les Frères musulmans avec une puissance étrangère pour assassiner le général El-Sissi et plusieurs dirigeants militaires égyptiens. Les comploteurs furent arrêtés, et quelques agents anglo-saxons et qataris quittèrent précipitamment le pays.

De même en Tunisie. À chaque fois que le pouvoir leur a proposé de jouer la carte de la démocratie, les Frères n'ont pas répondu en menant la bataille politique, mais par la violence et des attentats. Une fois parvenus au pouvoir lors des élections législatives du 23 octobre 2011, le choix des Frères musulmans et de leurs affiliés ne fut pas de favoriser un développement *démocratique* et *progressiste* de la société. Le champ des ruptures essentielles – développement de la démocratie politique et économique, nationalisation des banques et des secteurs-clés de l'économie, rupture avec la politique d'austérité résultant d'accords avec le Fonds Monétaire International, politique de paix, d'indépendance et de coopération internationale, expulsion des bases militaires étrangères, mesures urgentes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la santé et du logement – s'offrait à eux.

Comme en Égypte, leur décision politique ne fut pas d'éradiquer les maux du colonialisme et du capitalisme dans la société tunisienne : il fut d'abattre les bases du régime qui avait favorisé des avancées démocratiques et offrait la possibilité, même avec des structures étatiques « rouillées », d'en ouvrir de

nouvelles par des mobilisations populaires importantes sur des objectifs politiques. Faut-il rappeler que, près d'un siècle auparavant, dans la Russie révolutionnaire des années 1920-22, communistes et islamistes des républiques musulmanes de la future Union des Républiques Socialistes Soviétiques travaillaient ensemble sur les revendications communes à l'islam et au marxisme – soutien à la justice sociale, refus de l'usure et de tout échange inéquitable n'étant pas basé sur la valeur travail, droits des peuples, opposition aux croyances magiques et aux superstitions, promotion d'une pensée rationnelle en tout ?[77]

Dans un article très documenté et historiquement passionnant titré *Marx, Lénine, les bolcheviks et l'Islam*[78], Bruno Drewski, maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), rappelle cette période authentiquement révolutionnaire :

« C'est à cette époque que des études, des articles, des débats examinant beaucoup de questions théologiques, culturelles, cultuelles, économiques, sociales agitèrent les milieux musulmans de ce qui allait devenir, en 1922, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), portant sur les convergences ou même les similitudes existant entre les conceptions islamiques et les principes du socialisme. Écrits qui dorment aujourd'hui dans les archives et les bibliothèques, n'intéressant qu'un nombre très restreint de chercheurs, musulmans ou non-musulmans »[79].

Dans la Tunisie de l'année 2011, les Frères se sont appropriés le pouvoir, tout le pouvoir, et leurs tentatives de remplacer le

---

77. *Marx, Lénine, les bolcheviks et l'Islam*, par Bruno Drewski, La pensée libre, n° 60, mai 2012. Texte consultable sur www lapenseelibre.org et www.michelcollon.info, 3 décembre 2013.

78. *Ibid.* 77.

79. *Ibid.* 77. Lire aussi *Étoile rouge et croissant vert*, de Henri Alleg, Ed. Messidor/Temps actuels, et *Sultan Galiev*, par Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejay, Ed. Fayard, 1986.

début d'ordre démocratique de la Tunisie indépendante par leur archaïque système théocratique ne pouvait que conduire le pays à l'impasse et au chaos. Idem en Égypte, où les Frères refusèrent toute négociation avec les représentants du mouvement populaire pour ne pas avoir à s'engager sur les revendications exprimées par celui-ci (former un gouvernement d'alliance qui prendra en charge la direction du pays durant cette période transitoire ; appeler à la formation d'une Assemblée constituante élue qui aura pour tâche de mettre au point une nouvelle Constitution basée sur le principe de la souveraineté nationale et garantissant l'alternance dans le cadre d'un État laïc, démocratique et juste ; juger les responsables des massacres qui ont fait des centaines de martyrs et des milliers de blessés mais aussi les responsables de la corruption qui ont volé les richesses produites par le peuple égyptien).

Quant à la Libye, les revenus tirés du pétrole qui permirent sa modernisation sous le régime du colonel Kadhafi retournèrent dans les poches d'actionnaires privés occidentaux ou de groupes mafieux, entraînant le pays dans la régression et le crime organisé à grande échelle.

« *Des ténors de la violence islamiste* »

Alain Chouet, fin connaisseur du Proche et Moyen-Orient, qu'il connaît bien pour l'avoir arpenté personnellement, puis au cours de nombreuses missions alors qu'il travaille pour le renseignement français (DGSE), spécialiste des organisations terroristes dans le monde arabo-musulman et ancien chef du service de Renseignement de sécurité de la DGSE, auteur et co-auteur de plusieurs ouvrages[80], rappelle la duplicité avec laquelle

80. Alain Chouet a notamment participé à plusieurs ouvrages sur le renseignement, parmi lesquels *La sagesse de l'espion J.C.Béhar* et *Au cœur des services spéciaux – La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, entretien avec Jean Guisnel, Éd. La Découverte.

les Frères ne cessent de jouer pour obtenir les faveurs de dirigeants occidentaux :

« Ils savent parfaitement exploiter toutes les failles juridiques des États de droit, tous les contentieux nationaux, économiques ou sociaux, tous les phénomènes de désespoir ou d'exclusion pour pousser au crime des populations fragilisées au service de leur stratégie générale et de leurs ambitions. Et ils savent avec maestria garder un pied dans la légalité et poser l'autre dans la transgression (...), mais il est totalement faux de dire que les Frères ne sont pas passés à la violence. Ne revenons pas sur les assassinats politiques des années 1950, qui relèvent maintenant de l'histoire, mais constatons que, depuis les années 1980, tous les grands ténors de la violence islamiste dans le monde sont des Frères et, pour les plus éminents d'entre eux, des Frères d'Égypte : Omar Abderrahamane, organisateur du premier attentat de New York ; Mohammed Atta, chef des terroristes du 11 septembre 2001 ; Ayman Zawahiri et Khaled Cheikh Mohammed au sein d'Al-Qaïda ; Youssef al-Qardawi, donneur d'ordres à Qatar ; Abou Quotada, inspirateur et porte-voix des GIA à Londres ; Abou Hamza el-Masri, le prêcheur halluciné de la mosquée de Finsbury Park ; Saleh Serriyeh et le vieux Cheikh Yassine de Gaza ; Abou Anas al-Shami ou Abou Moussaab al-Zerkawi en Irak, pour ne citer que les plus connus. Sans préjudice, bien sûr, des principaux chefs du Hamas »[81].

Après avoir rappelé le caractère violent de la confrérie, Alain Chouet ne manque pas de souligner leur duplicité malgré un présent aussi chargé que leur passé :

« Je sais qu'il ne manque pas, dans nos salons parisiens, de beaux esprits, ni même d'un islamologue suisse coqueluche de nos plateaux télé (et accessoirement petit-fils du fondateur de la

81. *Au cœur des services spéciaux – La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, par Alain Chouet. Entretiens avec Jean Guisnel, chapitre *La « violence créatrice » des Frères musulmans*, p. 132 à 134. Éd. La Découverte, septembre 2014.

confrérie, mais il est vrai qu'il n'en est pas responsable[82]) pour nous expliquer que les Frères ont bien changé depuis l'assassinat de Sadate, qu'ils sont rentrés dans la légalité, qu'ils sont bien secourables pour les pauvres et constituent une force politique pour les autres, qu'ils ont été tellement persécutés qu'ils ne rallient jamais plus de 30 % des voix dans les pays arabes. Et, cerise sur le gâteau, ils n'aspireraient même pas au pouvoir et refuseraient de participer à des coalitions gouvernementales s'ils étaient élus… À ce point, on ne sait plus trop s'il faut voir en eux des « anges de miséricorde » ou « le renard et les raisins ». Cela n'engage que moi, mais, par mauvais esprit ou par déformation professionnelle, j'ai plutôt tendance à y voir le loup déguisé en grand-mère. »[83]

D'Alger à Damas, en passant par Le Caire, les Frères se dévoilent sous leur vrai jour : liés à des puissances étrangères, sclérosés comme des recluses dans leur idéologie du Moyen Âge, fermés au progrès et à la démocratie, cantonnés aux jeux de pouvoir dans la coulisse des cabinets ministériels, recourant continuellement à la violence.

Fondamentalement conservateurs, préservant l'organisation capitaliste de l'économie, s'accommodant des bases militaires occidentales, ils se retrouvent face à leurs contradictions et à un mécontentement populaire explosif. N'est-ce pas là un allié de circonstance bienvenu pour des puissances impérialistes avides de piller les richesses des peuples ? Constat du colonel Alain Corvez, ancien conseiller du général commandant la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), ancien conseiller en relations internationales au ministère de l'Intérieur et conseiller en stratégie internationale :

---

82. Voir à son sujet le livre polémique, mais très documenté, de Caroline Fourest, *Frère Tariq*, Éd. Grasset, Paris, 2005. Cité dans *Au cœur des services spéciaux*.

83. *Ibid.* 82, p. 133-134.

« Les Frères Musulmans, organisation longtemps souterraine dans les États arabes, qui a remporté toutes les élections car elle était la seule structurée depuis longtemps, et a disposé de puissants moyens financiers des pays du Golfe, est l'expression politique de cette idéologie qui proposait de gouverner au nom de la charia. Ils ont prouvé leur incompétence et leur incapacité à répondre aux aspirations des peuples et à gérer des États modernes : la Tunisie les rejette, de même que l'Égypte, et le chaos libyen finira par en faire de même. Les musulmans veulent vivre selon leur foi mais entendent être en harmonie avec le *village mondial.* »[84]

Pour obtenir le soutien de dirigeants occidentaux tout en faisant mine de les combattre, les Frères se répartissent les rôles au sein de leurs organisations.

Car, comme ne manque pas de l'observer, dans le mensuel *Afrique-Asie*, le journaliste Karim Zmerli, *« le plus important n'est pas dans ce genre d'initiatives assumées et publiquement affichées, mais dans les missions secrètes que les services britanniques ont confiées au chef d'Ennahdha, notamment la fusion entre l'ASL (Armée syrienne libre) et le MOL (Mouvement des officiers libres), le 23 septembre 2011, quelques jours après le kidnapping du lieutenant-colonel Hussein Harmouch, qui avait d'ailleurs refusé toute collaboration avec les Frères musulmans syriens »*[85].

---

84. *Syrie-Iran-Arabie, Nouvel ordre mondial*, par Alain Corvez, 26 octobre 2013.

85. *Tunisie : les terroristes que Rached Ghannouchi a envoyés en Syrie…* par Karim Zmerli et Nabil B.Y., Afrique-Asie, 4 décembre 2012.

Guerre en Syrie : le mensonge organisé des politiques et des médias français

L'écrivain et journaliste François Belliot, animateur du site Internet *Observatoire des mensonges d'État* (www.observatoire-terrorisme.com), a démonté avec précision les campagnes de désinformation orchestrées en France contre la Syrie et son gouvernement. Son ouvrage titré *Guerre en Syrie : le mensonge organisé des politiques et des médias français* (Ed. Sigest, 2015) décortique en deux tomes les opérations de diabolisation du président Bachar el-Assad et du « régime syrien », pointe leurs acteurs et livre une analyse approfondie du développement de la propagande de guerre anti-syrienne. Dans ce travail rigoureux émaillé de faits précis, François Belliot lève le voile sur les dessous des campagnes médiatiques montées de toutes pièces avec de fausses images, de fausses informations et de faux documents diffusés sans discontinuité par des médias français. Au cœur de cette guerre psychologique, il s'arrête notamment sur plusieurs opérations de propagande – affaire Hamza el-Khatib, massacre de Houla, attaque avec des armes chimiques, etc. – destinées à tromper l'opinion publique française pour la préparer à une intervention militaire de grande ampleur. Édifiant.

La structure adoptée par Ennahda pour s'emparer du pouvoir en Tunisie dans les années 1990

Selon le rapport de mai 1991 des services de renseignement tunisiens, consacré à l'organisation structurelle du mouvement Ennahda, celui-ci est « une organisation de type pyramidal dont

une partie est apparente tandis que l'autre doit rester secrète. À la tête de la hiérarchie, on trouve Rached Ghannouchi, en compagnie de « l'émir » élu Sadok Chourou, ainsi qu'un bureau exécutif formé de sept membres. Le bureau exécutif est scindé en cinq éléments constitutifs ou départements « daïra » :

– le département de l'organisation et de l'administration ;

– le département politique et de l'information ;

– le département des délégations qui couvrent tout le pays, puisqu'elles sont régionalement subdivisées en centres et cellules ;

– le département culturel, social et de la mobilisation ;

– le département de l'enseignement et des syndicats, lui-même subdivisé en trois bureaux, à savoir : le bureau de l'Université, le bureau des élèves et le bureau syndical.

(...)

L'appareil spécial

La deuxième partie de l'organisation structurelle, appelée « appareil spécial », revêt un caractère de clandestinité absolue. La création de cet appareil procédait d'une idée capitale, à savoir qu'*« il n'y a pas ce choix politique sans moyens de recours à la force »*.

L'appareil en question a été créé en 1989, après la relaxe des dirigeants du mouvement dit « Ennahdha » condamnés en 1987 et des membres du groupe dit « Sécuritaire » (Armée et forces de l'ordre), et ce sur proposition de Mohamed Chemmam, lequel s'était chargé de le diriger personnellement, de choisir ses collaborateurs et d'en fixer les attributions.

(...)

L'appareil spécial est scindé en quatre grandes commissions :

– la commission centrale de renseignement, créée sur proposition de Mohamed Chemmam, en accord avec Sadok Chourou. Cette commission est subdivisée en deux sections :

a) la section du Renseignement, qui a pour patron Samir Hannachi et dispose de sources sécuritaires, militaires, politiques et civiles ;

b) la section Sport (Entraînement), coiffée par Youssef Bouthelja et disposant de groupes d'instructeurs dans plusieurs régions (Le Sahel, Tebourba, Jedeïda, Cité Ettadhamen, Mellasine, Sidi Thabet). Ces groupes sont préparés pour être envoyés en Afghanistan afin d'y suivre des entraînements – de trois à six mois – intensifs au maniement de tous les types d'armes individuelles, lourdes et semi-lourdes, ainsi qu'à la pose de bombes et à l'exécution d'attentats. Le mouvement « Ennahdha » s'apprête du reste à envoyer d'autres groupes pour s'entraîner en Afghanistan. Ces groupes sont dirigés clandestinement en Algérie, où ils obtiennent des visas pour le Pakistan, d'où ils gagneront l'Afghanistan.

– la commission de « Suivi général », qui s'occupe du contact administratif avec les responsables de secteurs, ainsi que des partis, organisations, associations et médias dans le but d'en circonscrire quelques éléments. Elle est formée de Mounir Gallouz, Tahar Boubahri, Lotfi Zitoun et Abdallah Zouari et supervisée par Mohamed Chemmam.

– la commission du Sport, dirigée par Mohamed Ben Salem (Entraînement) qui supervise la formation d'adhérents rompus à la pratique des arts martiaux (karaté).

– la commission de la Sécurité et de l'armée, fondée sur proposition de Mohamed Chemmam et placée sous l'autorité de celui-ci. Elle a pour tâche d'assurer l'encadrement des éléments appartenant au mouvement ou sympathisants parmi les militaires, les policiers, les gardes nationaux et les douaniers. Mohamed Chemmam y est secondé par Nejib Louati (ancien

capitaine impliqué dans l'affaire du groupe sécuritaire I) et Bouraoui Makhlouf[86].

86. Rapport sur l'organisation structurelle du mouvement Ennahdha, le plan d'action, le programme d'exécution (Extrait), Ministère de l'Intérieur tunisien, Tunis, mai 1991.

CHAPITRE 3

Les deux faces de l'« opposition » anti-syrienne

La répartition des rôles au sein des organisations qualifiées d'« opposition » par les dirigeants français

L'enquête que je mène, à partir des années 90, sur les réseaux d'organisations sunnites en Europe occidentale m'emmène inévitablement sur le Maghreb. Dans ce parcours imprévu, je rencontre des personnages très variés qui, d'une manière ou d'une autre, s'intéressent à ces organisations à des titres divers. L'un d'entre eux, Abdallah Amami, journaliste et écrivain tunisien, a étudié l'organisation des Frères musulmans dans plusieurs pays. Il a publié, en arabe, une partie de ses recherches dans un livre très documenté paru sous le titre *Les organisations terroristes dans le monde arabe, le cas d'Ennahdha*[87]. Son expérience de terrain et sa connaissance de ces organisations, dont il me fait part au cours de plusieurs entretiens, permettent de mieux comprendre le fonctionnement des groupes de cette mouvance :

---

87. *Les organisations terroristes dans le monde arabe, le cas d'Ennahdha*, Éditions du livre arabe, Tunis, 1992 et Éditions Dar Al-Akhbar, Le Caire, 1992.

« Ennahdha a une grande habitude de la clandestinité. Du reste, comment pourrait-il en être autrement de la part de gens qui, tout au long de leur existence, ont eu recours à la violence afin d'essayer d'imposer leurs vues ? L'organisation structurelle de Ennahdha est un peu à l'image d'un grand immeuble souterrain de plusieurs étages, avec une partie supérieure apparente tandis que les étages inférieurs, qui doivent rester secrets, sont habités par les hommes qui infiltrent l'appareil d'État, opèrent d'une manière ou d'une autre sur les plans policiers, militaires, des douanes, du renseignement et des actions commandos. »

Structure « fermée », hiérarchisée, Ennahda est difficile à infiltrer pour des non tunisiens. C'est l'une des raisons qui conduisent les services étasuniens, anglais et français à préférer retourner plusieurs de ses membres plutôt que d'infiltrer l'organisation. Dirigée par un émir, comprenant un Conseil de la Choura – dont la dizaine de membres élus par le congrès du mouvement a en charge le travail politique – et un Bureau exécutif, l'organisation comprend généralement plus ou moins une dizaine de sections ayant chacune en charge des activités bien précises : finances, propagande, relations publiques et délégations, bureaux de l'étranger, organisation et administration, section sociale et de mobilisation, etc. À côté des ces sections aux activités plus ou moins officielles – la section des finances se caractérisant par une opacité propre aux organisations travaillant avec des banques situées en offshore –, d'autres sections ont en charge l'infiltration de l'appareil d'État – administrations, police, armée, douane, la contrebande, cette dernière étant source de revenus importants –, le renseignement, le recrutement et l'entraînement, les opérations spéciales. Cette organisation générale varie selon les pays où la confrérie est implantée en fonction de son histoire, de la culture de ses membres, de ses rapports avec le pouvoir politique et de ses objectifs. Abdallah Amami désigne ce type d'organisation par le vocable de « stratégie de l'immeuble enterré ».

La « stratégie de l'immeuble enterré »

Que recouvre cette appellation ?

« Les principaux dirigeants réfugiés à l'étranger, situés au sommet de l'organigramme, ont, la plupart du temps par obligation, des liens réguliers avec les services de renseignements des pays qui les hébergent. Ils leur racontent un peu ce qu'ils veulent sur leur vie quotidienne et celle de leur organisation. Parfois même, ils profitent de la situation pour régler des questions d'influence au sein de l'organisation en trahissant certains d'entre eux, mais ceci est une autre histoire. Ceux-là s'occupent de « promener » les autorités et les médias en donnant de leur mouvance une image de bons musulmans, de respect de la diversité d'opinion, des droits de l'homme. Mais, plus vous descendez dans la hiérarchie de l'organisation – et plus vous vous rapprochez des étages inférieurs –, plus vous trouvez ceux qui ont réellement en charge ses activités essentielles. La duplicité est une pratique courante de ces mouvements, et tout particulièrement des Frères musulmans. Le sommet donne ainsi une image tranquille et dormante de l'organisation, politiquement correcte, alors que celle-ci est en réalité bien vivante et engagée dans des activités souvent illégales. »

En Syrie, les Frères vont reprendre ce type d'organisation en contrôlant la création d'une plate-forme « civile », le Conseil national syrien (CNS) et d'une branche militaire, **l'Armée syrienne libre (ASL)***, copie conforme de leur Armée pour la libération de la Syrie (ALS) des années 80.

Des structures d'« opposants » organisées par et à l'étranger

Tout naturellement, celles-ci sont organisées de manière à ce qu'ils puissent garder la main mise sur l'« opposition » en s'attribuant la quasi-totalité des postes de décision. Mais l'échec de leur prise de pouvoir par la force dès les premiers mois du

conflit en 2011, les luttes d'influence entre les princes du Qatar et de l'Arabie saoudite avec la Turquie et, surtout, les pressions de Washington, Londres et Paris, les obligent à composer avec des individus venus d'horizons différents.

Dès le mois d'octobre 2011, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, le gouvernement français apporte son soutien au CNS. Celui-ci s'est concrétisé par la première rencontre publique à Paris entre le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé (UMP), et des responsables du CNS. Parmi ceux-ci, son dirigeant Burhan Ghalioun – professeur à Paris, où il vit depuis 1969 – et Bassma Kodmani, son porte-parole à cette époque, qui vit en France depuis 1968. Le CNS a officiellement vu le jour ce même mois, en dehors de la Syrie, à Istanbul (Turquie), les 1er et 2 octobre 2011. Le soutien financier, logistique et médiatique de plusieurs États – parmi lesquels la Libye, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Turquie, les États-Unis, l'Angleterre, et la France – vont lui permettre de se présenter médiatiquement comme un parti d'« opposition » en compensant l'assise populaire qui lui fait défaut. Responsables d'attentats sanglants répétés depuis le milieu des années soixante, les Frères musulmans sont interdits en République arabe syrienne et rejetés par la société. Autant dire que ce « Conseil national syrien » n'a rien de « national » ni de « syrien »[88]. Les dirigeants turcs et jordaniens sont également très impliqués dans le soutien à cette organisation, ainsi qu'aux groupes de mercenaires anti-syriens qu'ils ont accueillis sur leurs territoires, soutenus et conseillés afin de faciliter leurs plans contre la République arabe syrienne. À titre d'exemple, c'est Salman Ben Sultan lui-même, le frère de Bandar Ben Sultan – l'ancien chef des services de renseignement saoudiens jusqu'en février 2014 –, qui dirigeait alors depuis

88. Le Conseil national syrien (CNS) est censé coordonner les « opposants » et leurs actions contre la République arabe syrienne, aussi bien en Syrie que dans des pays tiers. Il n'a aucune légitimité en République arabe syrienne.

Amman (Jordanie), le centre opérationnel groupant les représentants des États agresseurs.

René Naba, ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'*Agence France Presse*, ancien conseiller du directeur général de *RMC/Moyen-Orient*, souligne que *« ce PC opérationnel coordonne le ravitaillement en armes et munitions des djihadistes, leur financement, leur rétribution, de même que leur transport sur le champ de bataille »*[89]. Ce sont des militaires français – avec ceux d'autres services de renseignement, notamment étasuniens – qui entraînent dans des camps au Liban, en Jordanie et en Turquie les groupes criminels de l'ASL composés de combattants étrangers recrutés par les Frères, essentiellement dans des pays du monde arabo-musulman.

Le journaliste Omar Khidr présente, en janvier 2013, dans son travail d'enquête complet et précis la réalité de l'ASL, bras armé des Frères musulmans : *« Elle est composée de 25 000 hommes sur le terrain en Syrie et de 6 à 7 000 présents en Turquie et en Jordanie, et semble, avec ses effectifs, faire pâle figure devant la légion étrangère islamiste »*[90]. Car, à côté de l'ASL, des bandes de mercenaires ont également été recrutées par les Frères. Celles-ci sont, pour la plupart, issues de groupes structurés de manière féodale et fonctionnent comme des organisations mafieuses. Leurs chefs de bandes passent et rompent leurs accords avec d'autres groupes en fonction de leurs intérêts immédiats (contrôle de routes, racket des populations, pillage d'industries, de commerces, de récoltes, hold-up, trafics, etc.). Ces dernières sont en réalité des hordes de bandits sanguinaires et incultes tenues par des petits chefs sunnites. Elles collaborent avec l'ASL ou se combattent entre elles selon la lecture qu'elles font du Coran et, surtout,

---

89. *Arabie saoudite : main basse des fils du roi sur les postes stratégiques*, par René Naba, En point de mire, 16 mai 2014.

90. *Plus de 65 000 mercenaires combattent en Syrie*, par Omar Khidr, Algérie1.com, 13 janvier 2013.

selon les territoires et les richesses qu'elles convoitent pour en faire des petits émirats et y régner en maîtres absolus.

Une internationale du crime organisé

Omar Khidr indique qu'« *un recoupement de toutes les informations recueillies auprès des mêmes sources*[91] *permet de chiffrer comme suit les effectifs des mercenaires présents en Syrie : les Libyens (15 000) et leur nombre augmente continuellement ; les Tunisiens (10 000) et non 3 500 comme rapporté par la presse tunisienne ; les Libanais (10 000) payés chacun 500 dollars/mois par la famille Hariri ; les Turcs (10 000) chiffre avancé par l'opposition turque, constituent le fer de lance de cette armée de mercenaires islamistes. Le reste, ce sont les Jordaniens (4 000), les Irakiens (5 000), les Tchétchènes (1 000), les Égyptiens (1 500), les Africains, Maliens et Sénégalais, les Palestiniens (quelques centaines), les Bosniaques (1 000), Grande-Bretagne (500), France (100), Australie (100), les Saoudiens (3 500), les Yéménites (1 500) alors que le chef d'Al-Qaïda au Yémen, Tariq al-Fadhli, qui était un proche de Ben Laden, est en train de recruter au Sud de ce pays 5 000 hommes à envoyer en Syrie, les Koweïtiens (300), les Afghans venus des pays du Golfe et des Émirats arabes (700), les talibans pakistanais (1 500), présents quant à eux du côté des frontières avec l'Irak* »[92].

Cette estimation semble toutefois inférieure à la réalité. D'une part, les mercenaires venus d'Europe sont bien plus nombreux – à titre d'exemple, pour la seule France, ce ne sont pas cent mercenaires qui sont recensés en 2013, mais près d'un millier selon différentes sources françaises et syriennes – et, d'autre part, l'un des principaux fournisseurs de mercenaires est le Maroc : en 2014, près de 2 000 djihadistes ont la nationalité marocaine. Cette

---

91. Sources : il s'agit d'informations recueillies dans l'entourage de Lakhdar El Ibrahimi, l'envoyé spécial de l'ONU en Syrie, informations corroborées par des sources diplomatiques arabes présentes à Beyrouth et à Amman.

92. *Ibid.* 91.

évaluation comprend quelque cinq cents mercenaires originaires du Maroc en provenance de France, de Belgique et de Hollande. Ceux-ci ont même constitué leur propre organisation sous le nom de Harakat Sham al-Islam (HSI), le Mouvement de l'islam au Levant[93]. En mars 2014, *Maroc Hebdo International* précisait que *« l'on retrouve parmi les plus hauts gradés des anciens combattants en Afghanistan et d'autres qui sont passés par les camps de Guantanamo, sur l'île de Cuba. Parmi les gradés, on peut citer Brahim Benchekroun, un ancien détenu de Guantanamo, âgé aujourd'hui de 35 ans, dont le nom de « jihadiste » est Abou Ahmad Al Mouhajir, qui a fondé un mouvement baptisé Harakat Sham Al Islam. D'autres Marocains font partie d'autres groupes, comme Kataeb Ahrar Al Sham, l'État islamique d'Irak et du Levant, le Front al-Nosra ou encore l'Armée syrienne libre »*[94].

Tous ces groupes de djihadistes, contrôlés plus ou moins directement par les Frères musulmans, ont en commun d'être toutes antirépublicains, antilaïcs, antidémocratiques et placées sous l'autorité politique du CNS. Mais, les événements et le nombre d'intervenants étrangers dans la guerre voulue par Washington, Londres, Paris et Ankara, comme l'omniprésence de leurs financiers qataris, saoudiens et étasuniens, vont bousculer le projet des Frères. Ces organisateurs et financiers de la guerre vont leur imposer une organisation politico-militaire plus occidentalisée composée par leurs soins. En effet, au bout de près de deux années de désinformation, de meurtres collectifs, de massacres, d'enlèvements, de pillages et de destructions, le CNS créé par les Frères musulmans apparaît trop marqué avec les bandes criminelles de l'ASL qu'il supervise. Les photos des

---

93. *L'influence de la guerre en Syrie sur le courant jihadiste marocain*, par Romain Caillet, *Études et Analyses*, n° 33, avril 2014.

94. *Des soldats mercenaires*, par Abdelhak Najib, *Maroc Hebdo International*, n° 1064, 21 au 27 mars 2014. Brahim Benchekroun sera tué le 2 avril 2014 dans la région de Lattaquié, en République arabe syrienne, alors qu'il attaquait les forces armées syriennes avec son groupe.

premiers crimes de masse commis par ces groupes de l'« opposition » commencent à apparaître dans les médias et sur Internet. Par ricochet, l'image de marque de l'« opposition » se dégrade auprès des opinions publiques occidentales. Aussi, selon l'exigence de la Secrétaire d'État étasunienne de l'époque, Hillary Clinton, ces organisations vont être supplantées le 11 novembre 2012 par une nouvelle structure baptisée de manière pompeuse « Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne ». La guerre ne va pas assez vite au goût des dirigeants étasuniens, anglais et français qui l'ont préparée. Ceux-ci ont besoin d'un semblant d'« opposition propre » pour justifier leur croisade auprès de l'opinion publique, d'autant que celle-ci dure depuis près de deux ans alors qu'ils pensaient, comme le politicien Alain Juppé – alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement Fillon – venir à bout de la Syrie en quelques mois…

Objectif de la Coalition : « Renverser le régime »

Le montage de cette nouvelle structure est réalisé à Doha, capitale du Qatar, non sans difficulté. Les services du Qatar ont multiplié les démarches pour répondre à la demande de l'administration Obama et tenter de remaquiller leur « opposition ». La Ligue Arabe, dominée par les dictatures du Golfe et en pleine déconfiture, participe à cette opération qui vise à détruire la société syrienne. Quelques-uns des dix articles du texte fondateur de ce rassemblement hétéroclite de déserteurs, de comploteurs exilés et de « personnalités » qui ne représentent qu'elles-mêmes exposent leurs visées. Ce **texte fondateur de la Coalition***, véritable déclaration de guerre à la société syrienne, a le mérite de rappeler que cette « Coalition » a été inspirée depuis l'étranger (États-Unis et Qatar) et d'inscrire noir sur blanc qu'elle se positionne en dehors des principes de la Charte des Nations Unies et du droit international.

L'article 2 de ce « programme politique » indique ainsi que *« Les parties signataires ont pour objectif commun de renverser le régime, ses*

bases et ses symboles » ; l'article 3 que « *La Coalition s'engage à n'engager ni dialogue, ni négociation avec le régime* » ; l'article 8 que « *La Coalition procédera, après sa reconnaissance internationale, à la composition d'un gouvernement provisoire* ». Tels sont les objectifs que soutiennent ouvertement Washington, Londres et Paris et une Ligue Arabe qui n'a plus d'« arabe » que le nom.

Loin de la prétendue guerre civile qui, selon les médias et dirigeants occidentaux, se déroulerait en Syrie, cette Coalition organisée depuis l'étranger par des étrangers cherche non pas à ouvrir des réformes dans le cadre d'un processus démocratique, comme nombre de médias en accréditent l'idée, mais bien à « *renverser le régime* » en violant la souveraineté de la République arabe syrienne par ingérence, pression et menace extérieure. Son but est très clair : empêcher le peuple syrien de choisir son système politique en lui imposant après la guerre « *un gouvernement provisoire* » dont il n'aura pas décidé et composé par Washington et Doha. Cette réunion de Doha et le montage de cette organisation politico-militaire s'opèrent en complète violation de **la Charte des Nations Unies et de la résolution 3281 de l'ONU***.

Le cheikh Mouaz al-Khatib, qui est un compagnon de route des Frères musulmans, consultant de la compagnie pétrolière Shell, est alors placé à sa tête d'un commun accord entre des dirigeants des Frères musulmans, ceux du Qatar et de la Turquie, avec l'approbation de services étasuniens.

Un « organidrame » fragile

Après avoir, dans un premier temps, porté leurs efforts d'organisation sur le CNS et l'ASL, les Frères musulmans n'ont d'autre choix que de se mouler dans les exigences de leurs financiers qataris, saoudiens et étasuniens en acceptant la nouvelle Coalition concoctée par leurs maîtres. Avec ce changement d'apparence de l'« opposition », Washington, Londres et Paris pensent rassurer leurs opinions publiques en

mettant les tueurs de l'ASL et les dirigeants d'opérette du CNS à l'écart des médias. Élargi, le CNS des Frères musulmans adhère à cette Coalition en novembre 2012, au moment de son lancement à Doha ; puis, il la quitte le 21 janvier 2014 pour protester contre sa participation aux négociations de paix de Genève, le CNS armé par Washington et Paris étant partisan de la guerre totale ; et, finalement, il la réintègre le vendredi 28 février suivant. Le vendredi étant le jour de la grande prière pour les musulmans, les Frères ont dû mesurer dans le calme des mosquées l'abîme de leur isolement loin de leurs financiers qataris et saoudiens et de leurs parrains occidentaux.

Sans aucune assise ni légitimité populaire en République arabe syrienne ni dans aucun pays de la région, sans représentation à l'étranger autre que celle que leurs bailleurs de fonds veulent bien lui accorder, en proie à des guerres internes de clans incessantes, déchirée par les luttes d'influence de ses promoteurs occidentaux et du Golfe, cette Coalition n'est qu'une coquille vide. Sorte de comité offshore du crime organisé, elle se promène de capitale en capitale pour quémander des fonds, des armes, assurer sa survie et rappeler sa fébrile existence. Ce sont les dix-neuf membres – dont trois femmes – de « l'Organe politique » de cette structure très centralisée qui traitent de toutes les questions importantes : décisions politiques propres au fonctionnement de la Coalition, questions financières, décisions politiques concernant les relations de la Coalition avec les dirigeants de pays et avec des organisations étrangères. Cet organe a également en charge les relations publiques de la Coalition. Celles-ci s'opèrent avec des individus recrutés, en fonction de leur relationnel, sur différentes zones géographiques (dictatures du golfe arabo-persique, États-Unis, Europe occidentale et centrale, zone Afghanistan-Pakistan). Dirigée par Ahmad al-Assi al-Jarba, elle compte parmi ses membres des individus comme Abdul Hakim Bashar, Michel Kilo, Mohamed Farouk Tayfour, Ahmad Ramadan, Monzer Makhous ou Salem Abdel Aziz al-Maslat. L'enquête journalistique permettra

d'établir la proximité de plusieurs d'entre eux avec les milieux atlantistes et israéliens, voire sionistes.

Cette structure est complétée par un « Organe général » dont les 114 membres ne représentent qu'eux-mêmes – mais surtout les Frères musulmans – et s'attribuent des responsabilités en fonction des décisions de Washington, du Qatar, de l'Arabie saoudite et de la Turquie. Londres et Paris ont bien sûr leur mot à dire pour traiter des problèmes… d'intendance. À côté de cette organisation politique de la Coalition, l'ASL entend maîtriser, avec ou sans elle, les opérations militaires essentiellement placées sous son commandement. Plus discrets, liés à l'ASL et en dehors de la Coalition, quelques hommes ont en charge les questions de l'armement des groupes armés (évaluation des besoins, contacts avec la CIA, le MI 6, la DGSE, les services turcs, jordaniens, du Qatar et de l'Arabie saoudite, achats d'armes en contrebande, répartition sur le terrain), tandis qu'une direction du renseignement travaille aux côtés du commandement militaire de l'ASL. Pour organisé qu'il apparaisse, cet organigramme de la Coalition est plus proche d'un « organidrame ». Ses organes officiels et plus ou moins clandestins sont en réalité assez fragiles. Les questions du financement, de l'armement, du soutien logistique, du suivi des opérations reposent sur quelques individus. Par ailleurs, fondée depuis l'étranger par des étrangers, la Coalition est, en dernier recours, dépendante du Qatar, de l'Arabie saoudite, des États-Unis et de la France. Celle-ci n'existe que par les dollars et les armes que ces États lui fournissent massivement – directement ou non - pour que perdure la guerre.

Comme pour l'organisation tunisienne Ennahda, dans les capitales occidentales les uns se donnent une image d'« opposants » respectueux des droits de l'Homme et du citoyen et de démocrates. Des organisations – Amis de la Syrie, Observatoire Syrien des droits de l'Homme et autres officines – ont en charge de les promouvoir auprès des dirigeants politiques, des services de renseignement, des médias et de l'opinion publique à coups de conférences, de réunions de presse, de

rencontres, de communiqués diffusés en nombre par Internet. Sur le terrain, les autres coordonnent les actions des groupes terroristes basés hors de Syrie, principalement en Turquie et en Jordanie. Il ne s'agit donc pas d'une « guerre civile » comme le prétendent les médias français mais bien d'un crime d'agression. En juin 2013, le colonel Alain Corvez en souligne l'évidence que l'on cherche en vain dans les médias nationaux français :

« Le nombre de combattants « takfiristes » de nationalités étrangères – notamment européennes, soutenus et armés principalement par le Qatar et l'Arabie saoudite avec le soutien de la Turquie, de la Jordanie et des services occidentaux – ayant atteint des dizaines de milliers de non syriens prouve que nous sommes en présence d'un complot international pour renverser le gouvernement en place à Damas, jugé indésirable par les monarchies du Golfe dont la doctrine féodale wahhabite est à l'opposé de l'islam sunnite modéré qui a toujours caractérisé la Syrie, comme la cohabitation harmonieuse entre de nombreuses confessions religieuses différentes »[95].

Qui sont réellement les chefs de ce complot qui occupent les étages supérieurs de l'« immeuble enterré » de cette « opposition », qualifiée par Paris de *« seule représentante légitime du peuple syrien »* ?

---

95. *La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens*, intervention du colonel Corvez à l'Assemblée nationale française, 19 juin 2013.

De l'ALS à l'ASL

L'Armée syrienne libre (ASL) est une organisation armée qui a été constituée par des membres de l'organisation des Frères musulmans infiltrés dans les rangs de l'armée. Elle est à l'origine du conflit et des attentats qui ont ensanglanté, début 2011, plusieurs villes de Syrie par des actions terroristes contre les populations civiles – notamment lors de manifestations pacifiques –, les forces de l'ordre et les infrastructures économiques. Cette organisation est la copie conforme de l'Armée pour la Libération de la Syrie (ALS) qui, à partir des années 1982, mena de nombreuses actions terroristes qui firent des milliers de morts. L'un des principaux animateurs de cette organisation criminelle était Adnan Saadeddine. Ce dirigeant des Frères musulmans syriens mènera plusieurs opérations criminelles à partir de la Turquie et de l'Irak. Par la suite, les dirigeants de ces groupes terroristes des Frères musulmans se réfugieront principalement en Arabie saoudite, au Qatar et en Europe occidentale (Angleterre, France, Allemagne pour la plupart d'entre eux).

Texte fondateur de la Coalition anti-syrienne

Composé de dix articles, le texte de l'accord se lit ainsi :

« 1/ Répondant à l'invitation lancée par le Qatar en coordination avec la Ligue Arabe, le Conseil national syrien et les autres forces de l'opposition présentes à Doha se sont accordés pour créer une « Coalition nationale des Forces de la Révolution et de l'Opposition syrienne », à laquelle la totalité

des différentes composantes de l'opposition sont invitées à adhérer et au sein de laquelle les quotas de représentation seront précisés par les statuts.

2/ Les parties signataires ont pour objectif commun de renverser le régime, ses bases et ses symboles, démanteler les appareils sécuritaires et déférer en justice ceux qui ont été impliqués dans les crimes commis contre les Syriens.

3/ La Coalition s'engage à n'engager ni dialogue, ni négociation avec le régime.

4/ Les statuts de la Coalition seront signés après discussion et adoptés conformément aux principes.

5/ La Coalition apporte son soutien au Commandement conjoint des Conseils militaires révolutionnaires.

6/ La Coalition créera une Commission juridique nationale syrienne et elle publiera ses règles de fonctionnement dans un décret spécifique.

7/ La Coalition créera les comités techniques et spécialisés requis par son fonctionnement, dont elle déterminera par décret le nombre et les mécanismes de composition et d'action.

8/ La Coalition procédera, après sa reconnaissance internationale, à la composition d'un gouvernement provisoire.

9/ La Coalition et le gouvernement provisoire prendront fin et seront dissous par décision de la Coalition, après la tenue du Congrès national général et la nomination du gouvernement intérimaire.

10/ Cet accord ne sera effectif qu'après avoir été certifié par les parties signataires, conformément aux règles en vigueur.

Le Comité ministériel arabe pour la Syrie déposera cet accord, dès sa signature, auprès du secrétariat général de la Ligue arabe.

Le présent accord a été paraphé à Doha, le 11 novembre 2012, par les parties de l'opposition syrienne ayant participé à la

réunion, en présence du président et des membres du Comité ministériel arabe.

La première partie est le CNS, la seconde, les composantes de l'opposition.

L'accord sera effectif après sa confirmation par le Secrétariat général du CNS. »

Une complète violation de la Charte des Nations Unies et de la résolution 3281 de l'ONU

Adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 12 décembre 1974 portant adoption de la Charte des droits et devoirs économiques des États, la résolution 3281 précise la détermination du principe de l'autonomie constitutionnelle. Son article premier stipule que *« chaque État a le droit souverain et inaliénable de choisir son système économique, de même que ses systèmes politique, social et culturel conformément à la volonté de son peuple, sans ingérence, pression ou menace extérieure d'aucune sorte »*.

CHAPITRE 4

Une « opposition »
façonnée par des tueurs

Depuis les années soixante, les organisations des Frères musulmans n'ont cessé de mener des attentats contre la république laïque syrienne. La confrérie religieuse, creuset du crime organisé, va fournir les principaux dirigeants de l'« opposition ». Tous sont liés aux Frères musulmans et/ou aux milieux atlantistes.

Tanger, mi-juin 2014. Le ferry qui m'amène du port espagnol de Tarifa, à la pointe sud de l'Espagne, accoste au quai de la ville internationale. L'accueillante porte du Maroc piaille au loin, étendue comme une princesse orientale entre ses collines de verdure et d'habitations. La guerre contre le peuple Syrien semble bien loin. Pourtant, plusieurs de ses acteurs, de passage sur le Maroc, vont m'emmener dans les coulisses du drame. En quatorze kilomètres, soit trente-cinq petites minutes de traversée du détroit par mer belle, vous quittez le Nord pour le Sud, l'Europe pour l'Afrique, regardez l'Atlantique rencontrer la Méditerranée, abandonnez l'Occident pour découvrir l'Orient. Voilà qui fait beaucoup de ruptures et de distances en une si courte proximité. Le ramadan commencera d'ici une quinzaine de jours, et le rite de la religion musulmane n'a pas encore ralenti la vie économique et sociale de la plus grande ville du Rif occidental.

Après avoir débarqué à Tanger fin 2006, je multiplie les allers-retours entre le Maroc et l'Europe pour rencontrer plusieurs contacts venus de différents pays, tantôt au Maroc, tantôt en Espagne ou en France. Certains de mes interlocuteurs ne peuvent se rendre en zone Europe, d'autres sont de passage sur Rabat ou Casablanca avant un retour vers l'Europe ou des pays du monde arabo-musulman. Les médias n'évoquent jamais leurs noms. Du reste, ces contacts n'y tiennent pas eux-mêmes. Surtout pas. L'ombre est leur meilleure compagne. De 2011 à la fin 2014, au fil de ces trois années de guerres, il me faut jongler en jouant sur les disponibilités des uns et des autres pour regrouper ces rendez-vous par périodes. Sans grands moyens, je joue avec le temps, les distances et la disponibilité de chacun. Pourquoi le Maroc et pourquoi Tanger, la « ville des étrangers »[96] ?

Situé entre deux continents, l'Afrique et l'Europe, bordant l'Atlantique et tourné vers le Maghreb et, au-delà, vers le monde arabe, berceau de cultures différentes – arabe, berbère, musulmane, juive – et, par conséquent, ouvert sur l'extérieur, le Maroc a toujours été un centre d'intérêt pour les services secrets étrangers. Les puissances coloniales occidentales (France, Espagne, États-Unis, Angleterre) en ont fait leur arrière-cour, sorte d'observatoire des pays du Maghreb et du monde arabe comme des pays africains frontaliers. Le royaume fut longtemps plus ou moins délaissé par les services étasuniens pour des raisons culturelles et de concurrence avec les services français et espagnols, colonisateurs dominants. Puis, ceux-ci s'y implantèrent en force au lendemain de l'hospitalisation, à New York, en 1996, de feu Hassan II.

---

96. Fondée par les Carthaginois au IVè siècle av. J.-C., Tanger fut successivement convoitée par les Phéniciens, les Romains, les Vandales, les Arabes, les Portugais, les Anglais, les Français et les Espagnols. Après le départ des Espagnols, Tanger retrouve son indépendance et son rattachement au Maroc en octobre 1956.

Ville internationale depuis les années trente, facilement accessible, partagée entre zones industrielles, quartiers résidentiels et populaires, dotée de nombreux hôtels à moins de trente minutes de l'aéroport international Ibn Battouta ou du port, Tanger s'impose comme un point de rencontre idéal. Les organisateurs des filières de « combattants » ont bien compris l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de cette situation. Si **le Maroc est l'un des principaux points de transit des trafiquants*** entre l'Afrique et l'Europe, il l'est aussi pour des individus venant d'Europe à destination de pays du monde arabo-musulman et du continent africain[97]. La position géostratégique du Maroc, sa relative ouverture sur l'international depuis l'arrivée au pouvoir, en juillet 1999, du roi Mohammed VI, les coopérations économiques internationales engagées ont accru la densité des flux sur le royaume : des représentants de sociétés transnationales, mais aussi de PME, des fonctionnaires d'organisations internationales ou à vocation interrégionale, des collaborateurs de missions diplomatiques, de structures économiques ou militaires de pays européens et arabes sont au nombre des millions de personnes qui transitent annuellement par les ports et aéroports du Maroc.

Les 10,3 millions de passagers enregistrés par les aéroports du royaume en 2006 sont 17,2 millions[98] en 2014, et près de 4 millions de passagers et un million de véhicules franchisent cette même année la frontière marocaine par les ports. Mais ce développement s'est également accompagné d'une augmentation de toutes sortes de trafics, à commencer par celui de la drogue. De plus, le soutien du pouvoir marocain aux ingérences occidentales dans les pays du Maghreb, en Afrique du Nord et en Syrie a fortement amplifié les tendances négatives de ces flux. De France ou par l'Espagne, des filières se sont

---

97. Lire *56 – tome 2*, chapitre 4, « Omar le retour. Saison 2 ».

98. Office National des Ports du Maroc, communiqué n° 24, janvier 2015.

organisées pour faciliter l'envoi jusqu'à la frontière turco-syrienne d'« apprentis combattants » recrutés en Europe occidentale. Ceux-ci ont drainé dans leur mouvement des agents de services de renseignement et des personnes qui participent à ces conflits ou s'y opposent. Les uns voyagent de manière officielle, d'autres se font plus discrets pour des raisons de sécurité liées à leurs engagements.

L'hôtel El Minzah, érigé en 1930 rue de la Liberté, dominant la baie et la médina de Tanger, va devenir l'un de mes points de rencontres avec quelques-unes de ces sources d'information.

Mais Tanger recèle bien d'autres hôtels, petits restaurants et cafés propices à des rendez-vous discrets. Mes rencontres tangéroises me permettront de collecter une multitude d'informations sur les conflits en cours. Vérifier ensuite l'exactitude de certaines d'entre elles, les recouper par des sources différentes, sans liens entre elles, afin de préciser le portrait de quelques-uns des principaux acteurs de l'agression contre la République arabe syrienne, me demandera parfois plusieurs semaines. Ce travail permettra de tomber le masque de quelques « rebelles » en chef mis en scène par Paris.

Avant de démasquer ces protagonistes qui, entre 2011 et début 2014, posent comme des « révolutionnaires » dans les médias français, arrêtons-nous sur l'histoire de cette confrérie en Syrie. Ce retour dans le temps permet de se faire une idée de l'idéologie et des méthodes utilisées par ceux qui animent, en 2011, les organisations de l'« opposition » soutenues par Paris, et dont plusieurs chefs seront reçus en France.

Cinquante ans d'actions terroristes des Frères musulmans

Sous domination turque pendant quatre cents ans – de 1516 à 1918 –, la Syrie a connu par la suite les colonialismes anglais et français jusqu'à la déclaration de son indépendance, en 1944. Pour s'y opposer, le 29 mai 1945, l'armée française, sous l'ordre

du général Fernand Olive, bombarde Damas sans interruption pendant deux jours, détruisant toute une partie de la ville et faisant des milliers de victimes.

Le mouvement arabe et socialiste Baas organise des comités de libération et mobilise la population contre l'occupant français. De grandes manifestations éclatent à travers tout le pays de janvier à mai 1945, et contraignent la France à quitter la Syrie et la Palestine en 1946. Après la guerre israélo-arabe de 1948, qui chasse des centaines de milliers de Palestiniens de leur nation, les États-Unis subventionnent les dirigeants syriens issus de la bourgeoisie afin d'assurer l'implantation du « foyer juif » en terre palestinienne et de contrer la résistance qui s'organise. De coup d'État en coup d'État – cinq de mars 1949 à mars 1963 – les États-Unis ne parviennent pourtant pas à imposer leurs prétentions à Damas. Le 8 mars 1963, un Comité militaire d'officiers indépendants et nassériens porte le parti Baas au pouvoir. Celui-ci commence à réaliser la nationalisation des principaux secteurs de l'économie et engage le pays sur la voie de la modernisation dans le cadre d'une république laïque. De grands programmes pluriannuels sont lancés dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de la modernisation des infrastructures, de l'administration, de l'agriculture et de l'industrie. Dès le mois d'avril 1964, les organisations religieuses multiplient les attentats contre le pouvoir central de Damas en attaquant toutes les structures économiques et sociales. Depuis cette époque, les Frères musulmans tentent de renverser par la terreur le régime laïc – la laïcité étant garante de l'unité et de l'égalité de tous les citoyens, quelles que soient leurs opinions philosophiques, politiques et religieuses – de la République arabe syrienne pour s'emparer du pouvoir.

Ce n'est seulement qu'à partir des années soixante que la Syrie commença à sortir très lentement des structures coloniales et d'un Moyen Âge où les cheikhs de plusieurs tribus arabes, parmi lesquelles les Sba'a, les Mawali et les Hadiddiyin, se disputaient avec d'autres son territoire. Jusqu'à l'indépendance, les tribus

s'affrontaient pour la possession des terres fertiles, des puits, des terres irriguées et des pâturages de la steppe. Ces rivalités et guerres entre tribus faisaient le jeu du pouvoir colonial français, qui entretenait ces divisions en favorisant tantôt telle ou telle d'entre elles. Ronald Jaubert et Bernard Geyer, dans leur ouvrage très précis sur l'évolution des populations et des politiques sur les marges arides, analysent les raisons de la lente évolution de l'espace rural dominant le paysage de la République arabe syrienne :

« Deux ans après le traité de 1956[99], le parti Baas renforça son pouvoir et la Syrie s'associa à l'Égypte au sein de la République Arabe Unie. Les tribus, enregistrées autrefois comme nomades, furent dissoutes dans le reste de la société ; la politique du pluralisme juridique fut abolie et la conscription, au sein des forces armées, devint une réalité. La tribu des Sba'a, redoutant les nouveaux pouvoirs de l'État, commença à migrer en masse vers l'Arabie saoudite, d'abord en 1958, puis en 1963, enfin, par petits groupes durant la décennie qui suivit. »[100]

Au début de l'année 1964, les Frères musulmans déclenchent des manifestations et provoquent des attentats. Alliés de la bourgeoisie syrienne sunnite qui a perdu ses privilèges avec la vague de nationalisations, ils sont à l'origine de manifestations violentes qu'ils déclenchent dans plusieurs villes, notamment à Hama, Banyas, Homs et Idlib. Mais, les violences qu'ils commettent mobiliseront contre eux la majeure partie de la population et entraîneront une riposte du pouvoir. Suit alors une

---

99. Le traité de 1956 est celui issu de la conférence de Damas, réunie le 10 septembre 1956, pour mettre un terme aux litiges et luttes que menaient les cheikhs des tribus pour s'approprier les terres de la steppe. L'arbitrage opéré garantit alors pour la première fois l'accès à l'eau pour tous et organise la répartition des terres de manière équitable.

100. *Les marges arides du croissant fertile, Peuplements, exploitation et contrôle des ressources en Syrie du nord*, par Ronald Jaubert et Bernard Geyer, *Travaux de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée*, n° 43, 2006.

lutte interne au parti Baas qui va opposer, entre 1964 et 1971, le sunnite Amine el-Hafez à l'alaouite Salah Jedid. Ce dernier, fidèle aux réformes ouvertes par la révolution, n'accepte pas les agressions d'Israël contre son pays, ce qui lui vaut le soutien d'une grande partie de l'armée et de la population. Le 24 février 1969, alors que l'aviation israélienne opère un raid contre la Syrie, Hafez el-Assad, alors ministre de la Défense qui a toujours eu un discours modéré à l'égard d'Israël, ne réagit pas.

Grand dirigeant du parti Baas, chef du gouvernement syrien de 1966 à 1970, Salah Jedid mènera des réformes économiques et sociales importantes, et soutiendra l'Organisation de Libération de la Palestine en 1970. À l'époque, le roi Hussein de Jordanie, après avoir négocié la paix avec « l'État juif », fait bombarder, à partir du 17 septembre 1970, les camps de réfugiés des palestiniens qui ont dû fuir leurs terres occupées par Israël. Après dix jours de bombardements intensifs, dix mille morts et plus de cent dix mille blessés, le roi Hussein fera raser les camps, contraignant les Palestiniens à fuir au Liban. Cet événement sanglant restera gravé dans les mémoires sous le nom de « Septembre noir ». Pour autant, Salah Jedid, qui doit aussi faire face à l'occupation du plateau du Joulân (Golan) par Israël, sera contesté par une partie du Baas conduite par Hafez el-Assad.

Le 13 novembre 1970, après avoir déserté le camp de la solidarité avec le peuple palestinien, Hafez el-Assad, qui a le soutien d'une partie des généraux, s'empare des postes-clés du parti Baas. Il fait aussitôt arrêter Salah Jedid et les dirigeants du parti Baas qui le soutiennent et ont lancé les réformes de modernisation du pays. Salah Jedid passera vingt-trois ans dans une prison militaire avant de mourir d'une attaque cardiaque, le 19 août 1993. Aux élections présidentielles du 12 mars 1971, Hâfez al-Assad est élu au suffrage universel Président de la République arabe syrienne. Au lendemain des élections législatives de 1973, les Frères musulmans déclenchent une nouvelle campagne d'attentats terroristes. Puis, le 16 juin 1979, les Frères commettent l'irréparable.

Crimes en série contre la Syrie laïque et républicaine

Lors d'une nouvelle attaque qu'ils lancent contre l'École militaire d'Alep, ils assassinent quatre-vingt-trois cadets Alaouites au couteau et au fusil après les avoirs séparés des élèves officiers sunnites. Le choc va traverser toute la société. Le 24 juin suivant, dans son éditorial, le quotidien *Al-Ba'th*, journal du parti Bass, donne une analyse des faits qui reste toujours d'actualité :

« (...) L'enquête sur le dernier attentat d'Alep a révélé la trame de la subversion criminelle, ourdie par l'impérialisme et le sionisme avec l'aide de ses agents parmi les Frères « musulmans », en vue de semer la discorde religieuse et confessionnelle, de briser la résistance de la nation et de liquider la question palestinienne. La dernière machination tramée par les Frères « musulmans » à Alep a fait de la bataille engagée entre nos masses combattantes et ces éléments stipendiés une bataille du destin qui ne souffre pas de recul, ni de tiédeur ou d'atermoiement. Dès lors qu'ils complotent contre la révolution des masses, ces éléments doivent endosser la responsabilité de leurs actes. »[101]

Le 26 juin 1980, les Frères musulmans organisent un attentat contre le président Hafez al-Assad. Puis, ils multiplient les attentats avec des voitures piégées jusqu'au cœur de Damas : contre le siège du Conseil des ministres et le Quartier général de l'armée de l'air (200 morts et blessés pour la première opération du 17 août 1981, plus de 70 tués pour la seconde, le 3 septembre suivant), et contre le centre de recrutement des conscrits et autres bâtiments publics. Dans leur étude sur les Frères musulmans, Olivier Carré et Gérard Michaud soulignent :

« L'inéluctabilité de la solution militaire étant réaffirmée sur le plan théorique, les Frères musulmans concentrent leurs forces

---

101. *Les Frères musulmans (1928-1982)*, par Olivier Carré et Gérard Michaud, Éd. Gallimard/Julliard.

sur Damas, qui devient en 1981 le théâtre principal de leurs opérations terroristes. »[102]

Le 2 février 1982, les minarets d'Hama appellent la population à l'insurrection générale. Les Frères musulmans attaquent tous les centres administratifs (armée, police, justice, administrations publiques), les sièges d'organisations politiques et syndicales, d'associations. Dans leur fureur, ils mettent la ville à feu et à sang en assassinant des centaines de personnes qui s'opposent à leur putsch. Il faudra plus d'un mois aux Unités spéciales, appuyées par l'armée, pour reprendre la ville dont les Frères musulmans ont détruit des quartiers entiers. Un mois auparavant, alors qu'ils ont infiltré l'armée et les forces de police depuis quelques années, ils tentent un coup d'État militaire avec des officiers sunnites autour de Khâled Atâyâ. Les branches militaires radicales des Frères musulmans sont les héritières du « Mouvement de libération islamique », constitué en 1963 à Alep par le cheikh Abdel Rahman Abû Ghodda qui se réfugie en Arabie saoudite, et des « Phalanges de Muhammad », qui portent la responsabilité des principales actions terroristes depuis 1977, dont l'attentat contre l'École militaire d'Alep[103] en juin 1979.

C'est dire que les Frères musulmans syriens, principaux organisateurs des troubles qui ont conduit à la guerre contre la République arabe syrienne dès le premier trimestre 2011, n'ont rien à envier à leurs frères tunisiens, libyens ou égyptiens. Les actes de violence qu'ils ont planifiés et exécutés dès février 2011 sont dans la droite ligne de la politique de terreur que la plupart de leurs dirigeants n'ont eu de cesse de mettre en œuvre contre la république syrienne depuis son indépendance.

102. *Ibid.* 101.

103. *Ibid.* 101.

Une guerre préparée de longue date

Une nouvelle fois, comme contre la Libye, nous retrouvons contre la République arabe syrienne la même intervention politique, financière et militaire combinée de forces étrangères – des pays membres de l'Organisation du traité Atlantique Nord (OTAN) et les dictatures du golfe arabo-persique – avec celle de forces sécessionnistes locales chaperonnées par les services secrets occidentaux (États-Unis, Angleterre, France) et des organisations terroristes islamistes sunnites. Là aussi, l'opération est préparée de longue date par le gouvernement étasunien, qui mène conjointement deux actions depuis l'année 2003 : d'une part, multiplier les pressions diplomatiques et économiques contre la République arabe syrienne pour tenter de l'affaiblir et de l'isoler sur la scène internationale et, d'autre part, soutenir financièrement et préparer militairement des groupes paramilitaires à l'action subversive.

Contre la République arabe syrienne, comme pour les autres pays arabes, les liens tissés par les services de renseignement occidentaux avec les organisations des Frères musulmans vont permettre de préparer un contexte plus propice à la déstabilisation. Dans le passé, le cheikhh Isâm al-Attâr conduisait les activités des Frères musulmans depuis son refuge d'Aix-la-Chapelle, en Allemagne, où il vivait en exil. C'est également dans cette ville que se réunit, à la fin de l'année 1980, le congrès général des Frères musulmans syriens au cours duquel il sera remplacé par les partisans les plus radicaux de la lutte armée. Un triumvirat s'emploie alors à préparer les actions terroristes : Ali al-Bayânûnî, Sa'îd Hawâ et Adnân Sa'ad-ed-Din[104].

Tels sont les tueurs que Washington, Londres, Paris, Ankara vont épauler avec les dictateurs du Golfe, de Jordanie et les dirigeants d'Israël. Les Frères, jouant de leur duplicité, vont ainsi obtenir le financement et l'armement nécessaires à leur nouvelle

---

104. *Ibid.* 101.

tentative de prise de pouvoir. Leurs campagnes terroristes les ayant définitivement coupés de la société et condamnés en Syrie, l'étranger restait leur seul recours. Les gouvernements de ces États – France en tête – vont s'accorder et se répartir les tâches pour un même objectif : renverser le régime politique de la République arabe syrienne. État laïc, en voie de modernisation malgré les blocus et pressions de toutes sortes des États-Unis et de pays de l'Union européenne, au cœur de grands projets énergétiques et rempart du monde arabe contre l'impérialisme, la République arabe syrienne s'oppose aux tentatives de Washington de s'approprier les richesses du Moyen-Orient. Et, contrairement à la Tunisie et à l'Égypte d'avant 2011, la République arabe syrienne n'est pas un régime politique pro-étasunien, n'entretient pas de rapports officiels avec Israël – même si le président Assad s'est montré très complaisant avec l'occupant du sol syrien –, développe des relations économiques avec de nombreux pays de la région mais, également, avec d'autres, comme la Fédération de Russie, la République islamique d'Iran ou la République populaire de Chine. Cette situation va obliger les agresseurs occidentaux à engager des moyens financiers et militaires beaucoup plus importants pour tenter de dépecer la république syrienne, la dernière à défendre la laïcité dans cette région du monde en 2011.

Qui sont les principaux dirigeants de cette « opposition » et de ces organisations criminelles soutenues par la France ?

Les principaux dirigeants du Conseil national syrien

Burhan Ghalioun arrive à la tête du Conseil national syrien (CNS) en septembre 2011 avec le soutien des Frères musulmans et l'accord des services occidentaux, turcs, qataris et saoudiens. Car cette « opposition » n'est en rien la réunion de partis d'opposition ayant une base populaire et une activité en Syrie qui auraient décidé de se regrouper à l'étranger. Ce n'est qu'à la fin du mois de mai précédent que s'est tenue à Antalya, en Turquie, la première rencontre entre divers petits groupes venus

d'Occident et de quelques pays arabes, afin de créer une structure ayant l'apparence d'une « opposition » pour l'opinion publique. Comme la plupart des dirigeants du CNS, Burhan Ghalioun entretient des liens avec plusieurs représentants d'États et d'organisations qui développent des actions criminelles contre la République arabe syrienne depuis l'étranger, bien avant que n'éclatent les provocations de février 2011.

Né à Homs (1945), il vit en France depuis les années 1980 et est professeur en sociologie à l'Université Paris III de la Sorbonne. Ancien membre du Parti communiste syrien, il est présent au sein de quelques associations (Défense des droits de l'homme dans les pays arabes, Centre de Damas d'études théoriques et des droits civiques). Le 10 février 2003, il rencontre Abdel Razzak Eid qui l'aide à établir des relations avec la gauche française. Selon le journaliste libanais Nidal Hamadé, l'un des groupes de l'« opposition » *« constitue un mélange entre ceux qui entretiennent des liens étroits avec les États-Unis et en particulier avec l'entité sioniste : il s'agit des partisans de Farid Ghadiri (qui s'est rendu à la Knesset israélien en 2007) et des acteurs de « la déclaration de Damas » (...) le porte-parole de ces derniers à l'étranger Abdel Razzak Eid et certains de ses proches sont financés par le Courant du Futur au Liban* (NdA : dirigé par le pro-occidental Saad Hariri) ». De même, Nidal Hamadé souligne que *« parmi les groupuscules liés à l'ancien vice-président syrien Abd el-Halim Khaddam et à l'oncle de l'actuel président syrien Rifaat El-Assad, certains d'entre eux ont collaboré avec des services israéliens dans le dossier de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri et sont derrière la création de l'appareil logistique qui comprend le faux témoin Zouheir Siddik et compagnie »*[105]. D'année en année, Ghalioun tisse des liens avec divers groupes et personnes qui peuvent difficilement être qualifiés de révolutionnaires : des Libanais de l'Alliance du 14 mars, qui regroupe les forces réactionnaires du Liban (14 juin 2006), un autre « rebelle », Riad Seif, et des membres de

105. *La Syrie dans l'œil du cyclone : les acteurs perturbateurs*, par L.Mazboudi, Al-Manar, Groupe Libanais d'Information, 12 avril 2011.

la « Déclaration de Damas » (9 décembre 2007) ou l'ancien vice-président de la République arabe syrienne, Abd El-Halim Khaddam, qui vit depuis plusieurs années confortablement installé en France sur une belle fortune.

Mais c'est surtout l'année 2011 qui est une année importante pour le « révolutionnaire » Ghalioun. Au mois de mai, il tient un meeting à la mairie du 14e arrondissement de Paris avec Bassma Kodmani, dirigeante du CNS, où il annonce le lancement de ce qu'il appelle « la révolution syrienne », meeting en arabe transmis en direct sur Facebook. En juillet, il participe à une réunion pour préparer l'organisation du CNS. Il y est appelé par Azmi Bishara pour se voir proposer de prendre la direction du CNS à l'occasion d'une réunion prévue à Istanbul au mois d'octobre. Azmi Bishara ? Une « grande figure » de la « révolution syrienne » également : c'est un ancien député israélien de la Knesset[106] (de 1996 à 2007) qui a pris la nationalité qatarie en 2007 et est devenu, en juillet 2013, conseiller politique et médiatique du… prince-dictateur du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad al-Thani. Les 1er et 2 octobre, Ghalioun est à Istanbul (Turquie) pour la création du CNS avec les Frères musulmans et prend la direction de l'organisation. Une fois sacralisé dirigeant de l'« opposition », il peut, le 10 octobre suivant, participer à un meeting à Paris, à l'Odéon, avec le ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé, et plusieurs membres du gouvernement ainsi que d'anciens dirigeants, dont le socialiste Lionel Jospin. Il rentre alors tout juste de Suède où il se trouvait les 8 et 9 du même mois pour une réunion du CNS en voie de formation au Centre international Olof Palme, près de Stockholm. Il y rencontrera notamment le gauchiste Gilbert Achcar, un professeur de l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres, originaire du Liban et partisan des actions de guerre contre la Libye et la Syrie.

---

106. La Knesset est le Parlement israélien.

Le 3 novembre n'est pas une bonne journée pour l'autoproclamé président du CNS : il apprend que les Frères musulmans envisagent de le débarquer pour le remplacer – déjà – par Mohamed Farouk Tayfour, également membre du CNS, mais, surtout, l'un des responsables politiques de la confrérie religieuse. Aussi, ayant besoin de conforter sa position, deux jours plus tard, Ghalioun se précipite chez le Premier ministre du Qatar afin d'obtenir qu'il joue de son influence pour que la Ligue Arabe reconnaisse le CNS. La reconnaissance, ça donne du poids au vide. Mais c'est le 11 décembre qui restera sans doute comme un moment important dans la biographie du « révolutionnaire » Ghalioun. Ce jour-là, il rencontre à Paris un mignon du pouvoir en la personne du discoureur Bernard-Henri Lévy, le dandy sioniste des salons parisiens, rienologue[107] vénéré des médias pour ses papotages politico-philosophico-littéraires dont Balzac aurait pu dire qu'ils ont « l'odeur des caves vides ». Puis, le 29 du même mois, il part en Arabie saoudite pour rencontrer le responsable des services de renseignement saoudiens et Rifaat al-Assad. Ce dernier, oncle du président syrien, réfugié en France depuis 1984, bénéficie du soutien des États-Unis et de l'Arabie saoudite pour mener des actions contre son ancien pays. Son coup d'État manqué, en 1984, contre son frère aîné – qui révèle une mentalité de prince qatari adepte du coup d'État familial –, sa collaboration avec les services occidentaux et son exil doré dans ses luxueux appartements et propriétés de France, d'Angleterre et d'Espagne – un patrimoine estimé à plusieurs millions d'euros – ont valu à ce tonton flingueur qui a toujours rêvé d'être calife à la place du président le surnom de « la voix de l'Amérique ».

---

107. Pour Honoré de Balzac, *« le rienologue est le dieu de la bourgeoisie actuelle ; il est à sa hauteur, il est propre, il est net, il est sans accidents. Ce robinet d'eau chaude glougloute et glouglouterait in soecula soeculorum sans s'arrêter ». Les journalistes, monographie de la presse parisienne*, Honoré de Balzac, Éd. Le mot et le reste. Préface de Raphaël Sorin, introduction de Raphaël Meltz, 2012. Écrite en 1843, cette œuvre reste d'actualité.

Le 28 janvier 2012, il fait partie de la délégation du CNS qui rencontre le secrétaire général de la Ligue Arabe et insiste à cette occasion pour le transfert du dossier syrien au Conseil de sécurité de l'ONU. Une source auparavant proche de la direction du CNS m'indique que le 9 février, Ghalioun aurait *« rencontré des responsables des services secrets allemands pour discuter avec eux de la possibilité d'une intervention extérieure »* contre la Syrie.

Le 23 mai, il se rend en Arabie saoudite pour une rencontre (presque…) discrète avec Bandar ben Sultan et Saoud al-Faysal. Il demande à la direction saoudienne de soutenir financièrement l'Armée syrienne libre (ASL) car, selon lui, son dirigeant de l'époque, Riyad al-Asaad, détournerait des fonds versés au profit de l'organisation. Étrange parcours que celui du « révolutionnaire » Burhan Ghalioun… Il démissionne le 24 mai 2012 et est remplacé le mois suivant par Abdel Basset Sieda. Pour autant, il reste au sein du CNS. Tout comme lui, son successeur réside hors de la République arabe syrienne depuis les années 90.

Abdel Basset Sieda (Abdulbaset Sieda) ?[108]

Né en 1956 à Amuda – province de Hassakeh, dans le nord-est de la Syrie –, il a pris la nationalité suédoise. D'origine paysanne, il a obtenu un doctorat en sociologie de l'Université de Damas en 1988. En 1992, il part enseigner en Libye pour une période de trois années. Il rentre en Syrie en 1995, puis la quitte avec sa femme et ses enfants pour la Suède. Marié et père de cinq enfants, il enseigne alors la philosophie et la langue arabe et est membre de la Maison culturelle Kurde en Suède. Les services occidentaux voient dans ses relations au sein de plusieurs partis kurdes – membre du Bureau politique du Parti des travailleurs kurdes, membre du parti kurde Yakitin – un atout pour tenter de

---

108. La plupart des médias et des institutions françaises orthographient le nom d'Abdel Basset Sieda par « Sayda ». Les traductions entre l'arabe et le français sont souvent à l'origine d'orthographes différentes pour les mêmes mots.

créer des troubles sur la frontière nord-est de la Syrie. Leur objectif est alors d'utiliser des dirigeants kurdes afin qu'ils entraînent les populations kurdes dans un séparatisme violent contre Damas. Paris devient l'une de ses principales escales.

À la mi-mars 2012, il part secrètement à Arbil (Erbil), au nord de l'Irak, où il rencontre les représentants des partis kurdes, notamment Abdelhamid Darwich et Abdelhakim Bashar. Il leur transmet l'invitation de Burhan Ghalioun, alors dirigeant du CNS, à se joindre au mouvement et déterminer les conditions d'un accord. Mais il se heurte au refus de la majorité des partis kurdes, dont l'Union démocratique, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le Conseil national kurde. Ceux-ci refusent de coopérer avec lui, plusieurs dirigeants l'accusant d'être un agent des Turcs. Avec le même objectif, il appellera, le 12 août 2012, à la création d'une zone de non-survol des frontières syriennes et multipliera les appels à l'intervention militaire contre son ancien pays. Il sera remplacé à son tour, le 9 novembre 2012, à la direction de l'organisation subversive par Georges Sabra, mais reste au sein de sa direction et devient membre de la Coalition, autre organisation élaborée par Washington. Le 10 septembre 2013, il se rend en Israël dans le cadre d'une délégation de la Coalition anti-syrienne.

Georges Sabra ?

Né en 1947 dans la banlieue de Damas, ce docteur en géographie et enseignant était, en 1983, un militant communiste du courant Riad al-Turk. Il sera arrêté le 4 septembre 1987 par les services de renseignement pour des raisons de sécurité nationale, et remis à la Haute Cour de Sûreté de l'État le 7 novembre 1992. Il sera l'un des dirigeants du Rassemblement national démocratique et membre de la Déclaration de Damas avant d'occuper la fonction de secrétaire général du CNS, puis de président de la Coalition anti-syrienne. Peu avant, le 10 avril 2011, il sera arrêté pour propagation d'informations mensongères sur la chaîne *Orient TV* et pour des activités de propagande antisyriennne. Après avoir été traduit devant le

Procureur général de la République à Damas, il reprend ses activités en appelant à une « intervention militaire étrangère » contre son pays. Le 22 juin 2011, il apparaît comme membre du CNS dans son communiqué n° 1. Le 11 novembre 2012, il devient l'un des quatre vice-présidents de la Coalition des forces de l'« opposition ». Selon une source proche de la direction de la Coalition, il aurait assisté, *« le 20 août 2013, à une réunion à Istanbul avec d'autres membres du CNS et des responsables israéliens sous l'égide du Premier ministre turc Erdogan »*. George Sabra s'illustrera également en condamnant la décision des États-Unis d'inscrire le groupe criminel Front al-Nosra de l'« opposition » sur leur liste des organisations terroristes[109].

Bassma Kodmani,

Cofondatrice et responsable des relations extérieures du Conseil national syrien jusqu'en 2012 ?

Elle a travaillé au sein de l'Institut Français des Relations Internationales (1981) et comme directrice de la branche régionale de la Ford Foundation (au Caire, Égypte, 2005). Elle assiste à des réunions du Club Bilderberg (2008, 2012) ou du Council on Foreign Relations (CFR), un club de réflexion financé par les transnationales étasuniennes et qui regroupe quelques-uns des principaux dirigeants conservateurs de l'économie, de la finance, du renseignement, de l'armée et de l'administration.

En septembre 2005, au sein du CFR, Kodmani a été nommée directrice exécutive du projet Arab Reform Initiative (ARI) piloté par l'U.S./Middle East Project, un département du CFR. Très liée à l'organisation du CFR, c'est surtout de France, où elle réside depuis 1968, qu'elle s'efforce de développer son activité contre le pouvoir politique de la République arabe syrienne. Elle est l'une des principales activistes qui s'emploie à influer les dirigeants français sur les positions de Washington pour obtenir un engagement militaire ouvert et total de la France. Elle

109. *Al-Akhbar*, 28 décembre 2012.

apparaît comme directrice de recherche au sein de l'Académie Diplomatique Internationale présidée par l'Aga Khan, et dont le secrétaire général au moment de l'ouverture du conflit est le Toulousain Jean-Claude Cousseran.

Ce fonctionnaire français qui borde les activités de Kodmani a occupé différents postes au sein de la diplomatie française dans plusieurs pays arabes – dont l'Égypte, la Turquie et la République arabe syrienne – et fut un temps directeur de la DGSE (2000-2002). Comme directrice de projet, Bassma Kodmani mène son activité au travers de différentes structures associatives. **L'Arab Reform Initiative*** (ARI) est l'une d'entre elles.

En France, Bassma Kodmani apparaît également au sein du conseil scientifique de l'Institut de Recherche et d'Études Méditerranée Moyen-Orient (iReMMO), un autre « laboratoire d'idées » qui partage ses locaux parisiens avec une librairie des Éditions L'Harmattan. Dirigé par Jean-Paul Changollaud, professeur des Universités, cet organisme donne conférences, cycles de formation continue, séminaires fermés très ciblés sur invitation *« en direction des décideurs et des partis politiques »*, donne des consultations et études, édite des brochures et publications. Aux côtés de quelques très rares acteurs engagés, comme le juriste international Géraud De la Pradelle ou le contre-amiral Jean-François Coustillière, spécialiste français des réseaux Euro-Méditerranée, Alain Gresh et Dominique Vidal, deux journalistes collaborateurs du mensuel *Le Monde Diplomatique*, apportent une touche de « vernis démocratique » à ce dernier salon où l'on cause.

Car, cet institut ne propose aucun cours de formation ou conférence sur des aspects essentiels des relations de l'Occident avec les pays arabes bordant la « mer aux trois continents » : les guerres occidentales contre les pays arabes, les formes contemporaines de colonialisme culturel, politique et économique, les luttes des peuples arabes pour leur indépendance, la résistance nationale du peuple Palestinien à

l'occupation israélienne, le rôle des sociétés transnationales occidentales dans le pillage et la corruption des économies arabes, l'endettement des pays arabes par les organisations du groupe de la Banque mondiale de l'ONU, la militarisation de la zone méditerranéenne par les États-Unis et l'OTAN... Autant de sujets, parmi de nombreux autres, visiblement indésirables pour ne pas être au menu *« des grandes questions politiques du bassin méditerranéen »* de l'iReMMO.

Sur les pas du **German Marshall Fund***, l'iReMMO vise dans ses activités l'intelligentsia arabe en France. Celle-ci recèle nombre des futurs cadres de tous les pays du Proche et Moyen-Orient venus suivre des études supérieures en France (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Sciences Politiques, Hautes Études Commerciales, etc.). L'idéologie du CFR et de l'Arab Reform Initiative est également présente au sein du conseil d'administration de l'iReMMO au travers d'Alvaro de Vasconcelos, directeur de plusieurs projets de l'ARI ayant trait aux questions de sécurité et de réforme constitutionnelle, et de Salam Kawakibi, directeur-adjoint de l'ARI et directeur de recherche auprès de... Bassma Kodmani.

Partisane de l'intervention militaire contre la République arabe syrienne, Bassma Kodmani démissionne du CNS le 28 août 2012 mais reste, elle aussi, dans les instances de la Coalition anti-syrienne. Sa sœur, Hala, fonde une association qui milite pour le renversement du régime laïc syrien. Elle intervient alors régulièrement sur la guerre en Syrie dans les colonnes du quotidien *Libération* de l'homme d'affaires franco-israélien Edouard de Rothschild et du promoteur Bruno Ledoux. Le journal *L'Humanité*, sous la direction de Patrick Le Hyaric, accueillera en septembre 2012 l'association de Hala Kodmani à sa fête. De son côté, Bassma Kodmani sera même invitée, le 20 mars 2013, au sein du siège national du Parti communiste français pour une *« soirée d'information et de débat avec les représentants des forces d'opposition démocratiques syriennes »* (sic). Le Parti communiste syrien qui combat les groupes criminels

chapeautés par cette « opposition » comme il combattit les forces coloniales françaises, ne sera, lui, jamais invité par la direction du PCF. Quant au quotidien *L'Humanité*, il ne s'est jamais montré très prolixe pour rendre compte des *origines réelles de la guerre* comme des destructions et des **meurtres sauvages*** commis par lesdites *« forces d'opposition démocratiques »* contre la population syrienne.

Ausama Monajed,

L'un des dirigeants et porte-parole du CNS ?

Il est lié au Mouvement pour la justice et le développement, un réseau d'exilés syriens basé à Londres et financé par Washington. Chargé de la propagande anti-syrienne, il est notamment l'un des organisateurs de la chaîne satellitaire syrienne *Barada Television*, également basée à Londres et également financée par le Département d'État étasunien. *« La chaîne satellitaire basée à Londres, Barada TV, a commencé à émettre en avril 2009* (…) ». Des câbles diplomatiques étasuniens publiés par Wikileaks et révélés par le Washington Post *« montrent que le Département d'État a canalisé jusqu'à 6 millions de dollars pour le groupe depuis 2006 pour exploiter les canaux et financer le satellite et d'autres activités à l'intérieur de la Syrie »*[110]. *Barada TV* a pour rédacteur en chef Malik al-Abdeh, cofondateur du Mouvement pour la justice et le développement dont le dirigeant n'est autre que son frère, Anas, membre de la Coalition anti-syrienne. Il est le fondateur, en 2010, et directeur exécutif du *Strategic Research and Communication Center*. Cette officine au nom pompeux, installée à Londres, regroupe en réalité quelques syriens vivant en Occident depuis plusieurs décennies et qui alimentent le CNS en rapports de toutes sortes.

---

110. *Des câbles publiés par WikiLeaks révèlent que les États-Unis soutiennent secrètement les groupes d'opposition syriens*, par Craig Whitlock, Washington Post, 18 avril 2011.

Radwan Ziadeh,

Le directeur des relations extérieures du CNS ?

Originaire de Darayya – ville située au sud-ouest de Damas –, il est l'un des intermédiaires entre le gouvernement étasunien et « l'opposition ». Membre du CNS, résidant à Washington, il participe à plusieurs associations étasuniennes et anglaises qui alimentent la campagne de propagande contre le gouvernement syrien (U.S. Institute of Peace, Damascus Center for theoretical and Civil Rights Studies, Syrian Center for Political and Strategic Studies, National Endowment for Democracy, Democracy Council, Institute of Islamic Strategic and Socio Political Affairs, Center for the study of Islam and Democracy, Institute for Democracy and Electoral Assistance, etc.). Toutes ces associations comprennent soit des représentants de l'administration étasunienne, soit des cercles conservateurs ou des membres de services de renseignement.

Il publie en 2009 différents articles appelant les États à renforcer les pressions contre le gouvernement de la République arabe syrienne. Selon un membre du corps diplomatique anglais, la même année Ziadeh aurait *« rencontré à Londres le président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement, des responsables de plusieurs ministères et des opposants syriens »*. En mai 2011, il aurait également *« participé, avec l'ancien vice-président syrien, Abd el-Halim Khaddam, et des dirigeants des Frères musulmans, à la transmission à l'Union européenne des noms de personnalités et d'officiers Syriens afin de faire bloquer leurs comptes et limiter leurs déplacements »*.

Abd el-Halim Khaddam ?

Ce sunnite de 82 ans originaire de Tartous-Banias, membre des francs-maçons du Liban, a fait des affaires particulièrement lucratives au « pays du cèdre » alors qu'il était, dans les années 2000, un associé discret du milliardaire libano-saoudien – et futur Premier ministre pro-occidental – Rafic Hariri. En échange, Khaddam favorisait sa prééminence face à ses rivaux politiques.

Il fut vice-président de la République arabe syrienne (mi-juillet 2000 au 30 décembre 2005). Khaddam a démissionné de son poste en 2005 alors que les États-Unis et l'Union européenne multipliaient, depuis 2003, les pressions politiques et économiques contre la République arabe syrienne sous des prétextes divers.

En 2003, l'administration étasunienne rédigea le « *Syrian Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act* » (SALSRA) qui donnait au chef de l'exécutif étasunien la possibilité de prendre toute une panoplie de sanctions : interdiction des exportations, interdiction des investissements, blocage des transactions avec toutes les entreprises travaillant avec la Syrie, limitation des déplacements pour les officiels syriens, etc. Les sanctions vont se durcir jusqu'à provoquer une crise diplomatique ouverte, qui survient en février 2005 avec l'assassinat de Rafic Hariri, l'ancien Premier ministre libanais. Washington pointa alors du doigt les dirigeants de République arabe syrienne, espérant déstabiliser ainsi le gouvernement[111]. C'est ce moment d'agressions multiples contre son pays que choisit Khaddam pour abandonner ses responsabilités. Mais, après l'assassinat de Rafic Hariri, il se retrouve sans allié. Peu estimé en raison de son opportunisme, impopulaire suite à son implication dans différentes affaires, et en difficulté au plan politique alors qu'il s'oppose aux réformes, il quitte toutes ses responsabilités et s'enfuit pour Paris. Sans doute pour le remercier de services passés, la famille Hariri lui a offert, dans la

---

111. Il appert aujourd'hui que, malgré les manipulations de l'ancien procureur berlinois Detlev Mehlis, qui avait insisté pour présider la Commission d'enquête de l'ONU sur cet attentat, un drone israélien aurait tiré une nouvelle arme à uranium de fabrication allemande sur le cortège de Rafiq Hariri. Lire sur ce sujet l'enquête publiée par le journal russe Odnako du 29 novembre 2010 et *Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri*, par Thierry Meyssan, www voltairenet.org, 29 novembre 2010.

capitale française, un luxueux hôtel particulier donnant sur l'avenue Foch[112].

Il se lance aussitôt dans une virulente campagne contre le gouvernement et le président syrien. Reprenant la thèse de Washington du « complot de Damas », il en accuse les dirigeants avec lesquels il travaillait depuis 1970 à différents postes de responsabilités au sein de l'appareil d'État. Le 31 décembre 2005, le Parlement syrien vote à l'unanimité une motion demandant qu'il soit « traduit en justice pour haute trahison ». Parmi les sept chefs d'inculpation retenus contre lui, il est poursuivi pour « corruption » et « haute trahison » pour avoir encouragé une attaque étrangère contre la République arabe syrienne et pour conspiration en vue de prendre le pouvoir. La justice syrienne a lancé, via Interpol, un mandat d'amener contre lui, et la section syrienne de l'Organisation internationale de la police criminelle (Interpol) a transmis à la section française un mandat d'amener le concernant. Les autorités judiciaires françaises n'y ont donné aucune suite, comme pour nombre de dossiers de recherches d'autres criminels. Pourtant, on retrouve Abd el-Halim Khaddam dans la proximité de plusieurs graves crimes et délits bien avant sa fuite en France.

En 1988, il est cité dans le scandale des déchets nucléaires italiens enterrés près de Beyrouth (Liban). En janvier 2006, toutes les infractions le concernant dans les produits qu'il importait ont été remises, avec les documents, à la Direction Générale des Douanes syriennes. Ceux-ci ont été considérés comme produits de contrebande, les documents d'importation n'ayant même pas été remis conformément à la réglementation. Une circulaire (n° 15-831) émanant du Premier ministre de l'époque a alors stipulé la mise sous séquestre de tous ses biens mobiliers et immobiliers, ainsi que ceux de sa femme et de ses enfants.

---

112. *Qu'est-ce qui fait courir Khaddam ?* par Dominique Lagarde avec Scarlett Haddad à Beyrouth, L'Express, 26 janvier 2006.

À la mi-mars 2006, Khaddam rencontre Al-Bayanouni, dirigeant des Frères musulmans, et décide de créer avec lui le Front du salut national. Comme de nombreux groupuscules de l'« opposition », celui-ci éclatera sous les intrigues et luttes de personnes et se réunira pour la dernière fois en septembre 2007 à Berlin.

En juin 2006, il aurait rencontré des officiers des services de renseignement étasuniens et israéliens avec des expatriés et leur aurait transmis des informations et des dossiers stratégiques.

De plusieurs sources, il appert qu'il est directement lié à des opérations ayant eu lieu à Damas et dans la banlieue de la capitale syrienne (juillet 2006). Il sera incriminé par le tribunal de Première instance de Banias, qui le jugera coupable de violation de propriétés de l'État. Dans le procès intenté contre lui par le Domaine de l'État, Khaddam fut condamné à six mois de prison avec une amende de 500 000 Livres syriennes (20 juillet 2006).

Au mois d'août 2007, il forme un comité de coordination à Arbil[113] (Irak), en coopération avec le Front de délivrance de la Syrie et le soutien des services de renseignements étasuniens et kurdes ; le 6 novembre 2007, il passe un accord avec Al-Bayanouni, dirigeant des Frères musulmans, pour recruter des bandes à l'intérieur de la Syrie et organiser depuis la Jordanie des actions de sabotage contre les centres stratégiques de l'économie syrienne.

Khaddam apparaît également en liaison avec des trafiquants et des criminels de tout acabit. Hussein Harmouche (ou Harmoush), ancien colonel de l'armée syrienne repenti, révèle le 15 septembre 2011 quelques aspects de ces relations.

Alors qu'il était en dissidence, Khaddam fut l'un de ses principaux interlocuteurs, avec Ryad Chafqeh, dirigeant des Frères musulmans syriens, le CNS et des trafiquants d'armes : *« Al-Seddik et les Frères musulmans introduisaient des armes en Syrie,*

113. La province d'Arbil est l'une des dix-huit régions de l'Irak, qui fait partie du Kurdistan situé dans le nord de l'Irak.

précisément vers Homs, Hama, Idleb et vers Arraml al-Janoubi à Lattaquié. Le trafic d'armes depuis la Turquie vers ces régions se faisait par le biais des commerçants d'armes et des contrebandiers qui connaissent bien les routes »[114].

Qui est le dénommé Al-Seddik que cite Hussein Harmouche ?

Un faux témoin très gênant

Dans un entretien donné le 9 septembre 2006 à la chaîne saoudienne *Al-Arabia*, il a accusé le président Bachar al-Assad et le général libanais Émile Lahoud d'avoir ordonné l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri en février 2005.

Zuhair al-Seddik est un curieux personnage, protégé par Rifaat al-Assad, ancien dirigeant syrien réfugié tantôt en France, tantôt en Espagne. Faux *« témoin-clé »* de l'assassinat du Premier ministre libanais, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international et d'une demande d'extradition de la part du gouvernement libanais, il est arrêté en France en 2005. Presque aussitôt libéré, en 2006, il est logé à Chatou (département des Yvelines) aux frais de l'État français, jusqu'en mars 2008 avant de… « disparaître » ! Le député socialiste Gérard Bapt – président du groupe d'amitié France-Syrie – s'en étonna et interrogea le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, et la ministre de la Justice, Rachida Dati, pour leur demander comment un *« témoin-clé »*, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international et d'une demande d'extradition de la part du gouvernement libanais, avait pu disparaître aussi facilement[115].

---

114. *Confession de Hussein Harmouche*, Télévision syrienne, interview traduite par l'agence Sana, 15 septembre 2011, et *Les confessions télévisées d'Harmouche, ex-colonel, ex-déserteur et ex-dissident*, par Guy Delorme, www ınfosyrie.fr, 16 septembre 2011.

115. *Affaire Hariri : l'interview fabriquée de Zouhair Siddiq*, par Gilles Munier, France-Irak Actualité, 21 avril 2010.

Il lui sera répondu que la France n'avait pas assumé ses engagements internationaux *« au motif qu'il n'était pas possible d'extrader un prévenu vers un pays qui applique encore la peine de mort »*. Explication un peu simpliste et erronée. En effet, si, selon la Cour européenne des droits de l'homme, le refus d'extrader par un pays n'appliquant pas la peine de mort vers un pays l'appliquant est un des six principes inaltérables gérant toutes les demandes d'extradition, la Convention européenne pour la répression du terrorisme de 1977 prévoit que certaines infractions graves contre l'intégrité des personnes ne peuvent être qualifiées de « politiques » et autorisent donc l'extradition. Al-Seddik est dans ce cas. De plus, la loi dite Perben II du 9 mars 2004 portant sur l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité permet de juger en France une personne dont l'État français refuse l'extradition et qui est auteur d'une infraction politique (art. 113-8-1 du Code pénal). En fait, certains dirigeants français ne cherchent ni à extrader Al-Seddik ni à le garder en France, mais plutôt à le faire disparaître pour éviter qu'il soit entendu par la justice. Car, selon une autre source, Zuhair al-Seddik posséderait surtout des enregistrements *montrant l'implication de Khaddam avec des proches de Saad Hariri, d'une personnalité politique française et de plusieurs hauts-fonctionnaires libanais dans l'assassinat de Rafic Hariri*[116]. Cette hypothèse pourrait expliquer que, revenant sur ses propres déclarations par lesquelles il accusait Damas, Al-Seddik commença, du bout des lèvres, à mettre en cause ses protecteurs français. Ceux-ci s'empressèrent alors de se débarrasser de leur protégé en lui faisant un cadeau empoisonné.

Le major-général Jamil al-Sayyed[117], ancien directeur général de la Sûreté générale libanaise, révéla en 2010 que le cabinet de Nicolas Sarkozy – alors que celui-ci est ministre le l'Intérieur – avait remis un faux passeport tchèque à Al-Seddik afin qu'il

116. Au moment de son assassinat, bien que pro-occidental, Rafic Hariri s'oppose depuis plusieurs mois à la construction d'une importante base militaire étasunienne dans le nord Liban.

puisse quitter rapidement la France. Jamil al-Sayyed souligna à cette occasion qu'il s'agissait là d'un *« élément nouveau »*, et non des moindres, puisqu'il pourrait bien conduire à suspecter des personnalités françaises, allemandes et israéliennes d'être impliquées dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais[118]. Zuhair al-Seddik reconnaîtra par la suite que le cabinet de Nicolas Sarkozy lui avait bien remis ce passeport tchèque *« pour le protéger »*, lui permettant ainsi de quitter le territoire français alors qu'il était l'objet d'un mandat d'arrêt international et que le Liban réclamait son extradition à la France. Condamné en 2009, à Abou Dhabi, à six mois de prison pour être entré dans les Émirats arabes unis avec de faux papiers d'identité, puis expulsé, il affirma qu'il *« ne savait pas que ce passeport était faux »*[119]. Une manière de mettre en garde ses anciens protecteurs français sur des éléments concernant l'assassinat du Premier ministre Hariri qu'il pourrait rendre public si ceux-ci continuaient de lui créer des difficultés ?

Sans doute faut-il y voir la raison de l'éloignement aussi rapide que clandestin de ce si précieux « témoin-clé » tant protégé trois

---

117. Le major-général Jamil al-Sayyed, directeur général de la Sûreté générale libanaise de 1998 à 2005, a joué un rôle important pour préserver l'indépendance du Liban et reconstituer son armée. Il sera l'un des plus précieux conseillers de l'ancien président libanais Émile Lahoud (24 novembre 1998 au 23 novembre 2007). Il contribuera de manière décisive à chasser l'occupant israélien du Liban, modernisera les services de renseignement libanais et garantira le Liban de clans politico-affairistes liés aux administrations étasuniennes et saoudiennes comme la famille Hariri. Des milieux affairistes lui vouent une haine féroce pour avoir entravé et mis un terme à plusieurs de leurs activités criminelles (trafic d'armes et de drogue, détournement et blanchiment de capitaux, etc.) et n'ont pas hésité à utiliser tous les moyens pour salir son intégrité.

118. *Ibid.* 117.

119. *Affaire Hariri : faux passeport made in France*, par Gilles Munier, France-Irak Actualité, 12 avril 2010.

années auparavant alors qu'il accusait faussement Damas de l'attentat…?

Toujours est-il que dans ces conditions de trafics internationaux sur des armes, il n'est pas étonnant de retrouver Khaddam, le contact de l'ex-dissident Hussein Harmouche, au Liban le 16 juillet 2011, avec le mouvement Al-Moustakbal dirigé par Saâd al-Hariri, pour recruter et organiser l'« opposition » anti-syrienne. Nouvelle rencontre avec d'autres « révolutionnaires » de l'« opposition » le 25 février 2012, lorsque Khaddam s'entretient avec un groupe d'« opposants » et des Qataris à Majdal Shams, ville de la partie nord du Joulân occupé par les Israéliens. Selon une source libanaise, l'un des fils de Khaddam aurait été *« partie prenante à la fin du mois de juillet* (NdA : 2012) *dans une opération d'acheminement et de livraison d'une cargaison d'armes en provenance de Libye »* à destination des groupes armés.

Complicités sur un trafic d'armes gigantesque

L'année 2012 est effectivement caractérisée par un développement important du trafic d'armes destiné à équiper les mercenaires de l'ASL. Aux côtés d'États occidentaux, le Qatar, l'Arabie saoudite, mais également des trafiquants plus ou moins liés aux groupes criminels sunnites en Croatie, Ukraine, Turquie, Libye, Jordanie et Liban, sont impliqués dans ces livraisons d'armes. La plupart de ces milliers de tonnes d'armes parviendront en Turquie par bateaux et par avions[120]. Ce trafic bénéficie de certaines protections qui lui permettent de prospérer sans que les commanditaires soient inquiétés.

Le samedi 28 avril 2012, la marine libanaise intercepte l'un de ces bateaux, *le Lutfallah II*, battant pavillon sierra-léonais. En provenance du port d'Al-Khamss, en Libye, le *Lutfallah II* a suivi

---

120. Les services de renseignement et de sécurité libanais repéreront et saisiront plusieurs de ces convois, dont un avion de ligne qatari, et arrêteront plusieurs des intermédiaires.

un parcours pour le moins sinueux afin d'éviter d'être repéré. Il a fait escale au port d'Alexandrie, en Égypte, puis dans celui de Mersin, en Turquie, avant de mettre le cap vers celui de Tripoli, au Liban. Le *Lutfallah II* a quand même réussi l'exploit de franchir les eaux territoriales égyptiennes et israéliennes et le barrage de la force navale internationale, déployée par l'ONU au large des côtes libanaises depuis septembre 2006, sans être inquiété. Voilà qui n'est pas sans poser de questions[121] quand on sait que l'une des missions principales de la force navale internationale est justement d'**empêcher la contrebande d'armes*** et que, depuis cette date, plus de 45 000 navires ont été inspectés, tout particulièrement ceux commerçant avec le Liban et la République arabe syrienne… Mais pas le *Lutfallah II*, qui vient de Libye, pays qui, depuis sa « libération » et sa « démocratisation » à coups de bombes à uranium appauvri par l'OTAN en 2011, est devenu l'un des principaux carrefours des trafiquants d'armes sur le bassin méditerranéen… Il appert alors que le capitaine du navire est le frère de son propriétaire, Mohamed Khifaji, un syrien résidant en Égypte, originaire de l'île Arwad, située à trois kilomètres au large de la côte syrienne, face au port de Tartous.

Mais celui-ci est surtout une connaissance d'Abd el-Halim Khaddam, de son fils Jamal, et de l'ancien Premier ministre libanais Saâd Hariri. Selon Issam[122], un contact proche du renseignement libanais, *« Jamel Khaddam et Khifaji se connaissent*

---

121. Plusieurs médias anglais et allemands ont révélé le rôle joué par des navires de la flotte internationale croisant au large des côtes libanaises et syriennes dans le soutien aux groupes terroristes en Syrie. Plusieurs de ces navires récupèrent les données transmises par des stations d'espionnage électronique illégales installées au Liban par les groupes mercenaires pour capter les communications de l'armée syrienne. Le gouvernement français est l'un des principaux fournisseurs de ce type de matériel.

122. Pseudonyme employé afin de protéger l'anonymat de mon interlocuteur.

bien. Ils ont été associés dans plusieurs compagnies de transport maritime basées à Tartous ».

Une année auparavant, au printemps 2011, Khifaji avait introduit des quantités importantes d'armes en Syrie par le Liban, en passant par la ville portuaire de Banias. Arrêté au Liban pour trafic d'armes, il fut discrètement relâché suite à une intervention directe de Saâd Hariri. L'un des hommes au cœur du trafic d'armes qui transite par le Liban à destination des groupes de mercenaires anti-syriens n'est autre que l'ancien colonel à la retraite Amid Hammoud, le responsable militaire du Courant du Futur de… Saâd Hariri. *« Le chef des forces hariristes au Liban-Nord, le colonel à la retraite Amid Hammoud, distribue aux miliciens de Tripoli armes et munitions qui arrivent par bateaux au port de la ville désormais sous le contrôle d'hommes armés extrémistes et takfiristes »*[123], indique le Groupe libanais d'information début juin 2013.

Mon interlocuteur libanais me confirme effectivement que *« l'un des organisateurs du trafic d'armes et du recrutement de combattants est l'ancien général Hammoud, lié à Hariri. C'est lui qui coordonne les contrats de livraisons d'armes à l'opposition syrienne. Le bateau Lutfallah II n'est pas la première livraison qu'il a dirigée, mais la quatrième. Les trois précédentes ont été opérées à peu près de la même manière ».* La cargaison d'avril 2012, d'environ 60 tonnes d'armes – 150 tonnes selon d'autres sources – et chargée dans trois conteneurs[124], comprenait des armes de toutes catégories, *« y compris,* me précise Issam, *des missiles anti-blindés et anti-aériens et des obus de 155 mm. Leur charge destructrice est très importante, mais ils s'en servent surtout pour la préparation des voitures piégées. C'est l'une de leurs méthodes d'attentat la plus utilisée, car il suffit d'une seule charge pour faire beaucoup de victimes et de dégâts ».* Le juge

---

123. *Le chef du Futur à Tripoli distribue armes et munitions*, *Al-Manar*, 6 juin 2013.

124. Un conteneur de 20 pieds (environ 6 mètres de long sur 2,35 m de large et de haut) destiné au transport de marchandises générales peut emporter plus ou moins 27,5 tonnes de marchandise brute.

d'instruction Sakr-Sakr auprès du tribunal militaire accusa vingt et une personnes d'avoir acheté, conditionné et transporté de grandes quantités d'armes et de munitions de Tripoli, en Libye, jusqu'au Liban « *dans le but de perpétrer des actes de sabotage* ».

Puis, le procureur du gouvernement auprès du tribunal militaire accordera la mise en liberté de tous les inculpés, dont le capitaine du navire. Jamil al-Sayyed, l'ancien directeur de la Sûreté générale libanaise, réclamera alors une enquête officielle sur la libération par la justice militaire de tous les détenus de l'affaire du *Lutfallah II*. Celle-ci ne verra jamais le jour… Plusieurs journalistes de la presse libanaise remonteront la piste des financiers et des armes, et mettront en cause des responsables politiques et sécuritaires.

Quatre mois avant cette affaire, en novembre 2011, Khaddam lançait depuis son exil doré parisien une nouvelle organisation de l'« opposition ». Il baptisa alors ce groupuscule du nom aussi grandiloquent qu'éphémère de « Comité national de soutien à la révolution syrienne » (CNSRS) et appela « *à une intervention militaire occidentale en Syrie* »[125]. Il donne alors des conférences de presse à qui veut bien encore l'écouter. « *Armons-nous et allez-y* » semble être le credo favori du vieil apparatchik qui n'a jamais supporté d'avoir été mis à l'écart, avec quelques compères de la « vieille garde », lors des réformes entreprises peu après l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad en juin 2000.

Damas met les apparatchiks à la retraite

La presse française n'évoquant pratiquement jamais la politique menée par le gouvernement syrien avant que n'éclatent les événements de 2011, il est nécessaire d'en rappeler une donnée essentielle, qui a bousculé le train de vie de ces apparatchiks devenus des « chefs rebelles » : plus de 60 % des officiels, membres du parti Baas, du Parlement, des

125. Le Figaro.fr, 25 janvier 2012.

fonctionnaires, membres des administrations locales ont été mis à la retraite dès 60 ans et remplacés par des plus jeunes. Ce dispositif a entraîné une rotation en opposition totale avec la stagnation qui s'était installée sous la présidence de Hafez el-Assad. Ceux qui, tel Abd el-Halim Khaddam, avaient constitué des fortunes et s'étaient octroyés des privilèges en profitant de ce système et de leur proximité avec le cœur du pouvoir ont vite déchanté, et furent les premiers à s'opposer aux réformes.

Avec ses multiples *« participations dans d'innombrables entreprises, centres commerciaux et chaînes de restaurants »*, ce « rebelle en chef » de François Hollande n'aurait-il plus de quoi entretenir ses nombreux biens – parmi lesquels plusieurs résidences de grand luxe mais, aussi, deux yachts (*Maya I* et *Maya II*) – *« enregistrés pour la plupart aux noms de son épouse (Najet Marqabi), de ses fils (Jamel, Jihad et Bassem), de sa fille (Rym), de ses gendres, beaux-frères, cousins et cousines »* ? En 2006, le montant des avoirs financiers des Khaddam déposés sur les comptes de banques libanaises, françaises et suisses était estimé *« de l'ordre de 700 millions de dollars »*[126]. Non compris les avoirs détenus par la famille en Arabie saoudite. Car, ce « révolutionnaire » de salon est également un proche parent du roi Abdullah d'Arabie saoudite, tout comme de son ancien compère en affaires politico-financières, feu l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. Khaddam, Abdullah et Hariri se connaissaient d'autant mieux que leurs épouses sont sœurs et que Saâd Hariri a épousé la petite-fille de Khaddam. Ce protégé de Paris bénéficie de la nationalité saoudienne, ce qui, au-delà de ses familiarités, semble avoir également facilité les investissements de ses fils, Jamal et Jihad, en Arabie saoudite, qui étaient estimés en 2011 à plus de trois milliards de dollars US[127]…

---

126. *L'affaire Khaddam*, par Ridha Kéfi, Jeune Afrique, 9 janvier 2006.

127. *The Syrian chessboard (L'échiquier syrien)*, par Pepe Escobar, Asian Times Online, 28 avril 2011.

Michael Weiss ?

Souvent cité par les médias occidentaux, il se présente comme journaliste. Il est *« directeur de publication et de relations publiques »* de la Henry Jackson Society. Cette organisation basée à Londres rassemble les principaux souteneurs de l'impérialisme anglo-saxon, tout particulièrement des représentants des cercles conservateurs étasuniens.

Cette société est dirigée par Alan Mendoza, membre du Parti conservateur et de plusieurs officines liées aux milieux sionistes. Il est lui-même cofondateur de la Disraelian Union, une petite officine conservatrice également basée à Londres. Les membres de la Jackson Society ont, pour la plupart, occupé des fonctions dans l'administration étasunienne et anglaise, ou sont animateurs de cercles ultra-conservateurs : James Woolsey, ancien dirigeant de la CIA, Michael Chertoff, William Kristol et Robert Kagan du Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC) – organisme conservateur qui diffuse l'idéologie de la domination étasunienne –, Joshua Muravchik – le monsieur *« Bomb Iran »* qui appela en 2006 à bombarder l'Iran –, Richard Perle, Dore Gold, ancien conseiller de politique étrangère auprès du Premier ministre israélien, Natan Sharansky, de l'Agence juive pour Israël, Carl Gersham, président de la National Endownent for Democracy...

Michael Weiss est l'un des animateurs de la désinformation contre la République arabe syrienne et partisan – du fond de son bureau et sous réserve qu'il ne soit pas au front – de la guerre totale. Il a notamment préparé un rapport intitulé *Intervention en Syrie ? Estimation de la légalité, la logistique et les imprévus*, publié en décembre 2011 par la *Henry Jackson Society*. Puis, en janvier 2012, il est l'auteur d'un autre rapport intitulé *Une zone de sécurité pour la Syrie*, que le CNS diffusera sur son site internet après qu'il ait été « revu », comme le précise sa page de garde, par le général Akil Hachem, conseiller militaire du CNS. Produit par le *Strategic Research and Communication Centre* dirigé par Ausama Monajed, ce rapport préconise l'établissement d'une *« zone tampon »* à la

frontière turque sur une partie du territoire syrien. Celle-ci permettrait aux mercenaires de l'« opposition » de disposer d'une base pour mener leurs actions de guerre avec une *« campagne de frappes aériennes préventives »* contre le système de défense aérienne syrien. La responsabilité de cette *« zone d'exclusion aérienne »* reviendrait, selon Michael Weiss, aux forces de l'OTAN. Ce même rapport suggère que *« les frappes pourraient être réalisées par des avions français, britanniques et turcs, avec le soutien aérien des Émirats arabes unis, du Qatar et de la Jordanie »*. Cette tactique est celle utilisée en juillet-août 2014 par l'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL) pour mener ses actions terroristes contre la République arabe syrienne et fournir ainsi un prétexte au survol et à l'entrée de troupes étrangères sur le territoire syrien.

Abdelkarim Zouheïr Salem ?

Né à Hama en 1960, surnommé Abou Attib, il vit à Londres. Directeur du Centre de Recherches et d'Études de l'Orient arabe installé à Londres, et rédacteur en chef dans la revue *Asharq al Arabi*, (L'Orient Arabe), il est également le porte-parole des Frères musulmans. Selon certaines informations, il œuvrait déjà en Jordanie en 1999, au sein d'un *« Front national pour sauver la Syrie »* affilié aux Frères musulmans. Il a participé en 2008, à Paris, place de la République, comme représentant des Frères musulmans, à un rassemblement d'exilés syriens.

Fayez Sara ?

Né en 1950 dans la banlieue de Damas, il est cofondateur de la Déclaration de Damas en 2005. Il fut arrêté à plusieurs reprises et passa deux ans en prison, à la fin des années 1970. Il développe ensuite, depuis 1973, une importante activité dans les médias. Il participe au congrès de l'« opposition » qui se tient le 27 juin 2011 dans le cadre luxueux de l'hôtel Semiramis, et sous les huées de la foule, à Damas. Le 10 juillet suivant, il refuse l'invitation au dialogue national lancée par le président Bachar el-Assad qui souhaite engager la République arabe syrienne vers *« un État*

multipartite et démocratique ». Le vice-président Farouk al-Chareh a la responsabilité de cette initiative nationale.

Par contre, Fayez Sara assiste au congrès des « *Coordinations nationales des forces du changement démocratique* » qui se tient le 17 septembre suivant dans la banlieue de Damas. En octobre, il rencontre à Paris, avec Michel Kilo – un autre membre de l'« opposition » – plusieurs responsables du ministère des Affaires étrangères français. En 2013, il est au nombre des cinquante membres supplémentaires que se donne la Coalition anti-syrienne lors de sa réunion du 3 juin afin d'augmenter le nombre de participants à ses réunions. Le 20 juillet, il est coopté membre de la direction collective de la Coalition lors de la réunion qui se déroule à Istanbul (Turquie). Le même mois, lors d'une réunion à Djeddah (Arabie saoudite) en présence des représentants des États qui soutiennent les groupes mercenaires, il est désigné pour participer à la Conférence de Genève 2. Puis, du 30 septembre au 1er octobre 2013, il entre au bureau exécutif de l'Union des démocrates syriens, un groupuscule présidé par Michel Kilo, qui se réunit à Istanbul.

Michel Kilo ?

Né en 1940 à Lataquieh, membre de la commission de la Déclaration de Damas, anciennement membre du comité central dans le Parti démocratique du peuple (Riad el-Turk) puis, plus tard, membre de la Coalition anti-syrienne. Il rédige des articles pour divers médias syriens et du monde arabe. Il est arrêté alors qu'il collabore avec des éléments de la direction des Frères musulmans. En octobre 2005, il participe à la rédaction de la « Déclaration de Damas » et, avec le groupe, propage ce document.

À propos de la Déclaration de Damas

Présenté fin 2005 par Michel Kilo comme un texte issu d'opposants à la politique du gouvernement syrien et servant de plate-forme pour regrouper des forces « démocratiques », ce

document fut en réalité piloté en sous-main par les services étasuniens.

L'un de ses premiers signataires n'est autre que Riad Seif, déjà emprisonné pour des activités illégales et activiste en contact avec les services étasuniens. Les cinq groupes qui s'y rassemblèrent – Rassemblement national démocratique, Alliance démocratique kurde, Comités de la société civile, Mouvement de l'avenir et Front démocratique kurde – n'avaient que peu d'influence et n'étaient – exception faite des organisations kurdes – en rien représentatifs des courants politiques de la société syrienne.

Par contre, plusieurs des signataires de cette déclaration avaient en commun d'avoir été en contact avec des dirigeants libanais atlantistes pour tenter d'engager les États-Unis à ouvrir une guerre contre la République arabe syrienne au lendemain de l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri (février 2005). La branche syrienne des Frères musulmans, dont la direction régionale est installée à Istanbul, vit dans cette « Déclaration de Damas » un moyen de se donner une « vitrine démocratique ». Les Frères s'y associèrent et organisèrent la promotion de ce texte. Si cette opération a pu tromper un moment quelques dirigeants de partis syriens qui pensaient ainsi s'associer à une démarche démocratique, ceux-ci s'aperçurent de la manipulation et se dégagèrent de la « Déclaration de Damas » qui termina aux oubliettes moins de deux ans plus tard : *« Les partis nationaux se sont rendu compte du financement américain par l'intermédiaire de la télévision Barada, ainsi que de faux centres d'étude (...) Les sources ont ajouté que douze personnalités syriennes anti-régime sont financées par une association américaine pro-israélienne nommée « Sarwa », comptant parmi ses membres : Ammar Abdulhamid et le néo-conservateur américain Joshua Muravchik (qui appelle toujours à attaquer Damas et Téhéran afin de changer leurs régimes).... »*, précise également le journaliste Nidal Hamadé sur *Al-Ahed News*.

Début 2010, « *la déclaration est représentée, en Grande-Bretagne, par Anas al Abdeh, et son adjoint Oussama Mounjid, qui a visité le*

Pentagone en plein conflit syro-américain, et aux États-Unis par Ammar Abdul Hamid, et son adjoint Radwan Zyadeh, proche des néo-conservateurs et du lobby israélien aux États-Unis ! »[128].

Quelques mois après l'échec de l'opération de la « Déclaration de Damas », en mai 2006, les Frères musulmans créent, avec Abd el-Halim Khaddam, l'ancien vice-président syrien réfugié à Paris, le Front de salut national (FSN). Cette organisation, qui se donne pour objectif de renverser le gouvernement légal, s'installe à Bruxelles et ouvre sa principale représentation à Washington. Elle a également des bureaux en Allemagne et en France.

Après l'échec de l'opération « Déclaration de Damas », Michel Kilo lance une nouvelle opération similaire baptisée cette fois « Déclaration Beyrouth-Damas/Damas-Beyrouth ». Ce nouveau texte, présenté comme celui d'intellectuels libanais et syriens, diffusé à l'international, survient alors que le gouvernement syrien fait face à des pressions diplomatiques, économiques et médiatiques très importantes de la part des États-Unis et de pays occidentaux. Il appelle la Syrie *« à se désengager totalement du Liban et à ne plus y commettre d'attentats »*. Les services secrets étasuniens et israéliens qui tentent de briser les liens entre la république syrienne et le Liban ne peuvent que le féliciter de jeter ainsi le trouble sur les relations entre les deux pays.

Michel Kilo sera arrêté, jugé et condamné à trois ans de prison en mai 2006. Si son arrestation fut abondamment relayée par les médias français, elle n'en demeure pas moins parfaitement justifiée dans le contexte de guerre auquel est déjà confrontée la Syrie. En effet, Michel Kilo a pris la responsabilité de mener ces opérations de propagande contre le gouvernement de son pays à un moment où celui-ci fait face à plusieurs menaces et actes de guerre : l'occupation du plateau du Joulân (Golan) par l'armée israélienne ; des actions diplomatiques et économiques agressives

---

128. *La « Déclaration de Damas » à l'agonie : Des partis et des personnalités s'apprêtent à annoncer leur retrait*, par Nidal Hamade (Paris), Infos d'ALAHED, www french.alahednews.com.lb, 20 avril 2010.

(blocus) menées par les États-Unis ; des attentats ourdis par les Frères musulmans et d'autres groupes soutenus par la CIA ; une opération montée par des agents et fonctionnaires de plusieurs pays étrangers pour assassiner le Premier ministre libanais Rafic Hariri et en faire porter la responsabilité aux dirigeants syriens. Les auteurs de cette opération, qui vise à isoler la République arabe syrienne et à replacer le Liban dans le giron atlantiste, seront ensuite couverts par le tribunal spécial pour le Liban[129].

Le 15 avril 2012, Michel Kilo lance au Caire son propre mouvement politique, le *Forum démocratique*, avec quelques activistes, dont Fayez Sara. Puis, quelques mois plus tard, suite à l'échec de ce groupuscule, il lance l'*Union des démocrates syriens*, autre groupuscule pour lequel il va tenter de négocier des sièges – surtout le sien – avec les Frères musulmans au sein de la Coalition anti-syrienne. Le 15 août, il devient membre de la Coalition. Puis, cinq jours plus tard, il est pressenti pour être ministre de la Coopération internationale dans le « gouvernement de transition », autre structure fantoche de l'« opposition ». Partisan de la guerre, de préférence loin des combats – *« La solution est maintenant pour les Syriens de défaire le régime par les armes »*[130] –, Michel Kilo est une sorte de Bernard Henry Lévy « à la syrienne » qui s'érige en détenteur de la vérité historique dès qu'un micro lui est tendu. Telle une diseuse de bonne aventure, cet *« homme-phare de l'opposition syrienne »*[131] n'en finit pas, entre ses voyages à Paris et Washington, de prédire depuis près d'un demi-siècle la fin prochaine de la République arabe syrienne fondée par le parti Baas.

---

129. Lire *Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri*, par Thierry Meyssan, www.voltairenet.org et Odnako, hebdomadaire russe d'information générale, 29 novembre 2010.

130. *Alep sous les bombes*, L'Humanité, 9 août 2012.

131. Selon les termes d'une « interview-phare » de Martine Gozlan dans Marianne, 3 mai 2014.

Son activité incessante contre les gouvernements de la Syrie anticoloniale, antisioniste, anti-impérialiste et ses relations occidentales lui ont permis d'accéder au titre d'*« opposant historique »* dans des médias français, voire même de *« figure historique de l'opposition syrienne »*[132] dans les colonnes de *L'Humanité*. Pauvre Jaurès…!

Dans les bras des assassins

Dans un entretien accordé le 12 février 2013 à la *BBC*, Michel Kilo n'a pas hésité de réclamer un soutien plus important des Occidentaux pour le groupe terroriste Front al-Nosra : *« Je suis entré en Syrie. J'y ai rencontré des membres de la Jabhat al Nousra (Front de Soutien) et du Liwâ' Ahrâr Souryâ (Brigade des Hommes libres de Syrie), que vous qualifiez de « fondamentalistes ». Moi qui suis chrétien, ils m'ont serré dans leurs bras, ils m'ont embrassé, ils m'ont entouré d'honneurs ».* *L'Humanité* n'a pas rapporté les embrassades de cette « figure historique de l'opposition » avec ces groupes criminels, qui lui ont visiblement réservé un meilleur accueil qu'à la quarantaine de journalistes syriens qu'ils ont assassinés... Michel Kilo a tout essayé pour tenter de se donner une image d'intellectuel de l'« opposition », quitte à se renier, ainsi que le rappelle le journaliste et écrivain René Naba, spécialiste du Moyen-Orient :

« Sa jonction avec Firas Tlass, le fils de l'ancien ministre de la Défense, dont il bénéficiera de la bienveillance matérielle, sa commensalité nouvelle avec Bandar Ben Sultan, du temps de la splendeur du chef du djihad mondial, dont il empruntait régulièrement le jet privé pour des consultations dînatoires, tous ses reniements successifs le conduiront à sa participation à la « Weinberg Founders Conference », fatale à sa réputation. Fatale à son destin. En marge de son entretien avec John Kerry, le Secrétaire d'État américain, dans la foulée du colloque organisé

132. *Alep sous les bombes*, L'Humanité, 9 août 2012.

le 8 mai 2014 par le Washington Institute, une émanation de l'AIPAC, le plus influent lobby juif américain, Michel Kilo aurait fait passer un message à Ehud Barack visant à le sonder sur la possibilité d'une intervention militaire israélienne contre la Syrie. Mais l'ancien premier ministre israélien aurait décliné la requête, invoquant les éventuelles complications régionales qu'une telle opération pourrait susciter, selon un document confidentiel rédigé sur la base d'un relevé d'observations pris par un des participants au colloque de l'AIPAC et dont l'auteur de ce texte a pris connaissance (…) Le fait est que, trois semaines après le sacre de Washington de Michel Kilo, « l'Union Démocratique de Syrie », dont il est membre, a annoncé sa prise de distance avec lui. Dans un communiqué paru le 31 mai 2014, soit une semaine après son retour à Paris et sa participation au colloque du lobby juif américain, le bureau exécutif y dénonce son comportement putschiste *« fondé sur l'éradication et la marginalisation de ses contestataires »*. Il l'accuse de *« s'être emparé du bureau de Gaziantep (Turquie) »* pour en faire son bureau central et se livrer à de la *« corruption »* pour rallier le plus grand nombre des membres de cette formation. »[133]

Début 2015, que reste-t-il comme relais à Michel Kilo pour discourir sur sa « révolution » ?

Mahmoud Sayed Dougheim ?

Né en 1949 à Edleb, ville syrienne située au sud-ouest d'Alep, il est docteur en charia (théologie de l'Islam), en sciences politiques et en langue arabe à l'Université de Beyrouth. Chercheur à l'Université de Londres, c'est l'un des dirigeants des Frères musulmans. Il est membre de la direction du Front du salut national et du CNS. Le 30 janvier 1990, il se présente au consulat syrien à Istanbul (Turquie) pour obtenir l'autorisation

---

133. Extrait de *Syrie-opposition : l'honneur perdu de Michel Kilo, phare éteint de la révolution syrienne*, par René Naba, www les7duquebec.com, 1er juillet 2014.

d'abandonner la nationalité syrienne et choisir la nationalité turque. En 1991, il organise des conférences et des débats religieux en Turquie, et œuvre à la traduction des livres des Frères musulmans en turc en relation avec le courant naqshbandiyya turc[134]. Le 17 juin 2006, il s'organise avec Al Bayanouni et les fils d'Abd el-Halim Khaddam au sein du Front du salut national pour élaborer les actions de l'organisation. Dès 2011, il participe à des activités du CNS contre la Syrie.

Haïtham al-Maleh ?

Né en 1931 à Damas, cet avocat a toujours été un proche des Frères musulmans. Membre du secrétariat général de la « Déclaration de Damas », membre fondateur du « Courant islamique démocratique en Syrie », on le retrouve au sein du CNS. Les informations recueillies auprès de différentes sources font apparaître qu'il déploie, dès 2011, une intense activité en direction de plusieurs représentants d'États étrangers : rencontre avec l'ambassadeur français à Damas (2 avril 2011), avec l'ambassadeur de l'Union européenne à son bureau à Damas (26 avril 2011), en Turquie avec le responsable du dossier syrien au ministère des Affaires étrangères israélien (21 juillet 2011), rencontre à son domicile avec l'ambassadeur anglais à Damas (7 août 2011). À cette occasion, cet ambassadeur lui aurait fourni des téléphones satellites à destination de soi-disant témoins oculaires anonymes chargés d'alimenter la propagande anti-syrienne.

Un baveux pour cible ?

En décembre 2012, Haïtam al-Maleh déclare, dans une interview à la chaîne qatarie *Al-Jazeera* que, *« les ressortissants*

---

134. La tariqa naqshbandiyya est l'une des principales confréries soufies. Elle tire son nom de son créateur, Mohamed Bahâ al-Dîn Naqchabandî (1317-1388) et a une certaine influence en Turquie et en Asie centrale.

russes et iraniens se trouvant en Syrie sont des cibles légitimes »[135]. Or, quelques jours avant sa déclaration, des chefs mercenaires envisageaient d'*« attaquer les ambassades de Russie et d'Ukraine »*, ainsi que de *« ne permettre à aucun Russe, Ukrainien ou Iranien de quitter la Syrie vivant »*[136]. Et, au même moment, le 17 décembre 2012, deux citoyens russes et un Italien sont enlevés dans l'ouest de la Syrie. Ces déclarations de Haïtam al-Maleh, en décembre 2012, sont identiques à celles de chefs de groupes criminels et à celles rapportées dans un dossier de la Cour Suprême de Russie, daté de janvier 2015, et portant sur l'interdiction des activités de l'EIIL en Fédération de Russie : *« Les combattants de l'EIIL ont déclaré que les citoyens russes et ukrainiens se trouvant en Syrie, les ambassades de Russie et d'Ukraine et d'autres sites appartenant à ces pays étaient leur* proie et cible »[137].

Fin février 2012, Al-Maleh, qui paraît avoir une grande idée de lui-même, démissionne du CNS, qui n'est sans doute « pas assez Al-Maleh » à son goût, et crée, avec une vingtaine d'autres démissionnaires, le « Groupe patriotique syrien » dont il s'autoproclame président. Celui-ci disparaîtra à peu près aussi vite qu'il s'est créé. Suite à cet échec, il crée, le 31 juillet suivant au Caire, un nouveau mouvement d'opposition syrien, baptisé cette fois « Conseil des gardiens de la révolution » avec quelques « opposants » expatriés, pour contrer le CNS. Mais cette nouvelle auto-consécration s'essouffle et s'épuise en luttes internes, comme la précédente.

Puis, il annonce avoir été chargé par *« des Syriens indépendants et apolitiques »* de former un gouvernement en exil, dont il serait le chef, et qui sera basé dans la capitale égyptienne. La proposition émane en réalité du ministre des Affaires étrangères

---

135. *Syrie : un opposant déclare les Russes « cibles légitimes »*, RIA Novosti, Bureau de Dubaï, 19 décembre 2012.

136. RIA Novosti, Bureau de Dubaï, 19 novembre 2012.

137. *Syrie : l'EI prend pour cible les Russes et les Ukrainiens*, www.fr.sputniknews.com, 30 janvier 2015, 17 h 18.

français, Laurent Fabius, qui, le 21 juillet 2012, demande aux représentants des groupes criminels de former rapidement un « *gouvernement provisoire représentatif de la diversité de la société syrienne* » (sic). Désigné à la fin du même mois comme chef du futur gouvernement par la Coalition, il est chargé de former celui-ci. Il n'y parviendra jamais.

Le « gouvernement provisoire » dirigé par le docteur Ahmed Tomeh qui verra finalement le jour en novembre 2013 sera basé en Turquie et composé d'une douzaine de membres parmi lesquels des occidentaux – le vice-Premier ministre, Iyad al-Qoudsi est un Étasunien… – et des individus qui ont en commun de vivre hors de Syrie et de collaborer à l'agression contre la république syrienne.

Le 11 septembre 2013, Haïtam al-Maleh est nommé président du Comité juridique de la Coalition. Le vieil ex-avocat semble avoir enfin trouvé chaussure à son pied pour bavasser sur le droit dans cette organisation criminelle de non-droit.

Ayman Abdel Nour ?

Ce Damascène né en 1964 est diplômé d'un master de l'Institut Banque et Finance du Barheïn. Ancien membre du parti Baas, il fut l'un des conseillers du président Bachar el-Assad jusqu'en 2007, et consultant auprès de la Commission européenne. Il est le fondateur, en 2003, du site Internet *All4Syria*. Il se rend à Dubaï qu'il quitte pour la Turquie en octobre 2011.

Le 15 juin 2013, il publie un rapport, repris de la revue étasunienne Forbes, présentant la carte de la Syrie et une liste de vingt-trois lieux stratégiques que les États-Unis sont susceptibles de bombarder pour créer des zones d'interdiction de survol (« *no flying zone* ») afin de paralyser le mouvement de l'armée syrienne. Partisan de la guerre à outrance – « *Les puissances occidentales devraient permettre à l'Armée syrienne libre de se doter d'armes véritablement performantes (…) Nous avons besoin aussi de lance-*

roquettes sol-air, contre les hélicoptères »[138] –, son activité ne se limite pas à des interventions médiatiques contre le gouvernement syrien.

Selon un responsable turc ayant requis l'anonymat, *« il existe une réelle alliance en fonction de laquelle Israël s'engage à fournir l'aide médicale, logistique et informatique alors qu'en échange, l'ASL sécurise la frontière avec Israël »* indique le Groupe Libanais d'Information *Al-Manar*. La même source rapporte qu'*« une délégation de l'opposition syrienne s'était rendue à Tel-Aviv, selon ce que lui a confié un opposant syrien, qui a mentionné que cette relation avait été amorcée grâce à des opposants syriens connus pour leurs liens étroits avec le Mossad, dont à leur tête Ayman Abdel Nour. Selon le site Arab-Press, Abdel Nour, ancien responsable du parti Baas, était très proche de l'ancien vice-président Abd el-Halim Khaddam. Il a fourni aux services de renseignements israéliens des services précieux sur la Syrie, avant de prendre la fuite, et de se déclarer opposant au régime »*[139]. Étrange « révolutionnaire » que cet Ayman Abdel Nour, qui s'en va quémander le soutien des dirigeants israéliens qui occupent le Joulân (Golan) syrien et bombardent son propre pays pour soutenir des groupes criminels en déroute.

Mohamed Abdallah ?

Né en 1983 à Deir ez-Zor, cet « opposant » vit aux États-Unis, à Washington. Diplômé de droit de l'Université libanaise, il participe à la « Déclaration de Damas » et est membre du CNS. En 2006, il est arrêté selon la loi martiale en vigueur à l'époque et transféré devant le Procureur général (ministère public) de la Cour suprême de Sécurité de l'État. En 2009, il figure parmi des pétitionnaires qui adressent une lettre à l'ancien président Clinton afin de lui demander de faire pression sur le gouvernement syrien. Ceux-ci sont soutenus par le sioniste Nir

---

138. Propos tenus dans une interview réalisée par Benjamin Barthe, Le Monde, 26 juillet 2012.

139. *Les liens de l'ASL avec Israël datent du début de l'insurrection,* Al-Manar, 18 février 2013.

Boms[140], des membres du Front du salut national des Frères musulmans et des membres de la « Déclaration de Damas ». En 2010, il entretient des relations avec des représentants d'Israël. Puis, il participe au comité préparatif de la conférence d'Antalya (Turquie) de juin 2011 pour établir « une feuille de route » afin de renverser le gouvernement syrien. Il apparaît également comme participant à une réunion organisée aux États-Unis sous la direction de l'activiste réactionnaire d'origine syrienne Radwan Ziadeh, qui réside également à Washington.

Mohamed Najati Tayara ?

Né en 1945 à Homs, il est membre du CNS et participe, en 2006, à la première réunion d'expatriés syriens qui se tient à Washington sous l'intitulé « Congrès pour l'unification de l'opposition et la réactivation de la Déclaration de Damas ». Habitué des cafés et des unions d'anciens élèves des universités et des beaux-arts, il a été arrêté, jugé et emprisonné du 12 mai au 29 août 2011 pour avoir participé à l'organisation de manifestations violentes. Présenté en Occident comme un *« célèbre opposant et militant des droits de l'Homme »* par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), officine de propagande anti-syrienne, Najati Tayara a le « droit de l'homme » très sélectif. Il n'a ainsi jamais organisé ni participé à aucune campagne pour la défense des droits des citoyens syriens du plateau du Joulân (Golan) qui subissent, depuis 1967, l'occupation et la répression de l'armée israélienne et des colons juifs. Le « militant pourchassé » débarquera à Paris en avril 2013.

---

140. Nir Boms est un ancien fonctionnaire de l'ambassade d'Israël aux États-Unis, également membre du cabinet « Benador Associés », qui promeut l'idéologie des néoconservateurs et auquel participent de nombreux anciens dirigeants du renseignement, de l'armée et de l'administration étasunienne.

Fida al-Islam al-Majzoub ?

Né en 1968 à Lataquieh, il a les nationalités saoudienne et australienne. Diplômé de théologie islamique (Charia), membre du CNS, membre du courant du cheikh Salah al-Farfour en Syrie, il travaille dans un premier temps comme enseignant dans le collège de l'Appel islamique, et est prédicateur de la mosquée du quartier des Tabiyat à Lataquieh. Fin 2011, il quitte la Turquie pour l'Australie, afin de collecter des dons auprès de « Coordinations d'Australie », au profit de « l'opposition ». Lors de ce séjour en Australie, il participe à diverses réunions de propagande contre le gouvernement de la république syrienne. L'une d'entre elles s'est tenue le 20 novembre à la mairie de Brunswick, avec l'Association des Syriens d'Australie (ASA). Le 7 décembre suivant, il milite pour l'intervention étrangère militaire contre la République arabe syrienne. Son frère, Mustapha al-Majzoub, recrutait des mercenaires en Australie pour aller combattre en Syrie. Il sera tué à Alep le 19 août 2012, alors qu'il participait à des attaques contre des civils et les forces de l'ordre.

L'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH) ?

Cet « observatoire » est souvent présenté par les médias français comme *« l'une des principales sources d'information des médias internationaux pour la couverture de la guerre en Syrie »*[141]. Mais que recouvre cet « observatoire », qui sont ses dirigeants, son équipe de professionnels et ses moyens d'information ? Cette *« ultime source d'informations citée par les médias occidentaux sur le pays dirigé par Bachar Al Assad »*[142] est également située en Angleterre.

En réalité, cet « observatoire » ne compte que quelques personnes, qui alimentent les médias occidentaux à partir

141. 20 minutes.fr, 30 décembre 2013.

142. *Comment travaille « l'Observatoire syrien des droits de l'homme »*, par Tristan de Bourbon, Londres, La Croix, 4 mars 2012.

d'informations captées sur Internet ou recueillies auprès de sources qui ont en commun d'être anonymes et, pour l'essentiel, pratiquement invérifiables. Alain Chouet, ancien chef du service de Renseignement de sécurité de la DGSE et expert du monde arabo-musulman, indique que *« l'OSDH s'est installé à la fin des années 80 à Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds saoudiens et, maintenant, qataris (...) C'est en fait une émanation de l'association des Frères musulmans, et il est dirigé par des militants islamistes, dont certains ont autrefois été condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, monsieur Haytham el-Maleh »*[143]. L'animateur de ce centre de désinformation n'est autre qu'un commerçant de prêt-à-porter de Coventry, Oussama Ali Suleiman, qui se dissimule derrière le pseudonyme de Rami Abdel Rahmane.

Pierre Piccinin da Prata, historien et politologue belge, envoyé spécial du mensuel *Afrique-Asie* en Syrie en 2011–2012, a constaté sur place, à l'occasion de huit séjours[144], comment cette *« ultime source d'informations des médias occidentaux »* les manipulait :

> « En juillet 2011, déjà, j'avais été frappé par la distorsion qui existait entre le terrain et *l'information*, et ce plus encore à l'occasion d'une expérience très précise, à Hama. Le vendredi 15 juillet, j'y avais assisté à une manifestation qui avait rassemblé entre 3 000 et 10 000 personnes. Le soir même, l'AFP, suivie des bulletins de *France 24*, d'*Euronews* et du journal *Le Monde*, avait annoncé 500 000 manifestants et la fin prochaine du régime ! Il convenait de s'interroger sur l'origine de *l'information :* l'OSDH... La ville de Hama, qui plus est, ne compte pas même 400 000 habitants, ce qu'aucune rédaction

143. Conférence d'Alain Chouet, Institut des Hautes Études de Défense Nationale, Nice, 27 juin 2012.

144. Pierre Piccinin da Prata sera enlevé en avril 2013 par des groupes de l'« opposition » armée et retenu en otage pendant 151 jours.

n'a vérifié. L'étiquette *droit-de-l'hommienne* de cette organisation semble ainsi avoir inspiré une totale confiance.

Pourtant, à plusieurs reprises, les dépêches de l'OSDH se sont révélées contenir des faux. Autre cas très concret : le 20 novembre 2011, toute la presse a annoncé une attaque de roquettes contre le siège du parti Baas dans la capitale. Un de mes contacts à Damas m'a informé que le bâtiment était intact. Deux coups de fil ont été suffisants pour vérifier l'information et publier une photographie du siège du Baas, avec, en avant-plan, la une d'un grand quotidien du lendemain de la prétendue attaque.

Autre exemple vécu : le 27 décembre, j'étais à Damas lorsque l'on a annoncé une fusillade à l'université. Je me suis immédiatement rendu sur place, puis à l'hôpital où les blessés étaient transportés. J'ai interrogé des étudiants, ainsi que la mère et la tante d'un des blessés : un opposant au gouvernement, un étudiant, était entré dans une salle d'examen et avait tiré en choisissant ses cibles, toutes membres d'organisations étudiantes pro-Assad. Dans l'heure, l'OSDH a affirmé que plusieurs tireurs pro-régime avaient ouvert le feu, tuant et blessant des étudiants qui manifestaient contre le gouvernement... Une *information* immédiatement reprise par l'ensemble des sites de presse occidentaux. »[145]

Autre aspect de la « qualité » de l'information de cette cellule de propagande anti-syrienne : à la mi-novembre 2011, un groupe de journalistes indépendants en Syrie a contrôlé une liste officielle qui comportait alors 796 soldats et agents de sécurité et 372 civils morts. S'adressant à l'OSDH qui inonde alors les salles de rédaction françaises de communiqués évoquant des milliers de morts, les journalistes qui vérifient ces informations ont pu obtenir – non sans difficulté – une seule petite liste d'une

---

145. *Désinformation massive*, par Pierre Piccinin, envoyé spécial Afrique-Asie, mars 2012.

centaine de morts. Poussant leur enquête plus à fond, ces confrères découvrent que les noms des quarante premières personnes sont ceux de gens vivants, copiés dans le registre d'état civil ! Pourtant, cet « observatoire » continue, avec des formulations vagues, de fournir des milliers de morts aux médias internationaux comme des informations les plus fantaisistes sur l'agression contre la Syrie.

Le cheikh Mouaz al-Khatib ?

Né en 1960 à Damas, diplômé d'une licence de sciences naturelles, il est, dans une première période, le prédicateur de la mosquée des Omeyyades, à Damas, et président du Conseil de la civilisation islamique. Dès son installation comme président de la Coalition anti-syrienne, il demande, le 29 novembre 2012, la fourniture de missiles anti-avions et d'armes aux groupes de mercenaires commandés par l'ASL. Le 9 janvier 2013, il tient une réunion en Turquie avec Salim Idriss, lors de laquelle les deux hommes concluent un accord pour soutenir les bandes armées agissant avec l'ASL. Collaborant avec les services étasuniens et français, Salim Idriss est alors le chef de l'état-major de l'ASL depuis décembre 2012, en charge de la réception des livraisons d'armes et moyens logistiques (rations alimentaires, hôpitaux mobiles, moyens de télécommunication, etc.) et de leur répartition aux bandes de mercenaires. Cet *« homme de confiance des Occidentaux »*[146] sera limogé le 16 février 2014, suite aux luttes d'influence et à l'éclatement des groupes de l'« opposition ».

Le 14 février 2013, il est invité par le ministère allemand des Affaires étrangères à une réunion avec Manaf Tlass, un déserteur de l'armée en contact avec les services français qui s'est réfugié à Paris. Mais la guerre des chefs fait rage au sein de la Coalition, chaque puissance interventionniste – mais, surtout, les États-

---

146. *Sélim Idriss : l'homme de confiance des Occidentaux*, par Pierre Prier, Le Figaro, 14 juin 2013.

Unis, l'Arabie saoudite et le Qatar – s'efforçant de placer aux postes décisionnels des individus qui leur font allégeance.

D'un côté, le Qatar et la Turquie apportent leur soutien aux Frères musulmans afin qu'ils se maintiennent aux postes-clés des structures de la subversion ; de l'autre, les États-Unis, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis favorisent les groupes paramilitaires venus de l'étranger tout en se réservant la possibilité d'utiliser les Frères. Après quatre mois de présidence, Mouaz al-Khatib, sans doute épuisé par des tractations impossibles entre clans, annonce sa démission, en mars 2013. Le 12 avril suivant, il adresse sa lettre de démission à son « employeur », Hamad ben Jassem al-Thani, alors Premier ministre du Qatar (du 3 avril 2007 au 25 juin 2013), reconnaissant avoir échoué à contrôler et diriger les groupes de l'« opposition ». Après sa démission, Mouaz al-Khatib s'efforce de former une autre coalition avec un projet politique allant dans le sens de la négociation avec le gouvernement syrien. Soutenu par les princes-dictateurs d'Arabie saoudite et les États-Unis, Ahmad al-Assi al-Jarba est choisi pour succéder à Mouaz al-Khatib le 6 juillet 2013.

Ahmad al-Assi al-Jarba ?

Dressant le portrait de cet individu à la double nationalité syrienne et saoudienne, le journaliste libanais Nasser Charara indique que *« l'homme a été banni non seulement par sa tribu mais, aussi, par les proches de sa famille. Son père lui-même a pris ses distances avec lui depuis qu'il a été accusé de diriger des bordels, bien que Jarba ait affirmé qu'il dirigeait seulement une société pour aider des jeunes hommes et femmes à se marier »*[147]. Contrairement aux informations de certains médias, celui-ci n'a pas été emprisonné en République arabe syrienne entre 1996 et 1998 pour son opposition à la politique du gouvernement syrien, mais bien pour divers crimes et délits, dont celui de trafic de drogue. Le

---

147. *The Syrian National Coalition's Saudi Makeover (La Coalition nationale syrienne relookée par l'Arabie saoudite)*, par Nasser Charara, Al Akhbar, 18 juillet 2013.

journal *Al Akhbar* rapporte que *« l'homme a des antécédents connus des services de sécurité qatari, saoudien, syrien, impliquant ces trois pays et, par le passé, les trois services de renseignements ont même coordonné des opérations pour le poursuivre »*. Al-Jarba figurerait ainsi *« dans des documents officiels de la sécurité syrienne comme fugitif recherché pour des actes criminels dont fraude, corruption, et même complots d'assassinats non exécutés »*. La source d'information citée par *Al Akhbar* précise que *« des documents montrent que Riyad a livré le suspect Ahmad al-Jarba à Damas en 2008, suite à des accusations de trafic de drogue, dans le cadre d'un accord d'extradition entre les services de sécurité saoudien et syrien – accord suspendu au début de la crise syrienne. Jarba a été jugé et condamné à une peine de prison »*[148].

Après sa libération, il s'enfuit au Liban, puis part s'installer en Arabie saoudite. Propulsé, en juillet 2013, à la direction de la Coalition, il est aussitôt invité à l'Élysée, le 24 du même mois, par François Hollande comme dirigeant de la Coalition que le président français qualifie de *« seule représentation légitime du peuple syrien »*.

Mais qui est vraiment Ahmad al-Jarba ?

Il s'appelle de son vrai nom Ahmad Al-Assi Ben Eouinane Al-Jarba, mais se fait nommer plus couramment Ahmad al-Jarba. Il est arabe syrien, de religion musulmane sunnite, officiellement célibataire. Diplômé en sciences politiques, il exerce une profession libérale de consultant. Son père est l'un des notables de l'ancienne tribu des Chammar. Sa mère, Refate, est née à Tall Ghazal, dans la région d'Al-Malikiyeh. Lui-même est né dans ce village le 25 octobre 1969. Il a étudié dans les écoles de la ville de Qamichli jusqu'au baccalauréat, puis a continué ses études à la faculté des sciences politiques de Damas et à l'université de Beyrouth, au Liban, où il obtiendra un diplôme de Droit. Il quitte ensuite la Syrie pour l'Arabie saoudite où il a vécu pendant cinq ans – principalement à Djedda –, puis au Qatar et y exerce sa profession avec les pays du Golfe.

---

148. *Ibid.* 147.

Dès cette époque, il est très proche de la dictature saoudienne et voyage fréquemment entre le Qatar et l'Arabie saoudite pour rendre visite à la cousine de sa mère, l'une des épouses du dictateur d'Arabie saoudite, Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud. Par ses origines et par cette branche familiale, Ahmad al-Jarba est souvent présent dans l'environnement des dirigeants d'Arabie saoudite. Il s'avère que le dictateur saoudien est marié à plusieurs femmes, dont deux cousines de la famille Al-Jarba : Tadhi al-Jarba (cinquième épouse) et Malika al-Jarba (sixième épouse). La tribu des Chammar, d'où est elle-même issue la mère du dictateur Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud, est l'une de celles qui se disputent le pouvoir avec d'autres à coups de complots.

Selon différentes sources journalistiques, politiques et de services de renseignement, Ahmad al-Jarba a fait l'objet de plusieurs arrestations et emprisonnements pour plusieurs crimes et délits en 1996, 1998, 2008 et 2011. Une source proche de la direction de la Coalition, qui accepte de me rencontrer au Maroc sous couvert de l'anonymat pour des raisons évidentes de sécurité, me précise qu'il aurait été *« arrêté avec son frère, Zeid, et d'autres personnes. Il était accusé par les autorités d'avoir planifié le renversement de l'émir du Qatar avec la participation de l'ambassadeur du Qatar à Damas. Il a été libéré en 1997, puis il a repris son activité entre la Syrie et l'Arabie saoudite »*. Mon interlocuteur, qui connaît bien l'« opposition », m'indique qu'Al-Jarba *« entretenait il y a deux ans* (NdA : en 2012) *des relations avec plusieurs dirigeants de groupes armés, dont le cheikh salafiste Adnan al-Arour. Il collaborait avec lui pour faire entrer en Syrie des groupes qui ont été recrutés dans plusieurs pays étrangers. Plusieurs dirigeants de l'ASL ont eu des rencontres en Jordanie avec des militaires israéliens pour coordonner ces actions militaires contre l'armée syrienne »*[149].

Adnan al-Arour appelle à renverser et à tuer Bachar el-Assad non pour des motifs politiques, mais uniquement parce qu'il est

149. Entretiens avec l'auteur, Tanger, Maroc, mars-avril 2014.

de confession alaouite[150]. Cette même source, qui connaît visiblement bien le passé et les relations d'Ahmad al-Jarba, me précise qu'il « *a fréquenté l'ambassade d'Arabie saoudite au Liban, où il a des relations suivies avec certains fonctionnaires (...) En 2006, suite à une rencontre entre l'ambassadeur de France et celui d'Arabie saoudite à Damas, le saoudien a transmis à son homologue français les numéros de téléphone d'Ahmad al-Jarba afin qu'il puisse le rencontrer après l'inauguration du complexe pétrolier de Deir ez-Zor. L'ambassadeur français a déjeuné chez lui à Tall Ghazal* ».

Le journal libanais *Al Akhbar* rappelle que Jarba aurait également été arrêté en 2008 pour trafic de drogues. Par ailleurs, mon contact m'indique : « *Son autre frère, Ahmad Hedar Merez, que l'on appelle aussi Nawaf, résidant en Arabie saoudite depuis dix ans, était également agriculteur. Lui, a été arrêté à Al-Hassakeh pour une autre affaire de drogue* ». Ses proches cousins ? « *Hammoud Deham al-Assi a pris la fuite en Jordanie parce qu'il était engagé dans la confrérie des Frères musulmans. Hamidi Deham al-Assi a pris la fuite en Irak en 2003, où il croyait pouvoir instaurer un émirat comme ceux des pays du Golfe. Il y a résidé deux ans, puis il est parti en Jordanie et est retourné ensuite au Qatar. Mohammad Turki al-Assi a été arrêté en 1980 par la Sécurité Militaire car il était soupçonné d'appartenir à une organisation criminelle. Pour le même motif, son autre cousin, qui s'appelle Faissal Tharoui al-Assi, a également pris la fuite en Irak en 1981* ».

---

150. Les alaouites (ou alawites) sont un groupe ethnique et religieux issu du nord de la Syrie qui se serait formé vers la fin du IXe siècle. Ils sont également appelés noseïris, en référence au fondateur de la doctrine du noséirisme qui s'appelait Muhammad Ibn Nusayr al-Namîri al-Abdi. Vers les Xe et XIe siècle, sous l'impulsion de Surûr al-Qâsim al-Tabarânî, les alaouites ont gagné d'autres provinces de la Syrie et de sa région jusqu'à former des communautés au Liban et en Turquie. Malgré la répression et les guerres qu'ils subissent, notamment des arabes sunnites, les alaouites ont survécu et se sont développés aux côtés des autres croyances religieuses de la région.

Le 17 mai 2014, le passé criminel de Al-Jarba le rattrape. Celui-ci aurait eu « *des désagréments lors de son déplacement aux États-Unis d'Amérique et ce, malgré la protection dont il jouit de la part de la CIA. En effet, il a été interpellé et interrogé pour quelques heures à l'aéroport de Washington par des agents zélés du TSA*[151] *et de la DEA*[152], *car son nom figure sur la liste des trafiquants de drogue internationaux. Il a fallu l'intervention énergique d'agents du Département d'État et des services de renseignement US pour qu'Al-Jarba, qui possède un statut de VIP et un passeport diplomatique d'un pays Arabe, puisse être libre à nouveau* »[153].

Par ailleurs, le même mois, le réseau catholique d'information *IHS News* rapporte que selon Sami al-Aridi, l'un des dirigeants de groupe du Front al-Nosra, Jarba « *serait à l'origine du détournement de quelques 75 millions de dollars destinés aux blessés et aux hôpitaux* »[154].

C'est cet homme au passé trouble et suspect qui est reçu à la Maison-Blanche, puis à l'Élysée, comme un chef d'État. Le 23 mai 2014, il rencontrera, à Paris, Maryam Radjavi, la présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), dont l'organisation est hébergée en France à Auvers-sur-Oise (Val d'Oise) depuis de longues années. De France, cette organisation développe ses activités politiques contre la République islamique d'Iran. Lors de cet entretien, Jarba a « *salué la solidarité et la fraternité de la Résistance iranienne avec la révolution syrienne* »[155].

---

151. TSA (pour Transportation Security Administration) est l'agence nationale étasunienne chargée d'assurer la sécurité dans les transports.

152. DEA : Drug Enforcement Administration est le service de la police fédérale étasunienne qui a en charge la lutte contre le trafic de drogue.

153. *Al-Jarba interpellé dans un aéroport US pour trafic de drogue*, www.strategika51.wordpress.com, 17 mai 2014.

154. *Les valeurs variables au sujet de la Syrie*, par H.S.Ross, IHSNews, 17 mai 2014 (www ihsnews.net)

155. *Le chef de l'opposition syrienne apporte son soutien à l'opposition iranienne*, AFP, Paris, 24 mai 2014.

Le 9 juillet 2014, lors d'une réunion tenue près d'Istanbul, Hadi el-Bahra est nommé dirigeant de la Coalition en lieu et place de Ahmad al-Jarba. El-Bahra bénéficie, comme son prédécesseur, du soutien de l'Arabie saoudite au détriment du Qatar, dont le « candidat », Mowafaq Nayrabiyeh, a été évincé par Washington. El-Bahra convient parfaitement au poste de dirigeant de la Coalition anti-syrienne. Il a toutes les qualifications requises pour être « chef-opposant » de la « révolution syrienne » : originaire de Damas, il n'a vécu que quelques années de jeunesse en Syrie, a fait ses études aux États-Unis où il se rend fréquemment, vit en Arabie saoudite depuis de longues années où il partage son temps entre la direction d'un hôpital et diverses affaires à Jeddah, est inconnu en Syrie et adoubé en Turquie par Washington. Il a donc le profil type de l'« opposant syrien » made in Élysée : le jour même de sa désignation, Paris l'a aussitôt assuré de *« son plein soutien »* en indiquant que le gouvernement continuerait à lui apporter *« une aide civile et militaire »*.

Mais, à ce moment, l'ASL est en pleine décomposition et également atteinte par des luttes de chefs militaires qui se disputent le pouvoir, les fonds et les livraisons d'armes. Le 27 juin, son fondateur, Riad al-Asaad, demande la dissolution de son Conseil supérieur militaire. *« L'opposition modérée dissout son conseil militaire pour corruption »* titre *Le Monde*[156].

Il ne s'agit là que de quelques-uns des principaux animateurs de cette « opposition » offshore. Ceux-ci – dont la plupart vivent en Occident – sont en contact avec d'autres qui, s'ils n'apparaissent pas – ou beaucoup moins – dans les médias occidentaux, n'en jouent pas moins un rôle dans la tentative de destruction de la République arabe syrienne. Nombre d'entre eux ont depuis longtemps franchi la ligne rouge qui sépare la situation d'opposant de celle de criminel.

156. Le Monde avec AFP, 27 juin 2014.

Quels sont ces individus de l'« opposition modérée » des dirigeants français qui, loin des médias, se livrent aux basses œuvres dans les étages inférieurs de « l'immeuble enterré » de la Coalition anti-syrienne ?

Le Maroc est l'un des principaux points de transit des trafiquants

Le Maroc – et tout particulièrement les villes de Tanger et Tétouan et leurs environs – est, avec la Tunisie et la Libye, l'un des principaux points de passage de « combattants » venus d'Europe – Belgique, France, Espagne – pour rejoindre des groupes de mercenaires en partance vers différents champs de bataille du continent africain et du monde arabo-musulman. La politique du gouvernement marocain, qui soutient l'agression militaire contre la République arabe syrienne après avoir soutenu celle contre la Libye, favorise le développement de ces réseaux à l'abri de discours sur « l'éradication du terrorisme ». Le gouvernement islamo-atlantiste du Parti de la Justice et du Développement (PJD) marocain pratique la même duplicité avec la production et le trafic de drogue. Derrière des arrestations médiatisées de quelques trafiquants et les rideaux de fumée de campagnes antidrogue et de lutte contre la corruption, les dirigeants marocains laissent perdurer une sinistre situation : le royaume du « Commandeur des croyants » est le premier producteur mondial de haschich (résine de cannabis) avec 96 600 familles de cultivateurs officiels, 47 000 hectares cultivés, une production annuelle de 38 000 tonnes d'herbe de cannabis et de 760 tonnes de résine. Ces productions nationales représentent un chiffre d'affaires annuel estimé à 230 millions d'euros pour les

seuls producteurs, et une valeur des « exportations » de drogues estimée à plus de dix milliards d'euros[157].

Par ailleurs, d'autres drogues, comme la cocaïne, utilisent souvent les mêmes filières d'exportation vers l'Europe. La situation est telle que depuis 2005, son gouvernement a interdit à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) d'enquêter sur son territoire. Des enquêtes sur les principaux propriétaires de ces terres « agricoles » pourraient-elles mener jusqu'à des membres de la famille royale ?

---

157. Rapport mondial sur les drogues 2014. Lire *Économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc*, par Philippe Bordes et Alain Labrousse, Éd. Karthala.

L'Arab Reform Initiative

L'un des objectifs de l'ARI est de présenter des projets pour *« la transition démocratique »* des pays arabes. Il s'agit en réalité, sous couvert de *« démocratie »* et de *« bonne gouvernance »*, de créer les conditions propices à l'implantation de régimes favorables aux intérêts économiques, financiers et militaires de Washington. Ce discours propagé par une multitude de petits instituts atlantistes (think tanks) vise à mieux faire assimiler – et finalement accepter – par les futurs cadres dirigeants de ces pays les objectifs de Washington : contrôler le Proche et Moyen-Orient par sa parcellisation ethnique et religieuse, et intégrer les immenses territoires de l'espace arabo-perse musulman – et surtout ses richesses – à la sphère d'influence étasunienne. C'est pour cette finalité que les États-Unis, désormais privés par la crise économique des moyens d'opérer seuls ces nouvelles guerres coloniales, s'efforcent de multiplier les traités d'alliances avec plusieurs pays d'Europe occidentale et centrale (Pologne, Hongrie, Géorgie, Ukraine, etc.). L'Alliance germano-étasunienne pour le XXIe siècle, signée le 27 février 2004 entre le président Bush et le chancelier allemand Schröder à Washington, est l'un d'entre eux. D'autres, depuis, lui ont succédé.

German Marshall Fund

Dans le cadre de ces alliances, le *German Marshall Fund* est l'un des instituts étasuniens principalement financé, depuis 1972, par les États-Unis et l'Allemagne. Cet institut s'emploie, sous couvert de promotion de la démocratie, au financement de projets favorisant les visées économiques et politiques de Washington. Ce « laboratoire d'idées » a créé en 1982 le *Marshall Memorial Fellowship*. L'objectif de cette autre structure est de sélectionner et préparer les nouvelles générations de jeunes cadres européens et étasuniens (28-40 ans) aux relations transatlantiques. Voyages de plusieurs semaines aux États-Unis et en Europe Occidentale, conférences, cycles de formation sont au programme des

différents projets politiques initiés par la douzaine d'implantations du *German Marshall Fund* en Europe. Ces échanges ont pour objet de favoriser l'intégration de ces futurs cadres dirigeants de sociétés aux centres de pouvoir économiques, financiers et politiques étasuniens. L'anglais est la langue courante de ces organisations, afin d'habituer ces futurs collaborateurs de transnationales et d'administrations au parler des centres de pouvoir étasuniens.

Meurtres sauvages de l'« opposition »

Nous sommes le 2 avril 2011. Nidal Jannoud (alaouite), le gardien du club des officiers de la ville de Banias, sur la côte méditerranéenne, se fait arrêter par des hommes en armes en se rendant au marché. Les terroristes prenant souvent soin (sans doute par amour des Droits de l'homme) de filmer leurs crimes. Nous avons la vidéo de son lynchage. On voit ainsi qu'après l'avoir torturé, après lui avoir affreusement lacéré le visage, les rebelles le criblent de balles à l'arme automatique. Les vingt coupables seront retrouvés, condamnés, et avoueront (les traces vidéos étant irréfutables). On saura par la suite que l'un des participants au lynchage était l'un des meneurs d'une manifestation « *pacifique* » appelant à la chute du régime syrien dans la même ville. Six jours plus tard, neuf soldats syriens à Banias périront dans une embuscade tendue par un groupe armé[158].

Empêcher la contrebande d'armes ? Des services secrets occidentaux l'organisent…

Que peut faire la force navale internationale, déployée par l'ONU au large des côtes libanaises depuis septembre 2006,

---

158. Extrait de *Syrie : le mensonge de l'État et des médias français*, par François Belliot, www voltairenet.org, 13 mai 2013.

contre le trafic d'armes à destination de ports libanais et trucs pour alimenter les groupes criminels en armes lourdes et légères ? Pas grand chose, sinon rien. Si le mandat de cette force navale de la FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban) consiste bien à contrôler les flux maritimes et à veiller à ce qu'aucune livraison illégale d'armes ne parvienne par mer sur le sol libanais, elle ne peut qu'être impuissante face aux navires en provenance principalement de Libye qui assurent une partie du transport de ces armes vers la Turquie. Celles-ci sont en effet le plus souvent dissimulées au sein de conteneurs placés eux-mêmes au cœur de plusieurs dizaines, voire de centaines, d'autres conteneurs de cargaisons de marchandises légales. Quant au contrôle sur les ports, il est pratiquement inexistant. Et pour cause : en 2014, au niveau mondial, le trafic de conteneurs dans les ports s'est opéré par une flotte de près de 5 000 navires qui ont chargé et déchargé 600 millions de conteneurs (494,4 millions en 2007) dans tous les grands ports du monde.

Moins de 1 % du fret contrôlé

Sur la zone Europe, les douanes disposent de moins en moins de moyens humains, financiers et techniques pour contrôler les marchandises transportées par conteneurs. En vingt ans, les effectifs des douaniers français ont été réduits de plus de 25 %, passant de 22 500 en 1993 à 16 662 en 2013, alors que les échanges internationaux se sont décuplés. Réduction d'effectifs, réduction de budget : les 560 douaniers et trois agents de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) qui avaient en charge le contrôle des 1,2 million de conteneurs qui transitaient annuellement par le port du Havre en 1993 sont moins de 400 en 2013 – et plus aucun agent de la DGCCRF – alors que le trafic a plus que doublé, passant par an de 1,2 à près de 2,5 millions de conteneurs. Stopper une cargaison pour contrôler un ou plusieurs de ses conteneurs oblige d'abord de le repérer, le décharger pour le passer au scanner, remplir des formulaires, vider les marchandises en cas d'anomalie, le remettre en place et le recharger. Mais pendant que le trafic est

stoppé, d'autres porte-conteneurs, des cargos, des transporteurs routiers qui attendent leur cargaison pour la conduire à destination prennent du retard. En cas de contrôle trop long, toute la chaîne logistique est désorganisée. Dans une enquête très évocatrice de la situation des douanes face au développement du trafic par conteneurs et aux pressions du pouvoir politique, Emmanuel Jarry (*agence Reuters*) indique que, selon plusieurs sources, *« nettement moins de 1 % des marchandises entrant en Europe sont aujourd'hui physiquement contrôlées »*[159]. Et encore s'agit-il là d'une situation de pays ayant eu jusque dans un passé récent une administration des douanes efficace. Qu'en est-il en mer Méditerranée, pour la Turquie et la Syrie...?

Les États-Unis et leurs alliés au cœur du trafic d'armes

Pour ces pays, les choses sont plus « simples », puisque ce sont les services étasuniens, français, turcs, jordaniens, saoudiens et qataris qui supervisent les principales filières du trafic d'armes par terre, air et mer à destination des groupes criminels. Un rapport déclassifié d'octobre 2012 de l'Agence du Renseignement de la Défense (DIA) dépendant du Département de la Défense étasunien (référence 14-L-0552/DIA/2) indique que *« dans la période de battement qui a suivi la chute du régime (*Kadhafi*) en octobre 2011, et jusqu'à début septembre 2012, les armes des anciens stocks militaires libyens de Benghazi ont été expédiées depuis le port de Benghazi, en Libye, vers les ports de Banias et de Borj Islam, en Syrie. Les ports syriens ont été choisis en raison de la faible quantité de trafic de fret qui y transite. Les navires utilisés pour transporter les armes étaient de taille moyenne et capables de contenir 10 conteneurs, et parfois moins ».*

À ce trafic s'ajoute celui opéré par les airs, essentiellement avec des avions qataris et saoudiens. « Dédouanées » directement par les services turcs sur des bases militaires, dont celle de l'OTAN, ces cargaisons ont été ensuite transportées et distribuées dans

---

159. *Le blues des douaniers français dans une Europe passoire*, par Emmanuel Jarry, Reuters, 21 octobre 2013.

l'illégalité la plus totale par des agents des services secrets étasuniens, anglais, français, turcs, saoudiens, qataris et jordaniens. Entre 2011 et 2015, des milliers de tonnes d'armes sont ainsi livrées à des groupes criminels en violation de la Charte de l'ONU et de ses résolutions comme des différentes conventions, déclarations, traités du droit européen et international régissant les ventes et transferts d'armes entre des Etats. François Hollande a reconnu lui-même, en mai 2014, que la France *« a commencé à leur livrer des armes lorsque nous étions certains qu'elles finiraient entre de bonnes mains. Concernant les armes létales, ce sont nos services secrets qui les leur ont livrées »*. Étant entendu que les « bonnes mains » sont celles qui sèment la mort en Syrie en faisant des milliers de victimes en complète violation du droit international.

CHAPITRE 5

Les « modérés » du président Hollande

Les principaux activistes anti-syriens présentés comme « modérés » par les dirigeants politiques français sont impliqués dans des activités délictuelles et criminelles. Portrait de famille.

Criminels et comploteurs, délinquants et trafiquants recrutés par les organisations des Frères musulmans dans la pauvreté de pays du monde arabo-musulman, ils ont le soutien officiel des dirigeants français. Pour Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères de la France, *« sur le terrain, ils font un bon boulot »*[160].**

Ainsi ce ministre français a-t-il qualifié en décembre 2012 les activités criminelles du groupe terroriste ***Jabhat al-Nosra*** (Front al-Nosra qui prendra à partir de la fin 2013 le nom de « Al-Qaïda au pays du Sham ») composé de tueurs, dirigé par d'anciens petits chefs d'Al-Qaida et soutenus par la dictature saoudienne. Et d'ajouter : *« En revanche, la décision des États-Unis de placer **Jabhat Al-Nosra**, un groupe djihadiste combattant aux côtés des rebelles, sur*

---

160. *Pressions militaires et succès diplomatique pour les rebelles syriens*, par Isabelle Mandraud et Gilles Paris, Le Monde, 13 décembre 2012 et *Syrie : Les fanfaronnades et les contre-vérités de Fabius*, www.comite-valmy.org, 4 juin 2014.

leur liste des organisations terroristes, a été vivement critiquée par des soutiens de l'opposition. M. Fabius a ainsi estimé, mercredi, que « tous les Arabes étaient vent debout » *contre la position américaine,* « parce que, sur le terrain, ils font un bon boulot ». « C'était très net, et le président de la Coalition était aussi sur cette ligne », *a ajouté le ministre*[161] *Fabius alors qu'il participait à la réunion de la « conférence ministérielle » du groupe les « Amis de la Syrie » à Marrakech (Maroc) le mercredi 12 décembre 2012 ».* Voyons qui sont les « rebelles modérés » du président Hollande et du gouvernement socialiste.

Dans l'enquête à long terme qu'il mène depuis plusieurs années dans les zones de conflit où interviennent ces groupes criminels, l'écrivain Samuel Laurent réussit à approcher plusieurs de leurs chefs qui, selon Laurent Fabius, « *font un bon boulot* ». Parmi ceux-ci, des membres du Front Jabhat al-Nosra et d'autres, de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Rencontrant Abou Amine, le gendre de cheikh Bakri, membre de l'EIIL, celui-ci lui présente deux hommes, qui assistent à leur entretien : le commandant Abou Moustapha, des brigades Al-Farouk de l'Armée syrienne libre (ASL), et Abou Samir, un traducteur. Quelle n'est pas la surprise de Samuel Laurent de trouver côté à côte, comme les meilleurs amis du monde, Abou Amine, un membre de l'EIIL – présenté par l'Élysée comme *« groupe terroriste »* – avec un autre, Abou Moustapha, de l'ASL – *« branche militaire de l'opposition syrienne modérée »*, toujours selon l'Élysée ! L'interrogation de Samuel Laurent est légitime :

– Je ne comprends pas une chose. Vous faites partie de l'État islamique en Irak, mais vous venez avec un commandant d'Al-Farouk, membre de l'Armée syrienne libre (ASL) ?

– Et alors ? demande le beau-frère de Bakri, en allumant une nouvelle cigarette.

---

161. *Ibid.* 160.

– Les deux organisations n'entretiennent-elles pas des rapports plutôt tendus ? Je crois qu'ils viennent de se tirer dessus, aujourd'hui ou hier, à quelques kilomètres d'ici.

– Tout d'abord Abou Moustapha est un ami personnel. Ensuite, vous devez comprendre que ce qu'on appelle à Paris ou à Washington l'Armée syrienne libre n'a absolument aucune existence. Si les leaders de l'ASL donnent un ordre à « leurs » brigades, personne n'obéit. ***L'ASL ne sert qu'à une chose : recueillir des fonds et des armes en provenance de l'Occident.*** Mais en réalité, chaque brigade fait ce qu'elle veut. Et puis, les alliances changent. Aujourd'hui, l'ASL souffre de la corruption et des rivalités internes. Alors, ses combattants rejoignent l'État islamique en Irak ou Jabhat al-Nosra[162]...

On peut ne pas partager toutes les analyses de Samuel Laurent sur l'organisation et le développement de ces groupes. Il n'en reste pas moins que son vécu du terrain et les témoignages qu'il en rapporte sont des plus intéressants. Ces faits, connus de la DGSE – et par conséquent du pouvoir politique –, mettent également à jour la belle hypocrisie du gouvernement français qui déclare vouloir combattre le terrorisme en France mais le soutient diplomatiquement, financièrement et militairement en Syrie ! Le groupe Jabhat al-Nosra n'est qu'un groupe de criminels parmi d'autres, mais l'un des plus importants pour bénéficier de

---

162. Extrait de *Al-Qaïda en France*, par Samuel Laurent, Éd. du Seuil. Samuel Laurent est également l'auteur de *Sahelistan* (Éd. du Seuil, 2014). Dans ce livre Samuel Laurent raconte son périple dans la Libye « démocratisée » par le président Sarkozy et l'OTAN et, au-delà, dans la vaste zone du Sahara. Dépêché en Libye au début de l'année 2012 par un groupe d'investisseurs asiatiques, l'auteur a pour mission de parcourir le pays afin d'évaluer les risques et les opportunités de cette révolution. Il découvre alors une nation à l'agonie, rongée par la violence et l'anarchie. Les brigades se disputent le pouvoir avec une férocité inouïe, en toute impunité. Son autre ouvrage, *L'État islamique* (Éd. du Seuil, 2014) traite de l'architecture secrète, du fonctionnement, du financement et des relations de l'EIIL.

soutiens financiers et militaires en provenance de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie[163]. Les dirigeants de Jabhat al-Nosra – dont l'autoproclamé cheikh Abou Mohammed al-Joulani –, fanatiques religieux, veulent imposer à la Syrie une dictature religieuse. Avec d'autres chefs religieux sunnites, les hommes d'Al-Nosra sont en contact régulier et agissent de concert avec les dirigeants de l'ASL et même de l'EIIL. Les principaux activistes sont membres ou proches de la Coalition anti-syrienne et de l'ASL. Plusieurs de leurs dirigeants ou proches de ces organisations sont impliqués dans des délits et crimes graves pour lesquels certains d'entre eux ont déjà été condamnés, ou sont recherchés. Portrait de famille d'« opposants modérés ».

Riad Seif ?

Né à Damas (1946), il est diplômé de l'Université de Damas (licence Commerce et Économie). Élu à deux reprises à l'Assemblée du peuple en 1994 et 1998 comme député indépendant, il s'est engagé dans plusieurs organisations, dont le

---

163. Depuis la guerre contre l'Afghanistan (1979-1989), l'Arabie saoudite finance tous les groupes djihadistes qui servent sa politique étrangère. Les financements de ces groupes criminels ne dépendent pas que du roi, et proviennent aussi de riches donateurs mais, surtout, des clans de la famille royale qui se disputent entre eux les successions au cœur du royaume. Ces financements peuvent apparaître en contradiction avec des décrets officiels interdisant le financement de tel ou tel groupe. En réalité, cette situation reflète la guerre que se mènent les clans saoudiens pour contrôler le royaume par groupes terroristes interposés. Ainsi, le Front islamique a été créé en novembre 2013 par l'Arabie saoudite pour tenter d'unifier les groupes criminels sous son autorité au détriment du Qatar. Jaich el Islam (l'armée de l'Islam), le principal groupe de ce Front islamique, est dirigé par Zahran Alloush. Ahrar el Sham, autre groupe criminel du Front islamique, est également dirigé par d'anciens membres d'Al-Qaïda comme le chef de gang Abu Khaled al-Suri. Ces groupes criminels se battent aux côtés du Front Al Nosra et de l'ASL.

« Forum pour le dialogue national ». Cette association se réunissait régulièrement tous les mercredis, chez lui, à partir de juin 2000. Arrêté le 5 septembre 2001 et condamné à cinq ans de prison pour avoir voulu *« changer la Constitution d'une manière illégale »*, il sera libéré en janvier 2006. Puis, il est de nouveau arrêté et condamné en octobre 2008, par la Cour pénale de Damas, à deux ans et demi de prison pour avoir *« propagé des informations mensongères »* sur la République arabe syrienne.

Ses responsabilités au conseil d'administration de l'Association de défense des droits de l'homme et au Mouvement de la paix sociale en Syrie ne l'empêchent pas de participer au CNS qui prône le renversement du gouvernement par les armes. Riad Seif fut en contact avec plusieurs représentants de l'administration étasunienne et de pays de l'Union européenne avant et après les événements de février 2011. Selon une source du corps diplomatique français, il aurait *« été invité à rencontrer, en novembre 2006, des officiels américains aux États-Unis via l'ambassade des États-Unis à Damas (...). Il avait du reste déjà été invité, le 28 juillet 2007, à la soirée organisée par l'ambassade des États-Unis à Damas à l'occasion de la fête de l'Indépendance – Memorial Day. Il y avait rencontré successivement plusieurs diplomates occidentaux »*. Cherchant sans doute à se présenter comme l'un des principaux opposants à la politique du gouvernement syrien, Riad Seif aurait, selon ce même contact, multiplié les rencontres avec des représentants de missions diplomatiques : *« Il a rencontré l'ambassadeur d'Espagne dans sa résidence à Kudsaya le 12 juillet 2011, puis les ambassadeurs des États-Unis, d'Italie de Norvège et des représentants de l'Union Européenne, certains d'entre eux également à sa résidence, la première quinzaine de janvier 2012 »*. À la fin de la même année, il participe à la conférence de Doha et rencontre en décembre le fugitif Riad Hijab dans un hôtel à Amman, pour discuter de la création d'un gouvernement de transition provisoire.

Selon un contact proche d'un service de renseignement étasunien, il est l'un de ceux qui auraient *« travaillé en 2012 avec le Département d'État pour mettre au point le plan baptisé « Initiative*

nationale syrienne ». L'un des objectifs de ce plan était de diluer le CNS dominé par les Frères musulmans dans la structure élargie de la Coalition pour neutraliser leur prédominance ». Washington pensait ainsi mieux contrôler l'« opposition » et la rendre plus présentable à l'opinion publique en plaçant à sa tête des individus convenant à l'administration Obama. Riad Seif, qui n'avait cessé de rechercher l'appui de diplomates occidentaux, se trouva ainsi dans la sélection d'individus établie par les services étasuniens pour diriger leur Coalition. « *Tu sais*, me dit ce contact, *à force de frapper à la porte, ils* (NdA : la CIA) *finissent par te repérer. Et comme il a fréquenté beaucoup de diplomates, alors ils ont du le prendre au sérieux et croire un moment qu'il pouvait être utile* »… Présenté par le journal *Le Monde* comme la *« Bête noire du régime syrien »*[164], la « bête » en question a plutôt des allures de petit comploteur intriguant.

Comme nombre des dirigeants de l'« opposition » anti-syrienne, ce « rebelle » joue au jeu des chaises musicales avec l'espoir vain d'occuper une fonction officielle si le gouvernement syrien était renversé. L'un de mes contacts au sein du corps diplomatique français, habitué des relations franco-syriennes, estime, non sans humour, que *« ce monsieur Riad Seif est certainement atteint, comme pas mal de ses ex-congénères au sein de la haute administration syrienne, de ce que j'appelle* « le syndrome libyen » *: il a rêvé un peu vite que Bachar el-Assad serait renversé comme Kadhafi, que les Syriens ne broncheraient pas et que cela ferait sans doute de lui l'homme providentiel d'un quelconque nouveau régime. Il n'y avait guère, malheureusement, que les fabiusiens du Quai*[165] *que vous connaissez, sans doute trop ignorants de la réalité syrienne, pour le conforter dans ses illusions ».*

---

164. *Bête noire du régime syrien, Riad Seif veut unifier l'opposition*, par Benjamin Barthe, Le Monde, 3 novembre 2012.

165. Le Quai : abréviation souvent donnée par les fonctionnaires français pour désigner la direction du ministère des Affaires étrangères, située au 37, Quai d'Orsay à Paris.

Riad Hijab ?

Né en 1966 à Deir ez-Zor, ville située sur les rives de l'Euphrate, dans l'est de la Syrie, à 450 kilomètres de Damas, il obtient un doctorat en ingénierie agricole à l'Université d'Alep et devient professeur d'agronomie à la faculté d'Agronomie de Deir ez-Zor. Responsable du bureau administratif de l'Union des Étudiants Syriens à Deir ez-Zor (1989-1998), il fait ensuite toute sa carrière au sein du parti Baas et de l'administration : Gouverneur (Préfet) de la ville de Quneitra – Kuneitra – (2008), puis de Lataquieh (février 2011), il est ensuite nommé ministre de l'Agriculture et de la Réforme (avril 2011 à août 2012), puis Premier ministre, le 23 juin 2012, par le président Bachar el-Assad. Mais, les services de renseignement russes, qui s'intéressent à son activité et à son entourage, avertissent leurs homologues syriens de la préparation d'une tentative de coup d'État orchestrée par des services occidentaux avec sa participation. Une opération montée en deux temps par Washington et Paris, avec la participation des dictatures du golfe arabo-persique, et baptisée « Volcan de Damas et séisme de la Syrie » devait renverser le gouvernement par un second coup d'État faisant suite à celui – mis en échec – des Frères musulmans en 2011. Ce plan prévoyait l'intervention de groupes de mercenaires pour décapiter par des attentats les directions des organes de sécurité syriens et de l'armée. Après plusieurs attentats, dont l'un qui détruisit le siège de la Sécurité nationale et causa la mort de plusieurs dirigeants du Conseil de sécurité nationale, Washington et Paris pensaient que des officiers supérieurs feraient défection avec leurs unités et se retourneraient contre le gouvernement civil.

L'Élysée impliqué dans le coup d'État du 18 juillet 2012

Les services secrets des puissances liguées contre la République arabe syrienne – notamment les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar – ont envisagé ce coup d'État lors d'une réunion qui s'est tenue à Tunis à la fin février 2012. L'attentat eut bien lieu le 18 juillet suivant, date

prévue pour déclencher le coup d'État, tuant le ministre de la Défense, le vice-ministre de la Défense ainsi que le chef de la cellule de crise, et blessant de nombreuses autres personnes. Le ministre des Affaires étrangères Fabius refusa de condamner l'attentat qui coûta la vie à plusieurs civils et militaires.

Lors de ce coup d'État, Riad Hijab devait prendre la direction du gouvernement de transition préparé dans la coulisse des états-majors occidentaux. Pour lancer cette opération, plusieurs milliers de mercenaires, principalement libyens, jordaniens, tchétchènes et tunisiens, sont entrés en Syrie en quelques jours, essentiellement par les frontières jordanienne et turque. Près de trois mille d'entre eux viendront semer la mort jusque dans la capitale et sa banlieue, pensant renverser le gouvernement qu'ils imaginaient isolé et déstabilisé par les attentats suicides de la mi-juillet. Mais, contrairement aux prévisions de Washington et de Paris, l'armée syrienne, aidée par la population et ses Comités de défense populaire, les délogera des quartiers de Damas. Au bout d'une semaine de combats acharnés quartier par quartier, rue par rue, leurs survivants devront battre en retraite. Hijab porte donc une lourde responsabilité dans ce complot. Démasqué, il est aussitôt démis de ses fonctions. Il parvient à s'enfuir le 5 août, juste avant d'être arrêté, avec l'aide de la brigade Al-Moetassem, un groupe de l'ASL, et se réfugie en Jordanie. Là, il retrouve sa famille qui l'avait précédé bien auparavant, par précaution, en raison de son activité conspiratrice.

Plus tard, son porte-parole, Mohamed Otri, s'exprimant depuis la Jordanie reconnaîtra que *« M. Hijab travaillait secrètement au renversement de Bachar el-Assad bien avant d'accepter les fonctions de président du Conseil des ministres »*. En France, *Le Canard Enchaîné*, sous la plume de Claude Angeli, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire, révélera le *« complot barbouzard contre Bachar el-Assad »*[166]. La plupart des médias français se feront très discrets

166. *Complot barbouzard contre Bachar el-Assad*, par Claude Angeli, Le Canard Enchaîné, 29 février 2012.

sur ce coup d'État manqué auquel les services français (DGSE) sont associés. Il n'en reste pas moins très surprenant que cet apparatchik ait pu accéder à l'une des plus hautes fonctions à la tête de l'État avec l'accord du président syrien[167]. En effet, il est difficilement envisageable que les services secrets syriens, qui se montrent très efficaces pour effacer la présence de militaires français aux côtés des groupes criminels[168], n'aient pas découvert l'activité de comploteur de Riad Hijab bien avant sa nomination…

Après être parvenu au poste de Premier ministre, au bout de trente années de laborieuse servitude sans jamais avoir apporté d'innovations ni même suggéré la moindre réforme, Riad Hijab se sent floué et rage de son échec. Ce petit fonctionnaire quitte ses petits souliers vernis noirs et son costume d'apparatchik noir

---

167. Selon l'article 97 de la Constitution syrienne, « *le Président de la République nomme le président et les vice-présidents du Conseil des ministres, les ministres et leurs adjoints* ».

168. Les services secrets syriens expulseront discrètement vers la France, via la Turquie, une vingtaine de militaires français, parmi lesquels un colonel du service des transmissions de la DGSE. Ces militaires seront arrêtés fin janvier- début février 2012 près des villes de Homs et d'Azouz. Nicolas Sarkozy, alors Président de la République française, et le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Alain Juppé, négocieront leur libération avec Damas par l'intervention d'un pays tiers. L'accord pour le rapatriement de ces militaires a été pris au plus haut niveau du pouvoir politique syrien. Maria Finoshina, envoyée spéciale à Damas de la chaîne *Russia Today*, rapportera l'arrestation des militaires français dans le journal d'information de la chaîne russe (Battleground shifting, 5 mars 2012). Cette information fait suite à celle déjà publiée par Le Canard Enchaîné sous le titre *Complot barbouzard contre Bachar el-Assad*, du 29 février 2012. De son côté, le Réseau Voltaire (www voltairenet.org) développera cette information dans plusieurs articles parmi lesquels *La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents*, édité le 26 février 2012. Plusieurs titres de la presse internationale traiteront de cette information.

pour endosser celui tout aussi noir de « chef rebelle ». Du moins, il essaye. Il donne une conférence de presse à Amman en appelant les *« dirigeants honorables »* à déserter comme lui et se lance dans la diffusion de nombreuses fausses informations.

Il affirme ainsi, par exemple, ce qui témoigne pour le moins d'une mauvaise connaissance de ses dossiers pour un ancien Premier ministre, que *« le régime est au bord de l'effondrement, moralement et économiquement »*[169]. Les Frères lui suggèrent alors de s'adresser à leur « maison-mère » du Qatar. Il s'y rend vendre sa patrie et le sang de ses enfants en tentant de négocier, sans résultat, un poste qui lui convienne au sein de l'« opposition ». Les conseillers étasuniens et saoudiens le récupéreront ensuite pour conduire le « gouvernement provisoire » destiné à diriger la Syrie en cas de renversement du gouvernement. Il se heurtera alors à nouveau à l'opposition du Qatar et de la Turquie, qui feront désigner à sa place, le 18 mars 2013, Ghassan Hitto. Cet homme d'affaires présente toutes les « qualités » pour ce poste puisqu'il est proche des Frères musulmans et est étroitement lié à la société syrienne pour vivre aux… États-Unis depuis 1980 ! Quatre mois plus tard, le 8 juillet suivant, celui-ci démissionnera à son tour de son poste de « Premier ministre » provisoire du gouvernement tout aussi provisoire en raison des luttes de clans et de personnes.

Le 9 juillet 2013, un an après la tentative de coup d'État avortée de l'opération « Volcan de Damas et séisme de la Syrie », des informations indiquent l'arrivée en Jordanie de soldats étasuniens, anglais et français pour des manœuvres militaires. Celles-ci se présentent comme une répétition d'une nouvelle opération militaire visant à créer une zone tampon en territoire syrien, près de la frontière turque, par la destruction de cibles civiles et militaires.

---

169. *Le régime de Damas au bord de l'effondrement selon l'ex-Premier ministre syrien*, L'Obs, 14 août 2012.

Un pantin comploteur

Alors que je cherche à recueillir des informations sur l'entrée des groupes de mercenaires en République arabe syrienne, un contact en liaison avec le renseignement turc m'indique que *« trois personnes ont fourni des informations à des agents occidentaux pour préparer cette option de zone tampon : Riad Hijab, Firas Tlass et son frère Manaf. Lui était déjà en contact avec les services français (DGSE), depuis la fin 2011. Sa femme, ses enfants et d'autres membres de sa famille vivent à Paris depuis longtemps. La DGSE l'a ramené en France en évitant l'aéroport de Beyrouth où il aurait pu être arrêté. L'un de ses cousins, Abdel-Razzak Tlass, qui dirigeait la milice Al-Farouk, a été tué lors du siège de Ohms* (NdA : en février 2012) ». La même source me précise que Ria Hijab aurait *« aussi participé à la coordination d'actions en 2013, avec un juge qui habite Tal-Abyad* (NdA : ville située dans la région de Raqa, près de la frontière turque) *pour faire passer en Syrie près de 1 500 mercenaires Tchétchènes »*. Ceux-ci seront envoyés à Lataquieh et Palmyre pour répandre la terreur et combattre l'armée syrienne. Qu'en est-il exactement ?

Il se trouve que, peu avant l'entrée de ces nouvelles bandes armées en Syrie, le site d'information *ActuKurde* rapporte que *« le Front al-Akrad* (NdA : le Front kurde) *avait capturé l'émir d'EIIL, Abu Moussab, d'origine tchétchène, avant de le relâcher en échange de centaines de civils kurdes, enlevés par des groupes djihadistes. Mais selon le Front al-Akrad, les djihadistes n'ont pas respecté l'accord, qui exigeait la libération des tous les civils. Quelque 300 à 400 civils auraient été relâchés »*[170]. Des communiqués de l'armée syrienne sur l'arrestation et l'élimination de membres de groupes criminels et d'autres documents de factions kurdes vantant leurs exploits contre ces mercenaires confirmeront par la suite les informations transmises par mon contact sur l'entrée de ces groupes tchétchènes en République arabe syrienne. Mais, Riad Hijab, bureaucrate terne – parvenu quand même à la

170. *Al-Qaïda subit de lourdes pertes face aux forces kurdes*, ActiKurde, 22 juillet 2013.

responsabilité de chef de gouvernement avec l'accord très officiel du président syrien – que certains médias français présentent comme un *« pur et dur du parti Baas »*[171] est surtout un grand comique qui s'ignore : c'est le seul dirigeant politique de ce siècle a avoir déclaré été contraint d'accepter le poste de Premier ministre *« sous la menace d'être exécuté »*[172] (sic)…

Quelques jours avant sa fuite, le Premier ministre de Bachar el-Assad était « contraint » de présider deux réunions au ministère de l'Administration locale. Ordre du jour : *« les mesures à prendre pour réaménager les régions purifiées des groupes terroristes armés »*[173]. Dure journée pour un « modéré » putschiste pollueur de bombes.

Cheikh Mohamed al-Arifi ?

Ce religieux saoudien est né en juillet 1970 à Riyad. Il est l'un des principaux propagandistes de l'« opposition » qui organisent le recrutement de mercenaires pour aller faire le djihad en Syrie. En janvier 2013, il a émis une fatwa (décret religieux) intitulée *« ouverture de la porte du djihad par le mariage en Syrie »*. Ce décret religieux autorise et rend légal, d'un point de vue religieux, les rapports sexuels pour les mercenaires présents sur le sol syrien, non mariés ou loin de leurs épouses, avec des jeunes filles et femmes syriennes de 14 ans et plus et avec celles qui ont été répudiées. Après avoir assouvi ses plus bas instincts, le djihadiste doit prononcer trois fois la répudiation, puis un autre mercenaire prend la même jeune fille pour « épouse » et ainsi de suite. Cette pratique du viol de masse fut utilisée en Bosnie et au Kosovo contre les jeunes filles et femmes serbes par des bandes de djihadistes pour réaliser « l'épuration ethnique ». Les médias

171. *Syrie : Un nouveau Premier ministre chargé de former un gouvernement*, RFI, 6 juin 2012.

172. *Le régime de Damas au bord de l'effondrement selon l'ex-Premier ministre syrien*, Le Nouvel Observateur, 14 août 2012.

173. *La défection de Riad Hijab, un coup dur par Sanae Taleb*, Les Afriques.com, 7 août 2012.

occidentaux en firent alors porter la responsabilité à l'armée et à la population serbes…

En décembre 2012, Al-Arifi sera désigné *persona non grata* en Suisse par l'Office fédéral des migrations (ODM), qui lui interdira l'entrée dans la Confédération helvétique où il comptait se rendre à l'invitation du Conseil central islamique suisse (l'équivalent en Suisse de l'Union des organisations islamiques de France). En juillet 2013, il sera interpellé et assigné à résidence par les autorités… saoudiennes en raison de son soutien public à l'ancien président égyptien Morsi et aux Frères musulmans.

Par contre, en France, ce « savant religieux » – qui appelle à la guerre contre la République arabe syrienne, explique comment battre sa femme de manière « légère » sans lui abîmer le visage, et demande aux musulmans de prier pour Ben Laden[174] –, est régulièrement invité dans des mosquées. Il participe également à des conférences et des manifestations comme le Salon international du monde musulman, qui s'est tenu au Parc des Expositions du Bourget du 17 au 19 décembre 2011. Ce « modéré » élyséen, référence des Frères musulmans, sera même invité au rassemblement de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) qui s'est tenu au Bourget les 30 et 31 mars 2013. Les services du ministère de l'Intérieur, qui autorisèrent son entrée sur le territoire français, étaient alors placés sous l'autorité du socialiste Manuel Valls.

Mohamed Ali Sadr al-Din al-Bayanouni (ou Ali Sadreddin) ?

Né à Alep en 1937, il adhère à la confrérie des Frères musulmans dès 1954, année où il commence des études de droit. Diplômé, il devient plus tard membre du Front de salut national fondé par Abd el-Halim Khaddam et du CNS. Après avoir été emprisonné au milieu des années 1970 pour ses activités au sein

---

174. Source : *Major Saudi cleric defends Bin Laden on Al- Jazeera*, Al Arabiya News, 8 février 2013.

de l'organisation des Frères musulmans, il en devient le numéro deux en 1977, et quitte la Syrie en 1979 pour s'établir en Jordanie.

Il est alors l'un des principaux responsables du financement des Frères musulmans syriens (1984), multiplie les contacts pour mener des activités contre la Syrie depuis le Liban et contre la République arabe syrienne. Il sera coopté chef suprême de la branche syrienne des Frères en 1996. Mais, en 1998, il prend des décisions et fait des déclarations qui provoquent des désaccords chez les Frères musulmans. Lors d'une interview au quotidien jordanien *Shihan*, il tient des propos hostiles aux autres communautés religieuses de Syrie et attise ainsi les problèmes confessionnels dans le pays. Les propos vindicatifs de Bayanouni sèment d'autant plus le trouble qu'une partie des Frères tente alors de trouver des accords avec des représentants d'organisations laïques.

En 2000, c'est au tour des autorités jordaniennes de l'expulser. Il s'installe à Londres, d'où il continue ses activités. En 2005, il demande à Farid al-Ghadiri, un Étasunien d'origine syrienne proche des milieux sionistes, de le mettre en contact avec les autorités étasuniennes. Ses relations avec Al-Ghadiri ne sont pas les seules à révéler la véritable nature et les objectifs de ce Frère musulman « modéré ». Le croisement de différentes informations en provenance de sources diplomatiques et journalistiques avec celles de services libanais qui surveillent son activité au « pays du cèdre » font apparaître que Al-Bayanouni multipliait les contacts bien avant 2011 pour mener des actions violentes : rencontre avec le Saoudien Al-Dossari en vue de créer des cellules pour déstabiliser la Syrie (2005) ; rencontre avec Abd el-Halim Khaddam à Bruxelles (2007), d'où les deux hommes lanceront un appel pour le boycott des élections et des réformes en cours en Syrie ; rencontres avec des fonctionnaires des Affaires étrangères anglais et des députés d'Europe occidentale pour obtenir leur soutien à l'action des Frères musulmans contre la République arabe syrienne (2007) ; nouvelle rencontre avec Al-Ghadiri pour faciliter les rencontres de Frères musulmans avec les autorités

étasuniennes ; rencontre à Tripoli, au Liban, avec Dai al-Islam al-Shahal, l'un des chefs salafistes[175] du Liban-nord, ainsi qu'avec le président du Parti de la libération islamique afin de leur proposer une stratégie commune pour combattre les alliés de la Syrie au Liban ; appel à une intervention militaire extérieure pour renverser le gouvernement syrien ; rupture des relations avec Khaddam et rencontre avec l'émir du Qatar (2009) ; adhésion à l'Organisation internationale des Frères musulmans – OIFM – (2010) ; rencontre au Liban avec les Secrétaires généraux des Frères musulmans du Liban, Ibrahim Masri et Ahmad el-Hariri, Secrétaire général du « Courant du Futur » (novembre 2011) ; relations directes avec le président tunisien Marzouki (décembre 2011)… En 2008, plusieurs dirigeants du Front de salut national quitteront ce parti, invoquant à la fois son orientation politique et ses relations avec des agents de services secrets. En juillet 2010, Ali Sadr Ad-Dine Al-Bayanouni, leader de la branche syrienne des Frères musulmans depuis 1996, cède sa place à Mohammed Riyad al-Chaqfeh. Entre temps, le réseau de la confrérie agissant sur la Syrie a étoffé ses relais basés à Londres et à Chypre avec une direction située à Istanbul (Turquie).

Farid al-Ghadiri ?[176]**

Né à Alep 1954, il a la nationalité étasunienne. Diplômé de commerce, résidant aux États-Unis, c'est un activiste des milieux sionistes. Il est actif au sein de l'*American Israel Public Affairs Committee* – ou Comité américain pour les Affaires publiques israéliennes (AIPAC) –, l'une des plus importantes organisations

---

175. Le salafisme est une tendance de la branche sunnite de la religion musulmane qui s'appuie sur une lecture et une application stricte du Coran et de l'Islam des origines. Il est composé d'une multitude de groupuscules intégristes qui entendent imposer leur loi par la force des armes. Ce sont ces groupes qui assassinent des civils et militaires syriens à coups de sabre et appellent au meurtre de tous ceux qui ne partagent par leur croyance religieuse, musulmans compris.

176. Voir *56 – Tome 2*, rubrique « Documents ».

d'influence du lobby israélien aux États-Unis. Cette organisation cible principalement son activité en direction des membres du Congrès et du gouvernement étasuniens.

Les membres de l'AIPAC rencontrent également des dirigeants étrangers, telle la dirigeante du Front national, Marine Le Pen[177], lors de son voyage aux États-Unis en novembre 2011, promeuvent aux États-Unis les positions politiques d'Israël et, de manière plus générale, interviennent dans toutes les affaires où les intérêts israéliens sont en jeu. L'AIPAC s'est prononcée pour une intervention militaire contre la République arabe syrienne. Plusieurs membres de l'AIPAC, qui ont fait l'objet d'enquêtes du FBI et du bureau de contre-espionnage du ministère de la Justice des États-Unis en 2004 et 2005, ont été mis en cause dans des affaires d'espionnage au profit d'Israël[178]. Al-Ghadiri est président du Parti de la réforme « syrien », qu'il a fondé à Washington en 2005 et qui fit sa première apparition au Département d'État étasunien.

Il est également membre dirigeant de la Coalition anti-syrienne et du Front de la délivrance nationale. Dès 2005, il multiplie ses contacts avec les services étasuniens, anglais et israéliens et prend contact avec Rifaat el-Assad[179]. Il est à l'origine d'un

177. Lors de ce voyage, la dirigeante du Front national a notamment rencontré William J. Diamond, l'un des hommes d'influence de l'AIPAC, et l'un des directeurs de la *Palm Beach Synagogue* de Floride. La dirigeante du Front national fut membre de la délégation du Parlement européen pour les relations avec Israël de 2004 à 2009. Selon une déclaration de Marine Le Pen de 2011, « *le Front national a toujours été un parti sioniste* ».

178. *Le procès des espions de l'AIPAC*, par James Petras, www.CounterPunch.org.

179. Oncle du président Bachar el-Assad. Ayant occupé des postes importants dans l'administration sous la présidence de son frère, Hafez el-Assad, ce milliardaire a par la suite développé des activités économiques. Atlantiste, il prônait la privatisation totale de l'économie syrienne. Il quitte la Syrie pour s'établir en France en 1984.

communiqué adressé au Congrès et au ministère des Affaires étrangères étasuniens pour demander que le parti Baas de la République arabe syrienne soit classé comme organisation terroriste. Fin 2005, le conservateur Jack Abramoff, l'un des principaux financiers du lobby sioniste, parraine et finance son Parti de la réforme « syrien ». Dans les mois qui suivent cette sponsorisation active de l'« opposition » aux États-Unis, le lobbyiste sioniste est condamné, le 29 mars 2006 à Miami, à cinq ans et dix mois de prison dans une affaire d'achat frauduleux de bateaux-casinos. Il est également mis en cause dans de nombreuses autres affaires de trafic d'influence et de corruption active de plusieurs parlementaires et assistants, d'escroquerie et de fraude fiscale, pour lesquelles il plaidera coupable.

La même année, Al-Ghadiri rencontre l'attaché militaire israélien à Washington et envoie une lettre à Ehoud Olmert, alors Premier ministre d'Israël, avec une liste de cibles stratégiques syriennes ; il publie un article dans le quotidien israélien conservateur *Yediot Aharonot* où il appelle à la déstabilisation de la Syrie et à ne signer aucun accord de paix avec le gouvernement de Damas.

Toujours la même année 2006, un peu mégalomane et très certainement coupé de la réalité syrienne, Al-Ghadiri déclare que le Front de salut national (*Jabhat Al-Khalas*, fondé par Abd el-Halim Khaddam) est prêt pour prendre le pouvoir. S'imaginant sans doute déjà comme l'un des nouveaux dirigeants d'un quelconque gouvernement provisoire, il indique qu'il engagera des négociations de paix avec l'occupant israélien. Cette prise de position lui vaudra une levée de boucliers de tous les autres groupuscules de l'« opposition » anti-syrienne.

Puis, il se rend en Israël en juin 2007, où il est invité à la Knesset (parlement d'Israël) par les dirigeants israéliens. Collaborateur de l'occupant, Ghadiri s'est vanté en septembre 2011 *« de hisser un jour le drapeau israélien à Damas »*.

À la fin mars 2011, le ministère de la Défense étasunien le charge de former un « conseil de transition syrien ». Fin

décembre, il met au point, avec quelques parlementaires du Congrès étasunien, un plan précisant les actions militaires à mener pour la création de « zones tampons » en Syrie. Ce plan est destiné à permettre aux groupes mercenaires de disposer de zones « libérées » aux frontières de la Syrie et à l'intérieur de son territoire pour mener des actions de guerre mieux coordonnées vers l'intérieur du pays.

En septembre 2014, ce plan est partiellement mis en échec par l'armée syrienne, mais trouve un début d'application avec l'occupation de zones à la frontière turco-syrienne et sur la frontière syro-irakienne par les mercenaires de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Selon une source proche du renseignement turc, il aurait « *en janvier et février 2012, fait de nombreux déplacements entre la Turquie, Chypre et Israël pour rencontrer des membres de l'opposition* ». Il rencontre également Riad al-Asaad, alors l'un des dirigeants de l'ASL. Par ailleurs, selon Issam, un contact proche du renseignement libanais, il serait « *venu discrètement au Liban et a eu plusieurs réunions avec Ahmad el-Hariri, le Secrétaire général du Courant du futur* (NdA : Al-Moustakbal), *Fouad Siniora* (NdA : ancien ministre des Finances et ancien président du Conseil du gouvernement libanais et, surtout, l'un des dirigeants du groupe du milliardaire Hariri) *et avec plusieurs membres de groupes d'opposants qu'il a rencontrés à Akkar et Tripoli* ». Farid al-Ghadiri est l'un des principaux activistes pro-sionistes auprès des groupes de l'« opposition » anti-syrienne.

Adnan al-Arour ?

Né à Hama en 1948, il est l'un des religieux qui appellent publiquement au meurtre contre tous ceux qui ne partagent pas sa vision du monde, musulmans compris. Il a obtenu le diplôme d'aptitude à l'enseignement primaire et fut nommé enseignant dans la ville d'Alep. Il y reste deux années, puis quitte l'enseignement pour s'engager dans l'armée, où il pense pouvoir exercer ses véritables talents. Parvenu au grade de premier lieutenant, il en aurait été exclu pour homosexualité.

Il passe du sabre au goupillon, délaissant les plaisirs de la chair et du canon pour entrer en religion et s'acoquine avec les Frères musulmans. En 1973, il quitte la Syrie pour l'Arabie saoudite, où il travaille comme menuisier. Installé à Riyad, il reprend ses études dans l'Université du roi Fahd, où il obtient un diplôme de charia (droit islamique).

Il s'engage dans le takfirisme, courant sunnite radical qui prône l'inquisition contre tous les courants religieux non sunnites. Il intervient régulièrement sur les chaînes de télévision saoudienne *Al-Safa* et koweïtienne *Al-Wissal TV*, et tient des discours qui attisent à la haine confessionnelle en Syrie. Depuis la chaîne saoudienne *Al-Safa*, il exhorte les jeunes sunnites à aller égorger les hérétiques chiites et alaouites, et à *« s'occuper de leurs filles entre 14 et 16 ans »*. De *Al-Wissal TV*, sur laquelle il anime, à partir de 2006, une émission religieuse, il les exhorte d'aller *« hacher les alaouites »* et de *« donner leur chair aux chiens »* en cas d'insoumission au califat.

Les appels au meurtre de ce prédicateur de l'« opposition modérée » proche du Front al-Nosra lui ont valu de voir son nom décorer les poubelles de nombreuses villes syriennes. Pour autant, la Commission d'enquête internationale de l'ONU sur la République arabe syrienne a donné un accord tacite à ce prêcheur de la mort afin qu'il poursuive ses appels au meurtre depuis son refuge d'Arabie saoudite. Ainsi, selon le rapport du 15 janvier 2013 de la Commission d'enquête internationale de l'ONU sur la République arabe syrienne, les « fatwas takfiris » prononcées en dehors de la Syrie ne constituent pas une violation du Droit international humanitaire (DIH) et du Droit international des droits de l'homme (DIDH)[180] !

Bahar Kimyongür, journaliste, écrivain et militant progressiste d'origine turco-syrien, entendu par cette commission, a protesté vigoureusement contre cette *« conclusion choquante »* :

---

180. *Commission d'enquête sur la République arabe syrienne*, ONU, 15 janvier 2013, p. 37.

« Primo, alors que la plupart des États occidentaux poursuivent et condamnent juridiquement l'expression de propos racistes, l'incitation à la haine raciale ou l'incitation, même indirecte, au terrorisme, y compris dans le cas de légitime défense de la part de peuples colonisés, vous prônez l'impunité envers des télécoranistes basés en Arabie saoudite qui donnent l'ordre d'exterminer tous les alaouites de Syrie. Secundo, de nombreux djihadistes actifs en Syrie se réfèrent précisément à ces « fatwas takfiris » pour fusiller, décapiter ou dépecer les alaouites. De l'aveu même des combattants djihadistes, leurs chefs sont des « émirs » ou des « cheikhs ». Si vous remontez la chaîne de commandement des unités djihadistes, vous tomberez très souvent sur des commandants religieux, et même sur des télécoranistes aussi populaires qu'Adnane Arour[181]. »

En octobre 2012, Adnan al-Arour est à Idlib avec les commandants de l'ASL**[182] pour prononcer le discours inaugural du « Commandement central des conseils révolutionnaires syriens » créé dans le Djebel Zawiya, au nord de la Syrie. Ce partenaire de l'organisation armée des « modérés » élyséens a fait quelques émules, tel le cheikh Abdel-Salam Harba, chef militaire et spirituel de l'ASL, surnommé le « Arour d'Homs ». Ce dernier a donné un prêche le vendredi 28 septembre 2012 dans une mosquée de la ville de Al-Qusayr (NdA : ville située à une quarantaine de kilomètres de Homs, non loin de la frontière du Liban), dans lequel il appelle à égorger tous ceux qui ne soutiennent pas l'ASL : *« En ce vendredi*

181. Note de Bahar Kimyongür à l'attention de M. Paulo Pinhero, Mme Carla del Ponte et Mme Karen Koning Abu Zayd, membres de la Commission d'enquête internationale sur la République arabe syrienne, *Les omissions de la Commission d'enquête internationale de l'ONU sur la Syrie*, Genève, 8 mars 2013. www silviacattori.net

182. Voir *56 – Tome 2*, rubrique « Documents ».

de l'unification de l'ASL, si vous n'êtes pas avec nous, vous serez égorgés devant les égouts ! ».

Al-Qusayr est la ville où vivait la plus forte communauté grecque catholique du pays, soit près de 10 000 personnes. Cette agglomération fut mise à feu et à sang par Abdel-Salam Harba, et des centaines de civils furent massacrés par ses groupes, qui sont parmi les plus meurtriers de l'ASL. Abdel-Salam Harba est également un proche d'un autre « modéré » élyséen, Farouq Tayfour, numéro deux des Frères musulmans au sein du CNS, en contact avec la famille libanaise Hariri et des takfirites libanais de Tripoli. Tous ces individus qui appellent au meurtre et planifient des assassinats contre les « hérétiques », comme le firent les catholiques du XII[e] siècle lors de l'Inquisition, ont partie liée avec la Coalition anti-syrienne, l'ASL et ses groupes de tueurs.

Fahad al-Masri ?[183]**

Fahad al-Masri, porte-parole de l'ASL, est régulièrement invité dans les médias français. Il ne se contente pas d'y diffuser des contre-vérités dans un discours de propagande anti-syrien. En effet, Al-Masri se félicite également des crimes de ses « employeurs », allant même jusqu'à annoncer leurs attentats sans que personne ne trouve à y redire.

Ainsi, le 18 juillet 2012, plusieurs hauts responsables syriens, dont le général Daoud Rajha, ministre de la Défense, et Assef Chawkat, son vice-ministre, ont péri dans l'explosion d'une ceinture de charges explosives actionnée par un garde du corps recruté par l'ASL. Le ministre de l'Intérieur, Mohammad Ibrahim al-Chaar, ainsi que le chef des renseignements, Hicham Bekhtyar, figuraient également parmi les nombreux blessés. Fahal al-Masri a alors déclaré que cet attentat était ***« une opération de qualité** menée à l'intérieur de la salle de réunion de l'immeuble de la sécurité nationale* ». Et d'ajouter que ***« l'opération de ce mercredi est la***

183. Voir *56 – Tome 2*, rubrique « Documents ».

première d'une série, qui sera perpétrée dans les jours qui viennent, dans toutes les villes de Syrie »[184]. Présenté par France Inter comme *« journaliste, conseiller politique et médiatique du rassemblement de la communauté syrienne à l'étranger* »[185], cet individu qui parle au nom des Syriens de l'étranger, dont la plupart ne le connaissent même pas, n'en finit pas de prédire la chute du gouvernement dans les *« jours ou les semaines qui viennent » : « Les jours de Bachar el-Assad sont comptés, c'est une question de quelques jours ou peut être de quelques semaines maximum (...) Cet attentat est une des premières opérations de qualité de l'Armée syrienne libre à Damas. Dans les heures qui viennent, et les jours qui viennent, des dizaines d'opérations de qualité seront réalisées (...) »* déclare-t-il alors qu'il est interviewé en juillet 2012 par David Muntaner pour *Arte Journal*[186].

Deux années de guerre plus tard, la bonne forme du gouvernement syrien et les victoires de la résistance populaire avec son armée contre l'agression étrangère ne laissent aucun doute sur le fait que Fahad al-Masri se soit livré à une opération de désinformation en abusant plusieurs médias français. Fahad al-Masri, qui vit à Paris, symbolise la présence en France de ce que la présidence et le gouvernement français désignent sous l'appellation d'« opposition modérée » : des criminels auxquels François Hollande a déclaré, lors d'une conférence de presse donnée à Bamako (Mali) en septembre 2013, livrer des armes « dans un cadre contrôlé »[187]. Très certainement pour d'autres « opérations de qualité »... Les attentats commis depuis en

---

184. *Syrie : « L'attentat de Damas est le premier d'une série »* par Armin Arefi, Le Point.fr, 18 juillet 2012. Les mêmes propos ont été tenus par Fahad al-Masri.

185. Stéphane Paoli sur France Inter lors de son émission intitulée *La Syrie et le refus de la misère*, dimanche 16 octobre 2011.

186. *Syrie : « Les heures de Bachar el-Assad sont comptées... »*, interview de Fahad al-Masri par David Muntaner, Arte journal, 20 juillet 2012.

187. Conférence de presse de François Hollande à Bamako, jeudi 19 septembre 2013.

France par des individus de la même mouvance idéologique que celle que représente Fahad al-Masri, doivent-ils être également considérés comme *« des opérations de qualité »* ?

Omar Mohamad Mounib Edlebi ?

Né à Homs en 1970, ce diplômé de droit de l'Université de Damas a été membre du comité de la « Déclaration de Damas », puis membre du CNS. En mai 2012, il devient le porte-parole officiel des « comités de coordination locaux » à l'étranger. Selon une source policière libanaise, il serait *« un proche des mouvements takfiristes et de la famille Hariri »*. Ce contact m'indique qu'il serait également *« mêlé à un groupe qui organise la contrebande d'armes avec des réseaux israéliens à travers le Liban et l'Égypte vers la Syrie (...) Notre armée* (NdA : l'armée libanaise) *a démantelé plusieurs de ces réseaux depuis le début de l'année 2012, mais n'a pu arrêter tous les djihadistes qui passaient notre frontière, parfois avec le soutien d'agents israéliens. Le Hezbollah, qui a un service de renseignement bien implanté dans ces secteurs, nous a permis de remonter les filières de plusieurs trafiquants. Certains d'entre eux ont été en contact avec deux individus, l'un qui se fait appeler « cheikh Bilal al-Masri », l'autre « cheikh Ahmad Assir ». Ces petits groupes sunnites sont à l'origine des attentats qui ont tué une centaine de personnes et fait plusieurs centaines de blessés dans la banlieue sud de Beyrouth et à Tripoli au mois d'août de l'année dernière* (NdA : août 2013). *Ils n'hésitent pas à tuer d'autres musulmans par des attentats suicides pour essayer d'opposer les populations entre elles »*.

Au mois de juin 2012, Mohamad Mounib Edlebi assiste Nizar al-Heraki, qui dirige la représentation de la Coalition à Doha (Qatar), les Qataris ayant remis à l'« opposition » les locaux de l'ambassade de la République arabe syrienne. À la mi-juillet suivant, il aurait *« rencontré l'ambassadeur de France* (NdA : au Liban) *à l'Hôpital Dar Alshifaa, à Tripoli, lors d'une visite aux camps des réfugiés syriens »*.

Mohamed Riad Shakfa ?

Surnommé Abou Hazem, cet ingénieur du génie civil est né à Hama en 1944. Informateur, puis Surveillant général de la confrérie des Frères musulmans, il est membre du bureau politique de la Coalition, membre dirigeant du Front de salut national, membre du Mouvement pour la justice et la construction. En 1983, il dirige des opérations militaires contre l'armée syrienne au Liban. En 1995, il est responsable de l'organisation militaire du camp d'entraînement d'Al-Qaïda à Bagdad (Irak), où il est spécialisé dans le maniement des explosifs et des armes légères. En 1997, il visite Israël dans le cadre d'une délégation des Frères musulmans.

Une source liée au renseignement turc me précise que, quelques années après ses rencontres avec des dirigeants israéliens, *« en 2002, il sera même l'un des responsables des camps d'entraînement des groupes qui réalisent des attentats et des sabotages en Syrie et dans la région »*. Un peu plus tard, *« en 2008, lorsque les Frères musulmans mettront en place leur nouvelle direction au Yémen, il en sera le principal dirigeant et responsable sécurité »*. Cette même année 2008, des modifications interviennent dans les orientations politiques des Frères musulmans de Hama, dont il fait partie. Ceux-ci décident une nouvelle stratégie afin de recruter et gagner des gens d'Edleb, région du nord-ouest de la Syrie proche de la frontière turque. Mon interlocuteur rappelle qu'*« Hama est un lieu symbolique pour les Frères musulmans, puisque c'est dans cette ville qu'ils ont tenté d'assassiner le président Hafez el-Assad en 1980, puis de lancer un coup d'État en février 1982 »*.

Riad Shakfa participe aussi au Conseil consultatif (Majles Choura) des Frères musulmans en Turquie, mais son remplacement par Al-Bayanouni est alors envisagé. Selon la même source turque, *« le 15 avril 2011, Riad Shakfa a rencontré Jeffry Feltmann à Istanbul, avec un petit groupe d'Américains et des proches du Premier ministre* (NdA : à l'époque Recep Tayyip Erdogan). *Lors de cette réunion, ils ont discuté de la situation en Syrie »*.

Jeffrey Feltman ? C'est le « monsieur islam » du président Obama. Ce conservateur proche des milieux sionistes a en charge le soutien aux groupes islamistes sunnites et leur instrumentalisation politique aux fins de les utiliser contre n'importe quel régime du Moyen-Orient, pays du Golfe compris. Alors qu'il est sous-secrétaire des Nations Unies pour les questions politiques, Feltmann conserve ses prérogatives d'ancien assistant de Sous-secrétaire d'État pour le Proche-Orient et contribue à la préparation d'actions contre la République arabe syrienne. Feltman a passé la majorité de sa carrière sur l'Europe de l'Est et le Proche-Orient, et fut notamment en poste aux ambassades étasuniennes de Tel-Aviv et Beyrouth. Témoignant devant une commission du Sénat étasunien le 8 juin 2010, il indiquait que *« depuis 2006, notre aide totale au Liban a dépassé le milliard de dollars »*. Mais il s'agit en fait de fonds attribués à plusieurs associations et programmes étasuniens – comme l'USAID et la Middle East Partnership Initiative (MEPI) – pour contrer la popularité du Hezbollah et soutenir les milieux atlantistes au Liban. C'est donc auprès d'un « grand révolutionnaire » surtout soucieux de fragmenter la région pour mieux la contrôler et favoriser l'expansionnisme d'Israël que le Frère Shakfa va quémander de l'aide pour sa « révolution ».

Le 10 septembre 2011, Shakfa prend position contre tout partage éventuel du pouvoir des Frères musulmans avec le pouvoir syrien, rejette tout dialogue, et est l'un des signataires du communiqué n° 1 du CNS. Début mars 2012, un autre contact proche des services de renseignement turcs m'indique *« qu'il coordonne, avec d'anciens membres d'Al-Qaïda du Yémen, l'envoi de djihadistes en Syrie. Ceux-ci transitent depuis Sanaa vers Beyrouth et la Syrie, ou de Sanaa vers la Syrie via notre territoire, où ils ont pu organiser des bases* (NdA : la Turquie). *Notre gouvernement les laisse faire, pourquoi se gêneraient-ils ? ! »*.

Mais Riad Shakfa ne se contente pas de recruter des mercenaires. Il traficote aussi avec les armes. Selon une source libanaise, fin octobre 2012, *« Shakfa et Adnan Arour ont pris contact avec le libano-syrien Ayman Dandachi. Ils voulaient qu'il leur serve*

d'intermédiaire auprès de ***Samir Geagea**** *pour qu'il facilite le passage de convois d'armes vers la Syrie* ». Le 22 février 2013, Shakfa quitte la Turquie pour se rendre discrètement au Soudan du Nord. L'objectif de son voyage aurait été de « *demander aux Frères musulmans soudanais de jouer de leur influence sur le gouvernement pour qu'il change sa position de soutien à la Syrie et renvoie l'ambassadeur Syrien* ».

Mohamed el-Hage Ali ?

Né en 1954, c'est un officier déserteur. En 2008, il fut transféré du Troisième régiment pour être nommé directeur de l'École de défense nationale au sein de l'Académie militaire supérieure.

Le 9 septembre 2012, il participe au camp militaire turc d'Apaydin[188] à une réunion avec d'autres militaires déserteurs. C'est au cours de cette réunion, examinant la situation militaire sur le terrain, qu'ils auraient décidé de recourir aux attentats à la bombe comme tactique militaire dans la région de Lattaquié. Selon une source turque, « *leur plan visait à frapper la population civile par des attentats à la bombe pour la démoraliser et éviter tout affrontement direct avec les forces de l'ordre* ». Le quotidien de ce camp militaire se prête effectivement à la préparation de ce genre d'attentats terroristes. Malgré les importantes mesures de sécurité destinées à écarter du camp députés et journalistes, la courageuse journaliste turque Ayça Söylemez a réussi à interviewer Abu Hussein, un commandant de l'ASL qui dirige une section d'une cinquantaine d'hommes dans ce camp. Les propos qu'elle recueille de ce déserteur mettent bas les mensonges des dirigeants turcs.

---

188. Apaydin est un camp militaire situé dans la province méridionale du Hatay que le gouvernement turc a réservé aux militaires syriens déserteurs – la plupart membres des Frères musulmans – afin qu'ils puissent s'organiser avec le soutien de militaires turcs et de pays occidentaux.

La Turquie, base arrière des agresseurs

Selon ceux-ci, « *les informations prétendant que les rebelles syriens recevraient un entraînement dans le camp d'Apaydın, et que les Syriens en auraient le commandement, sont sans fondements* »[189]. Abu Hussein, commandant de l'ASL au sein de ce camp, se vante fièrement de tout le contraire et indique lui-même qu'« *il y a bien une formation militaire dans le camp où nous restons (…) Nous allons et venons depuis la Turquie tous les jours. Nous stationnons dans un camp de tentes juste de l'autre côté de la frontière. Nous partons nous battre le matin et nous revenons au camp vers le soir. Nous pouvons traverser la frontière sans aucune difficulté (…) La Turquie nous fournit un soutien logistique. La Turquie subvient à nos besoins en nourriture, en boissons et en médicaments. Nous recevons aussi de l'aide d'autres pays. Notre objectif actuel est de former une zone tampon à Idlib, qui est une zone près de la frontière (…) Nous sommes profondément reconnaissants au gouvernement Turc et au Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, de nous accueillir à bras ouverts* »[190]. On imagine donc mal que l'ancien officier Mohamed el-Hage Ali se soit rendu à Apaydin pour jouer au strip-poker avec ses congénères…

Concernant les camps d'entraînement en Turquie, Kemal Kiliçdaroglu, le chef du Parti républicain du peuple (CHP) – principal parti d'opposition turc – a accusé, en septembre 2012, le gouvernement turc de créer des camps illégaux abritant des réfugiés syriens et utilisés pour former des combattants de l'ASL : « *Ces camps sont utilisés pour entraîner des combattants de l'ASL à utiliser des armes en prélude à les renvoyer en Syrie pour combattre le régime (…) La présence des forces étrangères en Turquie nécessite*

---

189. Déclaration de la Présidence de la Gestion de l'Urgence et des Catastrophes du Cabinet du Premier ministre (AFAD), septembre 2012.

190. *Syrian Rebels Claim to Receive Battle Training on Turkish Border (Les rebelles syriens confirment recevoir un entraînement militaire à la frontière turque)*, par Ayça Söylemez, BIA News Center, 28 août 2012, traduit de l'anglais par Aurélien Roulland.

l'approbation du Parlement turc. Cependant, le gouvernement turc n'a pas obtenu cette permission »[191].

Mohamed el-Hage Ali fut un temps commandant général de l'ASL. Alain Rodier, ancien officier supérieur au sein des services de renseignement français, spécialiste du terrorisme et de la criminalité organisée et intervenant du Centre français de recherches sur le renseignement (CF2R), indique qu'à « *la demande de Riyad et de Doha, l'ASL a écarté, en décembre 2012, tous les officiers qui sont jugés hostiles aux Frères musulmans, comme le colonel Riyad al-Assad, pourtant membre fondateur de cette organisation, ou les généraux Mohamed el-Hage Ali et Mustapha al-Shiekh* »[192]. Pour ceux qui en doutaient, l'ASL est bien une organisation qui n'a rien de syrien et dont la direction dépend du Qatar. Ce qui n'empêche pas l'ASL d'accueillir dans ses rangs d'anciens membres d'Al-Qaïda venus de l'étranger. Un autre témoignage que rapporte la journaliste Ayça Söylemez en témoigne. Extrait :

> « Haitham Qdemathi, un citoyen américain d'origine syrienne se présentant lui-même comme l'un des leaders politiques de l'Armée syrienne libre (ASL), a déclaré qu'ils étaient reconnaissants, pour les contributions au mouvement rebelle, à la fois au gouvernement Turc et aux combattants étrangers, tels que les militants Al-Qaïda. Nous avons rencontré Qdemathi vers le soir, dans un lieu situé juste en face du passage frontalier de Cilvegözü, dans la province méridionale du Hatay. Il a expliqué être résident américain depuis 30 ans, mais être retourné dans la région suite à l'installation de l'ASL. Qdemathi a affirmé qu'il ne parlait pas couramment arabe, il s'est donc exprimé en anglais (...) Il y a des militants Al-Qaïda au sein des Forces Syriennes Libres venant de différents

---

191. Conférence de presse de Kemal Kiliçdaroglu, secrétaire général du CHP, Ankara, 6 septembre 2012.

192. *Syrie : Le Front al-Nusrah à la manœuvre*, note d'actualité n° 293, Cf2R, 14 décembre 2012.

contextes, incluant le Yémen, le Qatar, l'Afghanistan et le Liban, selon certaines sources. Il est un fait que plusieurs citoyens turcs soupçonnés d'être des membres d'Al-Qaïda ont aussi perdu la vie dans le conflit syrien. *« Je suis conscient de la présence de certains membres d'Al-Qaïda venus de l'extérieur de la Syrie au sein des Forces Syriennes Libres. Je n'ai cependant jamais rencontré aucun d'entre eux. Néanmoins, nous leur sommes reconnaissants de combattre dans nos rangs »*, a-t-il répondu lorsque nous évoquions ces allégations »[193].

Le camp militaire d'Apaydin ? Un vrai retranchement d'« opposants modérés » armés par la présidence française…

Mohamed Farouk Tayfour ?[194]

Quel est ce dirigeant de l'« opposition modérée » que la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale reçoit en juillet 2013 à Paris ?

Né en 1941 à Hama, architecte diplômé de l'Université d'Alep, propriétaire de la société de construction et de commerce *Al Raed* en Jordanie, Tayfour est membre dirigeant de la confrérie des Frères musulmans (courant Adnan Saad Eddin), membre du comité exécutif du Front de salut national, représentant de la Coalition anti-syrienne en Jordanie et membre du CNS.

Son activité de criminel débute en 1986, alors qu'il est responsable de la formation, de l'entraînement et du financement de groupes terroristes des Frères musulmans qui lancent une vague d'attentats en Syrie. L'année suivante, il est responsable financier de « Centre du Vendredi », siège de la direction militaire des Frères musulmans situé à Bagdad (Irak) dans le quartier Al-Chorta. Il continue son travail d'organisateur

---

193. *« Syrian Rebels Working in Colaboration with Turkey » (« Les rebelles syriens travaillent en collaboration avec la Turquie »)*, par Ayça Söylemez, BIA News Center, 28 août 2012, traduit de l'anglais par Aurélien Roulland.

194. Voir *56 – Tome 2*, rubrique « Documents ».

de groupes des Frères musulmans et devient, en juillet 1998, responsable de la propagande et du renseignement de la confrérie. Ce poste lui permet de rencontrer de nombreux dirigeants de partis politiques et journalistes jordaniens pour mener une campagne médiatique contre la Syrie.

Le 3 mai 2006, il prend contact avec « l'Alliance du 14 mars », qui regroupe au Liban les forces anti-syriennes, dont les Frères musulmans. Puis, le 10 avril 2007, il assiste à une réunion que tiennent les Frères musulmans en Turquie. Le 8 juillet suivant, il est chargé par Al-Bayanouni, dirigeant de la branche syrienne des Frères musulmans, de la création en Jordanie d'une « commission d'aide à la Syrie ». Cette structure a pour rôle de collecter des fonds aux fins de recruter et former des réseaux en Syrie. Le 4 septembre, il rencontre Yasin Najib Al-Ghadban membre du Front de salut national. Ce dernier, né en 1962 dans la ville d'Al Tall, sur les hauteurs de Damas, réside et travaille aux États-Unis. Il est membre de quelques organisations, mais a surtout joué un rôle actif dans le lancement du CNS. Nouvelle rencontre le 27 avril 2008, en Belgique cette fois, avec les Frères musulmans et des éléments kurdes pour discuter de la situation en Syrie. Puis, le 7 mai, il assiste à une réunion organisée par Abd el-Halim Khaddam à l'hôtel Conrad de Bruxelles.

Le 3 septembre 2008, les services de renseignement jordaniens et saoudiens contactent des membres de l'« opposition » syrienne à l'étranger, dont Tayfour. Ils cherchent à les convaincre d'organiser en Jordanie une plate-forme d'assaut à partir de laquelle ils pourraient développer leurs actions contre la République arabe syrienne. On retrouve ensuite Tayfour en octobre 2010, en charge de la direction des sections des Frères musulmans au Soudan, au Yémen et en Irak (à Bagdad). Le 9 mars 2011, dans le cadre de leur planification de « la journée de la colère » prévue pour le 12 ou le 15 mars 2011, des petits groupes de mercenaires recrutés par les Frères musulmans commencent à affluer de Turquie, du Liban et de Jordanie pour s'infiltrer dans les manifestations et y déclencher des troubles.

Selon certaines informations, c'est à la fin 2011 que le Front al-Nosra a été fondé en Turquie, par le commandement des Frères musulmans syriens, et en particulier par Farouk Tayfour qui en est alors le vice-secrétaire général. *Le Canard Enchaîné* précise à l'époque que *le Front Al-Nosra est encadré par des officiers français,* étasuniens, qataris et turcs. Cette information sera également confirmée par une source algérienne[195].

Le 21 janvier 2012, il fait partie d'une délégation du CNS au Caire, où il rencontre le Secrétaire général de la Ligue Arabe. Il demande d'assister à ces réunions et à la commission d'initiative arabe. La même année, selon une source qui était proche de la direction du CNS que je rencontre au Maroc, il aurait *« reçu du Qatar, en coordination avec l'Arabie saoudite, une somme de 15 millions de dollars pour payer les soldes des combattants et acheter des armes »*. Si mon interlocuteur, qui a quitté le CNS mais reste toujours dans la proximité de certains groupes, ne peut prendre le risque de me transmettre les copies des documents bancaires et correspondances attestant de ces financements, d'autres informations font apparaître que des cargaisons d'armes, mais également d'équipements, de matériels et des véhicules, ont été livrés aux groupes mercenaires dans cette même période.

Les « *bonnes mains* » de François Hollande

C'est ainsi, selon ce contact au sein de l'« opposition », qu'une importante cargaison d'armes, parmi lesquelles *« des missiles sol-air fabriqués aux États-Unis, a été distribuée dans les montagnes moyennes de Jabal Azzawyeh* (région d'Edleb). *Une partie de ces armes venait d'Arabie saoudite. Ce sont surtout des agents de la CIA qui coordonnent les livraisons d'armes et de munitions aux troupes de l'ASL et aux groupes qu'ils ont choisis. Les Américains n'avaient pas confiance dans l'ASL et voulaient constituer des groupes qu'ils contrôleraient complètement. Les chefs des groupes se disputaient entre*

195. *Plus de 65 000 mercenaires combattent en Syrie*, par Omar Khdir et Tarek Farhat, Algérie1.com, 13 janvier 2013.

eux pour figurer sur la liste des Américains (...) Ils voulaient des armes pour leurs groupes, mais, aussi, pour en revendre des stocks par la contrebande. Ils en tirent d'importantes sommes d'argent. Plusieurs de ces chefs s'enrichissent de cette manière. Mais c'était surtout des chefs de groupes envoyés par Mohammad al-Joulani (NdA : l'un des dirigeants du Front al-Nosra) *qui recevaient les plus grosses quantités d'armes et de matériels* ».

Observons au passage que si le Front al-Nosra a été classé comme « terroriste » par les autorités étasuniennes, des agents de la CIA ne se privent pas, sur le terrain des opérations, d'armer en sous-main les groupes de sa mouvance. Par contre, une fois les armes livrées aux chefs de bandes venus faire allégeance, la contrebande qui s'organise échappe totalement aux agents étasuniens, anglais et français. Celle-ci est assurée ensuite par des intermédiaires clandestins qui *« sont pratiquement tous des Frères musulmans, car ils étaient les mieux organisés »*. Dans une enquête documentée, les journalistes Omar Khidr et Tarek Farhat indiquent que l'essentiel des armes, *« lance-roquettes, missiles anti-chars, kalachnikovs, mitrailleuses lourdes, mortiers – sont achetées sur le marché noir en Libye, Bulgarie, Bosnie, Liban, Tchéquie, Irak, Turquie. Tous les stocks ont été vidés par les achats massifs réalisés avec l'argent du Qatar et de l'Arabie saoudite. Ce dernier pays commande des armes en Ukraine, et elles sont fabriquées par la compagnie ukrainienne Dastan pour le compte des mercenaires via le territoire turc. L'Arabie saoudite et le Qatar achètent aussi des armes fabriquées en Égypte par Sakr Factory for Development Industries (AOI), qui est une usine spécialisée dans la production de roquettes et d'obus d'artillerie. Les Occidentaux fournissent différents types d'armes – comme l'Anti-Material Rifle –, des gilets pare-balles, des moyens de communication et des équipements à visée nocturne, et hésitent à fournir des armes offensives, comme les missiles anti-aériens. Cependant, les mercenaires islamistes utilisent des missiles anti-aériens portables SA-24 Grinch, de fabrication russe, provenant des stocks libyens »*[196].

---

196. *Ibid.* 195.

Toujours en 2012, Tayfour est pressenti comme ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de transition de l'« opposition » que la Coalition ne parvient toujours pas à constituer. Mon contact proche de la Coalition me précise que le 28 février 2012, *« le Bureau exécutif de l'organisation a décidé la formation d'un bureau militaire consultatif. Mohammad Farouk Tayfour en a été l'un des membres. Comme il y a beaucoup de groupes très différents qui viennent pour faire la guerre, les choses se font un peu n'importe comment. Les dirigeants* (NdA : du CNS) *ont pensé que le bureau militaire allait permettre de coordonner les groupes. Mais cela était très difficile, car tous n'ont pas les mêmes objectifs et viennent de plusieurs pays. Ce bureau militaire avait pour fonction d'étudier les besoins en hommes et en armes pour les opérations, les moyens de les financer et, surtout, de les organiser. Les dirigeants ne voulaient pas apparaître avec certains des chefs des groupes qui étaient souvent très radicaux. Mais comme ils ont besoin d'eux pour faire des opérations militaires en Syrie, le bureau militaire avait décidé de les diriger vers d'autres groupes, comme Jobhat An Nosra ».*

Peu après, le 12 mars 2012, l'ancienne organisation d'Al-Qaïda du Yémen – où se trouvait justement Tayfour à la fin 2010… –, reconstituée par quelques-uns de ses anciens membres, est en état de mobilisation extrême pour soutenir le « peuple de Sham » (Syrie) et en passe d'envoyer des combattants en Syrie, via Beyrouth (Liban) ou la Turquie. Selon une information recueillie auprès de Turan, un proche des services de renseignement turcs que je rencontre en Espagne en février 2014, *« les contacts de ces groupes pour cette opération étaient Riyad Chakfeh et Farouk Tayfour, l'un des dirigeants des Frères musulmans syriens. Ce sont eux qui ont en charge le passage des djihadistes. Plusieurs milliers d'entre eux transitent en petits groupes par nos frontières, en plusieurs endroits. Le poste de Kassab est l'un de leurs principaux points de passage ».*

L'information de mon contact sera confirmée par des faits une quinzaine de jours plus tard : le 21 mars suivant notre entretien, de violents affrontements éclatent au poste-frontière de Kassab. L'armée turque couvre elle-même l'entrée en République arabe syrienne de centaines de mercenaires étrangers recrutés par le

Front al-Nosra et l'Armée de l'Islam, groupe financé par l'Arabie saoudite. Le représentant permanent de la République arabe syrienne aux Nations Unies, Bachar Jaafari, adresse alors une lettre au Secrétaire général de l'ONU et à la présidente du Conseil de sécurité pour dénoncer le soutien de l'armée turque à ces groupes terroristes et la violation du droit international par le gouvernement turc. Les dirigeants français couvrant du vocable d'« opposition modérée » des groupes qui relèvent de la grande criminalité, voyons quels éléments supplémentaires permettent d'affirmer *avec certitude* que le Frère Farouk Tayfour, reçu en grandes pompes au cœur du pouvoir politique français, est lui-même très impliqué avec des groupes terroristes.

Des terroristes à l'Assemblée nationale

Une très intéressante étude réalisée par l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme[197], présidé par le Docteur Haytham Manna, donne des éléments sur la vraie personnalité de Mohammed Farouk Tayfour qui complètent ceux rapportés par mon enquête. S'y ajoutent les relations qu'il entretient avec des groupes criminels, dont des dirigeants de l'État islamique en Irak et au Levant.

Rappelons d'abord que Farouk Tayfour sera reçu très officiellement le 23 juillet 2013 comme dirigeant de l'« opposition » qualifiée de « modérée » par les dirigeants français. Qui invite et reçoit cet « opposant modéré » ? La Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et sa présidente, Élisabeth Guigou (PS). Qui l'accompagne ? Hamed al-Jarba, président de la Coalition nationale syrienne, le déserteur et criminel Selim Idriss, chef d'état-major de l'ASL, Suheir Atassi,

197. *Les Frères musulmans en Syrie et les organisations takfiristes*, chapitre IV « Les relations entre les Frères musulmans et Al-Qaïda et les organisations sœurs », Institut Scandinave des Droits de l'Homme, Genève, septembre 2014.

vice-présidente de la Coalition, Monzer Makhous, ambassadeur de la Coalition en France et membre du bureau politique de la Coalition, Burhan Ghalioun, membre de la Coalition, ancien président du Conseil national syrien, et l'inévitable Michel Kilo, membre du bureau politique de la Coalition. Lire les questions des députés à ces criminels en puissance et les réponses qu'ils y reçoivent donne une idée du niveau des connaissances de ces élus sur le conflit qui endeuille la Syrie[198].

Cette importante étude, adaptée en français par le journaliste et écrivain René Naba, spécialiste du Moyen-Orient, et passée sous silence par la quasi-totalité des médias, confirme les informations recueillies auprès de plusieurs contacts de différentes sources sur cet individu et ses activités. En citer plusieurs extraits permet à la fois de mieux cerner la duplicité du Frère Tayfour, défenseur des Droits de l'Homme au Palais Bourbon et collaborateur de groupes terroristes en Syrie, et de constater qu'Élisabeth Guigou et les députés présents à cette réunion n'ont rien fait d'autre que de dialoguer avec – et pour certains féliciter – des criminels. Extraits de l'étude de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme :

> « Les Frères musulmans (NdA : désignés par les initiales FM dans ce rapport) syriens accueillaient dans leurs rangs les combattants étrangers venus des pays étrangers, puis les orientaient vers Jobhat An Nosra (NdA : également orthographié Jabat al-Nosra ou nommé Front al-Nosra) et consœurs pour dégager leur responsabilité des opérations-suicides programmées et revendiquées par ces organisations, sans pour autant condamner ces opérations, sans jamais condamner les tirs de saturations (bombardements aveugles) auxquelles elles se livraient à l'encontre des populations civiles.

198. Assemblée nationale, Commission des affaires étrangères, mardi 23 juillet 2013, séance de 17 heures 30, compte rendu n° 82, Mme Élisabeth Guigou, Présidente.

Un fait notable : Riyad Al Chafaka, le contrôleur général de la confrérie pour la Syrie, et son adjoint, Mohamad Farouk Tayfour, ont protesté contre la décision de l'administration américaine d'inscrire Jobhat An Nosra sur la liste des organisations terroristes, au prétexte que *« toute arme contre le régime syrien est sacrée »*, alors même que Jobhat An Nosra avait fait acte d'allégeance à Ayman al Zawahiri, le successeur de Ben Laden, dans une proclamation parue sur son premier site électronique, alors même que Abou Mohammad Al Joulani, le chef de Jobhat An Nosra, avait reçu son commandement de Baghdadi en personne (NdA : le chef de l'EIIL appelé aussi État islamique ou Daech), en Irak.

(…)

Achraf Moqdad, un opposant syrien, soutient qu'Ahmad Ramadan, un des dirigeants de la confrérie, a facilité l'admission de Jobhat Al Oumma, une émanation d'Al-Qaïda, au sein du Front des Révolutionnaires Syriens, où elle était représentée par son chef, Abou Hammam.

(…)

Sur la foi d'un rapport secret de l'Armée syrienne libre (ASL), une rencontre secrète s'est tenue le 27 novembre 2013 à Gaziantep (Turquie) entre des représentants des FM de Syrie, des dirigeants de Daech, en présence d'un responsable des renseignements militaires turcs, pour envisager une coordination entre ces deux formations combattantes syriennes.

(…)

Un indice complémentaire de l'interactivité complexe entre les FM de Syrie et Al-Qaïda est la présence de Ali Al Ahmad, dissident des FM, puis réintégré au sein de la structure. Propriétaire du site arabophone « souriyoun.net », il se revendique de la tendance d'Abou Bassir Al Tartoussy, l'idéologue d'Al-Qaïda, un proche d'Abdallah Al Tantawi, le président de la Ligue des intellectuels du Levant et membre de la confrérie.

Très proche par ailleurs d'Adnane Saad Eddin, le précédent contrôleur général des FM de Syrie dans la décennie 1980, coïncidant avec la révolte de Hama en 1982, Abou Bassir at Tartoussy est, par ailleurs, proche de Rached Ghannouchi. (NdA : il s'agit bien du dirigeant de la branche tunisienne des Frères musulmans recherché par Interpol dans les années 1990-2011 pour *« association à une organisation extrémiste de terroristes »*).

Le chef du parti An Nahda (NdA : également orthographié Ennahda) (Tunisie) avait en effet noué des relations d'amitié avec le groupe des FM de Syrie du temps de leur exil commun à Londres, notamment Saddredine Bayanouni, Ahmad Ramadan, Obeida Nahhas et Walid Safour. Le groupe coopérait en outre avec Ibrahim Mounir, adjoint au contrôleur général des FM d'Égypte.

(...)

Dernier, et non le moindre, des indices, selon le témoignage de précédents responsables au sein de l'État-major de l'opposition, Mohammad Farouk Tayfour, l'homme fort des FM de Syrie, est lié par des liens familiaux avec Chaker Absi, via Yasser Inad, le gendre du chef du Fateh al Islam (...) Yasser Inad, le gendre, est ministre de la Défense de la Coalition. »[199]

Pour ceux qui douteraient encore du caractère criminel de ces membres de l'« opposition modérée » reçus à l'Assemblée nationale, et à l'Élysée pour certains d'entre eux, le rapport de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme comprend également deux listes d'actions commises en commun par les Frères musulmans avec d'autres groupes takfiristes : le chapitre VI de l'étude s'intitule *« Recensement des opérations*

---

199. Extrait de *Les Frères musulmans en Syrie et les organisations takfiristes,* Rapport de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme, Genève, septembre 2014, adapté et diffusé par www renenaba.com, site En point de mire.

conjointes entre des formations relevant de la mouvance des FM syriens et les formations djihadistes takfiristes », et le suivant « *Liste des opérations conjointes impliquant Jobhat An Nosra, des bataillons du Front islamique, des Frères musulmans et de l'Armée syrienne libre (ASL)* ». Ce ne sont pas les agents de la DGSE envoyés sur place par l'Élysée pour armer et former plusieurs de ces groupes combattants qui pourront démentir ces faits…

Pour autant, malgré le soutien des dirigeants français – soutien politique, diplomatique, financier et militaire –, ces groupes de mercenaires vont connaître de sérieux revers. Après trois années de combats, les avancées de l'armée syrienne ont fait perdre aux milliers de mercenaires surarmés qui transitent par la Turquie et la Jordanie une partie des zones qu'ils contrôlaient en territoire syrien.

Le gouvernement turc responsable de la poursuite de la guerre

Par ailleurs, dans les forces de l'ordre comme dans l'armée et le renseignement turc, de plus en plus de responsables ne partagent pas la politique du gouvernement islamo-atlantiste du Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdogan, et ne s'en cachent plus en privé lorsque je rencontre quelques uns d'entre eux :

« Quels que soient nos différends politiques avec Damas, nous n'avons pas vocation à accueillir chez nous des groupes dont les activités criminelles sont connues. De très nombreux petits groupes arrivent d'Asie centrale ou de pays du Maghreb, surtout du Maroc, de Tunisie et de Libye. Ils s'installent dans quelques grandes villes ou dans des agglomérations proches de la frontière syrienne. Beaucoup de ces individus sont en contact avec des groupes extrémistes religieux ou des filières de trafiquants (…) Notre pays est membre de l'OTAN, mais nous constatons que le gouvernement tolère sur notre territoire les bases arrière des djihadistes venus de plusieurs pays et ne donne aucune consigne pour arrêter leurs activités, bien au

contraire. Si nos dirigeants avaient eu la volonté de protéger le pays de ces activistes, il n'y avait bien sûr aucun problème pour que nos services mettent un terme à leurs activités. Non seulement ils laissent faire, mais des agents de services étrangers, américains mais aussi anglais, français et d'autres, leur apportent des aides multiples sur notre propre sol (...) Cette politique s'oppose à notre mission de protection des frontières et favorise l'insécurité dans tout le pays. Ce laisser-faire et ces encouragements ont fragilisé notre lutte anti-terroriste, car nos frontières sont toutes devenues poreuses (…) Aujourd'hui, des éléments responsables d'actions terroristes en Syrie et en Irak circulent librement chez nous, ce qui leur était impossible avant (...) Ils louent des luxueuses villas dans les beaux quartiers d'Ankara ou d'Istanbul pour y installer leurs bureaux. De là, ils organisent leurs opérations, les passages par nos frontières et leurs trafics (...) Ils reçoivent un soutien important avec des camps de l'armée que le gouvernement a mis à leur disposition. Ils s'y retrouvent, avec d'autres, pour recevoir des formations à la guérilla urbaine, au maniement des armes et des explosifs (...) Les membres de notre haute direction qui couvrent ces groupes portent une lourde responsabilité dans l'extension de cette guerre » me dit Turan[200] qui travaille dans la proximité du renseignement turc.

Mais ce n'est pas tout. Selon Turan, *« le gouvernement a fait livrer des quantités importantes d'armes à ces groupes. C'est Hakan Fidan, le directeur du MIT* (NdA : l'organisation nationale du renseignement turc) *qui couvre ces opérations. Il a toujours été proche d'Erdogan. Au début du mois de janvier* (NdA : 2014), *un camion plein d'armes et de munitions qui se dirigeait vers la frontière syrienne a été arrêté par la police et la gendarmerie et ses occupants arrêtés. Mais, le procureur a donné l'ordre de laisser passer le camion et*

200. Pseudonyme donné à mon contact afin de préserver son anonymat. Entretiens à Murcia (San Javier), Espagne, février 2014.

de remettre ses occupants en liberté. Ils étaient tous membres de notre service de renseignement. Et il y en a eu d'autres ».

Turan estime que *« la situation en Turquie est devenue très difficile. Toutes ces opérations s'ajoutent à des affaires de corruption importantes dans lesquelles vous trouvez des membres de l'AKP* (NdA : le parti islamo-atlantiste au pouvoir depuis mars 2003). *Au mois de décembre, le propre fils d'Erdogan, mais aussi plusieurs ministres et six députés de l'AKP, ont dû démissionner. Tout ce qui symbolise la laïcité qui faisait la fierté de notre pays est attaqué par le pouvoir »*. La place des femmes dans la société est remise en cause au nom du Coran ; l'armée, qui a toujours défendu les valeurs de la laïcité, a vu plus d'une centaine de ses officiers arrêtés ; des étudiants, des intellectuels, des dizaines de journalistes sont en prison sans motifs réels, ou simplement parce qu'ils ont dénoncé la corruption ou le soutien du gouvernement à des groupes armés.

Et, selon ce fonctionnaire turc, *« En moins de deux années, une criminalité politique qui est responsable de crimes de masse en Syrie a favorisé le développement de la criminalité financière au travers de toutes sortes de trafics dans notre propre pays »*.

Début 2014, **la collaboration décidée par le gouvernement turc depuis 2011****[201], avec les services d'Israël comme avec ceux de dictatures du golfe arabo-persique pour soutenir les groupes criminels, ne semble pas particulièrement appréciée par nombre d'officiers et d'agents du renseignement turc. Malgré le soutien dont il bénéficie encore à ce moment, sentant que son pouvoir se fragilise *« en février 2012, Erdogan a fait voter une loi qui protège les agents du MIT de toute enquête et poursuite judiciaire »* indique Turan. *« Puis, il a voulu mettre la police, l'armée et la gendarmerie sous l'autorité du MIT, mais cela n'a pas fonctionné. C'était pour lui un moyen d'imposer plus fortement ses orientations islamistes à nos institutions. Il pensait ainsi les placer sous la direction de Frères musulmans ou d'autres islamistes. Mais il a surtout cherché à protéger*

---

201. Voir *56 – Tome 2*, rubrique « Documents ».

ceux qui participent à ces opérations illégales de l'action de nos forces de police, de la gendarmerie et de la justice ».

En mai 2012, alors qu'il est le superviseur adjoint des Frères musulmans et qu'il organise l'entrée de groupes terroristes en Syrie, Farouk Tayfour propose, lors d'une réunion de l'« opposition » à Istanbul, de lancer à partir des montagnes de Lattaquié, adjacentes à la Turquie, une offensive contre les régions à dominante alaouites qui soutiennent le gouvernement syrien. Exposant les détails de l'opération qu'il envisage, il déclare : *« Les combats dans les zones alaouites seront une frappe au cœur du régime et réduiront les pressions sur les zones sunnites. Un tel front affectera la communauté alaouite, afin de la convaincre d'abandonner le régime »*[202]. Entre mai 2012 et mars 2014, Farouk Tayfour se rend en Égypte. Le 15 février 2013, il y rencontre le Conseil de guidance (majlis al-Irchad) – la plus haute instance de la confrérie des Frères musulmans – et Mohamed Badie, le chef des Frères musulmans égyptiens.

Les « modérés » de la « brigade de la mort »

Tayfour serait également l'un des hommes à l'origine, avec le vice-président du CNS, d'une « brigade de la mort ». Celle-ci procède à des assassinats ciblés de religieux, de scientifiques, de militants communistes, d'universitaires, de journalistes, de militaires, d'hommes politiques et d'employés de la fonction publique[203]. Cette milice de tueurs est une copie de « L'Avant-garde combattante », organisation terroriste qui, à partir d'octobre 1979, travailla main dans la main avec la branche armée des Frères musulmans et plongea la République arabe syrienne dans des vagues d'attentats terroristes. Le 15 mai 2012, le site Internet *SyriaTruth* confirme que Tayfour est impliqué

---

202. *Les combattants de Bandar se mobilisent au nord et au rif de Lattaquié*, par Nidal Hamade, Infos d'Alahed, 7 août 2013.

203. *« Brigade de la mort » : unité de l'ASL pour les liquidations*, Al-Manar, 15 mai 2012.

dans la formation de cette milice. Parmi ses centaines d'assassinats, cette « brigade de la mort » a, entre autres, abattu le doyen de l'Université de Damas, le Docteur. Mohammad Fadel, un neurologue très célèbre, Mahmoud Chehadé Khalil, un ophtalmologue également réputé, Youssef Eid (Université d'Alep) et un neurologue connu pour ses positions communistes, Abdel Rahmane Hilal. Ils assassinèrent celui-ci au milieu de ses malades dans sa propre clinique !

Citant une source proche de l'ASL, le Groupe Libanais d'Information *Al-Manar* précise que *« la liste des liquidations comportant trois mille noms avait été établie lors d'une rencontre entre le chef de l'ASL, Riad al-Assaad et des officiers du consulat militaire de l'ambassade des États-Unis en Turquie »*. Fin juin 2012, le Docteur Samir Ali Rakiyyé, un des professeurs les plus distingués au Moyen-Orient en génie de l'aéronautique, diplômé de l'Université de Toulouse en France, est abattu à son tour. *SyriaTruth* attribue son assassinat à la brigade des Aigles du Levant, affiliée à l'ASL et dirigée par… Farouk Tayfour[204]. D'autres sources comme l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme confirment l'implication de Farouk Tayfour auprès de groupes terroristes.

C'est cet « opposant modéré » qui collecte des fonds pour des opérations meurtrières, dont l'organisation soutient et collabore avec des réseaux terroristes, que le ministre de l'Intérieur Manuel Valls laisse venir en France afin d'y être accueilli de manière officielle le 23 juillet 2013 à l'Assemblée nationale. Le lendemain, François Hollande recevra à l'Élysée la délégation de la Coalition anti-syrienne, conduite par un autre homme au passé chargé, Hamed al-Jarba.

L'éclatement des structures de la subversion, la désertion de mercenaires et les repentis qui commencent à se rendre à l'armée syrienne dès la mi-2013 permettent de recueillir de nombreuses

---

204. *Syrie : Le massacre de Zamelka, les deux versions*, Al-Manar, Groupe libanais d'information, 1er juillet 2012.

informations sur les protagonistes impliqués dans l'agression étrangère et leurs relations avec des agents occidentaux.

Mohamad Kamal al-Labwani ?

Né en 1957 à Al-Zababdeh, dans la banlieue de Damas, il fut Secrétaire général de l'Union démocratique libérale, membre des Comités pour le renouveau de la société civile et, enfin, membre de la Coalition anti-syrienne. Labwani est arrêté et condamné en 2001 à trois ans de prison pour activités subversives. Il est de nouveau arrêté et condamné, le 11 mai 2007, par le tribunal pénal de Damas à une peine de douze ans d'emprisonnement pour *« complot ou communication avec un pays étranger en vue de l'inciter à attaquer la Syrie »*. Il est condamné le 23 avril 2008 à une peine supplémentaire de trois ans d'emprisonnement. Finalement, il sera libéré en novembre 2011. Alors qu'il est encore en prison en 2011, il est nommé, sans son accord, membre de la... Coalition. Selon Labwani, les dirigeants de la Coalition *« ont utilisé mon nom pour affirmer qu'ils avaient du soutien à l'intérieur, qu'ils avaient des objecteurs de conscience de leur côté »*[205].

En 2012, il signe avec d'autres membres de la Coalition un appel pour la formation d'un front pour la libération de la Syrie intitulé : « Création d'un front national de libération de la Syrie, consolider l'effort national pour provoquer la chute du régime par tous les moyens ». Ouf ! Le 16 août 2012, il est pressenti comme « ministre des gouvernorats locaux » dans le « gouvernement transitoire » imaginé par les dirigeants de la Coalition. Devenu ministre, même provisoire, d'un gouvernement fantôme, Labwani ne se plaint plus de l'utilisation de son nom. On le retrouve le 28 août à Amman, où il accompagne le dirigeant de la Coalition anti-syrienne, Ahmed al-Jarba. En janvier 2014, refusant tout dialogue avec le gouvernement syrien, Labwani démissionne du comité politique

205. *Kamal Labwani : Israël est notre dernier espoir*, par Elhanan Miller, The Times of Israël, 30 avril 2014.

de la Coalition. Il continue sa propagande de guerre contre la République arabe syrienne et appelle Israël à l'intervention militaire contre la Syrie dans des réunions et de manière publique, y compris dans des journaux israéliens : *« Si vous nous aidiez à intercepter les hélicoptères volant à basse altitude (du régime) en nous donnant des défenses antiaériennes, avec l'accord des Américains, cela aurait un énorme impact, moralement et militairement »*[206], déclare-t-il au *Times of Israël* en avril 2014.

De plus en plus isolé, il voyage entre la Turquie, la Jordanie et l'Europe en clamant à qui veut encore l'entendre qu'*« Israël est notre dernier espoir »* (sic)... Rien d'étonnant de la part d'un homme qui n'a pas hésité à *« proposer à Israël de renoncer aux revendications de son pays sur le plateau du Joulân en contrepartie du maintien d'une zone d'exclusion aérienne israélienne renforcée sur le sud de la Syrie »*[207]. Malheureusement pour le « modéré » élyséen Labwani, la Syrie n'est pas à vendre.

Nawaf al-Bachir ?

Né à Deir Ez-Zor en 1954, ancien membre du CNS et membre du Mouvement pour la libération et le développement, le cheikh Nawaf al-Bachir est un mort vivant.

Le 1er septembre 2007, il fait partie d'un groupe qui rencontre une délégation du parlement hollandais en visite à Damas à laquelle il demande le soutien de l'Union européenne à la « Déclaration de Damas ». En 2009, il est invité par l'ambassade d'Allemagne à Damas à la soirée organisée pour la fête nationale allemande à l'Hôtel « Four Seasons ». Plusieurs dirigeants de petits groupes proches des Frères musulmans y sont présents et s'efforcent de nouer des contacts avec des diplomates. Selon un membre d'un corps diplomatique également présent à cette réunion, *« Nawaf al-Bachir s'est entretenu plus longuement avec*

---

206. *Ibid.* 205.

207. *Le Joulân en échange d'une aide militaire israélienne ?* par Elhanan Miller, The Times of Israël, 17 mars 2014.

l'ambassadeur allemand, l'ambassadrice des Pays-Bas et le Premier Secrétaire de l'ambassade de France ».

Il est arrêté à plusieurs reprises pour des délits et effectue son dernier séjour en prison en juillet 2011. Libéré deux mois plus tard, sachant qu'il est rejeté par sa tribu, il s'enfuit en Turquie pour continuer son action contre la république laïque syrienne. En raison de ses actions contre le gouvernement syrien, Nawaf al-Bachir n'est plus le bienvenu en Syrie, jusque dans sa tribu des Bakara. Néanmoins soucieux de se poser en chef de guerre, il constitue un groupuscule dont le nom grandiloquent de « Front de la Jazira et de l'Euphrate pour la libération de la Syrie » ne rassemble en réalité que quelques centaines d'activistes. Dès 2009, la tribu des Bakara a servi de vivier pour le recrutement de groupes armés. La conjonction de plusieurs facteurs favorise l'organisation de petites bandes criminelles dans cette région excentrée, à l'économie peu développée et dominée par l'agriculture et le pétrole : la proximité de la frontière irakienne – moins de 150 kilomètres –, dont le pays est plongé dans un chaos meurtrier depuis la guerre ouverte par les États-Unis le 20 mars 2003 et qui perdure plus de dix ans plus tard ; ses taux de pauvreté, de chômage et d'analphabétisme – qui sont parmi les plus élevés de Syrie en raison de l'accélération de la libéralisation de l'économie au nom de « l'économie sociale de marché » décidée par le gouvernement syrien – ; la relative marginalisation de la vie économique de Deïr Ez-Zor qui résultera de cette politique économique ; **les sécheresses successives depuis 2008***, qui ont accru les difficultés d'une grande partie de la population dont les activités sont étroitement liées à l'agriculture ; la répression brutale des manifestations de mars à mai 2011 que les petits groupes armés des Frères musulmans ont transformé en émeutes afin de les mettre en scène par des réseaux Internet.

De plus, si l'activité du secteur pétrolier est l'une des plus importantes de la République arabe syrienne en matière d'extraction – les secondes réserves de pétrole du pays après celles de Hassaké en 2011 –, la majeure partie des installations de

raffinage sont implantées à l'ouest du pays, à Homs et à Banias. Les rares médias français qui s'intéressent à Nawaf al-Bachir et à ses « exploits » le présentent comme le *« chef de la plus grande tribu de Syrie (…) à la tête d'une tribu forte d'un million et demi de membres »*[208]. Rien n'est plus faux. Nawaf al-Bachir n'a en fait de pouvoir que sur son petit groupe, « Nawfal al-Ragheb al-Bachir », qui travaille main dans la main avec les criminels du Front Al-Nosra et du Ghuraba al-Cham – groupe composé de délinquants et de tueurs –, notamment dans la région de Ras al-Aïn et de Hassaké. Ses relations étroites avec plusieurs groupes terroristes et ses appels à renverser le gouvernement conduisent des notables et chefs de plusieurs tribus – Bakara, Akidat et Bouchaaban – a publier un communiqué dans lequel ils se désolidarisent de ses actions criminelles.

Les grandes tribus s'opposent à l'agression et soutiennent le président syrien

Début août 2011, les cheikhs Akel Hamadine Ibrahim, Mohamad Abdel Razzak Iss et Ahmad Mohamad déclarent que *« la tribu de Bakara d'Alep n'est pas responsable des comportements de Nawaf al-Bachir, hostiles aux aspirations des citoyens »*. Au même moment, plusieurs chefs de tribus apportent *« leur appui au programme de la réforme globale menée par le président Bachar al-Assad et leur refus de toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie »*. Par ailleurs, ils *« condamnent tous les actes de sabotage et d'agression contre des biens publics et privés, insistant sur le rôle de l'armée dans la protection des citoyens et de leurs biens »*. De même, dans un communiqué, la tribu de Bakara à Alep *« exprime son rejet de toutes les campagnes médiatiques tendancieuses contre la Syrie pour porter atteinte à sa résistance et à ses positions de principe contre les projets sionistes et américains »*[209].

---

208. *Syrie : un chef de tribu menace le régime*, d'après l'AFP, Le Figaro, 17 janvier 2012.

En ce même début août 2011, la tribu de Hamad al-Abed appartenant à la tribu de Bakara *« condamne les agressions flagrantes soutenues par l'étranger perpétrées par des groupes terroristes armés contre les citoyens et la patrie »*[210].

La tribu Akidat, à Alep, a affirmé sa tenue aux côtés de la méthode de réforme suivie par le président Bachar al-Assad. Cheikh Mohamad Younes Akidi, cheikh de la tribu à Alep, déclare alors que *« la tribu se tient contre tout acte déstabilisant la patrie et les citoyens, soulignant l'importance des réformes suivant une méthode intérieure loin des ingérences extérieures »*[211]

Les fils de la tribu de Bouchaaban ont, pour leur part, *« affirmé leur appui au programme de la réforme dirigé par le président al-Assad »*[212].

Les Anciens des tribus de Hdeidine, Omeyrat et Assasneh et les habitants de la région d'Ifrine, à Alep *« condamnent les actes de violence et le dressage de barrages, affirmant que les fils de la tribu demeureront le bouclier de la patrie pour l'enracinement de la sécurité en Syrie »*[213].

Ibrahim Ghaleb Jawache, cheikh de la tribu de Omeyrat, *« demande à l'armée de faire preuve de fermeté et de force pour éliminer les groupes terroristes armés et mettre fin aux actes criminels »*[214].

Hussein Haj Ahmad Hamra, cheikh de la tribu de Assasneh, indique dans un communiqué que *« les fils de la tribu condamnent violemment tout acte de sabotage et d'agression contre les biens publics et privés »*[215].

---

209. *Les tribus d'Alep rejettent toute intervention dans les affaires intérieures de la Syrie*, par A. Chatta/R.B. & T.Slimani, *Justice sociale et démocratie directe*, 5 août 2011.

210. *Ibid.* 209.

211. *Ibid.* 209.

212. *Ibid.* 209.

213. *Ibid.* 209.

214. *Ibid.* 209.

Plus tard, le 19 juin 2015, les dirigeants de plusieurs tribus donneront une conférence de presse à Damas sous un portrait du président Bachar el-Assad, symbole de l'unité de la République laïque arabe syrienne. Mohamed Fares Al-Abdel Rahmane, le chef de l'importante et très ancienne tribu Tay, implantée notamment dans l'Est de la Syrie et en Irak, déclare alors que « *les tribus rejettent fermement et totalement tout appel ou projet visant à les priver de leur essence nationale syrienne* ». Le cheikh stigmatisera l'attitude du roi de Jordanie qui « *sait parfaitement qui se trouve derrière les terroristes, où sont leurs centres de commandement et leurs camps d'entraînement, d'où viennent leurs fonds et leur armement, et comment ils pénètrent dans notre pays via la Jordanie* ».

Quel média français d'information générale a rapporté les prises de position de ces tribus syriennes ? Aucun. Non seulement *Le Nouvel Observateur* et *l'AFP*, parmi d'autres médias français, feront silence sur ces déclarations, mais ils qualifieront Nawaf al-Bachir de *« militant des droits de l'Homme »*[216] (sic)…

Résurrection pour un tueur

Le « drame » survient début octobre 2011. Cette *« figure de l'opposition »* meurt atrocement, médiatiquement du moins. Un titre ravageur du site Internet *MédiArabe.info* – *« La mort sous la torture du cheikh Nawaf al-Bachir »* – porte la terrible nouvelle qui atterre les rangs de l'« opposition ». À en croire *MédiArabe.info*, le « révolutionnaire » Bachir a succombé *« sous la torture en captivité comme tant d'autres civils torturés à mort »*. Le texte qui suit est tout aussi réjouissant : *« Nawaf Al-Bachir, considéré comme l'une des figures de l'opposition syrienne et chef de la grande tribu de Syrie (originaire de Deir Ez-Zor), serait mort sous la torture. Son décès vient*

215. *Des tribus du gouvernorat d'Alep affirment leur refus de toute intervention dans les affaires intérieures de la Syrie*, par Raghda Bittar, Agence Sana, 4 août 2011.

216. *L'Union européenne a l'intention de sanctionner le régime syrien*, www.Nouvelobs.com avec AFP, 30 avril 2011, 9 h 11.

d'être annoncé par le Conseil des tribus syriennes, qui accuse le régime de l'avoir assassiné en captivité, comme tant d'autres civils torturés à mort (…) La mort de Nawaf Al-Bachir devrait pousser les tribus à s'engager davantage dans l'opposition, avec le risque de la militarisation de celle-ci. D'autant plus que les tribus sont armées et ont déjà menacé de recourir à la force contre le régime »[217].

Aussitôt, l'« opposition » est en deuil et ses cyber-opposants répandent par Internet la terrible nouvelle de la mort de cette *« grande figure de l'opposition syrienne »*, le décrétant même, pour certains, *« martyr de la révolution syrienne »*.

L'Élysée n'aura même pas le temps de rendre hommage à cet éminent collabo. Dommage. Car, au moment de son certificat de décès médiatique, pour *« un mort sous la torture »*, Nawaf al-Bachir va plutôt bien : il s'active à la préparation de plusieurs attaques dans la province de Hassaké – qui borde au nord-est de la Syrie les frontières avec la Turquie et l'Irak – afin d'assécher l'approvisionnement du pays en pétrole et en céréales et détourner ces richesses pour financer les groupes mercenaires dont… l'EIIL.

Deux mois plus tard, début décembre 2012, il tente, avec l'aide d'agents des services secrets turcs, de semer la discorde entre les tribus arabes et kurdes pour pousser ces derniers à quitter la région. Le 4 décembre, il prend des contacts avec le courant libanais Al Moustakbal de Saâd Hariri, ainsi qu'avec des organisations salafistes au Liban. Il recherche leur soutien afin d'assurer le transfert d'armes et de groupes de mercenaires en Syrie avec l'aide d'agents du service de renseignement turc. Anti-kurde, le « militant des droits de l'Homme » des médias français joue un rôle important dans les attaques visant la ville syrienne de Sêrêkaniyé (Rass al-Ain), de population majoritairement kurde. Selon des médias kurdes, *« plusieurs réunions secrètes ont eu lieu en 2012 entre al-Bachir et les services turcs, pour élaborer un plan*

217. Source : *Syrie : la mort sous la torture du cheikh Nawaf Al-Bachir*, www.MediArabe.info, jeudi 6 octobre 2011, 12 h 09.

d'attaque contre le Kurdes. L'État turc aurait même accordé un budget de deux millions de dollars pour la réalisation de ce plan. Trois jours avant la première grande attaque contre Sêrêkaniyê, il aurait rencontré, le 18 novembre 2012, les chefs du front al-Nosra et Guraba al-Sham, deux groupes affiliés à Al-Qaïda, pour organiser les attaques »[218].

Le 23 décembre, il est au nombre des quelques chefs de tribus qui se réunissent avec des commandants de l'ASL et des représentants de services turcs dans un hôtel de Sanliurfa (ville de la région d'Anatolie au sud-est de la Turquie). C'est lors de cette réunion qu'il constitue son propre groupe armé. Le 5 janvier 2013, il y assiste à une nouvelle réunion de l'« opposition ». Le 29 mai 2014, de nombreux civils, dont des femmes et des enfants, sont massacrés par des bandes armées de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), toujours à Serêkaniyê (Rass al-Ain), au Kurdistan syrien. *« Des groupes armés de l'EIIL ont attaqué trois petits villages sans défense, à 15 km de Serêkaniyê, sur la frontière avec la Turquie. De nombreux civils ont été sauvagement massacrés par ces groupes dans les villages de Tileliyê, Tamade et Ovandjak »* précise *Actukurde*[219].

« Protection des populations civiles »…?

Telle est la suite « logique » des opérations meurtrières déjà menées à la fin 2012 par ce « militant des droits de l'Homme », avec le soutien logistique du gouvernement turc, le financement et l'armement des dictatures du golfe arabo-persique, des États-Unis et de la France. Ce partenaire de l'ASL, à laquelle la France livre des armes, serait également engagé auprès d'autres groupes terroristes. Selon le journal saoudien *Asharq Al-Awsat*, *« le Sheikh Asad bin Nawaf Al-Bashir aurait prêté serment d'allégeance à l'organisation* (NdA : L'État islamique d'Irak et du Levant). *Cette figure de la rébellion syrienne est le leader de la milice FAEL (Al*

---

218. *Complicité du gouvernement turc avec Al-Qaïda*, www actukurde.fr, 22 août 2013.

219. *Massacres de civils par l'EIIL au Kurdistan syrien*, www actukurde.fr, 29 mai 2014.

Jazeera-Euphrate Liberation) et le fils du chef de la puissante confédération tribale Al-Baggara »[220].

Nawaf al-Bachir collabore effectivement avec l'EILL. En contrepartie de son allégeance, son chef, Abou Bakr al-Baghdadi[221], qui s'est autoproclamé *« calife et chef des musulmans à travers le monde »* le 29 juin 2014, lui a concédé l'exploitation de plusieurs champs de pétrole dont l'EIIL a pris le contrôle. Reste que l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures demandent un savoir-faire et des moyens humains dont ne disposent ni la tribu de Bakara et encore moins les groupes de l'EIIL. Il est, par ailleurs, surprenant que le gouvernement syrien n'ait pas pris, dès le début de l'agression étrangère, les dispositions nécessaires pour sécuriser militairement ses frontières sensibles et ses ressources en hydrocarbures, dont le caractère stratégique est évident.

Il était nécessaire de s'arrêter sur ces quelques figures de l'« opposition modérée » pour mettre à jour cette réalité que taisent nombre de politiciens et de médias : celle-ci n'a rien à voir avec le peuple syrien. Elle est fabriquée de toutes pièces par les services étasuniens, anglais et français, avec ceux de Turquie et des dictatures du Golfe, à partir d'éléments vivant en Occident depuis des décennies.

---

220. *Irak - L'après-élections : enlisement sécuritaire et politique*, *Le Courrier du Maghreb et de l'Orient*, septembre 2014.

221. Né à Samarra, en Irak, en 1971, Abu Bakr Al-Baghdadi a été emprisonné à Guantanamo de 2004 à 2009. Après avoir accepté de collaborer avec la CIA, plusieurs prisonniers de Guantanamo, arrêtés et détenus au secret par le gouvernement étasunien en violation des lois internationales, ont ainsi repris leurs activités avec de nouvelles identités. Dans l'ouvrage qu'elle publie aux États-Unis en 2014, sous le titre *Le temps des décisions 2008-2013*, l'ex-Secrétaire d'État Hillary Clinton reconnaît la coordination entre Washington et les « Frères musulmans » afin d'établir un « État islamique » dans le Sinaï pour éclater le Moyen-Orient et s'en accaparer les richesses.

Entre des Syriens vivant à l'étranger et des groupes criminels financés et armés par l'étranger, l'« opposition modérée » du président français apparaît dès lors pour ce qu'elle est : étrangère, coupée du peuple et rejetée en raison de sa nature comme de ses actions terroristes et de sa vieille idéologie totalitaire. La présence en son sein, de manière prépondérante, de l'organisation criminelle des Frères musulmans ne trompe pas les Syriens sur ses objectifs réels. Eux qui ont eu à souffrir, des décennies durant, des meurtres en série de la confrérie religieuse savent parfaitement à quoi s'en tenir sur ces bigots de la terreur surgis du Moyen Âge. Les biographies comme les déplacements, les relations régulières, les déclarations et les activités de quelques-uns des principaux acteurs de cette « opposition » lèvent toute ambiguïté sur sa véritable nature. Elle est la « chose » que des services occidentaux (États-Unis, Angleterre, France), avec ceux de la Turquie, d'Israël et des dictatures du Golfe, se repassent de main en main pour la maquiller, l'armer, l'utiliser et la payer comme une vieille péripatéticienne.

Derrière leur discours sur les droits de l'homme et la liberté, les dirigeants de cette Coalition anti-syrienne, qui apparaissent en costume-cravate sur le perron de l'Élysée ou à l'Assemblée nationale française, administrent la Coalition anti-syrienne et l'ASL, couveuses des groupes criminels recrutés par les Frères musulmans dans plusieurs pays.

D'où viennent les « modérés » de l'Élysée ?

Après que la CIA a recruté Oussama ben Laden, en 1979, pour constituer l'organisation – qui deviendra Al-Qaïda – destinée à combattre l'Afghanistan, les États-Unis ont soutenu leur création et ses organisations affiliées depuis presque un demi-siècle. Les administrations qui se succèdent à Washington ont mis en place des camps d'entraînement de la CIA au Pakistan, fait recruter, entre 1982 et 1992, près de 40 000 djihadistes pour renverser le régime laïc de Kaboul ; ils se sont appuyés sur le réseau des Frères musulmans pour recruter cette armée du crime et ont

armé ces groupes. En 1985, le président des États-Unis, Ronald Reagan, recevait, en personne, à la Maison-Blanche les commandants de ces groupes criminels afghans qu'il qualifia de « combattants de la liberté ». Aussi, est-il ironique de voir les États-Unis, la France et quelques autres pays venir bombarder, en septembre 2014 – *sans leur causer de pertes militaires décisives* – les bandes de l'EIIL en Irak alors qu'ils continuent de soutenir leur créature en sous-main. Que seraient ces « combattants de la liberté » s'ils n'avaient pas bénéficié de ces larges soutiens pour servir les intérêts de ces gouvernements occidentaux contre tous les pays du Maghreb, contre l'Irak et la République arabe syrienne ?

Analysant dans son ouvrage très documenté l'évolution du crime d'État et ses relations avec des structures financières au caractère multinational, le criminologue Jean-François Gayraud, ancien agent de la DST, souligne :

> « En Afghanistan, les Américains ont non seulement armé des *combattants de la liberté* qui vont ensuite devenir leur pire ennemi « terroriste », mais ils vont par là même contribuer à développer de manière industrielle la production, le trafic et le blanchiment de l'argent de la drogue provenant de leurs nouveaux alliés stratégiques »[222].

Une nuance toutefois : ces groupes ne sont pas encore devenus le « pire ennemi *terroriste* des États-Unis ». Comme nous le verrons, en 2012, ceux-ci ont encore besoin du soutien de leur « père-fondateur » étasunien, des capitaux et des armes de leurs « mères nourricières » du Golfe et de la naïveté de politiciens de l'Union européenne pour accroître leurs bases dans ces régions. Cette guerre terroriste convient encore parfaitement aux dirigeants étasuniens qui cherchent à maintenir un foyer de guerre sur la Syrie et l'Irak et un réservoir de combattants qui puisse, si nécessaire, servir pour d'autres conflits.

---

222. *Le nouveau capitalisme criminel*, par Jean-François Gayraud, Éd. Odile Jacob, 2014, p.124.

Le développement des relations entre dirigeants occidentaux et dirigeants des Frères musulmans et d'autres organisations de la même mouvance religieuse a donné des ailes à ces derniers. Berceau de la terreur autour duquel gravitent des groupes assassins, la confrérie religieuse n'a eu de cesse de s'employer à détruire prioritairement les États laïcs. Bases de sociétés modernes reposant sur la séparation du pouvoir politique et du religieux, porteurs de valeurs démocratiques – même de manière embryonnaire –, ces républiques sont leurs premiers ennemis.

Les dirigeants de ces nouvelles républiques arabes des années 60-70, quelles que puissent avoir été leurs erreurs, ont tenté de sortir leurs peuples du Moyen-Âge et de l'endoctrinement religieux. De Ahmed ben Bella, figure historique de l'Algérie indépendante, à Gamal Abdel Nasser, décolonisateur et modernisateur de l'Égypte, ils ont inauguré la laïcité pour favoriser la tolérance et l'égalité ; assuré la primauté du droit légitime sur les coutumes ancestrales et les textes religieux pour impulser l'esprit démocratique dans des sociétés à dominante rurale ; agi avec détermination pour assurer l'indépendance de leurs peuples après avoir chassé l'esclavage et ses colons ; promulgué, au moins dans les textes législatifs, les premières libertés fondamentales et la citoyenneté ; ouvert le chantier du progrès économique et social pour leurs pays. La raison contre la foi aveugle, la démocratie contre l'autocratie, l'arbitraire et la ruse, l'égalité des citoyens contre le poids des traditions, le dialogue et l'affrontement des idées contre la force brute dans les rapports sociaux… Voilà bien des esquisses du progrès que les Frères ne peuvent supporter. Non seulement ils détestent ces valeurs par-dessus tout, mais ils doivent les combattre faute d'être condamnés à disparaître, tout comme leurs financiers des dictatures du golfe arabo-persique.

Seul, le jeu des anciennes puissances coloniales avec la Turquie, la Jordanie, le Qatar et l'Arabie saoudite leur redonne l'espoir – et surtout les moyens financiers et militaires – de

détruire les fondements de la civilisation tout en s'attaquant aux avancées démocratiques des peuples.

Les Frères y ont vu un encouragement à détruire par la terreur et la guerre, d'Alger à Damas, les États porteurs des ferments de la démocratie.

Les sécheresses successives en Syrie depuis 2008

Jusqu'en 2007, la Syrie était le seul pays de la région a être autosuffisant sur le plan alimentaire, et même exportateur de blé. Mais, la Syrie va connaître une grave période de sécheresses successives à partir des années 2000. En 2007-2008, la Syrie subit la sécheresse la plus grave depuis plus de quarante ans. Les conséquences sont dramatiques pour le secteur agricole – avant même le déclenchement des hostilités dans le pays – et se traduisent par un effondrement de la production, principalement dans les zones non irriguées, la disparition d'une partie du cheptel et, même, une désertification de terres agricoles. Ces effets de la sécheresse sur la production agricole vont être aggravés par le manque d'entretien, en raison du conflit, des systèmes d'irrigation qui avaient été construits dans les années 1970 par l'URSS. Au total, plus de 1,5 million de personnes auraient ainsi migré des villes du nord-est du pays vers celles du sud. Les premiers lieux de soulèvements dans le pays se trouvaient dans les régions agricoles les plus économiquement touchées par la sécheresse. La ville de Deraa, où ont eu lieu les premières manifestations en mars 2011, compterait près de 200 000 migrants en provenance des campagnes après avoir subi cinq années de sécheresse et de pénurie d'eau.

Samir Geagea : « *Que les Frères musulmans règnent !* »

Il était l'un des chefs de la milice chrétienne du nom de « Forces Libanaises » de l'ancien criminel Bachir Gemayel. Anti-syrien, proche des sionistes, il est l'un des principaux

responsables de la déstabilisation politique du Liban depuis les années 80. Auteur du slogan « *Que les Frères musulmans règnent !* », il est impliqué dans le massacre, du 15 au 17 septembre 1982, de près de mille civils palestiniens des camps de réfugiés de Sabra et Chatila, alors encerclés par l'armée israélienne. Arrêté en avril 1994 à l'occasion d'un attentat contre une église qui fera dix morts, il sera inculpé et condamné à trois peines de mort commuées en prison à vie pour son implication dans plusieurs assassinats : Rachid Karamé, ancien Premier ministre, assassiné le 1er juin 1987, Élias el-Zayek, chef d'état-major des « Forces Libanaises », assassiné le 19 janvier 1990, et du dirigeant chrétien Dany Chamoun – fils de l'ancien président libanais Camille Chamoun, hostile à Israël – avec sa femme et deux de ses petits-enfants, le 21 octobre 1990. Ce sont aussi ses miliciens qui ont froidement assassiné Tony Frangié, avec sa femme et ses enfants, le 13 juin 1978, l'ancien ministre, député et fils de l'ancien président libanais, dans une opération préparée avec les services secrets israéliens. Dans l'assassinat de Dany Chamoun, Geagea fera partir plusieurs membres du commando à l'étranger, notamment au Brésil, afin de les mettre hors de portée d'Interpol et de couper les liens qui les reliaient à lui. Parmi les tueurs, Ghassam Touma et Tony Obeid furent condamnés par contumace. Le premier s'installa aux États-Unis où, selon Tracy Chamoun, fille de Dany Chamoun et petite-fille de l'ancien président libanais, « *il vécut grâce aux cartes de crédit que lui finançait la CIA. Sa demande officielle d'extradition fut rejetée par les autorités américaines* ». Le 18 juillet 2005, une majorité de députés du parlement libanais votait une loi d'amnistie qui autorisait la… libération du criminel de guerre et de droit commun condamné à plusieurs reprises par la justice ! Le 26 juillet suivant, Geagea était libéré. Lire sur ce sujet *Le sang de la paix* de Tracy Chamoun (Ed. Jean-Claude Lattès).

CHAPITRE 6

D'Alger à Damas, le même plan de subversion

La stratégie de destruction de l'État et de la société par les organisations des Frères musulmans.

Pourquoi les médias français ne rapportent-ils pas les provocations et attentats auxquels se livrent, *dès les premiers jours des événements*, les Frères musulmans et leurs groupes armés ? Comment a commencé ce bain de sang, jusqu'à devenir une guerre totale non déclarée ?

Pourquoi dissimuler *les origines réelles* du conflit en attribuant la responsabilité des crimes de la Coalition anti-syrienne et de ses groupes armés au président El-Assad et au gouvernement syrien ?

C'est exactement avec la même tactique, et selon des scénarios similaires, que les Frères musulmans déclenchent des conflits dans tous les pays du Maghreb. Leurs actions violentes contre les civils et les forces de l'ordre engendrent inévitablement des blessés et des morts qu'ils vont s'approprier pour les présenter en martyrs et s'habiller en défenseurs des libertés.

« Journée blanche » et « journée rouge » : leur terminologie parle d'elle-même. Le premier désigne des *« journées de provocations sans victimes »*, et le second des *« journées avec des martyrs »*. Un document de synthèse d'enquêtes, menées par le

ministère de l'Intérieur tunisien sur les activités de Ennahda en Tunisie dans les années 90, analyse le processus de harcèlement employé par les Frères musulmans pour contraindre le pouvoir à faire intervenir massivement les forces de l'ordre : *« Une journée blanche était une journée où l'on imposait la grève sans recours à la confrontation, suivie d'une « journée rouge » où la grève s'accompagne d'opérations de violence extrême, d'agressions contre les forces de l'ordre, d'incendies, de jets de cocktails Molotov et de destructions »*[223].

Ce plan, conçu par les Frères musulmans pour une première tentative de coup d'État ratée en novembre 1987 en Tunisie, est repris et développé en prévision d'un second putsch, en mai 1991. Il s'organise autour de cinq phases :

> « La première phase a démarré en septembre 1990 par des distributions de tracts et des graffitis muraux dans plusieurs villes, quartiers, lycées et facultés dans un but de mobilisation, de mystification et de séduction, se servant à cette fin de la religion et n'hésitant pas à exacerber les passions. Ces tracts se sont caractérisés par un langage très dur et par des slogans séditieux. Quant à la seconde phase du plan, elle prévoyait l'organisation de manifestations au cours desquelles des instruments de violence devaient être utilisés, tels que pierres, barres de fer, chaînes, gourdins, cocktails Molotov. Il fallait ensuite passer à la phase III, à savoir lancer des opérations criminelles en attaquant les policiers et les postes de la Sûreté, de même que les militants et les locaux du RCD (NdA : Rassemblement constitutionnel démocratique, parti fondé en février 1988 par l'ancien président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali) et commettre des attentas sanglants. La quatrième phase visait à semer le désordre à l'université et dans les établissements secondaires, organiser des manifestations (…),

223. Source : Ministère de l'Intérieur tunisien, *Rapport sur l'organisation structurelle du mouvement Ennahda, le plan d'action, le programme d'exécution*, Tunis, 1992.

occupations de lieux aux fins d'amener les autorités à charger la foule ou à conduire les manifestants à la prison »[224].

La cinquième phase comprenait une étape civile et une étape militaire. L'étape civile *« consiste, pour les responsables de l'agitation et des désordres dans le secteur civil, à inciter les gens à la désobéissance civile, à organiser des opérations de commandos et à lancer des commandos suicides dans de grandes opérations contre des objectifs importants »*. L'étape militaire *« à exploiter le recours du pouvoir à l'armée pour mettre un terme aux désordres ainsi provoqués dans le but de permettre aux militaires infiltrés dans les forces armées d'intervenir militairement en prenant le contrôle des centres névralgiques et de s'emparer du pouvoir »*[225].

Que s'est-il passé d'autre en Syrie, avec de légères variantes ?

Le peuple syrien barre la route au coup d'État

Cette dernière étape de la cinquième phase ayant échoué, l'armée étant loyale au pouvoir politique et le soutien populaire au gouvernement s'étant exprimé massivement dans toutes les villes du pays, les Frères ont dû battre en retraite. Voyant, dès le mois de juin 2011, que le peuple syrien ne les suivait pas et que la route de Damas leur était barrée, les Frères n'eurent plus d'autre option que d'intensifier le recours à la force et à la terreur. Mais, ils doivent pour cela obtenir des soutiens étrangers afin de recruter des armées de mercenaires – faute de partisans et de combattants, il leur faut les importer –, les payer, les armer et les déployer sur le terrain des opérations. Face à leur nouvel échec de prise de pouvoir avec leur structure paramilitaire, l'ASL, ils vont faire de celle-ci le bras armé du CNS, puis de la Coalition. C'est pour eux le passage obligé afin d'essayer d'obtenir les

---

224. Sources : *Ibid.* 223 et entretiens de l'auteur avec Abdallah Amami, spécialiste tunisien des organisations terroristes du monde arabe.

225. *Ibid.* 223.

soutiens politiques, financiers et militaires indispensables à leur plan de prise du pouvoir. Ils reprennent ainsi leur vieux schéma déjà employé en Syrie lors de leurs précédentes émeutes et tentatives de coup d'État d'avril 1964, de février 1973, de juin à août 1979, de février-mars et juin 1980, d'août 1981 et février 1982. Autant de tentatives de coups d'État, d'assassinats et de destructions planifiés dont bien peu de médias français ont visiblement gardé mémoire.

L'ASL qui regroupe les militaires traîtres à leur patrie et à son armée, commandée par quelques officiers félons membres des Frères musulmans, n'a plus dès lors, faute de réussir à s'emparer du pouvoir par la force dès les trois premiers mois de *« journées rouges »*, que le choix de mener ses attaques depuis l'étranger. Quels autres pays que la Turquie, dirigée par l'islamo-atlantiste Recep Tayyip Erdogan et qui abrite les principales bases de l'OTAN en Méditerranée et la Jordanie, royaume de misère et traîtresse à la Résistance palestinienne, pouvaient mieux les accueillir ? Leur nouveau plan comporte deux étapes : la première consiste, à la faveur des opérations déjà menées contre le Maghreb par des pays occidentaux, à renouveler leur tentative de coup d'État en sabotant les centres décisifs du pouvoir politique, en assassinant ses principaux dirigeants et en semant le chaos et la terreur dans la population. Malgré le soutien apporté par la France – parmi d'autres États – à ce plan diabolique, ils seront de nouveau mis en échec.

La seconde étape prévoit de faire appel à des forces étrangères – principalement occidentales – pour les armer et les appuyer politiquement, financièrement et militairement selon un processus similaire à celui développé contre la Libye.

Abdallah Amami : « *Un plan de subversion en plusieurs étapes* »

Examinant les plans développés par les dirigeants de *Ennahda* sur la Tunisie au fil des années 85-90, Abdallah Amami,

spécialiste tunisien des organisations terroristes du monde arabe, observe que, dans chaque plan de prise du pouvoir, deux niveaux de fidèles apparaissent toujours, les militaires et les civils :

« Dans le premier plan de prise du pouvoir qui a commencé au mois d'octobre 1990, le programme stipulait de commencer par faire bouger les bases civiles : une campagne qui va de la distribution de tracts et écrits muraux jusqu'à la descente dans les rues et la confrontation avec les forces de sécurité, en passant par l'incendie des institutions générales. Cette campagne vise à imposer une situation de rébellion et d'anarchie nécessitant l'intervention de l'armée. Ceci permettrait au volet militaire de bouger et d'essayer de prendre le pouvoir. Quant au deuxième plan de prise du pouvoir, dénommé « plan exceptionnel », l'ordre des priorités y est inversé. La priorité d'intervention est donnée au volet militaire de l'organisation. Ceci au travers d'un plan d'assassinats politiques visant le président de la République et destiné à vider le gouvernement de ses principaux ministres et hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Et, dans cette situation d'anarchie, vient le rôle des bases de l'organisation de provoquer le chaos dans les régions et entraver le fonctionnement des administrations. Ce qui favorisera l'émergence d'un gouvernement d'union nationale comprenant les trois symboles de banqueroute qu'a connus le pays depuis l'indépendance : Ben Salah, Mzali et Ghannouchi. »[226]

Abdalla Amami souligne que ce positionnement terroriste a toujours été habillé d'un aspect religieux par Ennahda :

« Cela explique historiquement le soin pris par Hsan Eban (NdA : orthographié également Hassan el-Banna) en Égypte de réaliser la branche armée du mouvement, justifiant cela par le

---

226. Source : *Les organisations terroristes dans le monde arabe*, par Abdallah Amami, Éd. du Livre arabe, Tunis, p. 303-304.

> fait que la force est le chemin le plus sûr pour réaliser la justice et que celui qui ne cède pas à la persuasion cédera par la force. »

Aussi, fait-il remarquer que le problème principal reste celui de la nature du mouvement :

> « On est à ce moment face à un mouvement qui a choisi le secret et a parié sur le changement non par des méthodes démocratiques, mais par le complot et la violence. Il demeure donc un mouvement aux procédés terroristes et visant à renverser le pouvoir dans les situations calmes comme dans les situations tendues (…) Pour comprendre ce mouvement, il faut l'analyser et répondre à diverses questions, dont la taille de sa branche armée, ses nouveaux recrutements au sein de l'appareil militaire ou dans les renseignements, son volet civil formé en tant que force de frappe et ses appuis et soutiens extérieurs. »[227]

Quatorze ans plus tard, l'analyse d'Abdallah Amami reste toujours de mise. En Algérie et en Égypte, les Frères connaîtront l'échec devant les mobilisations populaires, la loyauté de l'armée à la Constitution et l'efficacité des services de renseignement. En Tunisie et en Libye, ils parviendront à leur fin et plongeront ces deux pays dans la terreur, l'instabilité et un chaos permanent. Avec le temps, des informations finissent par filtrer qui déchirent les images du spectacle des « printemps arabes » mis en scène par les services de l'administration étasunienne. Mezri Haddad, ancien diplomate tunisien à l'UNESCO, livre quelques aspects des premières journées qui virent tomber des Tunisiens sous les

---

227. Sources : Entretiens de l'auteur (1992, 1993 et mars 1997) avec Abdallah Amami et *Les organisations terroristes dans le monde arabe, Le cas de Ennahdha*, Tunis (Tunisie), Éditions du Livre arabe, 1992 et Le Caire (Égypte), Dar Al-Akhbar, 1992. Voir aussi le site Internet www.abdallah-kallel.com.

balles de tueurs. Leur mort servit de prétexte au déclenchement d'un prétendu « printemps du jasmin ». Il rapporte s'être entretenu au moment des manifestations, le 14 janvier 2011, avec le président Ben Ali. Celui-ci l'a alors informé d'un complot en préparation avec le soutien de deux États étrangers :

> « Il était encore au palais, avait toutes les données en main, m'a demandé de revenir d'urgence et dit qu'il comptait s'adresser aux Tunisiens à 20 heures. Pour moi, et je n'ai aucun doute là-dessus, les deux pays impliqués sont les États-Unis et le Qatar. Les tueurs qui ont tiré sur les manifestants sont en effet les premiers snipers. Un ami français, qui connaît bien son métier, m'a dit qu'il y avait une quinzaine de professionnels en opération en Tunisie depuis le 1er décembre 2010. Ils étaient de nationalités différentes, dont des Bosniaques, des Polonais et des Roumains munis de passeports norvégiens et suédois. Ces snipers étaient des mercenaires qui ont été recrutés par une entreprise anglaise sous contrat avec le Qatar. Certains ont été arrêtés par nos forces de police et, tout de suite après le départ de Ben Ali, ils ont été relâchés par l'armée sous les ordres du général Rachid Ammar, sous prétexte qu'ils étaient des touristes venus pour chasser le sanglier. Chasser du sanglier au mois de décembre dans un pays déjà à feu et à sang, en plein Tunis, circulant en voitures de location, avec un matériel bien sophistiqué : des fusils d'assaut équipés de jumelles optiques à infrarouge ! Ben Ali, que je n'avais pas cru au départ, n'a jamais donné ni à l'armée, ni à la police, ni à la garde présidentielle l'ordre de tirer sur des manifestants. J'ajouterai qu'il n'y avait pas que des snipers étrangers à avoir froidement abattu nos compatriotes. Il y avait aussi des tireurs d'élite, qui appartenaient à un corps de l'armée nationale et non pas du ministère de l'Intérieur. Je dis aussi que Rafik Haj Kacem et Mohamed Lamine El-Abed, dont personne ne parle, sont absolument innocents. Je dis aussi que dans les faits, l'armée n'était pas sous le commandement de Ridha Grira mais de

Rachid Ammar. Je dis que des militaires ont tué des policiers, comme d'ailleurs en janvier 1984. »[228]

C'est exactement la même stratégie de la tension « journées blanches » et « journées rouges » qui sera mise en œuvre début 2011 en République arabe syrienne par les Frères musulmans.

Ammar Bagdash : « *En Syrie, ils veulent refaire ce qui s'est passé en Tunisie* »

Lors d'une rencontre publique à Rome en 2013, Ammar Bagdash, dirigeant du Parti communiste syrien, explique comment les Frères musulmans ont renouvelé et appliqué à la République arabe syrienne ces étapes de leur plan de subversion :

> « En Syrie, ils veulent refaire ce qui s'est passé en Égypte et en Tunisie. Mais là, il s'agissait de deux pays philo-impérialistes. Dans le cas de la Syrie, c'était différent. Ils ont commencé par des manifestations populaires dans les régions rurales de Daraa et d'Idleb (NdA : régions rurales très durement touchées et éprouvées par une succession d'années de sécheresse). Mais dans les villes, il y eut immédiatement de grandes manifestations populaires de soutien à Assad. Par ailleurs, au début, la police ne tirait pas. Ce sont certains éléments parmi les manifestants qui ont commencé les actions violentes. Dans les sept premiers mois, il y eut plus de morts du côté de la police et de l'armée que dans l'autre camp. Quand la méthode des manifestations ne marchait plus, ils sont passés au terrorisme avec des assassinats ciblés de personnes en vue (dirigeants, hauts fonctionnaires, journalistes), attentats et sabotages d'infrastructures civiles. Le gouvernement a réagi en

---

228. *Mezri Haddad : Ben Ali n'est pas exilé politique en terre sainte mais otage des Américains en Arabie saoudite*, propos recueillis par Karim Zmerli, Lilia Ben Rejeb et F.B., www.tunisie-secret.com, 9 décembre 2012.

adoptant certaines réformes, comme celle sur le multipartisme et sur la liberté de la presse, réformes que nous avons soutenues. Mais les forces réactionnaires ont rejeté ces réformes. Communistes, nous avons réalisé cette équation : les discours et les actes doivent être confrontés aux discours et aux actes. Mais le terrorisme doit être confronté par la souveraineté de la loi, en rétablissant l'ordre. Ensuite, on est passé à la troisième phase, la véritable révolte armée. Attentats et assassinats ciblés étaient le signal pour commencer l'attaque contre Damas. Puis, les attaques se sont concentrées contre Alep qui, par sa position géographique, rend plus facile le trafic et le ravitaillement depuis l'étranger. Le gouvernement a réagi en imposant l'hégémonie de la loi. Il convient de dire que l'intervention de l'armée et les bombardements aériens se sont produits dans une zone où l'essentiel des civils avait déjà fui. À la contre-offensive de l'armée syrienne, les rebelles ont réagi de façon barbare, y compris dans les zones où il n'y avait pas de combattants. Et puis, ils ont assiégé Alep. En Syrie, à la différence de l'Irak et de la Libye, il y a toujours eu une forte alliance nationale. Les communistes travaillent avec le gouvernement depuis 1966, sans interruption. La Syrie n'aurait pas pu résister en comptant seulement sur l'armée. Elle a résisté parce qu'elle a pu compter sur une base populaire. En outre, elle a pu compter sur l'alliance avec l'Iran, la Chine, la Russie. Et si la Syrie reste debout, des trônes vont tomber, parce qu'il deviendra clair qu'il existe d'autres voies. Notre lutte est internationaliste. Un expert russe m'a dit : *Le rôle de la Syrie ressemble à celui de l'Espagne contre le fascisme.* »[229]

Dans le livre, très argumenté et précis, *Syriana*, qu'il publie en 2011, Bahar Kimyongür, universitaire et écrivain progressiste,

229. Extrait de *Entretien avec Ammar Bagdash, Secrétaire du Parti Communiste Syrien*, interview réalisée par Sergio Cararo, Marinella Correggia, Maurizio Musolino www.forum-unite-communiste.org, 13 août 2013.

rappelle des faits concernant le début des événements qui ont vite disparu des médias occidentaux :

> « La télévision nationale syrienne diffusait des images de groupes armés postés sur les toits et tirant au hasard, à la fois sur la foule et sur les forces de l'ordre. Ces mêmes images ont été relayées par les chaînes occidentales et saoudiennes adjointes d'un commentaire accablant le gouvernement de Damas. L'histoire de snipers tirant à l'aveuglette pour semer le chaos n'est pas sans rappeler les événements dramatiques survenus au Venezuela en 2002, en marge du coup d'État contre le président Hugo Chavez. On y voyait de mystérieux tireurs d'élite ouvrir le feu sur la foule. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la confusion autour de ces mystérieux tireurs d'élite mériterait une enquête impartiale, exigence légitime et raisonnable que la presse atlantiste balaie du revers de la main. »[230]

Colonel Alain Corvez : « *Des terroristes soutenus de l'étranger* »

Tout comme en Tunisie, les Frères ont déclenché des « journées rouges » afin d'assassiner des civils et faire porter la responsabilité de leur mort aux forces de l'ordre et au gouvernement syrien. Dès lors, on comprend mieux l'acharnement des agresseurs à essayer de couper les liaisons satellites avec la Syrie afin d'entraver ses communications et empêcher que ces images ne circulent à travers le monde. Plusieurs journalistes qui, dès les premières manifestations de 2011, auront réussi à filmer ces tueurs seront abattus par des groupes de l'« opposition » et leur matériel complètement détruit.

---

230. *Syriana*, par Bahar Kimyongür, Éd. Investig'Action/Couleur livres.

Le colonel Alain Corvez, qui connaît bien le Moyen-Orient et la tactique des Frères musulmans, a ramené de son voyage en Syrie au mois d'août 2011 une multitude de témoignages et de faits. Plusieurs d'entre eux confirment également l'intervention de groupes organisés militairement pour tuer et provoquer des troubles :

> « À Moscou, M. Juppé a déclaré que la Syrie avait commis des crimes contre l'humanité, reprenant les propos de responsables des Droits de l'homme depuis Washington. Avant de faire des déclarations aussi graves, M. Juppé devrait se renseigner un peu mieux – il a des services compétents pour cela –, à moins qu'il ne cherche pas réellement à protéger la population syrienne, mais à continuer la campagne de mensonges visant à renverser le régime de Bachar El Assad en l'accusant faussement de *tirer sur son peuple* (...) Des crimes contre l'humanité en Syrie sont en effet commis par les terroristes organisés militairement, et donc soutenus de l'étranger, qui veulent renverser le régime. La plupart sont sans doute inspirés par la haine du régime qui a réduit dans le sang les révoltes islamistes de 1982 à Hama, et veulent une revanche. Eux, animés par cette haine, ont commis et commettent des crimes contre l'humanité en attaquant sauvagement les policiers et soldats chargés du maintien de l'ordre, afin d'entraîner une répression qui justifiera leur action. Leur technique est au point : ils bloquent une petite unité, l'isolent et massacrent atrocement leurs victimes. Les soldats qui ont eu la chance d'en réchapper, mais qui ont été blessés gravement, dont certains amputés, et que nous avons pu questionner à l'hôpital militaire de Tichrine, racontent comment ils sont tombés dans des embuscades destinées à les tuer de façon horrible. Là, M. Juppé pourrait parler de crimes contre l'humanité. Pourquoi le pouvoir tirerait-il sur des manifestants pacifiques qui réclament des réformes démocratiques, puisque le processus est enclenché pour les préparer et les mettre en œuvre rapidement ? Sans doute pourrait-on dire que le régime n'aurait pas dû attendre les manifestations, désormais autorisées par la

police quand elles sont programmées, pour les proposer. Cela est vrai, mais à sa décharge, on doit reconnaître que depuis son arrivée au pouvoir, Bachar El Assad en a effectué quelques-unes, insuffisantes sans doute, et que le temps ne lui a pas été laissé pour agir dans le calme et la durée, les tensions internationales n'ayant pas manqué. »[231]

Dans son ouvrage *Au cœur des services spéciaux, la menace islamiste : fausses pistes et frais dangers* (Ed. La Découverte), Alain Chouet, ancien chef du service de Renseignement de sécurité de la DGSE et l'un des meilleurs spécialistes des groupes terroristes du Moyen-Orient, confirme également la tactique des Frères :

« Exploitant la répression disproportionnée et maladroite d'incidents mineurs par les forces de sécurité, les leaders de la contestation, qui ont eu l'habileté de se présenter sous l'étiquette d'« associations de droits de l'homme », n'ont eu aucun mal à en médiatiser les effets auprès de relais de presse occidentaux rendus attentifs à ce genre de mouvements dans le reste du monde arabe. La porte s'est alors grande ouverte sur l'espoir d'interventions extérieures qui viendraient, comme en Libye, bouleverser la donne et débloquer une situation intérieure trop longtemps figée. Et cet espoir a été stimulé par des initiatives des islamistes turcs de l'AKP, qui ont témoigné leur sympathie au mouvement et relayé la voix d'opposants islamistes du nord de la Syrie. De même, la contestation a trouvé une caisse de résonance auprès de certains *think tanks* américains, comme le très néoconservateur International Republican Institute et surtout Freedom House, qui préconisent depuis longtemps un encadrement des sociétés musulmanes par l'association des Frères musulmans, présentés

231. Commentaire du colonel Alain Corvez après les déclarations d'Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, à Moscou le 7 septembre 2011.

comme *modérés* et susceptibles d'assurer par leur conservatisme la stabilité pacifique de ces sociétés. »[232]

Nadia Khost : *« Nous qui vivons en Syrie, nous connaissons la vérité »*

Autre témoignage sur la responsabilité du déclenchement des opérations et le vécu du peuple syrien, celui du Docteur Nadia Khost, intellectuelle et écrivaine syrienne de Damas :

> « Nous savons que chacun d'entre nous peut mourir dans une explosion, ou lors d'une attaque des bandes armées, si son nom figure sur leur liste des gens à abattre ! Malgré cela, le Conseil des Droits de l'Homme à Genève refuse de reconnaître que ce qui se passe ici est l'assassinat de notre sécurité, l'abolition de notre rythme de vie. Et va chercher les accusés parmi les victimes ! Or, nous qui vivons en Syrie, et non dans un pays occidental, nous connaissons la vérité que l'Occident et ses institutions « humanitaires » ne veulent pas connaître. Nous avons en tête deux images. L'image – passée une seule fois à la télévision syrienne – d'une famille à Baba Amro, près de la table dressée, dont tous les parents, enfants, oncles avaient été tués ; sur le mur, leurs assassins avaient écrit, avec le sang des victimes, le nom de la brigade qui avait commandité ce crime. L'autre image est celle d'une femme habitant à Douma – une banlieue de Damas – qui racontait que les milices avaient conduit un jeune homme ligoté sur la place publique, pointé leur mitrailleuse, et obligé les gens à assister à son exécution. Et que le lendemain, ils en avaient tué d'autres, de la même manière. À la même époque, simultanément, Ayman et Fahd Arbini – en compagnie de Zaher Qweider d'Al-Qaïda – ont tiré des obus RPG sur l'église d'Arbin – banlieue de Damas – et sur

232. *Au cœur des services spéciaux – La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, par Alain Chouet, Entretiens avec Jean Guisnel, Éd. La Découverte, p. 285.

le collège islamique. Ces crimes ont eu lieu dans des zones sous contrôle des bandes armées. Dans quel projet s'inscrit ce terrorisme ? Qui est responsable de ces crimes ? »

Tuer et violer : « *Ils appellent cela de la conquête* »

« Un des criminels arrêtés à Baba Amro raconte – comme on raconte une histoire banale – qu'il a tué et violé des femmes. Que des cheikhs du conseil militaire lui avaient signifié par fatwa que le meurtre et le viol étaient licites. Ce n'est pas étonnant : les cheikhs wahhabites d'Arabie saoudite qui appellent de leur tribune au Jihad contre le gouvernement syrien, ainsi que Kardawi, le cheikh d'Al-Jazeera, prononcent des fatwas légalisant l'assassinat d'alaouites, de chrétiens, de druzes et de sunnites favorables au gouvernement. Les bandes armées qui exécutent ces fatwas reçoivent de l'argent du Qatar et de l'Arabie saoudite, ainsi que des drogues que l'armée syrienne confisque en quantités avec les armes. Faisaient partie du butin trouvé à Baba Amro : des armes et des devises occidentales et israéliennes, des passeports divers – parmi lesquels un *« passeport pour le paradis »*... –, du matériel de communication sophistiqué. (...)

Ces fatwas expliqueraient pourquoi, le 7 mars 2012, un homme a raconté, sans peine ni remord, qu'il a tué cinquante hommes et violé des dizaines de femmes. C'est ce qu'on appelle communément « de la conquête ». Les bandes armées ont « conquis » les femmes et l'argent des victimes, ont pillé les institutions publiques, volé les ambulances et les voitures des municipalités et des particuliers. Hier, un citoyen de Homs se plaignait d'un sniper qui avait conquis les rues qu'il contrôlait depuis le haut de sa terrasse. Parmi les tués, il y avait un enfant de 11 ans, Malek El Aktaa. L'objectif de ce terrorisme ? Briser la société syrienne, infliger des pertes à l'armée, morceler la Syrie, paralyser la production agricole, industrielle et artisanale. Bref, détruire la structure de l'État. Dans les quartiers qu'elles contrôlaient, les bandes armées ont empêché les enfants d'aller

à l'école, les étudiants de se rendre à leurs examens universitaires. Elles ont tué les ouvriers sur le chemin de leur usine, elles ont empêché les paysans d'aller semer sur leurs terres et les centrales électriques de s'approvisionner, elles ont assassiné des hommes d'affaires et des professeurs d'université. Elles ont détruit la vie là où elles se sont installées. Le 11 mars 2012, elles ont kidnappé le politicien Mosbah Al Chaar à Homs, et elles ont assassiné le champion de boxe Ghiath Tayfour à Alep, comme elles avaient assassiné un champion de natation et fait sauter un pont dans la région d'Al Ghab. »

Ces groupes agissent sous la direction de l'ASL et du Front al-Nosra. « Protection des populations civiles » monsieur Juppé ? « Bon boulot » monsieur Fabius…?

La Ligue « Arabe » couvre les crimes

« Le rapport de la Commission des observateurs arabes – qui ont visité les lieux où ces événements se sont produits et ont rencontré les victimes – a relevé que le mandat de la Ligue Arabe adressé à la Syrie ne mentionnait pas les bandes armées. Et que ces bandes attaquaient les civils et les institutions publiques et privées, obligeant l'armée régulière à riposter. La Ligue Arabe, dirigée aujourd'hui par le Qatar et l'Arabie saoudite, s'attendait à ce que la Syrie refuse de recevoir la Commission des observateurs. Puis, elle a imaginé que le rapport rédigé par les observateurs irait dans le sens de son projet de légaliser une intervention militaire. Mais l'atrocité des crimes, l'ardeur des victimes à exprimer leur douleur et la conscience politique des Syriens ont permis aux honnêtes personnes de la Commission de transmettre la vérité. C'est pourquoi la Ligue Arabe a, par la suite, négligé le rapport et a

exigé la démission du chef de mission, cet homme loyal[233] qui a refusé le chèque en blanc proposé par le Qatar. Pourquoi donc les dirigeants occidentaux et les institutions internationales n'ont-ils pas adopté ce rapport rédigé par des spécialistes en sécurité et des militaires qui documentaient les évènements tels qu'ils se déroulaient sur le lieu même ? Ils ont préféré adopter ce que concocte l'« Organisation syrienne des droits de l'homme », basée à Londres, une organisation représentée par un unique individu appartenant aux Frères musulmans, qui ne fait qu'inventer les « informations » diffusées à leur demande. »

Un rapport d'une mission d'observateurs arabes en Syrie* rendu public constate ces faits dès la fin 2011, six mois à peine après le début des événements. Courant 2013, l'ASL est accusée de plusieurs crimes : enrôlement d'enfants soldats, enlèvements, tortures, assassinats collectifs, attentats suicides, dépeçages de victimes, utilisation d'armes chimiques. Dès 2012, des commissions d'enquête sur la Syrie des Nations Unies (aux mois de juin et août) et des associations (Human Right Watch) ont dénoncé ces crimes, preuves à l'appui.

Alain Chouet connaît bien les Frères musulmans pour les avoir « pratiqués » alors qu'il était en poste dans plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient. Ce spécialiste français des organisations terroristes des pays arabes partage l'analyse d'Abdallah Amami sur l'organisation des Frères musulmans :

« Dans son historique, sa stratégie et ses tactiques, la Confrérie s'apparente de fait aux pires mouvances fascistes : même appétit de pouvoir et de rentes, même recrutement petit-bourgeois, même socle idéologique fondé sur des valeurs identitaires mythiques excluant tous ceux qui ne les partagent pas, même duplicité pragmatique, même violence terroriste magnifiée pour souder les militants et tétaniser les opposants,

233. Le général soudanais Mohamed Ahmed Moustapha al-Dabi était le chef de la mission d'observation de la Ligue Arabe en Syrie.

mêmes assassinats politiques, même haine de la démocratie que l'on se réserve cependant d'utiliser en vue de parvenir au pouvoir pour mieux l'éliminer ensuite, même détournement des procédures associatives et sociales démocratiques, même évolution historique émaillée de putschs ratés, de terrorisme réussi, de service rémunéré des puissants, d'exploitation de la misère et des peurs des plus défavorisés, de sacrifice méprisant des militants de base. »[234]

Le soutien multiforme des dirigeants français à la confrérie des Frères musulmans atteint le seuil de tous les dangers sous les présidences de Nicolas Sarkozy mais, surtout, de François Hollande qui, sur le thème publicitaire mensonger du « changement maintenant », poursuit une politique tout aussi belliciste et suicidaire que son prédécesseur.

Dans son enquête publiée sous le titre *Une mosquée à Munich* (Ed. JC Lattès), aussi passionnante que détaillée, le journaliste Ian Johnson montre comment l'administration étasunienne instrumentalise les organisations des Frères musulmans jusqu'au cœur de l'Europe. Parmi les intervenants qu'il rencontre, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur français lui confirme en mai 2004 (le ministre de l'Intérieur du gouvernement UMP de Jean-Pierre Raffarin est alors Dominique de Villepin) : « *Nous avons délibérément misé sur les Frères musulmans* ». De l'autre côté de l'Atlantique, les rapports de la CIA se succèdent pour convaincre les dirigeants de Washington d'en faire « *des acteurs essentiels de l'islam politique en Europe* ».

Quels rôles jouent les États-Unis et la France dans le soutien à l'organisation criminelle des Frères musulmans et aux groupes de sa nébuleuse ?

---

234. *L'association des Frères musulmans, chronique d'une barbarie annoncée*, par Alain Chouet, European Strategic Intelligence and Security Center, Bruxelles, mars 2006.

Un rapport de la mission des observateurs arabes en Syrie

Une mission d'observation de la Ligue Arabe s'est rendue en République arabe syrienne du 24 décembre 2011 au 18 janvier 2012. Dans le rapport qui résulte de ses rencontres et déplacements, la mission indique notamment qu'elle *« a observé, dans les deux secteurs de Homs et Hama, des actes de violence du fait des groupes armés contre les forces gouvernementales, qui ont fait des tués et des blessés parmi les troupes gouvernementales. Dans certaines situations, les forces gouvernementales ont recours à la violence comme réaction aux attaques perpétrées contre ses membres. Les observateurs de la mission ont noté que les groupes armés ont recours aux bombes thermiques et aux missiles anti-blindage. »* De même, la mission *« a été témoin dans les secteurs de Homs, Idlib et Hama d'actes de violence contre les troupes gouvernementales et contre les citoyens entraînant de nombreux décès et blessures. C'est le cas de l'explosion de l'autobus civil, tuant huit personnes et blessant plusieurs autres, dont des femmes et des enfants ; celui du sabotage à l'explosif d'un train chargé du transport du diesel ainsi que d'autres événements à Homs, dont la destruction de l'autobus de la police tuant deux d'entre eux, l'attaque à l'explosif du pipeline de carburant, et autres attentats de moindre importance »*[235].

---

235. Le rapport de la mission d'observation peut être consulté sur le site Internet de l'Institut Tunisien des Relations Internationales : *Rapport de la mission des observateurs arabes en Syrie*, site Internet : www.tunisitri.net.

CHAPITRE 7

L'Élysée arme la main de l'ennemi

Quel rôle François Hollande fait-il jouer à la France auprès de groupes terroristes dans le crime d'agression contre la République arabe syrienne ?

Dès son élection en mai 2012, François Hollande a pris le relais de la guerre ouverte un an auparavant par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, et Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, sont aux avant-postes de ce crime d'agression.

Justification de cette action ? À en croire le locataire de l'Élysée, « *on ne pouvait pas laisser les seuls Syriens, qui préparaient la démocratie, qui voulaient utiliser les moyens du droit pour arriver à leur fin, être sans armes* ».

Nous avons vu précédemment qui sont les dirigeants de cette armée du crime des Frères musulmans, ces *« Syriens qui préparent la démocratie »* à coups d'attentats en filmant leurs assassinats. Nous avons vu également comment plusieurs de leurs principaux chefs sont liés au crime organisé et au terrorisme. À suivre le discours élyséen, on est donc en droit de s'interroger : faut-il voir dans les meurtres et atrocités en série de ces « modérés » ce que le président français appelle *« les moyens du droit pour arriver à leur fin »* ?

Pour mémoire, la prétendue *Coalition et le CNS ont la responsabilité de la direction politique des groupes qui se livrent contre la Syrie à un crime d'agression, à des crimes de guerre et crimes contre l'humanité*. L'ASL, son bras armé, est au même titre une organisation subversive. Ces trois structures complètement illégales en regard du droit international auraient du être stoppées dans leurs crimes dès 2011 par l'ONU si l'organisation internationale pouvait encore jouer un rôle dans le maintien de la paix.

Mais cette cécité politique ne suffit pas au chef de l'État français. Non content d'avoir, à la suite de son prédécesseur, embourbé la France dans une guerre en *« ayant pu livrer un certain nombre de matériels »*, il persiste dans ce qu'il faut bien appeler une décision dictatoriale : *« Nous ne devons pas relâcher le soutien que nous avions accordé à ces rebelles, qui sont les seuls qui participent à l'esprit démocratique. Pour ne pas le faire seuls, là encore, cela se fait en bonne intelligence avec l'Europe et les Américains »*[236]. « Nous » ? Le président, son premier ministre et le gouvernement français mais certainement pas le peuple français, celui-ci ne lui ayant jamais donné mandat pour faire cette guerre contre la Syrie, ancien pays ami de la France. Le président français chantera-t-il toujours l'*« esprit démocratique »* de ces « rebelles » lorsque – pure hypothèse –, des administrations de l'État, des quartiers d'affaires franciliens ou des citoyens seront victimes d'attentats, ainsi que ceux-ci s'y livrent en République arabe syrienne ? Quant à la *« bonne intelligence »* de cette coopération avec les États-Unis, celle-ci n'est pas pour surprendre, encore que l'on puisse s'interroger sur *« la bonne intelligence »* qui consiste à armer des criminels. Les États-Unis sont, depuis les années cinquante, le principal « employeur » des Frères, avec le Qatar, l'Arabie saoudite et le Pakistan. Le travail très complet de mon confrère journaliste Richard Labévière, grand reporter français, enquêteur

---

236. François Hollande, point presse à l'aéroport de Pierrefonds, La Réunion, 21 août 2014. Service d'information du Palais de l'Élysée.

et écrivain[237], sur *Les dollars de la terreur* décrit en détail comment, *« nouée par les États-Unis, cette alliance objective avec les islamistes se blanchit dans les nouveaux circuits mondialisés du crime organisé et de l'affairisme transnational »* :

> « Dès 1956, la confrérie des Frères musulmans a bénéficié d'une aide régulière de la CIA (…) L'histoire de la confrérie montre aussi comment les Frères ont utilisé l'assassinat en politique. À partir des années 70, leurs partisans ont été prédominants dans les « confréries islamiques » (Gaamat al-islamiya), dont celles qui revendiqueront la tuerie de Louxor, le 17 novembre 1997. De la guerre d'Afghanistan aux « Afghans » de la CIA, des taliban aux « nouveaux terrorismes islamistes », la confrérie des Frères musulmans reste la référence incontournable de l'idéologie islamiste. »[238]

La CIA est souvent montrée du doigt dans les opérations de guerre où sont impliqués les Frères musulmans. Certes, depuis les années 50, l'Agence instrumentalise grandement les organisations de la confrérie en fonction des intérêts financiers et économiques des transnationales étasuniennes. Mais, elle n'est pas la seule.

De manière différente et plus récente – depuis les années 80 –, des dirigeants de l'État français apportent également protections et soutiens à des membres de la confrérie religieuse. Ainsi, au plan financier, les organisations présentées comme « opposition » par les dirigeants et médias français ne sont pas financées par la

---

237. Richard Labévière est l'auteur de plusieurs livres, parmi lesquels *Quand la Syrie s'éveillera…* (avec Talal el-Atrache et Alain Chouet), Éd. Perrin, *La tuerie d'Ehden ou la malédiction des Arabes chrétiens*, Éd. Fayard, *Vérités et mythologies du 11 septembre*, Éd. du Nouveau Monde, *Oussama Ben Laden ou le meurtre du père : États-Unis, Arabie saoudite, Pakistan*, Éd. Favre.

238. *Les dollars de la terreur, les États-Unis et les islamistes*, par Richard Labévière, Éd. Grasset.

population syrienne. Elles n'ont – contrairement aux partis politiques syriens – aucune légitimité populaire et doivent leur existence au seul financement de l'étranger, principalement des États-Unis, des dictatures du Golfe et de quelques pays de l'Union européenne. Il est difficile de chiffrer le montant exact de leur financement en raison de la multiplicité de ses sources. Nombre d'entre elles sont plus ou moins officielles, s'abritent parfois derrière des associations caritatives, culturelles ou autre. Leur financement se fait souvent via des opérations financières opaques par des comptes situés, comme la banque des Frères musulmans, dans plusieurs centres de services financiers internationaux, c'est-à-dire en offshore. Aux « subventions de guerre » épisodiques de certains États s'ajoutent les donations informelles ou indirectes, notamment de riches financiers du Qatar, d'Arabie saoudite, du Liban, d'associations « sœurs » et de Turquie.

Un financement accéléré à partir de l'année 2005

Le financement de cette « opposition » anti-syrienne ne débute pas en 2011, mais dans les années 1980. Concernant les États-Unis, les fonds versés directement ou par le biais de fondations et d'associations, connaissent un accroissement continu et progressif via plusieurs programmes décidés par le Département d'État étasunien. Les dictatures du golfe arabo-persique – principalement le Qatar et l'Arabie saoudite – et, bien plus tard, des pays de l'Union européenne – Angleterre, France – se sont également engagés dans le financement de cette « opposition », qui n'est représentée hors Syrie que par quelques groupes épars sans représentativité réelle et sans liens avec le peuple syrien.

L'année 2005 – année où le président George W. Bush gèle les relations diplomatiques avec la République arabe syrienne – marque une évolution importante du montant des fonds. Les services de l'administration étasunienne commencent à sélectionner des groupes, multiplient les contacts et soutiennent l'organisation de ceux qui peuvent servir leurs intérêts d'une

manière ou d'une autre. Pour la plupart, ces petits groupes d'exilés sont membres ou proches des Frères musulmans.

Le journaliste Craig Whitlock, du *Washington Post* rapporte le 18 avril 2011 que « *plusieurs câbles diplomatiques américains de l'ambassade à Damas révèlent que les exilés syriens ont reçu de l'argent à partir d'un programme du département d'État appelé* Middle East Partnership Initiative ». Des groupes d'exilés qui proposent de monter une chaîne satellite de télévision (*Barada TV*) installée à Londres, d'autres qui s'affairent à monter des opérations de propagande ou à organiser des réseaux en République arabe syrienne sont alors les principaux bénéficiaires des largesses de Washington. Après George W.Bush, Barack Hussein Obama, lui-même familialement très proche d'organisations des Frères musulmans, va accroître encore les montants des fonds versés comme les relations avec les dirigeants de la confrérie. Il ne s'agit plus, dès lors, de subsides lâchés au coup par coup pour préparer des tentatives de coups d'État, des attentats ou entraver la vie économique et diplomatique de la république syrienne, mais d'un *financement important et continu.* Celui-ci va venir alimenter les structures montées sous la houlette des services étasuniens, en collaboration avec ceux du golfe arabo-persique et de quelques pays occidentaux (Angleterre, France). Ces fonds viennent en complément de ceux, déjà très importants en provenance d'Arabie saoudite et du Qatar.

Lors d'une conférence de presse qu'il a donnée à Abou Dhabi en juillet 2012, le comploteur Abdel Basset Sieda, cofondateur du CNS, remerciera feu le dictateur d'Arabie saoudite, Abdallah Ben Abdelaziz Al-Saoud, pour les fonds versés au profit des groupes islamistes[239]. Moins de quinze jours plus tard, le 7 août 2012, après un entretien téléphonique de quarante minutes avec l'ancien président Nicolas Sarkozy, les deux hommes déclaraient, dans un communiqué commun, souhaiter une intervention

---

239. Conférence de presse d'Abdel Basset Sieda, Abou Dhabi, du 28 juillet 2012.

rapide de forces armées étrangères en Syrie, comparant la situation en Syrie à celle de la Libye.

Dès la création de la Coalition de Doha, le Qatar lui fait don de 8 millions de dollars. Le 26 novembre 2012, le gouvernement français annonce à son tour qu'il lui alloue une « aide humanitaire d'urgence » s'élevant à 1,2 million d'euros. Le mois suivant, les Amis de la Syrie, structure qui regroupe une centaine de pays soutenant les groupes anti-syriens, lui promettent 145 millions de dollars (108 millions d'euros). Le Qatar et l'Arabie saoudite lui versent également respectivement 20 millions et 3 millions de dollars en février 2013. S'ajoutent à ces dons des capitaux de plusieurs centaines de millions de dollars versés par des donateurs privés, principalement des dictatures du golfe arabo-persique, et les fonds issus du vol de biens appartenant à la République arabe syrienne par les groupes de mercenaires de l'ASL. À titre d'exemple, en février 2013, l'ASL vole à l'État syrien plusieurs dizaines de millions de dollars en s'emparant de centres de production électrique, alimentaire et surtout de gisements pétroliers. Ces derniers lui rapporteraient de 100 000 à 150 000 barils de pétrole brut par jour, soit 10 à 15 millions de dollars[240]. En avril 2013, le président des États-Unis débloque à son tour de nouveaux fonds : 10 millions de dollars pour la Coalition et le Conseil militaire syrien. Cette somme *« vient s'ajouter aux 117 millions de dollars d'assistance non létale fournie à la Coalition de l'opposition syrienne »*, indique Caitlin Hayden, la porte-parole du Conseil de sécurité nationale, le cabinet de politique étrangère de la Maison-Blanche[241].

En réalité, ce sont bien plus de 160 millions de dollars que les États-Unis ont donnés à l'« opposition » entre février et avril 2013. Il faut ajouter à ces sommes officielles les centaines de

---

240. *Syrie : « Les pays occidentaux doivent respecter leurs engagements »*, Le Monde, 25 février 2013.

241. *Obama débloque dix millions de dollars d'aide non létale aux rebelles*, Le Monde avec AFP, 12 avril 2013.

millions de dollars engagés auparavant, à partir des années 80, au travers de différents programmes et structures, la plupart sous couvert d'humanitaire.

Barack Hussein Obama : un soutien direct aux Frères musulmans

Si, de manière officielle, les fonds versés par les États sont destinés aux réfugiés et aux populations des « zones libérées », sur le terrain il en va tout autrement. Dès 2012, plusieurs témoignages attestent du détournement de ces sommes au profit de l'achat d'armes et de dirigeants des groupes de mercenaires. Ces derniers détournent une partie importante des sommes reçues de leurs donateurs et se dénoncent même parfois entre eux, en fonction d'intérêts personnels et des jeux de pouvoir au sein des organisations montées par les Occidentaux avec les dictatures du Golfe.

Un exemple parmi de nombreux autres : la chaîne *France 24* rapporte, fin décembre 2012 qu'*« Imad Houssari, activiste syrien, démissionnaire du CNS et actuellement membre des Comités locaux de coordination (LCC), explique que l'argent est versé sur deux comptes du CNS, l'un en Turquie, l'autre au Qatar. Il est ensuite acheminé aux Conseils révolutionnaires, ou aux LCC, souvent via les pays voisins de la Syrie »*. Imad Houssari se souvient qu'au moment où s'est tenue la réunion des Amis de la Syrie en Tunisie, début 2012, *« les Frères musulmans syriens (majoritaires au CNS, ndlr), ont affiché leur volonté de contrôler tout ce qui concernait l'argent et de prendre en charge la distribution de l'aide »*. Houssari évoque même *« certains profiteurs du CNS qui alimentaient des groupes salafistes »*[242]. Pour autant, les dollars de la terreur continuent d'affluer.

À la mi-mars 2013, l'administration Obama autorise les citoyens étasuniens à transférer des fonds et offrir d'autres

---

242. *L'aide versée à l'opposition syrienne soupçonnée de financer des achats d'armes*, par Marie Michelet, France 24, 3 décembre 2012.

services à l'« opposition » syrienne. En réalité, cette disposition vise surtout à faciliter les transferts directs de capitaux entre des associations et des organisations à destination des structures de l'« opposition ». Le département du Trésor publie alors une licence générale autorisant *« l'exportation, la réexportation, la vente ou la livraison directe ou indirecte »* à la Coalition. Les transferts de capitaux font partie des services autorisés, et se réalisent via le bureau étasunien de la Coalition et un compte du groupe dans une institution financière étasunienne[243]. Ces facilités se mettent d'autant plus rapidement en place que les liens entre l'administration Obama et les organisations des Frères musulmans sont avérés. Ainsi, le président Obama connaît bien Ingrid Mattson, cette Canadienne convertie à l'islam qui n'est autre que la présidente (de 2006 à 2010) de l'Islamic Society of North America (ISNA), l'une des principales associations liées aux Frères musulmans aux États-Unis.

Très organisés aux États-Unis, les Frères y développent un prosélytisme important, occupent des postes au sein de plusieurs administrations – jusque dans l'environnement de la présidence –, y ont organisé de très nombreuses associations et reçoivent souvent, lors de leurs réunions, des prédicateurs parmi les plus radicaux. Obama lui-même soutient publiquement la confrérie et ses affiliés, tout particulièrement l'ISNA qui est l'un de ses principaux appuis dans les conflits avec l'Égypte et la République arabe syrienne : *« Je suis particulièrement reconnaissant pour le travail que l'ISNA a fait pour promouvoir la compréhension interconfessionnelle et la coopération ici, chez nous, et à travers le monde (…) Mon administration est fière d'être votre partenaire »*[244]. Il n'est donc pas surprenant de voir des proches du président étasunien mis en cause dans « *la stratégie d'investissements pour le*

243. *Les Américains autorisés à transférer des fonds à l'opposition syrienne*, IRIB, 16 mars 2013.

244. Extrait de l'intervention de Barack Obama lors de la 50e convention anniversaire de l'ISNA, Washington, 30 août-2 septembre 2013.

compte de l'organisation internationale des Frères musulmans » dénoncée en août 2013 par Tahani al-Gebali, vice-Présidente de la Haute Cour constitutionnelle égyptienne.

Dans l'attente que ces longues – et délicates – enquêtes connaissent des développements, le 25 juillet 2013, le Bureau de Washington de l'agence de presse *Reuters* confirmait que « *le Congrès des États-Unis devrait permettre au président Barack Obama d'ordonner la livraison d'armes à la rébellion syrienne contre le gouvernement de Bachar al-Assad, après avoir bloqué le projet pendant plusieurs semaines* »[245]. L'opposition grandissante de l'opinion publique à la politique de la Maison-Blanche n'empêche pas l'administration Obama de faire feu de tout bois pour élargir le front de guerre.

Tout au long de l'agression contre la République arabe syrienne, commencée des années auparavant par différentes décisions politiques, diplomatiques, économiques et paramilitaires, le président Obama multipliera des interventions dont la résultante sera une propagation de la guerre sur tout le Moyen-Orient. Le 26 juin 2014, il demande au Congrès de faire débloquer à nouveau un budget spécial de 500 millions de dollars pour « *entraîner et équiper l'opposition modérée armée* » contre la Syrie. « *Ces fonds aideront les Syriens à se défendre, à stabiliser les zones sous contrôle de l'opposition, à faciliter la fourniture de services essentiels, à contrer les menaces terroristes et faciliter les conditions d'un règlement négocié* », déclare alors la Maison-Blanche[246].

De son côté, le gouvernement libyen a apporté 100 millions de dollars – dont la majeure partie ne parviendra jamais à ses destinataires –, tout comme l'Arabie saoudite qui fournit également de l'armement à titre gracieux, à l'instar du Qatar. En

245. *Le Congrès américain va accepter la livraison d'armes en Syrie*, Reuters, Tabassum Zakaria, Susan Cornwell et David Alexander ; Julien Dury pour le service français, 23 juillet 2013, 11 h 36.

246. *Obama veut donner 500 millions de dollars à l'opposition syrienne*, Le Monde, avec AFP et Reuters, 26 juin 2014.

Europe, l'Allemagne, l'Italie, mais surtout la France et l'Angleterre, sont les principaux donateurs. Berlin a signé un chèque de 90 millions d'euros, Rome et Paris ont promis environ 22 millions chacun, et Londres a déjà donné, en quelques mois, des dizaines de millions d'euros au travers de différents programmes. Pour l'argent comme pour les armes, le Qatar apparaît comme le principal fournisseur : selon des sources proches du gouvernement qatari, au mois de mai 2013, la petite monarchie pétro-religieuse aurait dépensé, en deux ans – de 2011 à début 2013 – pas moins de 3 milliards de dollars rien que pour financer l'armement des groupes de mercenaires ![247]

Qu'en est-il plus précisément de cette implication du Qatar dans les guerres ouvertes depuis 2011 ?

Le Qatar, carrefour d'activités terroristes

Habitué du copinage avec les émirs-dictateurs enturbannés, le 12 janvier 2015 Nicolas Sarkozy joue le naïf et l'homme probe sur *RTL* : « *Vous croyez que François Mitterrand, Jacques Chirac, moi-même hier, François Hollande aujourd'hui, on aurait cette politique d'amitié avec le Qatar si nous pensions que le Qatar, c'était uniquement le financeur du terrorisme ?* ». Invité au micro de la même station radio le 21 janvier suivant, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, tient un propos similaire sur la question du soutien du Qatar aux groupes terroristes qui répandent la terreur en Syrie : « *Nous avons fait faire par nos services des enquêtes précises qui ont montré que cela n'était pas exact* ». Nicolas Sarkozy et Laurent Fabius n'ont visiblement pas les mêmes renseignements que les services de… renseignement français, pour s'en tenir à ces seuls services. L'ancien président et le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Valls sont-ils ignorants de la réalité du rôle du Qatar dans les guerres en cours – ce qui paraît difficilement

247. *Qatar bankrolls Syrian revolt with cash and arms*, par Roula Khalaf et Abigail Fielding Smith, Financial Times, 16 mai 2013.

envisageable, tout particulièrement en raison des relations entre ces deux politiciens et les dictateurs qataris – ou alors, bien pire, de fieffés menteurs ?

Passons au crible quelques faits issus de sources différentes pour juger du rôle du Qatar, comme pays et comme État, dans les guerres contre la Libye et la Syrie :

Dès le déclenchement de la guerre contre la Libye en 2011, le Qatar met sur pied la *« brigade du 17 février »*, composée de djihadistes. Celle-ci est entraînée avec le concours de la France, et commandée par Abdelhakim Belhadj, cet individu qui avait été arrêté par la CIA en 2003 pour avoir combattu au sein de la branche issue d'Al-Qaïda en Irak. Cette initiative militaire appartient aux dirigeants qataris, et non à des sponsors privés du terrorisme. Depuis l'assassinat de Kadhafi le 20 octobre 2011 et l'éclatement de la Libye, Belhadj, bien que présent en Libye, a installé son quartier général en Tunisie, à Djerba et à Tunis. De là, début 2015, il s'activerait à l'implantation de Daech sur la Maghreb. En février de la même année, il fait l'objet d'un mandat d'amener, avec une trentaine d'autres criminels, lancé via Interpol par le Procureur général d'Égypte, Hichem Baraket. Selon la justice égyptienne, Belhadj serait le véritable dirigeant de Daech sur le Maghreb. À la mi-2015, l'organisation a été renforcée par le rapatriement en Libye de mercenaires combattant en Syrie. Celui-ci, **reçu très officiellement par le ministère des Affaires étrangères français*** (avril-mai 2014), chapeaute plusieurs milices islamistes et organise des livraisons d'armes clandestines vers le Liban ou la Turquie aux fins d'armer les groupes criminels qui répandent la mort en Syrie. Le soutien des dirigeants du Qatar à ces groupes qui mettent la Libye à feu et à sang est incontestable, ainsi que vont le démontrer plusieurs journalistes, parmi lesquels Ian Black dans le quotidien anglais *The Guardian*, fin octobre 2011. Extraits :

« Le Qatar reconnaît pour la première fois avoir envoyé des centaines de soldats en soutien aux rebelles libyens qui ont renversé le régime de Muammar Kadhafi (…) La révélation a

eu lieu lors d'une conférence portant sur l'ère post-Kadhafi et donnée au Qatar par le dirigeant du CNT, Mustafa Abdel-Jalil, qui a indiqué que les Qataris ont planifié les combats qui ont mené à la victoire (...) Il a aussi livré des armes et des munitions à grande échelle – en dehors de toute légalité clairement établie (...) Le chef d'état-major qatari, le général-major Hamad bin Ali al-Atiya, a déclaré : *Nous étions parmi eux, et le nombre de Qataris sur le terrain se chiffrait par centaines dans chaque région. La formation et les communications étaient gérées par des Qataris. Le Qatar a supervisé les plans des rebelles parce c'était des civils qui n'avaient pas suffisamment d'expérience militaire*, selon une citation de l'*AFP*. *Nous avons assuré la liaison entre les rebelles et les forces de l'OTAN.* (...) Mais ce fut une surprise, néanmoins, lorsqu'il a envoyé la majeure partie de sa force aérienne rejoindre l'opération de l'OTAN et lorsqu'il a livré aux rebelles de larges quantités d'armes, qualifiées de défensives, mais qui incluaient des missiles anti-chars. Les forces spéciales qataries auraient fourni une formation d'infanterie aux combattants libyens dans les montagnes de Nafusa, à l'ouest du pays, et aussi dans l'est du pays. Les militaires qataris ont même ramené des rebelles à Doha pour leur faire effectuer des exercices militaires. Et lors de l'assaut final contre le QG de Kadhafi à Tripoli fin août, les forces spéciales qataries étaient en première ligne. Le Qatar a aussi accordé 400 millions de dollars aux rebelles, les a aidés à exporter le pétrole depuis Benghazi, et a monté une station de télévision à Doha. »[248]

Début juin 2012, Claude Angeli, dans *Le Canard Enchaîné*, révèle que *« le tout nouveau ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, n'ignore aucune des mauvaises nouvelles arrivées d'Afrique subsaharienne. Et rien de l'implication de* « notre ami du Qatar », *formule d'un officier d'état-major, dans la* capture *du Nord Mali par*

---

248. *Le Qatar reconnaît avoir envoyé des centaines de soldats pour soutenir les rebelles libyens* (Qatar admits sending hundreds of troops to support Libya rebels), par Ian Black, de Tripoli, The Guardian, 26 octobre 2011.

plusieurs mouvements djihadistes (...) Au début de cette année (NdA : 2012), *plusieurs notes de la DGSE ont alerté l'Élysée sur les activités internationales, si l'on ose dire, de l'émirat du Qatar. Et, sans vraiment insister, diplomatie oblige, sur le patron de cet État minuscule, le cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, que Sarko a toujours traité en ami et en allié. Les officiers de la DRM affirment, eux, que la générosité du Qatar est sans pareille et qu'il ne s'est pas contenté d'aider financièrement, parfois en leur livrant des armes, les révolutionnaires de Tunisie, d'Égypte ou de Libye (...) Selon les renseignements recueillis par la DRM, les insurgés touareg du MNLA (indépendantistes et laïcs), les mouvements Ançar Dine, Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique) et le Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu une aide en dollars du Qatar. Les prises d'otages, les trafics de drogue ou de cigarettes ne peuvent donc suffire à ces islamistes très dépensiers »*[249].

Puis, en octobre 2012, Louis Caprioli, ancien sous-directeur de la lutte contre le terrorisme de la DST, confirme l'implication du Qatar dans le financement de groupes terroristes : *« Des Français vont en Tunisie s'entraîner dans des camps djihadistes tunisiens financés par le Qatar, ou en Libye, notamment dans la région de Derna, où des gens s'entraînent avant d'aller faire le djihad en Syrie »*[250]

Le même mois, Yves Bonnet, ancien directeur de la DST, déclare dans un entretien à *La Dépêche du Midi* qu'*« il y a aussi le problème de l'argent qui est alloué par des pays salafistes (...) On n'ose pas parler de l'Arabie saoudite et du Qatar, mais il faudrait peut-être aussi que ces braves gens cessent d'alimenter de leurs fonds un certain nombre d'actions préoccupantes. Personnellement, je suis très choqué* (NdA : de voir le tapis rouge déroulé devant le Qatar par l'Élysée). *Il va falloir un jour ouvrir le dossier du Qatar, car là, il y a un vrai problème. Et je me fiche des résultats du Paris Saint-Germain »*[251].

---

249. *« Notre ami du Qatar » finance les islamistes du Mali*, par Claude Angeli, Le Canard Enchainé, 6 juin 2012.

250. *Terrorisme : le terreau français*, France 5, émission *C dans l'air*, 8 octobre 2012.

Le 24 mars 2013, deux journalistes du *New York Times*, Christopher John Chivers et Éric Schmitt, révèlent, à partir des données du trafic aérien, d'une série d'entretiens avec des fonctionnaires de plusieurs pays et en analysant les déclarations des chefs des bandes de mercenaires combattantes en Syrie, qu'un gigantesque trafic d'armes et d'équipement militaire s'est mis en place avec l'aide de la C.I.A. à destination des groupes armés : *« Le pont aérien, qui a commencé à petite échelle au début de 2012 et a continué par intermittence par la suite, s'est transformé en un flux régulier et beaucoup plus important vers la fin de l'année dernière. Il s'est développé au point d'atteindre plus de 160 vols de cargaisons militaires par la Jordanie, des avions-cargos militaires saoudiens et qataris atterrissant à l'aéroport d'Esenboga, près d'Ankara, ainsi que sur d'autres aéroports turcs et jordaniens* (...) Une évaluation de la charge utile de ces vols serait de 3 500 tonnes d'équipement militaire, *a dit Hugh Griffiths, de l'Institut International de recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI) qui contrôle les transferts d'armes illicites* (...) *La flotte d'avions-cargos de l'armée de l'air qatarie est devenue encore plus importante, exécutant des vols presque tous les deux jours en octobre* (...) *Comme les vols jordaniens étaient en cours, les vols qataris ont continué et l'armée de l'air royale saoudienne a commencé un programme chargé réalisé avec au moins 30 vols de C-130 vers Esenboga de la mi-février à début mars de cette année, selon les données de vol fournies par un officiel du contrôle du trafic aérien régional »*[252].

En Turquie et en Angleterre, des parlementaires interpelleront leurs gouvernements sur ce trafic d'armes dont une partie est acheminée depuis la Croatie. Plus tard, d'autres journalistes confirmeront les informations qui mettent directement en cause l'État du Qatar dans le trafic d'armes en direction de ces groupes criminels installés en Turquie. Fin septembre 2014, Elizabeth

---

251. *Terrorisme : les leçons de l'affaire Merah*, interview de Pierre Challier, *La Dépêche du Midi*, 8 octobre 2012.

252. *Arms Airlift to Syria Rebels Expands, with Aid From C.I.A*, par C. J. Chivers et Éric Schmitt, *The New York Times*, 24 mars 2013.

Dickinson écrit également, dans une enquête détaillée de la revue étasunienne *Foreing Policy*, que *« pendant que les Saoudiens livraient lentement les armes à destination des groupes rebelles en Syrie, les Qataris ont envoyé des avions pour livrer 3 500 tonnes d'équipement militaire en 2012 et 2013, avec le soutien de la CIA »*[253].

En novembre 2013, dans son livre *Renseignement français : nouveaux enjeux*, publié aux Éditions Ellipses, Bernard Squarcini, l'ancien dirigeant du renseignement intérieur français, nomme directement les responsables gouvernementaux saoudiens et qataris comme *« engagés dans une surenchère wahhabite d'aide aux islamistes armés du monde entier »*. Parmi eux, Bandar Ben Sultan, chef des renseignements saoudiens jusqu'en avril 2014, et des membres ou proches du gouvernement qatari. Stigmatisant la propagande entretenue par certains islamologues français, Bernard Squarcini rappelle que *« durant toute la première période des mal-nommées* « révolutions arabes », *ils nous ont vendu la fable des* « gentils Frères musulmans » *opposés aux* « méchants salafistes », *sans jamais, ou très rarement, rappeler les liens historiques, structurels et consubstantiels entre les uns et les autres. Est-ce de la naïveté, ou au contraire, un machiavélisme intéressé ? Car les bailleurs de fonds saoudiens, puis qataris restent très généreux, même pour les chercheurs… La sous-évaluation de mouvements piétistes a occulté une réalité pourtant très préoccupante, à savoir que, sous leurs aspects caritatifs et humanitaires, ils soutiennent souvent des groupes radicaux, évoluant eux-mêmes comme vecteurs de radicalisation »*[254].

Le Trésor U.S. liste les financiers qataris du terrorisme

Le 18 décembre suivant, c'est cette fois le Département du Trésor étasunien (U.S. Treasury) qui, dans un rapport précis, dénonce quelques-uns des principaux individus levant des fonds

---

253. *The Case against Qatar*, par Elizabeth Dickinson, *Foreing Policy*, 30 septembre 2014.

254. *Renseignement français : nouveaux enjeux*, par Bernard Squarcini et Étienne Pellot, Éd. Ellipses, p. 158-159.

au Qatar au profit des bandes criminelles qui attaquent la Syrie et l'Irak. Parmi eux, l'homme d'affaires qatari Abdul Rahman al-Nu'aymi. Selon le Département du Trésor étasunien, *« en 2013 Nu'aymi* (NdA : aussi orthographié parfois Nuaymi) *a ordonné le transfert de près de 600 000 $ à Al-Qaïda via le représentant d'Al-Qaïda en Syrie, Abu-Khalid al-Suri, et a eu l'intention de transférer près de 50 000 $ supplémentaires. Nu'aymi a apporté un soutien financier significatif à Al-Qaïda en Syrie en servant d'intermédiaire entre ses chefs en Irak et des donateurs basés au Qatar. Nu'yami a assuré le transfert de plus de 2 millions de dollars par mois (...) À partir du milieu de l'année 2012, Nu'yami a fourni approximativement 250 000 $ à deux représentants Al-Shabaab* (NdA : milices islamistes de Somalie qui cherchent à créer un califat islamique sur la Somalie, l'Éthiopie et Djibouti), *Mukhtar Robow et le scheik Hassan Aweys Ali »*[255].

Qui est Abdul Rahman al-Nu'aymi ? Un proche des dirigeants qataris : *« Nuaymi est – où était jusqu'à récemment – un conseiller auprès du gouvernement qatari et un membre fondateur d'une œuvre de charité importante liée à la famille royale, la Fondation pour la charité du cheikh Eid bin Mohammed al-Thani »*, précise de son côté le journaliste Andrew Gilligan, en septembre 2014, dans une enquête très documentée – *Qatar, « The Club Med for terrorists »* – publiée par la quotidien anglais *The Daily Telegraph*[256].

En juin 2014, l'armée de l'air libyenne, en guerre contre les groupes criminels islamistes, diffuse la photo d'avions militaires qataris livrant du matériel de guerre aux hommes de Belhadj. *IHS*, un site étasunien, confirme alors que les avions qataris étaient arrivés en Libye par le Soudan, l'Égypte étant opposée

---

255. Source : *Tresaury Designates Al-Qa'ida Supporters in Qatar and Yemen*, US Department of the Treasury, 18 décembre 2013, et *How Qatar is funding the rise of Islamist extremists* (Comment le Qatar consolide la montée des extrémistes islamistes), par David Blair et Richard Spencer, *The Telegraph*, 20 septembre 2014.

256. *Qatar : The Club Med for terrorists*, by Andrew Gilligan, *The Daily Telegraph*, 27 septembre 2014.

aux islamistes libyens[257]. Et même si, à partir du début de l'année 2014, soucieuse de ne pas nuire à ses investissements à l'étranger, la dictature qatarie se fait plus discrète, elle n'en continue pas moins de se trouver géographiquement, politiquement, financièrement et militairement au cœur des réseaux de soutien à des groupes terroristes.

Des soutiens financiers du terrorisme à l'ONU

Au mois d'août 2014, le journaliste Jean Comte confirme également dans le quotidien *La Croix* que *« selon plusieurs spécialistes, L'État islamique en Irak et au Levant a bénéficié du soutien actif de plusieurs États du Golfe, quand il a rejoint l'insurrection syrienne sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) »*. *« Il est clair que l'Arabie saoudite, puis le Qatar l'ont financé »*, indique Alain Chouet, ancien officier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). *« Ces deux États finançaient l'ensemble des forces anti-Assad*, confirme également Alain Rodier, ancien membre du même service et chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement. *Et cela a bénéficié, entre autres, à l'EIIL »*. Les deux experts précisent que les montants en question sont impossibles à évaluer. Ces financements étatiques, en effet, *« passaient la plupart du temps par des donations privées, des ONG islamiques ou sur le budget des services spéciaux,* continue Alain Chouet. *Le tout via des montages financiers complexes utilisant les comptes offshore saoudiens au Bahreïn ou au Soudan »*[258].

Ce soutien financier, logistique et militaire est tel que le Conseil de sécurité de l'ONU se décide enfin – trois années après l'agression ouverte contre la république syrienne et le développement des trafics d'armes sur la zone Méditerranée,

---

257. Source : *Qatari c-17 alleged to have visited Libya* (C-17 qatari présumé avoir visité la Libye), par Jeremy Binnie, Londres, *IHS Jane's 360*, 18 juin 2014.

258. *Qui soutient l'État islamique ?*, par Jean Comte, *La Croix*, 18 août 2014.

notamment autour de la Libye… –, le vendredi 15 août 2014, à adopter une résolution visant à empêcher le financement du djihadisme en Syrie et en Irak. Le texte *« condamne tout échange commercial direct ou indirect »* avec l'État islamique (EI) et le Front Al-Nosra, et *« réaffirme que ce type de transaction pourrait être considéré comme un appui financier »* au terrorisme, et donc donner lieu à des sanctions internationales. Or, si le Front al-Nosra et l'EIIL vendent du pétrole sur le marché international, c'est que Washington tolère ces ventes et cela ne peut se faire que par les compagnies pétrolières étasuniennes. Ainsi, le pétrole volé à la Syrie par le Front al-Nosra serait vendu par la transnationale Exxon-Mobil et celui volé par l'EIIL exploité par la transnationale étasuno-saoudienne Aramco.

Rappelons toutefois que depuis 2011, les dirigeants du Qatar ont déjà violé la Charte de l'ONU et des résolutions de l'organisation internationale destinées à combattre le terrorisme. Ce sera notamment le cas lorsque les dirigeants de Doha accueilleront des criminels et des organisations sponsorisées par plusieurs gouvernements – États-Unis, Angleterre, France et quelques pays de l'Union européenne et arabes. C'est ainsi que la Coalition nationale syrienne (CNS) et la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR) ont été montées de toutes pièces dans la capitale du Qatar et avec le soutien financier de ses dirigeants. L'objectif de ces organisations est d'organiser l'invasion, l'occupation militaire, l'annexion et le renversement par le recours à la force du régime légal de la République arabe syrienne. Ces organisations violent la Charte des Nations unies et sont responsables de crime d'agression, crime de guerre et crime contre l'humanité.

Qui demande à l'ONU à ce que le Qatar soit sanctionné pour son soutien à des organisations criminelles ?

« *Des collecteurs de fonds terroristes basés au Qatar* »

C'est au moment même où l'émir du Qatar plaide, fin septembre 2014, l'innocence de son pays dans le soutien au terrorisme, que le journaliste anglais Andrew Gilligan publie son enquête *Qatar, le « club Med pour terroristes »*. Celle-ci, riche de nombreuses informations issues de sources différentes, met en évidence le rôle de Qataris, souvent proches du clan au pouvoir, dans le soutien à des groupes terroristes[259].

Les propos des dirigeants du Qatar selon lesquels leur pays ne financerait pas le terrorisme ?

« Le Qatar peut dire que ceci était le travail de personnes physiques et non du gouvernement. Mais n'importe quel État, particulièrement une autocratie du Golfe, peut arrêter ce genre de choses, à condition de le vouloir », observe Andrew Gilligan.

Le fait que le Qatar participe à différentes organisations pour lutter contre le financement du crime organisé ?

« À en croire les derniers rapports sur le terrorisme du département d'État américain, la vigilance du Qatar à ce sujet est « inexistante ». *Certes, il existe des lois réprimant le blanchiment d'argent et le financement des organisations terroristes, mais leur mise en application est* « aléatoire » *et marquée par de* « graves carences » », souligne-t-il. Et, cette « grave carence » laisse les mains libres à de nombreux soutiens du terrorisme, basés au Qatar, qui continuent leurs activités criminelles en toute quiétude. Plusieurs rapports font état du grand écart entre les déclarations des dirigeants qataris et la réalité de leurs actes. Ainsi, dans son rapport annuel 2013 sur le terrorisme – *Country Report on Terrorism* –, publié en avril 2014, le Département d'État étasunien constate que *« le contrôle du Qatar des contributions de personnes physiques et d'associations caritatives pour des entités étrangères est resté incohérent. Des collecteurs de fonds terroristes basés*

259. *Qatar, « Club Med for terrorists »*, by Andrew Gilligan, *The Daily Telegraph*, 27 septembre 2014.

au Qatar, qu'ils agissent comme individus ou comme représentants d'autres groupes, ont constitué un risque significatif du financement du terrorisme et peuvent avoir soutenu des groupes terroristes dans des pays comme en Syrie. L'ascension du nouvel émir, le cheikh Tamin ben Hamad al-Thani, n'a abouti à aucun changement de politique qui renforcerait la capacité du gouvernement du Qatar de lutter contre le terrorisme »[260].

Les preuves des liens du gouvernement qatari avec les extrémistes – dont certains ont réussi à lever des fonds alloués par la suite à l'État islamique – sont irréfutables : « Entre huit et douze personnalités éminentes au Qatar ont récolté des millions de dollars pour les djihadistes, *a déclaré un diplomate occidental local.* Et ils ne s'en cachaient guère. *La plupart de ces personnalités récoltaient au départ de l'argent pour le Front Al-Nosra, une filiale d'Al-Qaida en Syrie. L'argent a coulé à flots l'année dernière, quand Al-Nosra et l'EI ont officiellement fusionné et mis en commun leurs combattants et leur matériel* » rapporte Andrew Gilligan.

À la mi-janvier 2015, le journaliste Régis Soubrouillard indique dans l'hebdomadaire *Marianne* que la note de la DRM révélée par *Le Canard Enchaîné* en juin 2012 « *venait corroborer une première note diffusée en mars* (NdA : 2012) *par la DGSE, qui précisait les financements de mouvements djihadistes dans le Nord du Mali* ». Et de rappeler que « *plus récemment, en juin 2014, le site de défense américain Jane's publiait une photo d'avions de transport militaires qataris posés sur un aéroport contrôlé par des milices djihadistes libyennes* »[261]. Dans son enquête, Régis Soubrouillard indique que deux mois auparavant, le 29 novembre 2014, Marianne avait déjà, dans un reportage de Roumania Ourgartchinska, pointé du doigt le soutien apporté par la monarchie pétro-religieuse du Golfe aux groupes criminels installés en Libye : « *Cible d'au moins cinq attentats kamikazes, dont l'un a failli lui coûter la vie, le général*

---

260. Source : U.S. Department of State, *Country Reports on Terrorism 2013, chapter 2: Middle East and North Africa Overview*, april 2014.

261. *Ah bon ? Y a un problème avec le Qatar ?* par Régis Soubrouillard, *Marianne*, 12 janvier 2015.

Khalifa Haftar (...) a entrepris depuis le mois de mai dernier de nettoyer le pays des islamistes *en prenant la tête d'une opération baptisée* Karama *(*Dignité*). Plusieurs de ses proches ont été blessés, dont deux de ses frères et son fils. Décidé à en découdre avec l'organisation terroriste Ansar al-Charia établie à Benghazi, le général avait aussi dénoncé l'aide* « insidieuse » *de la Turquie et du Qatar aux groupes extrémistes et avait sommé fin juin les représentants des deux pays de* « quitter la Libye dans les quarante-huit heures, sous peine de représailles ». *Le lendemain, son neveu était kidnappé* »[262].

Tous ces faits et preuves indiscutables, collectés par des institutions, des services de renseignement et des journalistes de plusieurs pays, mettent bas le discours du dictateur Eid bin Mohammed al-Thani qui continue d'affirmer, en septembre 2014 : *« Nous ne finançons pas des extrémistes ».* Ce double jeu est caractéristique de la duplicité des Frères musulmans : officiellement, le Qatar, tout comme l'Arabie saoudite, ne finance pas les djihadistes en tant qu'État. Il se contente de les recevoir en grande pompe, d'héberger certaines de leurs organisations, de médiatiser leurs activités à coups de conférences de presse et de réunions, favorise les dons privés, notamment au travers des fondations islamiques caritatives et des ONG, et laisse même faire les appels au meurtre et d'importantes transactions financières en direction de groupes terroristes à partir de son territoire. Est-il nécessaire de rappeler que c'est au Qatar que sont réfugiés des assassins tchétchènes, d'anciens dirigeants du Front islamique du salut algérien, des talibans, des membres du Mujao, tous responsables d'actes criminels et dont certains continuent, depuis Doha, de donner leurs instructions à des groupes armés ? La journaliste étasunienne Elisabeth Dickinson estime, dans l'enquête qu'elle publie fin septembre 2014 dans *Foreing Policy*, que *« toutes ces activités de financement sont orchestrées par des individus – pas par le gouvernement –, comme le Qatar l'a indiqué pour sa défense ces*

262. *Les plans secrets de la Turquie et du Qatar en Libye*, par Roumania Ourgartchinska, *Marianne*, 29 novembre 2014.

dernières semaines. Mais, voici bien ce dont il s'agit : en comptant sur ces intermédiaires, Doha fait non seulement sous-traiter le travail, mais aussi la responsabilité de l'intervention. Et, même là où il n'est pas impliqué directement, le Qatar n'ignore pas ce qui se passe dans son réseau »[263]. Il l'ignore d'autant moins qu'il participe lui-même également, en tant qu'État, à l'armement des groupes auteurs du crime d'agression contre la République arabe syrienne !

Aussi, les donateurs sollicités sont nombreux et bien moins inquiétés que les poètes, écrivains, journalistes qui, comme n'importe quel sujet qatari, risquent, selon les dispositions de l'article 134 du Code pénal qatari, une peine de prison de cinq ans pour toute critique de l'émir…

Les pousse-au-crime fréquentent le Palais

L'un de ces principaux donateurs est un jeune religieux koweïtien, Ajjaj al-Ajmi, qui a été désigné par le Département du Trésor étasunien le 6 août 2014 comme financier du terrorisme pour soutenir le Front al-Nosra. Ajmi dirige la « Commission populaire pour le soutien à la révolution syrienne » qui fait officiellement campagne sur le réseau Internet Twitter pour l'humanitaire. Déjà, en juin 2012, le ministre qatari des Biens religieux et des Affaires islamiques l'avait invité à prendre la parole dans la ville côtière d'Al-Khor. Il y a publiquement déclaré que l'assistance humanitaire ne renverserait jamais le régime syrien : « *La priorité est le soutien aux djihadistes, et de les armer* ». L'une de ses références n'est autre qu'Oussama ben Laden.

Tel est aussi le cas de Mohammed al-Arifi qui, entre deux déplacements en France, appelle à armer les djihadistes et sera également invité par le ministre qatari des Biens religieux et des Affaires islamiques en mars 2012, puis à nouveau en janvier 2014, pour dire la grande prière du vendredi à la Grande mosquée du

---

263. *The Case against Qatar*, par Elizabeth Dickinson, *Foreing Policy*, 30 septembre 2014.

Qatar ; ou encore du salafiste koweïtien Nabil al-Awadhy, un financier connu de groupes proches du Front al-Nosra, accueilli le 4 juillet 2014 par une œuvre de charité étroitement liée au gouvernement qatari à l'occasion du ramadan, etc.[264]

Dans une note publiée le 24 septembre 2014 intitulée *Le Trésor désigne douze facilitateurs de combattants terroristes étrangers (Treasury Designates Twelve Foreing Terrorist Fighter Facilitators)*, le Département du Trésor étasunien désigne également Tariq al-Harzi comme leveur de fonds pour des groupes terroristes : « *Al-Harzi a collecté les fonds de donateurs basés dans le Golfe pour l'ISIL. En septembre 2013, il a permis à l'ISIL de recevoir approximativement 2 millions de $ provenant d'un facilitateur financier de l'ISIL basé au Qatar, qui a exigé d'Al-Harzi que l'utilisation de ces fonds soit uniquement destinée à des opérations militaires. L'intermédiaire financier basé au Qatar a également recruté Al-Harzi pour lever des fonds au Qatar* »[265]

Le journaliste Andrew Gilligan, se basant sur différents rapports, principalement d'administrations étasuniennes, donne un aperçu des activités (financement de groupes terroristes, recrutement de combattants, appels au meurtre, etc.) d'autres individus basés au Qatar :

> « Les États-Unis ont aussi désigné un homme appelé Abd al-Wahhab al-Humayqani comme un terroriste. Humayqani servait comme mufti et juriste au ministère qatari des Biens religieux et des Affaires islamiques. Dès 2006, un homme appelé Hamid Abdullah al-Ali a été désigné par les États-Unis comme « *un facilitateur terroriste qui a fourni l'assistance financière*

---

264. *The Case against Qatar*, par Elizabeth Dickinson, *Foreing Policy*, 30 septembre 2014.

265. Source : *Treasury Designates Twelve Foreing Terrorist Fighter Facilitators*, U.S. Department of the Treasury, 24 septembre 2014, et *Senior Isil commander raised £1,25 million from Qatari nationals, says US Treasury*, (Le commandant de l'Isil a levé 1,25 million de livres de ressortissants Qataris affirme le Trésor américain), par David Blair et Raf Sanchez (Washington), *The Telegraph*, 26 septembre 2014.

pour des groupes affiliés à Al-Qaida », qui « *recrute des djihadistes* » et a fourni « *l'assistance financière pour les recrues* ». Sur son site web, Ali a offert des conseils techniques pour la fabrication d'explosifs et d'armes chimiques et biologiques. Il a publié des fatwas légitimant l'attaque suicide à la bombe, y compris une description « *des permissions, et parfois la nécessité, d'opérations suicides comme condition de frapper l'ennemi à mort… De nos jours, ceci peut être accompli en abattant un avion sur un site important qui cause de grandes pertes humaines à l'ennemi* ». Pour les deux dernières années, son fil Twitter a glorifié Al-Nosra, ou « *les héros* », comme il les appelle. Le 2 mars 2012, à l'invitation du ministère des Biens religieux et des Affaires islamiques, Ali a donné la grande prière du vendredi à la Grande mosquée de Doha contrôlée par l'État. Selon la séquence visionnée sur You Tube par *The Sunday Telegraph*, il a loué « *le grand jihad* » commencé par Al-Nosra en Syrie. »

Mais Ajjaj al-Ajmi, Mohammed al-Arifi, Al-Wahhab al-Humayqani et Abdullah al-Aline ne sont pas les seuls, loin de là, à être invités par les autorités qataries ou à fréquenter les cercles de la dictature absolue.

Ainsi, Youssef al-Qaradawi, qui est l'un des dirigeants idéologiques des Frères musulmans en Occident au travers du Conseil européen de la Fatwa, dont sont membres notamment Rached Gannouchi (Tunisie), Moustafa Ceric (Bosnie) et Ahmed Ali al-Imam (Soudan), est également un proche conseiller religieux de la dictature qatarie. Ses fatwas sont connues bien au-delà du monde arabe pour leur contenu souvent ouvertement violent et ségrégationniste contre les juifs, les athées, les femmes et, de manière générale, contre tous ceux qui ne lisent pas le Coran ou n'en font pas la même lecture que lui. Il doit notamment sa popularité à l'émission religieuse « la Charia et la vie » (Ach-Charia wal Hayat), qu'il anime chaque semaine sur la chaîne *Al Jazeera*.

Pour rappel, *Al Jazeera* est une chaîne de télévision satellitaire qatarie basée à Doha qui fut lancée le 1er novembre 1996 par le cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, émir du Qatar et proche des Frères musulmans, qui a alors pris le pouvoir en renversant son père. De cette tribune qui lui est gracieusement offerte par l'émir-dictateur-actionnaire, ce religieux fanatique qui lançait en 2011 des appels à tuer l'ancien chef d'État libyen Mouammar Kadafi – « *Que celui qui dans l'armée libyenne peut tirer une balle sur Mouammar Kadhafi pour en débarrasser la Libye, le fasse* » (février 2011) –, appelle, en 2012, au meurtre en Syrie – « C*eux qui agissent avec le pouvoir, il nous est obligatoire de tous les tuer : militaires, civils, oulémas, ignorants (...) ceux qui sont du côté de ce pouvoir (régime syrien) injuste (...) qui a tué les gens sans raison, ils sont injustes comme lui (...) ceux qui tuent pour lui, que ceux-là soient tués à leur tour* »[266] – et délivre des fatwas (avis juridique) autorisant les attentats-suicides. Les propos haineux et les appels au meurtre de ce fou de dieu ne l'empêchent pas d'avoir des admirateurs. Ainsi, Tariq Ramadan, le directeur du centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique (CILE), basé au Qatar depuis janvier 2012, voit en lui une grande figure de l'islam : « *Toute personne, musulmane ou non, qui a étudié les sciences et le droit islamiques contemporains, sait quelle est la contribution de Yussuf Al-Qaradawi au débat et combien certaines de ses propositions juridiques sont novatrices. J'éprouve un profond respect pour l'homme et le savant, et serais le dernier à m'en cacher* »[267]. Entre Frères musulmans, le crime force le respect. Quant à l'ancien vice-président UMP du Sénat Adrien Gouteyron, initiateur sous la présidence de Sarkozy d'un texte de loi dispensant les Qataris de taxe sur leurs plus-values immobilières en France, celui-ci voit dans la chaîne *Al Jazeera*, un média qui « *a révolutionné la scène médiatique arabe, transformé les mentalités et représenté un formidable*

266. *Al Jazeera*, émission « *la charia ou la vie* », décembre 2012.

267. *Faut-il faire taire Tariq Ramadan ?* par Aziz Zemouri, Éd. L'Archipel.

vecteur de projection extérieure du Qatar »[268] (sic)… Comme quoi un sénateur peut aussi dormir devant sa télévision.

Le *« formidable vecteur de projection extérieure du Qatar »* du sénateur français Gouteyron poussera même l'ignominie jusqu'à faire un sondage sur *« l'opportunité ou non »* des attentats d'Alger de décembre 2007 ! Cette offense aux victimes entraînera la fermeture du bureau de la chaîne à Alger. Les nombreuses opérations de manipulation de l'information auxquelles se livre la chaîne qatarie seront notamment révélées par l'enquête du journaliste Ali El Hadj Tahar titrée *Al Jazeera, propagande et vidéos truquées*[269] publiée par *Le Soir d'Algérie*.

Hier courtisé par des politiciens anglais et français, recherché par Interpol en 2015 pour *« incitation et assistance pour meurtre de caractère international, aide à l'évasion de prisonniers, incendie criminel, vandalisme et vol »*[270], Qaradawi, présentateur d'*Al Jazeera*, parrain du CILE, est également une référence avouée de Nabil Ennasri. Ce jeune sujet d'origine marocaine est président du Collectif des Musulmans de France (CMF), admirateur de la dictature qatarie et, par voie de conséquence, médiatiquement engagé dans les sales coups contre les pays arabes, de la Libye à la Syrie.

---

268. Sénat, session ordinaire 2008-2009, Rapport n° 214 fait au nom de la Commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, présenté par Adrien Gouteyron, et *Portrait de l'inoxydable mufti Youssef Qaradawi, le prêcheur en chef d'Al Jazira*, par Jacques Marie Bourget, *Mondafrique*, 21 février 2014.

269. Lire *Al Jazeera, propagande et vidéos truquées*, par Ali El Hadj Tahar, *Le Soir d'Algérie*, 15 octobre 2012 (www lesoirdalgerie.com)

270. *Qui est Youssef Al Qaradawi recherché par Interpol ?* par Fiammetta Venner, *Huffington Post*, 8 décembre 2014.

« *Sans les financements que l'EI a reçus, il n'y aurait pas eu de guerre* »

Le fait est que ces religieux appelant à la violence, bailleurs de fonds, dirigeants d'organisations criminelles, n'ont pu trouver une audience parmi les organisations soutenues par le gouvernement de Doha que par les moyens (hébergement, organisation de meeting et conférences, tribunes médiatiques, soutiens financiers et logistiques, etc.) mis à leur disposition par des proches ou membres du gouvernement qatari. Aussi, Gilligan souligne-t-il avec raison que *« la vérité est que, sans les financements importants que l'EI a reçus de certains individus au Qatar, il n'y aurait pas eu de guerre au départ. Au Royaume-Uni, Djihad John, l'homme avec un fort accent britannique présent sur les trois vidéos où sont assassinés les otages, incarne désormais aux yeux de l'opinion publique britannique la menace de l'EI. La semaine dernière* (NdA : septembre 2014), *alors même que l'émir du Qatar jurait ses grands dieux que le pays n'avait jamais financé l'EI, le Trésor américain a apporté la première preuve que l'argent du Qatar avait bien permis à Djihad John et à d'autres Britanniques de rejoindre la Syrie »*[271].

Robert Mendick et Tim Ross rapportent, en novembre 2014 dans le quotidien anglais *The Telegraph*, une analyse de Matthew Levitt, un expert en contre-terrorisme à l'Institut de Washington pour la politique au Moyen-Orient : *« La législation du Qatar pour combattre les financiers du terrorisme du Golfe est une supercherie. Les lois qui ont été mises en place pour empêcher des Qataris de recueillir des fonds pour des terroristes n'ont pratiquement jamais été mises en œuvre ni respectées »*[272].

---

271. *Qatar, « Club Med for terrorists »*, par Andrew Gilligan, *The Daily Telegraph*, 27 septembre 2014.

272. *Beheaded Briton's brother urges sheikhs to block jihadist cash funds*, par Robert Mendick et Tim Ross, *The Telegraph*, 2 novembre 2014.

Début mai 2015, le Département d'État a accentué sa pression contre de nouveaux pourvoyeurs de guerre en révisant à la hausse les récompenses offertes pour toute information crédible sur quelques-uns des principaux acteurs de l'État islamique : 7 millions de dollars pour des informations sur Abd al-Rahman Mustafa al-Qaduli, 5 millions de dollars chacun pour Abu Mohammed al-Adnani et Tarkhan Tayumurazovich Batirashvili et 3 millions de dollars pour Tariq Ben al-Tahar ben al-Falih al-Awni al-Harzi, parmi d'autres[273].

Ces soutiens du Qatar et de l'Arabie saoudite aux groupes criminels sont naturels, intimement liés au **wahhabisme***, l'idéologie totalitaire et réactionnaire de leurs régimes. Il s'agit pour ces dictatures d'assurer leur survie dans un environnement régional où les peuples se lèvent pour la modernité, la démocratie, la justice et la paix, toutes valeurs dangereuses pour leur règne.

Après la déstabilisation des pays du Maghreb et de l'Afrique du Nord avec la guerre contre la Libye, les dirigeants étasuniens, anglais et français portent une nouvelle lourde responsabilité dans la destruction de la République arabe syrienne. Alain Marsaud, ancien chef du service central de lutte anti-terroriste et député UMP des Français de l'étranger, soulignera, à la mi-août 2014, que *« lorsque l'Occident s'engage dans ces affaires moyen-orientales, on ne peut pas dire que ce soit avec beaucoup de succès si l'on regarde l'histoire de ces dix dernières années »*.

Non contents de soutenir politiquement et financièrement les structures d'une « opposition » fantoche, ils vont armer les groupes de criminels recrutés par les Frères musulmans.

---

273. Source : U.S. Department of State, *Rewards for Justice, Rewards offers for Informations on Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) Terrorists*, Washington, 5 mai 2015.

« Paris gère l'opération elle-même »…

À la fin mars 2013, les dirigeants politiques de Paris et Londres s'efforcent de convaincre les Européens de lever leur embargo sur les ventes d'armes aux groupes de mercenaires de l'ASL. Au même moment, le journaliste Vincent Jauvert, grand reporter du service Monde du *Nouvel Observateur*, écrit que *« la France passe outre cet interdit depuis plusieurs semaines. La campagne diplomatique franco-britannique vise donc notamment à légaliser une situation de fait »*[274]. Selon une source au sein de l'appareil d'État français, *« François Hollande a décidé mi-décembre* (2012) *de livrer des armes à l'Armée syrienne libre, à des groupes sélectionnés par les services de renseignement. Cette décision a été prise en concertation avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui, selon cette source, ont fait le même choix. Elle fait suite à la visite à l'Élysée, le 17 novembre, du président de la Coalition nationale syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib, que les autorités françaises ont, trois jours auparavant et à la surprise générale, reconnu comme* « le seul représentant du peuple syrien » ». Selon son informateur, *« cette fois, Paris ne passe pas par l'intermédiaire du Qatar, mais gère l'opération elle-même »*. Vincent Jauvert précise que *« les premiers envois ont eu lieu, dans la foulée de la décision, début janvier »*. En réalité, bien avant la publication de cet article, la France soutient déjà militairement les bandes criminelles, depuis la fin 2011.

Philip Giraldi, ancien officier de la CIA spécialiste en contre-terrorisme, en renseignement militaire et en sécurité internationale, directeur exécutif du Conseil pour l'intérêt national, indique également, et cela dès le mois de décembre 2011, que plusieurs États, dont la France, interviennent directement en sous-main aux côtés des groupes de l'« opposition » :

> « Des avions de guerre de l'OTAN, sans signe de reconnaissance, sont arrivés sur les bases militaires turques près

---

274. *La France livre déjà des armes à l'opposition syrienne*, par Vincent Jauvert, *InfoObs*, 21 mars 2013.

d'Iskenderun, à la frontière syrienne, déchargeant des armes provenant des anciens arsenaux de Mouammar Kadhafi ainsi que des volontaires du Conseil national de transition libyen, qui savent comment lancer des volontaires contre des soldats entraînés, comme ils l'ont montré contre l'armée de Kadhafi. Iskenderun est aussi le siège de l'Armée syrienne libre, le bras armé du Conseil national syrien. ***Les forces spéciales françaises et britanniques entraînent les rebelles syriens*** pendant que la CIA et les forces spéciales US fournissent le matériel de communication et le renseignement afin d'aider les rebelles à éviter les concentrations de soldats syriens. »[275]

Sept mois plus tard, en août 2012, Richard Labevière, journaliste indépendant, ancien rédacteur en chef de *Défense*, la revue de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) et auteur de plusieurs ouvrages sur le monde arabe, précise également la livraison d'armes et l'envoi de conseillers militaires par la présidence française :

« ***Avec le Service action de la DGSE, la France mène en revanche des opérations de formation et de soutien à l'Armée syrienne libre et à d'autres groupes armés.*** Sur le plan des transmissions et de l'artillerie : mortiers, missiles antichars et canons de 105 mm. Plusieurs dizaines de conseillers militaires participent déjà à un état-major commun turc, américain et français à Charnagh (Turquie), qui bénéficie d'une aide britannique à la frontière syrienne. »[276]

Ces informations, qui mettent en cause les principaux responsables français, ne seront jamais démenties ni par la Présidence, ni par le Premier ministre, ni par le ministère de la Défense, ni par celui des Affaires étrangères. Et pour cause.

---

275. *NATO vs. Syria*, par Philip Giraldi, *The American Conservative*, 19 décembre 2011.

276. *L'option diplomatique est morte*, par Richard Labévière, *Le Parisien*, 6 août 2012.

Les forces spéciales françaises participent à la formation de groupes terroristes

En mars 2013, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* rapportait que des instructeurs des forces des opérations spéciales étasuniennes avaient été déployés, depuis février 2012, à la base militaire de Safawi, dans le nord de la Jordanie. Quelque deux cents hommes ont reçu cette formation en trois mois, dans le cadre d'un plan étasunien visant à former un total de 1 200 membres de l'ASL dans deux camps, situés au sud et à l'est de la Jordanie. Coïncidence ? Ce déploiement en Jordanie s'est produit juste après la rencontre, le 18 janvier 2012, entre Hillary Clinton et le roi Abdallah II de Jordanie.

Valentin Vasilescu, ancien commandant adjoint des forces militaires de l'aéroport de Bucarest-Otopeni, diplômé en sciences militaires à l'Académie des études militaires de Bucarest, indique que *« la base Safawi utilisée pour entraîner les rebelles islamistes, considérés comme* « modérés » *par les Américains, entre dans le cadre d'un plan secret d'aide fournie aux insurgés par les États-Unis et leurs alliés pour lutter contre le régime du président Bachar al-Assad. L'entraînement des combattants islamistes à la base de Safawi était la première information qui filtrait pour démentir le discours officiel, qui affirmait que Washington n'avait pas de liens avec des groupes extrémistes ennemis des États-Unis »*.

Ainsi, les États-Unis, l'Angleterre et la France ont formé en Jordanie, dans la période 2012-2013, plusieurs centaines de mercenaires, dont des membres de l'État islamique en Irak et au Levant, en particulier dans l'utilisation des armes antichars et aux combats de guérilla urbaine. Valentin Vasilecu ne manque pas de souligner que les dirigeants français sont fortement impliqués dans le soutien à ce groupe criminel qu'ils qualifient de « terroriste » en septembre 2014 : l'article publié le 8 mars 2013 par le quotidien *The Guardian* sous la plume de Julian Borger et de Nick Hopkins a complété l'information de *Der Spiegel* en affirmant que « ***d'autres séries de rebelles islamistes avaient été***

préparées par des instructeurs des forces spéciales britanniques et françaises dans une autre base dans le sud de la Jordanie »[277].

Analysant, en mars 2013, la décision du gouvernement français d'armer les groupes de l'« opposition », Alain Chouet, l'un des anciens spécialistes de la DGSE des groupes terroristes du monde arabe, considère que dans ce cas l'*« on se trouverait complètement en dehors de la légalité internationale, dans une situation sans précédent »*. Explication :

> « L'ONU n'a pas reconnu l'opposition, et d'ailleurs, de quelle opposition parlons-nous ? Elle est totalement hétéroclite et divisée, les militaires ne reconnaissent pas l'autorité des politiques et, à l'intérieur de la composante militaire, les milices jihadistes ont pris le pas sur les autres. Sur le terrain, celle qu'on appelle l'ASL (Armée syrienne libre) est composée d'officiers et d'hommes de troupe qui ont déserté vers la Turquie, et qui se trouvent pour la plupart consignés dans des camps militaires, quand ils n'ont pas donné des gages d'islamisme (…). Tout cela pour laisser la place aux groupes salafistes et aux jihadistes. Je repose donc la question : quelles armes allons-nous donner, et à qui ? Certains responsables politiques français affirment que nos services spéciaux savent parfaitement à qui il faut les donner. Je connais la Syrie depuis quarante ans, j'ai fait partie des services spéciaux pendant trente ans, et j'affirme qu'une telle certitude est totalement présomptueuse. »

Tout en s'étonnant que le gouvernement français *« soutienne en Syrie ceux contre lesquels on lutte ailleurs »*, allusion étant faite au Mali, Alain Chouet fait alors remarquer :

> « **Depuis deux ans, la France a fourni aux opposants syriens une assistance logistique, technique, des entraînements**

277. *West training Syrian rebels in Jordan – L'Ouest entraîne des rebelles syriens en Jordanie*, par Julian Borger et Nick Hopkins, The Guardian, 8 mars 2013.

organisés par les services spéciaux, également britanniques ou américains. Cette fois, en livrant officiellement des armes, on passe à un autre stade ! »[278]

Au même moment, Pascal Le Pautremat, universitaire, Docteur en Histoire et géopoliticien français spécialisé sur les conflits contemporains et la politique musulmane de la France, confirme le rôle joué conjointement par les services secrets jordaniens et turcs avec la CIA :

« Les activistes syriens, encadrés par les experts de l'USSOCOM[279], sont à pied d'œuvre à Tampa, en Floride. Ceux qui sont formés par la CIA suivent leur formation au King Adbullah II Special Operations Training Center (KASOTC), créé en 2009 à Yajooz, aux portes d'Amman. La CIA y travaille en collaboration étroite avec les services secrets jordaniens (General Intelligence Department – GID) et reçoit à ce titre des membres de l'Armée syrienne libre (ASL). En même temps, selon plusieurs sources militaires, les services américains soutiendraient les actions subversives de milices islamistes à destination des troupes syriennes. On retiendra que la méthode mise en œuvre depuis la Jordanie se superpose à une situation analogue observée depuis la Turquie. Implantés sur la base américaine d'Incirlik, les services spéciaux américains y supervisent les livraisons et équipements en armes et matériels divers destinés aux rebelles syriens ; des systèmes d'armes et

---

278. *Syrie – Alain Chouet : « Ce n'est pas en armant les salafistes qu'on trouvera une solution. »* Entretien avec Jean Guisnel, *Le Point*, 16 mars 2013.

279. Créé le 16 avril 1987, le United States Special Operations Command (USSOCOM) est l'un des dix commandements unifiés dépendant du Département d'État de la Défense des États-Unis. Il a pour mission de fournir des forces spéciales pour des opérations, le plus souvent clandestines.

des munitions en provenance de régimes sunnites, pour l'essentiel du Qatar et de l'Arabie saoudite. »[280]

Moins de trois mois plus tard, en juin 2013, le *Los Angeles Times* précise les accusations portées contre Washington et Paris, indiquant que la CIA, les forces spéciales étasuniennes et françaises entraînent les rebelles de l'ASL en Jordanie depuis 2012 :

> « En Jordanie, les stages de deux semaines, comprenant vingt à quarante-cinq rebelles, ont lieu dans une nouvelle base américaine située dans le sud-ouest du pays. La plupart, sélectionnés depuis novembre, apprennent à se servir d'armes russes anti-chars et de missiles anti-aériens, ce qui leur permet d'utiliser des munitions stockées dans les casernes de l'armée syrienne. Un chef rebelle, rencontré par les journalistes du *Los Angeles Times*, se plaint que les livraisons d'armes en provenance du Qatar, d'Arabie saoudite et d'autres pays arabes – avec l'accord des États-Unis – mettent des mois à parvenir à l'ASL, et qu'elles sont moins importantes que prévu. Le général Yahya Bittar, un pilote de chasse ayant fait défection l'an dernier, actuel chef des services de renseignement de l'ASL, ***affirme que ces derniers mois, les stages ont eu lieu en Jordanie en coopération avec des militaires français.*** Il estime le nombre des rebelles formés à une centaine. »[281]

Silence du côté de l'Élysée. A la même période, de très importantes livraisons d'armes destinées aux commandos et

---

280. *La guerre syrienne : De la Jordanie au Caucase…* par Pascal Le Pautremat, Observatoire de la Défense et de la Sécurité, www.espritcorsaire.com, 14 mars 2013.

281. *La CIA et les forces spéciales US et françaises entraînent l'ASL en Jordanie*, par Gilles Munier, *France-Irak-Actualités*, d'après *U.S. has secretly provided arms training to Syria rebels since 2012*, par David S. Cloud and Raja Abdulrahim, *Los Angeles Times*, 21 juin 2013.

milices formés par des services secrets occidentaux, avec le Mossad israélien[282], sont opérées via l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. Le même mois de juin 2013, l'ASL affirme avoir reçu de plusieurs pays *« des quantités d'armes modernes »*. Le coordinateur politique et médiatique de l'ASL lui-même, Louaï Moqdad, précise même que *« ces armes seront utilisées dans un seul objectif, celui de combattre le régime »*. Salim Idriss, un autre chef de l'ASL, est l'organisateur central de la livraison d'armes des pays occidentaux. Il aurait élaboré, bien avant l'élargissement du conflit, avec les ambassadeurs de France et des États-Unis à Damas, une cartographie des groupes de mercenaires afin de déterminer leur répartition[283]. Les armes proviennent de France, d'Angleterre, des États-Unis, mais principalement du Qatar, d'Arabie saoudite et des dépôts déjà constitués en Libye. Dans le quotidien libanais *Al Akhbar*, Nasser Charara souligne, le mois de juillet suivant, le secret qui entoure ces livraisons d'armes :

> « Des accords secrets ont été conclus, inclus un accord entre Paris et Ryad, sur l'achat et la livraison d'armes sophistiquées au bénéfice de l'« *opposition* ». Ces armes comprennent des missiles anti-chars français Milan et des Manpad[284] de fabrication française ou des lance-missiles anti-aériens portables. Les Saoudiens ont déjà acheté une cargaison de

---

282. Le Mossad (service secret israélien) finance la création de Sahwa. Il s'agit de milices sunnites recrutées parmi les membres de l'Armée syrienne libre et dans quelques tribus bédouines – comme le fait la CIA en Irak – pour tenter de contrer l'influence grandissante des groupes montés par d'anciens chefs d'Al-Qaïda. Ces groupes sont notamment instrumentalisés par les services étasuniens et israéliens pour donner aux conflits régionaux une extension religieuse en opposant entre eux des groupes de populations de diverses croyances religieuses : musulmans contre athées, chrétiens et juifs, sunnites contre chiites, etc.

283. *Les rebelles syriens de l'ASL affirment avoir reçu des « armes modernes »*, *Le Monde* avec AFP, 21 juin 2013.

284. Manpad : missile sol-air de très courte portée.

missiles Milan, livrés avec l'aide de la France pour aider l'opposition en Syrie, tandis que l'accord sur les Manpad attend le feu vert des États-Unis avant d'être délivrés au commandant de l'ASL Salim Idriss en provenance des entrepôts d'Arabie saoudite. Ces missiles de fabrication française ont été achetés au marché noir plutôt que directement en France, avec l'aide de trafiquants d'armes autrichiens. »[285]

Cinq pays au cœur du trafic d'armes

En dehors des États-Unis et de la France, cinq pays se trouvent au cœur du dispositif d'acheminement des armes : l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie, la Turquie et la Libye. Au Liban, des trafiquants et des politiciens libanais liés aux milieux pro-occidentaux sont également impliqués dans différents trafics, essentiellement celui des armes. Mais, contrairement aux autres pays dont les services collaborent avec les trafiquants d'armes, le renseignement libanais, la police et l'armée ont mis en échec plusieurs de ces réseaux, arrêté des chefs de groupes armés, des trafiquants d'armes et de drogue, et saisit leurs cargaisons à destination des groupes criminels. En juin 2013, l'agence de presse anglaise *Reuters* indique que *« l'un de ces fournisseurs d'armes libyens estime qu'environ 28 tonnes d'armes ont ainsi été livrées aux rebelles par les airs depuis août 2012 »*. Selon les informations recueillies par *Reuters*, *« les avions spécialement affrétés pour l'occasion décollent vers la Turquie ou la Jordanie, où les armes sont ensuite introduites clandestinement en Syrie »*. Une enquête menée par trois journalistes du *New York Times* précise qu'un avion transporteur C-17 qatari a fait au minimum trois voyages en Libye début 2013, les 15 janvier, 1er février et le 16 avril. *« Les avions sont ensuite retournés à la base aérienne Al-Udeid au Qatar, avant de se rendre à Ankara en Turquie, avec à bord des armes et des équipements en plus de ceux fournis par les rebelles*

---

285. *La Coalition nationale syrienne relookée par l'Arabie saoudite*, par Nasser Charara, *Al Akhbar*, 18 juillet 2013.

libyens », rapportent les journalistes du quotidien étasunien. Du mois d'avril 2012 à mars 2013, ce sont près de quatre-vingts avions-cargos militaires, transportant armes et matériel en provenance du Qatar, qui se sont posés en Turquie pour cette seule période. Lors de leur enquête, les journalistes du *New York Times* constatent qu'une fois les armes parvenues en Turquie, les dirigeants de l'ASL les répartissent *« selon leurs préférences à des groupes de combattants particuliers, qui à leur tour les distribuent à leurs hommes sur le terrain »*[286].

« Leurs hommes sur le terrain » ?

Ce sont les groupes criminels qui n'ont pas beaucoup de difficultés à récupérer ces armes une fois qu'elles parviennent à la frontière turco-syrienne : tantôt, ils les monnaient directement aux groupes de l'ASL – que François Hollande qualifie de « bonnes mains » – qui les ont réceptionnées, tantôt ils les volent dans les entrepôts, tantôt ils s'en procurent aussi directement auprès de filières parallèles d'intermédiaires liés à des groupes islamistes d'autres pays (Libye, Arabie saoudite, Qatar et Jordanie)[287]. Toujours en juin 2013, le *Los Angeles Times* révèle que *« la CIA et des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens en Jordanie et en Turquie depuis des mois, soit bien avant que la Maison-Blanche n'annonce son intention d'accroître son aide* « militaire » *à l'opposition. Des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) sont formés au maniement de fusils et missiles antichars et d'armes lourdes pour résister aux avions des forces armées syriennes* », indique le quotidien étasunien de la côte ouest en citant des responsables étasuniens et des commandants de groupes mercenaires.

« Ces entraînements ont débuté en novembre 2012 dans une base américaine du sud-ouest de la Jordanie »[288], précise le *Los Angeles Times*. Puis, l'un des principaux sites Internet étasuniens,

---

286. *In Turnabout, Syrian Rebels Get Libyan Weapons*, par C. J.Chivers, Eric Schmitt et Mark Mazzetti, *New York Times*, 21 juin 2013.

287. *Comment les armes des révolutionnaires libyens affluent en Syrie*, *France 24*, 23 juin 2013.

WorldNetDaily – wnd.com – confirme les informations révélées par les enquêtes des journalistes de *Der Spiegel*, du *Guardian* et de *Reuters*. Aaron Klein rapporte, en juin 2014, que selon plusieurs sources, *« des douzaines de membres de la future organisation baptisée État islamique d'Irak et du Levant ont été formés, dès 2012, dans le cadre de l'aide secrète aux insurgés visant à renverser le régime du président Bachar el-Assad en Syrie »*[289].

WorldNetDaily a également été parmi les premiers à révéler *« l'existence d'un troisième camp de formation du groupe État islamique d'Irak et du Levant (EIIL), en plus des deux en Jordanie,* ***encadré par des instructeurs des armées des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France.*** *Ce camp est situé non loin de la base aérienne d'Incirlik, près d'Adana, en Turquie. La base aérienne d'Incirlik est utilisée à la fois par l'armée turque et l'armée étasunienne, et se trouve à 40 km à l'ouest de Ceyhan, terminal pétrolier sur la mer Méditerranée. Ce terminal où aboutit, comme par hasard, le pétrole irakien partant du Kurdistan convoyé par oléoduc et vendu illégalement par l'EIIL à des compagnies américaines »*... Valentin Vasilescu, ancien commandant adjoint de l'armée roumaine et professionnel des questions de l'armement, qui suit l'évolution militaire de l'agression contre la république syrienne, observe que *« les combattants de l'EIIL ont surpris par leur équipement, aussi performant que celui de l'armée irakienne. Ils sont équipés d'uniformes de camouflage américains, avec des gilets pare-balles, et sont dotés d'appareils américains de vision nocturne AN/PVS-7. Les armes individuelles sont composées de fusils d'assaut M-16 avec des lance-grenades M-203 cal. 40 mm déjà montés, et des mitrailleuses M60 E3. C'est l'équipement standard des fantassins américains. La défense AA* (NdA : défense anti-aérienne) *est assurée par des missiles portables*

---

288. *U.S. training Syrian rebels ; White House stepped up assistance (Les États-Unis entraînent les rebelles syriens ; la Maison-Blanche intensifie son aide)*, par David S.Cloud et Raja Abdulrahim, *Los Angeles Times*, 21 juin 2013.

289. *U.S. trained islamists who joined ISIS (Les États-Unis ont formé les islamistes qui ont rejoint l'EIIL)*, par Aaron Klein, *WND*, 17 juin 2014.

américains FIM-92C Stinger, et la mobilité des sous-unités de l'EIIL est facilitée par plusieurs moyens blindés tels les Humvee, les MRAP et les APC ». Précision intéressante : *« L'EIIL possédait des lance-grenades portables RL90 M95 (version modernisée du M79 OSA) fabriqués en Croatie, qui sont capables de percer des blindages allant jusqu'à 400 mm. Le RL90 M95 fait partie de l'arsenal qui a été livré aux rebelles islamistes en Syrie par la Croatie, pays membres de l'OTAN, à la demande d'Hillary Clinton, Secrétaire d'État des États-Unis »*[290]…

Bien entraînées et bien armées, comment les bandes criminelles de l'EIIL ne le seraient-elles pas ? L'historique de la formation et du développement de cette organisation criminelle n'est pas sans réserver quelques surprises.

Des origines et du rôle de l'État islamique en Irak et au Levant

L'EIIL est un produit dérivé de réseaux d'Al-Qaïda de la première guerre d'Afghanistan (1979-1989). Recrutés par les Frères musulmans, financés par l'Arabie saoudite, armés essentiellement par les États-Unis, soutenus structurellement par le Pakistan, entraînés par les services étasunien, anglais, français et pakistanais, ils ont, dans une première période, formé les bandes criminelles qui plongèrent l'Afghanistan dans une guerre qui dure toujours, trente-six ans plus tard. Depuis, cette multinationale du crime sert de réservoir de mercenaires aux États-Unis et aux dictatures du Golfe.

Après la mort de Ben Laden[291] en décembre 2001, Al-Qaïda régresse jusqu'à disparaître presque complètement. Les divergences stratégiques entre plusieurs chefs de bandes conduisent leurs « parrains » étasunien et du Golfe à continuer

---

290. *L'Irak sauvé par la Russie d'une guerre civile semblable à celle de la Syrie ?* par Valentin Vasilescu, www.reseauinternational.net, 13 juillet 2014.

291. Lire *56 – Tome 2*, chapitre 4 : « Omar, le retour. Saison 2 ».

d'instrumentaliser séparément ces groupes dispersés sur plusieurs pays. Si le gros des troupes d'Al-Qaïda reste en Afghanistan ou au Pakistan, quelques petits groupes ressurgissent, en fonction des intérêts de Washington, pour des opérations de déstabilisation. Recomposés sous de nouvelles appellations – mais toujours reliés à « l'image de marque » Ben Laden – autour de quelques chefs, Al-Qaïda morte continue ainsi d'épouvanter les opinions publiques là où les États-Unis ont besoin d'eux : Libye, Yougoslavie, Irak, Yémen, Soudan, et même certains pays d'Afrique du Nord. Ainsi qu'en témoignent des images captées sur l'EIIL, ces groupes sont équipés et armés par les dictatures du Golfe avec du matériel moderne en provenance de pays occidentaux, principalement des Etats-Unis. La France et l'Angleterre apportent, plus modérément et discrètement, un soutien à certains d'entre eux en fonction des besoins des dictatures du Golfe et des intérêts de leurs sociétés transnationales.

Tel est le cas, par exemple, du Groupe combattant islamique en Libye (GICL). Réorganisé par la CIA, le GICL a également reçu le soutien des services de renseignement anglais, français et qataris pour organiser des attentats en Libye puis préparer le renversement de Muhammar Khaddafi en 2011. Selon Michel Chossudovsky, directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa, *« le groupe État islamique (EI) était à l'origine une entité liée à Al-Qaïda et créée par le renseignement étasunien, avec soutien du MI6 britannique, du Mossad israélien, de l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais et General Intelligence Presidency (GIP) saoudien, Istikhbarat »*[292]. En décembre 2014, le général de division Vincent Desportes, ancien directeur des Écoles de guerre et du centre de doctrine et d'emploi des forces armées, professeur

292. Michel Chossudovsky est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Guerre et mondialisation, à qui profite le 11 septembre ?* (Éd. du Rocher) et *La Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial* (Éd. Écosociété), publié en plus de dix langues.

associé à Sciences Politiques de Paris, rappelle également les origines de l'EIIL, rebaptisé État islamique, puis Daech :

> « Quel est le docteur Frankenstein qui a créé ce monstre ? Affirmons-le clairement, parce que cela a des conséquences : ce sont les États-Unis. Par intérêt politique à court terme, d'autres acteurs – dont certains s'affichent en amis de l'Occident –, d'autres acteurs donc, par complaisance ou par volonté délibérée, ont contribué à cette construction et à son renforcement. Mais les premiers responsables sont les États-Unis. Ce mouvement, à la très forte capacité d'attraction et de diffusion de violence, est en expansion. Il est puissant, même s'il est marqué de profondes vulnérabilités. Il est puissant, mais il sera détruit. C'est sûr. Il n'a pas d'autre vocation que de disparaître (...) Quant à la question de rompre les flux qui en assurent le soutien, je pense, sans connaître le détail opérationnel en cause, qu'une part de la difficulté tient au fait que l'on frapperait là en territoire ami. »[293]

L'EIIL s'est constituée en 2006, en Irak, à partir du groupe sunnite État islamique d'Irak. Cette entité s'est réorganisée sous la forme d'une organisation destinée à mener la guerre sur *tout* le Moyen-Orient. Vladimir Ivanenko, collaborateur principal en charge du Moyen-Orient à l'Institut russe des études stratégiques, explique qu'il ne s'agit pas là d'un hasard :

> « En 2006 a vu le jour la fameuse *Carte du Nouveau Proche-Orient*, établie par Ralph Peters, spécialiste connu pour la stratégie militaire et la géopolitique. Cette carte et son article *Frontières sanglantes* ont été publiés par la revue américaine *Armed Forces Journal*. On y voit l'Irak partagé en territoires sunnite et chiite, l'Arabie saoudite y est également divisée, le Kurdistan Libre est marqué. Après la publication de cette carte,

---

293. Sénat, Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 17 décembre 2014.

la secrétaire d'État américaine, à l'époque Condoleezza Rice, a déclaré qu'une telle conception plaisait à Washington. »[294]

Pour exécuter un plan aussi démoniaque sur une telle zone géopolitique, il faut des « instruments » capables de « mettre en branle » le Moyen-Orient dans la durée. Après les « printemps arabes », mouvements populaires à l'origine, récupérés et détournés de leurs revendications par les Frères musulmans, c'est au tour de l'EIIL d'entrer en scène. Présent sur le terrain des opérations de guerre dès l'année 2011, l'EIIL est demeuré dans l'ombre médiatique et politique occidentale pendant près de deux années (2011 à la mi-2013). L'organisation laisse le Front al-Nosra, dont elle est elle-même à l'origine, mener la guerre que nourrissent les Etats-Unis et la France avec les dictatures du Golfe, la Turquie, la Jordanie et Israël. Tout juste apparaît-elle de temps en temps, de manière très sporadique, au travers de ses crimes atroces par quelques photos et vidéos diffusées par Internet. Sur l'une d'entre elles, on peut voir plusieurs de ces criminels jouer au football avec les têtes de victimes qu'ils ont décapitées. *« Le mot est incapable d'exprimer autant d'horreur »* indique, fin décembre 2013, un journaliste de la radio iranienne : *« Les terroristes takfiris ont publié sur leurs pages Twitter une terrifiante photo où ils jouent au foot et le ballon n'est rien d'autre que* « les têtes de trois alaouites » *! Ce sont les membres de l'État islamique en Irak et au Levant qui prennent un infini plaisir à donner des coups de pieds à une tête coupée suivant les règles de l'islam wahhabite ! »*[295].

---

294. *« État islamique » n'est pas un objectif mais un instrument*, par Maria Merkoulova, *Sputnik*, 7 février 2015.

295. *Syrie : « tête de chiites » = « ballon de football »*, IRIB World Service, 29 décembre 2013. La vidéo confirmant l'authenticité de ces faits sera mise en ligne sous le titre : *Syrie : les terroristes jouent au football avec les têtes de leurs victimes,* IRIB World Service, le 3 juin 2014 à 5 h 54 (attention : cette vidéo comporte des scènes pouvant heurter la sensibilité) www french.irib.ir.

Les promoteurs du Golfe arabo-persique de l'EIIL ont ainsi pris le temps de roder cette armée du crime, de renforcer son organisation, de mieux l'équiper, l'armer et l'entraîner. Si ces bandes de criminels[296] s'étaient montrées efficaces pour détruire la Libye en voie de modernisation, contre la Syrie, les États-Unis préférèrent jouer dans un premier temps la carte d'une « opposition » plus présentable à l'opinion publique occidentale. On les comprend. Si l'EIIL, dirigée par l'Irakien Ibrahim al-Badri al-Samarraï – alias Abou Bakr al-Baghdadi –, participe aux combats contre la République arabe syrienne dès la fin 2011-début 2012 au-travers du Front al-Nosra, l'organisation va sortir de l'ombre. Plusieurs raisons expliquent sa soudaine apparition médiatique à la mi-2013.

La guerre ourdie contre la Syrie s'essouffle. Fin 2013, l'armée syrienne a repris le contrôle de villes et d'axes logistiques importants, et les pays agresseurs ont échoué dans leur tentative de renverser le président Bachar el-Assad et le gouvernement syrien. Échec aux provocations politiques, échec au boycotte économique unilatéral d'États occidentaux, échec aux coups d'État successifs, échec aux attentats, échec à l'occupation du territoire et, finalement, échec à la tentative de déclenchement d'un conflit majeur, y compris par le recours à des armes chimiques, accompagné d'une vaste campagne de propagande médiatique[297]. Malgré les énormes moyens financiers et militaires engagés, ces pays commencent à apparaître, pour l'opinion publique, de plus en plus clairement en pleine illégalité internationale. Eux-mêmes en crise, fragilisés au plan intérieur et de plus en plus diplomatiquement isolés, leur marge de

---

296. Un grand nombre de combattants de l'EIIL sont des criminels condamnés qui ont été libérés des prisons saoudiennes sous la condition qu'ils s'engagent à rejoindre ses rangs. D'autres ont été libérés par l'EIIL lors d'attaques menées contre plusieurs prisons irakiennes.

297. Lire *56 – Tome 2*, chapitre 3 : « Autopsie de crimes contre l'humanité ».

manœuvre se réduit considérablement dans leur tentative d'abattre la république syrienne et d'éclater le pays comme ils le firent avec la Libye.

Autre problème pour la Coalition de Doha : des mouvements de l'EIIL entrent parfois en guerre contre différentes factions de l'« opposition » anti-syrienne, notamment contre le Front Al-Nosra – à l'origine fondé par l'EIIL – et l'ASL. Si l'éclatement de l'« opposition » anti-syrienne apparaît au grand jour, c'est surtout sa nature criminelle – jusqu'alors plus ou moins dissimulée – qui frappe l'opinion publique occidentale. Le terrain des opérations militaires devient à ce moment plus difficilement contrôlable pour les services occidentaux et leurs alliés. Ceux-ci prennent soudainement conscience que l'EIIL risque de ne plus jouer le rôle qui leur conviendrait.

Il s'en suit, à partir de l'année 2014, un jeu diplomatique assez trouble. Les alliés d'hier de la Coalition de Doha affichent toujours officiellement leur volonté de renverser le gouvernement syrien tout en commençant à se ménager une porte de sortie.

Les États-Unis, mère porteuse de l'EIIL

Dans ce contexte, et pour détourner l'attention de son « opposition » anti-syrienne en voie de décomposition, l'administration Obama décide de braquer les projecteurs médiatiques sur l'EIIL. Ce groupe devient du jour au lendemain son ennemi principal. L'administration étasunienne, dont le soutien aux groupes criminels a été démasqué par des médias et des professionnels du renseignement de plusieurs pays, se refait une virginité en réactivant la fable du « terrorisme international ». Comme contre l'Afghanistan, l'Irak, la République fédérative socialiste de Yougoslavie et la Libye, Washington – qui n'a plus les moyens de financer seul ses guerres – tente de constituer une nouvelle coalition « internationale » pour « anéantir la menace ». Contraint de faire

marche arrière dans son agression contre la République arabe syrienne, le président étasunien change de tactique. Mais son objectif reste le même : continuer de faire se battre les Arabes entre eux pour déstabiliser tout le Moyen-Orient et parvenir à son éclatement. Les transnationales étasuniennes attendent avec impatience que le morcellement du Moyen-Orient – opéré sur la base des ressources de chacun de ses pays – leur donne un accès quasi exclusif à leurs richesses. Cette prétention impose à l'administration étasunienne de maintenir la guerre civile en Irak en opposant entre eux les courants religieux de sa population ; de semer le désordre entre les pays arabes en attisant la guerre confessionnelle ; de détruire et/ou priver la République arabe syrienne d'infrastructures importantes, notamment dans le secteur énergétique ; d'épuiser financièrement les États régionaux dans une guerre d'usure sans fin pour favoriser leur démembrement et leur pourrissement.

Une nouvelle fois, les dirigeants français vont contribuer à entretenir le monstre mis en scène par les États-Unis. Les dirigeants de Washington pensaient pouvoir utiliser l'EIIL contre la Syrie, jouant « deux fers au feu » entre leur « opposition modérée » artificielle en pleine déliquescence et des groupes de combattants ultra-armés sous la direction de l'ASL. Mais lorsque plusieurs groupes de mercenaires quittent l'ASL et le Front al-Nosra et que de nouveaux combattants, venus de l'étranger, les rejoignent pour renforcer l'EIIL, Washington prend peur de ne plus pouvoir contrôler complètement sa créature. Et quand ceux-ci commencent à se retourner contre les dictatures du Golfe et à menacer les États-Unis et quelques États occidentaux, dont la France, l'administration étasunienne n'a pas beaucoup de choix. Pourtant, celle-ci va continuer de manœuvrer, tant l'EIIL lui est utile. Côté face, elle fait la « guerre au terrorisme » pour rassurer ses alliés et les neutraliser dans son giron, côté pile, elle le soutient avec l'unique objectif de servir ses visées impérialistes.

Comment soutenir le terrorisme en faisant semblant de le combattre

D'une part, à partir du mois de juin 2014, Washington fait appel aux Européens et à quelques pays arabes pour former une coalition dite « Coalition contre l'État islamique ». Celle-ci comprend vingt-deux pays, auxquels se joignent, sous des formes diverses, l'Australie, le Canada et le Japon. Ceux-ci fournissent l'essentiel des troupes et du financement de la nouvelle guerre menée sous direction étasunienne. L'engagement de la France au sein de cette coalition se fait sous le nom d'Opération Chammal, déclenchée sur l'Irak aux mois d'août-septembre. Le général Henri Bentégeat, chef d'état-major des armées de 2002 à 2006 et président du Comité militaire de l'Union européenne de 2006 à 2009, indique, au mois de décembre suivant, que dans cette opération, *« le gouvernement a voulu que la France soit le premier contributeur après les États-Unis (...) Ce choix a été fait pour peser sur les décisions de la coalition et renvoyer l'ascenseur aux Américains »*[298]. Voilà bien un propos de petit soldat de plomb atlantiste au garde-à-vous devant les exigences de Washington. Ce général français semble ignorer que l'ascenseur de Washington ne fonctionne généralement – les guerres régionales l'ont prouvé depuis des décennies – que dans un sens : celui des intérêts de la Maison-Blanche et des transnationales étasuniennes. Quant à *« peser sur les décisions »* d'une coalition décidée, composée et dirigée par le commandement étasunien, même au sein de l'armée française, nul ne peut être empêché de rêver...

Mais, d'autre part, et contrairement aux déclarations officielles de dirigeants occidentaux, cette opération n'a pas pour but d'éliminer l'EIIL dont Washington a encore besoin. L'objectif poursuivi par les dirigeants étasuniens est triple : amener l'EIIL à concentrer et aggraver la guerre contre la République arabe

---

298. Sénat, Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 17 décembre 2014.

syrienne, tenter de placer à la tête de l'Irak de nouveaux dirigeants lui convenant mieux et, surtout, conserver une poche de déstabilisation sur la région. Pas d'engagement au sol, des frappes aériennes (très) sélectives et un écran de fumée médiatique sur la réalité de l'action de cette coalition permettront à Washington de préserver cet « enfant sauvage ». Alors que les médias occidentaux interprètent l'opération militaire à grande échelle comme une entreprise humanitaire et une opération de contre-terrorisme, celle-ci engendre en réalité la mort de milliers de civils et ne cause que peu de pertes décisives à l'EIIL. Pour Vladimir Ivanenko, de l'Institut russe des études stratégiques, cette situation est propre à la stratégie de guerre des États-Unis, qui ont besoin du terrorisme pour justifier leurs croisades contre les peuples et l'instrumentalisent avec tous les risques que cela comporte :

> « On met en place un schéma terroriste, militaire, censé défendre les intérêts de ses concepteurs. Mais presque tous ces schémas s'écroulent, et ces structures dirigent souvent les armes contre leurs patrons. Le même État islamique se prépare maintenant à s'attaquer à la péninsule Arabique. Et pourtant, de telles structures ne deviennent pas totalement incontrôlées – de quelconques liens avec les sponsors demeurent. De là leur caractère imprévisible, de là aussi les demi-mesures qui sont appliquées contre elles. »

Cette demi-guerre contre l'EIIL a l'allure d'une fessée au garnement qui refuse de faire ses devoirs et se met à défier l'autorité parentale. Elle permet aux États-Unis de tenter de revenir sur le terrain militaire en ouvrant un nouveau front à l'intérieur de la guerre. Toujours sous prétexte de faire « la guerre au terrorisme », le Pentagone met en place, en janvier 2015, un nouveau dispositif de soutien aux… groupes terroristes destiné à durer *plusieurs années*. Ceux-ci sont déclarés « modérés », sans doute parce qu'ils ne jouent pas au football avec la tête d'« hérétiques » qu'ils décapitent, mais parce qu'ils se contentent de les tuer à coups de voitures piégées ou de les

massacrer sauvagement par centaines avec des canons antiaériens, comme à Tall Aren ou à Tall Hassel en août 2013. La Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite proposent d'accueillir les camps d'entraînement destinés à ces criminels à l'œuvre contre la république syrienne. *« Le Pentagone estime être en mesure d'entraîner plus de 5 000 recrues dès la première année, et juge qu'au moins 15 000 combattants seront nécessaires pour reprendre certaines zones contrôlées par l'État islamique (EI) dans l'est de la Syrie »*, rapporte *La Tribune de Genève* en annonçant que « *des soldats américains entraîneront des rebelles syriens* »[299].

L'annonce du nouveau programme d'entraînement de rebelles « syriens » – qui ne sont en rien « syriens » – intervient quelques jours après une rencontre entre des responsables étasuniens et quelques dirigeants des restes de leur « opposition » à Istanbul. Dans les faits, en annonçant envoyer quatre cents soldats entraîner des groupes criminels, Washington continue de soutenir le terrorisme. Commentant cette soudaine « guerre à l'EIIL », Steven D. Kelley, un ancien contractant privé de la CIA/NSA, indiquait cinq mois auparavant, le 28 août 2014, lors d'un entretien à *PressTV*, que *« l'EIIL est un ennemi complètement fabriqué. Le financement provient entièrement des États-Unis et de ses alliés. Le fait que les gens pensent que cet ennemi doit désormais être attaqué en Syrie ou en Irak est une farce parce que, de toute évidence, il s'agit d'une création contrôlée et nous aurions attendu seulement maintenant pour trouver utile d'attaquer ce groupe en le considérant comme un ennemi légitime ? ! »*[300]. À la mi-septembre, Steven Kelly précise son propos lors d'un autre entretien :

> « La CIA est confrontée à la tâche actuelle de continuer d'armer et de former les rebelles qu'ils ont déjà commencé à former avec la prétendue Armée syrienne libre et, en même temps, de combattre aujourd'hui le groupe de l'EIIL, et cela

---

299. *La Tribune de Genève*, 16 janvier 2015.

300. *ISIL completely fabricated enemy by US, Former CIA contractor (L'EIIL est un ennemi complètement fabriqué par les États-Unis, déclare un ancien contractuel de la CIA), PressTv*, 28 août 2014.

devient de plus en plus difficile pour eux de masquer que c'est essentiellement le même groupe (…) Les terroristes de l'EIIL qui ont été initialement formés par la CIA en Jordanie, en 2012, pour déstabiliser le gouvernement syrien, contrôlent des grandes parties du territoire du nord de la Syrie (…) En réalité, ils *(NdA : la CIA)* soutiennent très ouvertement toujours le même groupe qu'ils essayent de combattre, et c'est pourquoi ils montrent une telle exaspération alors qu'on leur demande de combattre ce groupe tout en l'alimentant de l'autre main. »[301]

Le fait est qu'à la fin de l'année 2014, l'EIIL s'est contenté de menaces verbales contre les États-Unis, l'Angleterre, la France et les dictatures du golfe arabo-persique. Ses cibles essentielles restent la République arabe syrienne et l'Irak. Aux crimes de masse, commis contre les populations de ces deux pays déjà agressées soit directement par les États-Unis (Irak), soit, indirectement, par les bandes armées qu'ils soutiennent (Syrie), l'EIIL ajoute les massacres de milliers d'Arabes qu'il juge « mécréants ». Si l'EIIL a tué quelques otages occidentaux et répandu la terreur sur une partie de la Syrie et de l'Irak, force est de constater qu'elle s'est abstenue de s'attaquer aux États occidentaux agresseurs de l'Irak et de la Syrie. De même, l'EIIL, n'a jamais frappé les principaux symboles de la guerre occidentale contre les peuples de la « mer aux trois continents » : les structures de l'OTAN et les bases militaires étasuniennes, tout particulièrement celles situées en Turquie, en Italie, en Espagne, en Grèce et dans les dictatures du Golfe. Pas plus d'ailleurs qu'Israël, autre partenaire important des guerres de Washington dans cette région. Faut-il s'en étonner alors que, ainsi que le rapporte l'hebdomadaire israélien *The Jerusalem Post* lui-même, le

---

301. *The CIA was « Trainig the ISIL » and Now it is being Asked to « Go after the ISIL » (La CIA entraînait l'EIIL et maintenant on lui demande de la traquer), Press TV*, Global Research, 19 septembre 2014.

Premier ministre israélien et ses ministres soutiennent les groupes terroristes sur le plateau du Joulân ?[302]

Des djihadistes n'ont-ils pas rencontré des officiers israéliens et le Premier ministre Netanyahou ? Les hauts gradés de l'armée israélienne reconnaissent tacitement que ***« des éléments du jihad mondial en Syrie »*** **(EIIL et Al-Nosra) sont soutenus par le gouvernement israélien****[303]. Des photos témoignent de ces faits. Selon des sources proches du renseignement israélien (Debkafile), l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, était impliquée dans le recrutement de mercenaires djihadistes dès le début de la crise syrienne, en mars 2011. Cette action avait pour objectif de développer *« une campagne visant à enrôler des milliers de volontaires musulmans dans les pays du Moyen-Orient et le monde musulman pour combattre aux côtés des rebelles syriens. L'armée turque logerait ces volontaires, les formerait et assurerait leur passage en Syrie »*[304]. Les Frères musulmans tiennent, eux, les bureaux de recrutement dans ces pays…

Quant au sénateur étasunien républicain John McCain, l'un des chefs d'orchestre des « printemps arabes »[305], il s'est carrément rendu illégalement en Syrie via la Turquie en mai 2013, près d'Idleb, pour y rencontrer des leaders de l'« opposition armée ». Parmi ces « combattants de la liberté » figuraient Mohammad Nour, porte-parole de la Brigade Tempête du Nord du Front Al-Nosra, qui avait enlevé et détenait onze pèlerins chiites libanais à

---

302. Source : *Israeli Military Support to Syria Al Qaeda Terrorists, Operating out of the Golan Heights*, par le Professeur Michel Chossudovsky et Cem Ertür, *Global Research*, 19 février 2014. D'après *PM : The world must not forget the true face of Iran, Netanyahu visits Golan Heights field hospital for wounded Syrians*, par Herb Keinon, *The Jerusalem Post* (édition anglaise) du 19 février 2014.

303. Voir *56 – Tome 2*, rubrique « Documents ».

304. *NATO to give rebels anti-tank weapons*, Debkafile, 14 août 2011.

305. L'OTAN a organisé, le 4 février 2011 au Caire, une réunion pour lancer le « printemps arabe » en Libye et en Syrie, à laquelle participait John McCain.

Azaz. **Autre invité du sénateur McCain : Ibrahim al-Badri****[306], alias Abu Du'a, dirigeant de l'EIIL, qui figurait depuis le 4 octobre 2011 sur la liste des cinq terroristes les plus recherchés par les… États-Unis (Rewards for Justice) ! Une prime pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars était offerte à qui aiderait à sa capture. Le 5 octobre 2011, Al-Badri était porté sur la liste du Comité des sanctions de l'ONU comme membre d'Al-Qaïda. Selon Thierry Meyssan, président fondateur du Réseau Voltaire, Al-Badri « *revendiqua l'attaque des prisons de Taj et d'Abou Graïb en Irak, dont il fit évader entre 500 et 1 000 jihadistes qui rejoignirent son organisation. Cette attaque était coordonnée avec d'autres opérations presque simultanées dans huit autres pays. Chaque fois, les jihadistes évadés rejoignirent des organisations combattantes en Syrie. Cette affaire est tellement étrange qu'Interpol émit une note et requit l'assistance des 190 pays membres* »[307].

En réalité, ceux qui, vers la fin de l'année 2014, ont ordonné les bombardements contre l'EIIL, sont pratiquement les mêmes que ceux qui l'ont façonné pour relancer la guerre dans toute la région.

Le Congrès U.S. vote secrètement l'armement des groupes terroristes

Début décembre 2014, le chef adjoint d'état-major des forces armées de la République islamique d'Iran, Massoud Jazayeri, déclarait : *« Alors que Washington prétend combattre l'EI, nous recevons des documents qui prouvent que ce groupe est un produit de la CIA (…) Le fait que les forces armées US aient fourni à l'EI des armes et des munitions dès le début de la formation de la Coalition, dévoile la nature mensongère des déclarations des Américains sur leur lutte contre*

---

306. Voir *56 – Tome 2*, rubrique « Documents ».

307. *John McCain, le chef d'orchestre du « printemps arabe » et le calife*, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 août 2014. www voltairenet.org.

les djihadistes »[308]. Y aurait-il, parmi ces documents, un compte-rendu d'une séance secrète du Congrès des États-Unis qui s'est tenue en janvier 2014 ?

Au cours de celle-ci, en violation du droit international, la Congrès étasunien a voté le financement jusqu'à septembre 2014 des groupes armés qui répandent la terreur en Syrie. Cette réunion, révélée par le journaliste Mark Hosenball dans une longue dépêche de l'agence anglaise *Reuters* titrée *Congress secretly approves U.S. weapons flow to « moderate » Syrian rebels (Le Congrès approuve secrètement les livraisons d'armes américaines pour les rebelles syriens « modérés »)*[309] ne sera reprise par aucun média étasunien ni, sauf erreur, occidental. Seul, le Réseau Voltaire y fera référence et développera cette information[310].

Alors que les dirigeants étasuniens emmènent une coalition d'États dans leur prétendue « guerre au terrorisme international », dans le même temps, ils privent l'armée irakienne des moyens de se défendre contre l'EIIL. Avec le sinistre objectif de laisser cette armée de tueurs s'installer dans la région, l'administration étasunienne va aller jusqu'à refuser de livrer des avions de combat à Bagdad qui veut anéantir l'EIIL.

Faire durer la guerre

Imprévu pour Washington : la Fédération de Russie va fournir à l'armée irakienne les moyens de se défendre et de porter des coups sévères à l'EIIL. La livraison d'hélicoptères de combat MI35, hélicoptères redoutables, va permettre à l'armée irakienne

---

308. *L'EI, produit de la CIA*, RIA Novosti, 4 décembre 2014.

309. *Congress secretly approves U.S. weapons flow to « moderate » Syrian rebels (Le Congrès approuve secrètement les livraisons d'armes américaines pour les rebelles syriens « modérés »)*, par Mark Hosenball, *Reuters*, Bureau de Washington, 27 janvier 2014, 17 h 35.

310. *Les États-Unis, premiers financiers mondiaux du terrorisme*, par Thierry Meyssan, www voltairenet.org, 3 février 2014.

de dégager plusieurs villes de son emprise et de lui porter des coups décisifs. En une semaine, près de cinq cents combattants de l'EIIL vont être tués dans huit localités des provinces de Ninive, Salaheddin, d'Al-Anbar et de Diyala, 254 véhicules détruits, parmi lesquels 145 pick-up surarmés de l'EIIL. Les mêmes hélicoptères vont effectuer en une quinzaine de jours cent deux opérations pour appuyer les brigades de l'armée irakienne et leur permettre de progresser sur le terrain. Plusieurs repaires de l'EIIL seront anéantis à Alam, à Ojah, à Samarra, à Beiji, à Salaheddin, à Wadi al Azim, dans les monts de Hamar, à Diala, à Falloujah et dans le désert occidental de Al-Anbar[311]. Les troupes de la coalition des « grands combattants » du « terrorisme international », Barack Hussein Obama et François Hollande, n'étaient pas de ces combats qui ont porté des coups sévères à l'EIIL…

Au même moment, à la mi-2014, les États-Unis et leurs alliés des dictatures du golfe arabo-persique continuent en sous-main de soutenir le groupe criminel.

En juin 2014, le quotidien d'information anglais *Daily Telegraph*, rapporte que *« grâce à des alliés comme l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Occident a soutenu des groupes rebelles militants qui ont depuis mutés en EIIL et autres milices liées à al-Qaïda »*[312]. Le même mois, Robert Fisk, journaliste anglais, reporter et spécialiste du Moyen-Orient basé à Beyrouth, précise dans le quotidien d'information anglais *The Independent* que *« d'Alep, dans le nord de la Syrie, jusqu'aux environs de la frontière irako-iranienne, les djihadistes de l'EIIL et autres groupuscules divers payés par les wahhabites saoudiens, et des oligarques koweïtiens, règnent maintenant sur des milliers de kilomètres carrés »*[313]. Afin de maquiller les piètres résultats – voulus – de l'intervention de l'armée étasunienne contre l'EIIL, son commandement militaire ira jusqu'à maquiller les rapports

311. *IRIB world service : Irak/EIIL : Comment Poutine aide-t-il Maliki ? (Vidéo),* 14 juin 2014, 9 h 11.

312. *The Daily Telegraph*, 12 juin 2014.

de comptes rendus. Dans le *New York Times*, à la fin août 2015, Mark Mazzetti et Matt Apuzzo révèlent que « *selon plusieurs officiels familiers d'une enquête en cours, l'Inspecteur général du Pentagone examine les allégations selon lesquelles les militaires* (NdA : Il s'agit du CENTCOM, le commandement central militaire étasunien) *ont modifié des évaluations du renseignement concernant la campagne menée par les États-Unis en Irak contre l'État islamique pour fournir un compte rendu plus optimiste de l'intervention* »[314].

Le même mois d'août, le général Michael Flynn, l'ancien chef de l'Agence du renseignement de la Défense (DIA) étasunien, déclare que le gouvernement étasunien n'a pas non plus prêté l'attention nécessaire à un rapport de l'agence du mois d'août 2012 qui alertait sur le développement du groupe terroriste : « *Je crois que c'était délibéré. Et pour moi, c'était une décision intentionnelle* » précise alors l'ancien dirigeant de la DIA.

Courant 2015, l'EIIL continue de servir les intérêts de Washington et des transnationales étasuniennes qui espèrent que ce chaos prolongé leur permettra de se réinstaller plus confortablement dans la région.

L'EIIL favorise le retour des pillards

Gilles Munier, secrétaire général de l'association *Amitiés Franco-Irakiennes*, journaliste et écrivain[315] sur les problèmes du monde arabe – tout particulièrement de la Palestine et de l'Irak – qu'il connaît bien pour y avoir vécu de longues années et continuer de

---

313. *Iraq crisis : Sunni caliphate has been bankrolled by Saoudi Arabia, (Crise irakienne: le califat Sunnite a été finance par l'Arabie saoudite)*, par Robert Fisk, *The Independent*, 12 juin 2014.

314. *Inquiry Weighs Whether ISIS Analysis Was Distored*, par Mark Mazzetti et Matt Apuzzo, New York Times, 25 août 2015. Voir aussi : *Les résultats enjolivés de la lutte américaine contre Daech*, par Maurin Picard, Le Figaro, 28 août 2015 et *États-Unis : Des rapports de renseignement sur la lutte contre Deash falsifiés*, Russia Today, 26 août 2015, 10h44.

s'y rendre, analyse le rôle précieux joué par l'EIIL pour son « employeur » étasunien :

« La proclamation d'un État islamique à cheval sur le nord de la Syrie et l'Irak a permis aux États-Unis de revenir en force à Bagdad et, peut-être, de procéder à terme à une redistribution des cartes dans le domaine pétrolier (...) Bagdad a mis fin à l'interdiction faite au Gouvernement régional kurde (GRK) d'exporter son pétrole. Désormais, Erbil livrera 550 000 barils/jour – dont 300 000 provenant des champs de Kirkouk – par le réseau de pipelines kurdes, en accord avec de la société d'État *Somo* ; le GRK recevra en retour un milliard de dollars par mois pour payer, notamment, les salaires des peshmergas et des fonctionnaires. Les réserves kurdes étant estimées à 14 milliards de barils, et le prix de revient du baril de pétrole kurde n'étant que de 5 dollars, les majors occidentales se frottent les mains : *Chevron* et *Total*, qui avaient été sommées par Bagdad de rompre leurs contrats avec la Région autonome, vont pouvoir engranger des bénéfices considérables. La texane *Marathon Oil* et la canadienne *Oryx Petroleum* ont annoncé leur retour. Elles peuvent toutes dire, pour l'instant, merci à Abou Bakr al-Baghdadi ! L'accord conclu entre Bagdad et Erbil durera ce que durent les roses. Ces dernières semaines, des médias kurdes ont en effet révélé que du pétrole provenant de puits sous contrôle de l'État islamique transitait par la Région autonome. Un million de barils de pétrole kurde ont été livrés au port israélien d'Ashkelon en juin dernier, et de mystérieux transbordements ont été observés en mer de Chine méridionale. Qui peut croire que ce genre de contrebande a lieu sans complicités à haut niveau ? »[316]

---

315. Militant anticolonialiste, Gilles Munier est notamment l'auteur du *Guide de l'Irak, 10 000 ans d'histoire en Mésopotamie*, Éd. Picollec, *Les Espions de l'or noir, De Napoléon aux révolutions arabes : la grande saga du pétrole*, Éd. Encre d'Orient, *Les Yézidis, ceux que l'on appelait les adorateurs du Diable* (avec Joachim Menant), Éd. Erick Bonnier.

Grâce à l'EIIL, les majors du pétrole anglo-saxonnes et françaises font de bonnes affaires. Ainsi, selon le *Financial Times* du 23 août 2015, 77% du pétrole importé par Israël proviendrait du Kurdistan irakien, soit 19 millions de barils entre le début du mois de mai et le 11 août 2015. Cette quantité équivaut aux deux-tiers des besoins d'Israël en pétrole. Évidemment, Massoud Barzani, le dirigeant irakien, nie vendre du pétrole à Israël. Mais alors où passe le montant des taxes prélevées lors du passage de camions citernes de brut de l'État islamique se dirigeant vers la Turquie et l'Union européenne ? Le montant des exportations du pétrole kurde vers Israël s'élèverait à 880 millions d'euros, rien que pour ces trois mois.[317]

James Baker, l'ancien ministre étasunien des Affaires étrangères[318], avait parfaitement résumé, en 1996, cette complicité variable de l'administration étasunienne avec ces groupes criminels, déclarant : *« Nous ne devons combattre les intégristes que dans la mesure exacte où nos intérêts nationaux l'exigent »*... Près de vingt ans plus tard, le même jeu dangereux continue, avec les mêmes forces rétrogrades, contre la République arabe syrienne comme contre tous les pays du Moyen-Orient, des républiques d'Asie centrale et de l'Afrique du Nord. En France, le colonel Alain Corvez dénonce la mascarade du pouvoir politique médiatisée sur le thème des opposants « modérés » ou « extrémistes » :

> « Les islamistes de Daesh (NdA : appellation arabe de l'EIIL) ou de toute autre appellation, comme Al-Nosra, sont tous les mêmes, en Syrie comme en Irak, et participent aux mêmes

---

316. *Guerres entrecroisées pour le pétrole*, par Gilles Munier, *Afrique-Asie*, janvier 2015.

317. *Israel turns to Kurds for three-quaters of its oil supplies* (*Israël se tourne vers les Kurdes pour trois-quarts de ses provisions pétrolières*), par David Sheppard, John Reed et Anjli Raval, Financial Times, 23 août 2015.

318. James Baker fut notamment Secrétaire d'État sous la présidence de George H.W. Bush de 1989 à 1993.

cruautés barbares. Il faut cesser de se voiler la face sous prétexte d'une obsession qui devient paranoïaque de vouloir renverser un régime qui n'a pas, en face de lui, des « islamistes modérés » qui n'existent pas sur le terrain ni, d'ailleurs, des laïques opposants démocratiques, qui n'existent que dans les capitales européennes. Enfin, il est totalement incohérent de vouloir combattre les djihadistes en Irak et de prétendre les armer en Syrie – ou dans des camps d'entraînement en Jordanie –, car ce sont les mêmes ! Et une fois lâchés en Syrie bien équipés et armés, ils rejoindront la mouvance que nous voulons détruire (…) En conclusion, la coalition internationale que les États-Unis ont réussi à constituer pour combattre le terrorisme de l'EI repose avant tout sur la volonté américaine d'en finir avec cette créature de ses services qui a échappé à son créateur, et ils ont les moyens de le faire par des frappes aériennes – et de nombreux « conseillers militaires » sur le terrain –, mais, surtout, par l'action de leurs services secrets et de leur diplomatie envers les anciens pourvoyeurs de ce terrorisme. »[319]

Ces opérations apparues au grand jour en 2015 ont pris leur pleine ampleur sur le plan militaire fin 2012-début 2013.

Zone des trois frontières : l'EIIL s'y organise, la CIA et de la DGSE y supervisent les livraisons d'armes

Les livraisons d'armes et le soutien militaire ne vont pas cesser de s'amplifier en 2013, bien au contraire, et cela alors que les premières rencontres pour la paix ont eu lieu en juin 2012 avec la Conférence dite de « Genève 1 ». À ceux qui s'efforcent de faire retrouver le chemin de la paix aux protagonistes en multipliant les démarches diplomatiques, les États-Unis et la France

319. *DAESH est-il devenu l'ennemi numéro 1 des États-Unis ?*, par le colonel Alain Corvez, octobre 2014.

répondent en développant le soutien militaire aux bandes criminelles.

Le dimanche 25 août 2013, *« les insurgés syriens ont reçu 400 tonnes d'armes envoyées par leurs soutiens dans les pays du Golfe, ce qui représente l'une des plus grosses livraisons de ce genre en deux ans et demi de soulèvement »*, déclare une source proche de l'« opposition » syrienne. *« Cette livraison, qui consiste essentiellement en munitions pour armes portées à l'épaule et pour armes automatiques antiaériennes, s'est faite ces dernières 24 heures dans le nord de la Syrie, via la province turque de Hatay »*, indique l'« opposition ». *« Vingt camions sont arrivés en provenance de Turquie et ont été guidés vers des dépôts d'armes, à destination de plusieurs brigades actives dans le nord du pays »*[320], précise Mohammad Salam, dirigeant du Courant du Futur[321], l'une des principales organisations de soutien aux groupes terroristes pour le Liban et sa région. Parmi les groupes de mercenaires opérant dans le nord de la Syrie figurent les plus violents d'entre eux, tels Lioua al-Islam (La Division de l'islam), Soukour al-Cham (Les Faucons de Syrie), Les Martyrs libres de Syrie, Ahfad al-Rassoul (Les petits-fils du prophète) ou encore Ahrar al-Cham (Les hommes libres de Syrie).

Les armes parviennent par tonnes aux groupes criminels selon un trafic supervisé par la CIA, avec la participation des services jordaniens, français et turcs. Fin octobre 2013, le journaliste Georges Malbrunot donne un aperçu détaillé de la manière dont s'organise sur le terrain le trafic des armes reçues de l'étranger :

---

320. *Importante quantité d'armes livrée aux rebelles syriens-opposition*, d'après Reuters, Les Echos.fr, 25 août 2013, 14 h 41.

321. Le Courant du Futur (Liban), qui prétend rejeter la violence, possède ses propres milices, comme les « Brigades de Tripoli », dirigées par l'officier à la retraite Amid Hammoud. La plupart de ces organisations criminelles, comme le Front al-Nosra, agissent de concert avec celles de l'ASL.

« On l'appelle la zone des trois frontières. Une portion de désert aux confins de la Jordanie, de la Syrie et de l'Irak où les démarcations se perdent dans les sables. De tout temps, les contrebandiers en ont fait leur royaume. Depuis bientôt un an, c'est par là que la CIA et son partenaire jordanien du GID supervisent les convois d'armes livrées clandestinement aux rebelles syriens pour les aider à affronter l'armée de Bachar el-Assad. *Nos huit voitures partent à la tombée de la nuit de Roueished, au sud de la frontière jordanienne,* décrit Anwar, un cadre de l'Armée syrienne libre (ASL), alliée des Occidentaux contre Damas. *Les deux premiers Land Cruiser sont occupés par des agents de la CIA. Derrière roulent nos cinq autres véhicules, bourrés d'armes. Une huitième voiture ferme le convoi avec, à bord, une équipe mixte CIA-GID.* (...) Grâce au système de communication sécurisé que les Occidentaux leur ont fourni, les insurgés restent en permanence en contact avec les grandes oreilles américaines. *Parfois,* ajoute Anwar, *la CIA envoie même des drones de surveillance qui pénètrent jusqu'à 150 km en territoire syrien pour nous alerter contre des pièges que l'armée de Bachar aurait pu nous tendre.* Chaque semaine, à raison de plusieurs convois, quinze tonnes d'armes ont ainsi rejoint les 320 tonnes d'armes convoyées en Syrie entre février et août vers les dépôts de l'ASL, dans les banlieues de Damas. D'autres cargaisons partent vers Deraa, au sud-ouest de la Syrie, toujours à partir de la zone des trois frontières. L'arsenal comprend des kalachnikovs, des lance-roquettes, des fusils d'assaut, mais aussi de l'antiaérien et de l'antichar. *On a même eu des missiles israéliens Law*, affirme Anwar, *mais des anciens, de la première génération.* Soit quelque 320 tonnes convoyées par Anwar entre février et août 2013 (...) Financées par l'Arabie saoudite, les armes ont été achetées sur les marchés noirs d'Ukraine et de Bulgarie, avant d'être acheminées dans des C-17 saoudiens jusqu'à de discrets aéroports militaires au sud de la Jordanie. Elles sont ensuite transportées jusqu'à la base d'Azraq, au nord, près de la Syrie (...) Autour de Damas, l'ASL dispose d'une quinzaine de cellules d'opérations. Chacune d'elles est reliée à la salle des

opérations d'Amman, où est décidée, en amont, la répartition des armes aux rebelles. Une seconde war room est installée en Turquie pour le nord de la Syrie. Au préalable, les cellules d'opérations envoient leurs besoins à Amman. *Parfois, certaines armes sont livrées en fonction d'une opération planifiée avec les Occidentaux,* souligne le cadre de l'ASL. L'opération room d'Amman est commandée par le prince saoudien Salman Bin Sultan, frère de Bandar, le chef des services de renseignements du royaume, ou, en son absence, par un Américain. S'y retrouvent, aux côtés de Jordaniens, un représentant des pays donateurs : Grande-Bretagne, France, Italie, Qatar, Émirats arabes unis, Turquie et un envoyé de Saad Hariri, le dirigeant libanais sunnite, proche de l'Arabie saoudite. *Les réunions pouvaient durer sept à huit heures,* se rappelle Anwar. *Et se poursuivre jusque tard dans la nuit à l'hôtel Four Seasons de la capitale.* Au cours des six premiers mois de l'année (NdA : 2013), 600 tonnes d'armes seraient parvenues aux opposants d'Assad à partir de la Jordanie. *Ces armes nous ont permis d'avancer,* assure Anwar. *On était confiants : le régime allait tomber. En avril, on avait même prévu de lancer la bataille de Damas.* »[322]

Ces faits confirment, s'il le fallait, les informations que j'ai recueillies et celles d'autres journalistes comme de militaires et d'agents du renseignement de plusieurs pays.

Ce reportage de Georges Malbrunot, publié au mois d'octobre 2013, présente avec le recul du temps une importance qui vaut d'être soulignée. Les livraisons d'armes qu'il évoque, et que confirmeront d'autres journalistes, se réalisent alors que les services de renseignement étasuniens sont parfaitement informés du développement des organisations terroristes contre la Syrie et l'Irak, et du danger que celui-ci représente pour l'ensemble de la

---

322. *Jordanie : comment la CIA livre des armes aux rebelles syriens*, par Georges Malbrunot, *Le Figaro*, 28 octobre 2013.

région. L'une des preuves en est donnée deux ans plus tard par la journaliste étasunienne Catherine Herridge.

C.I.A. : « *la possibilité d'établir une principauté salafiste* »

Le 18 mai 2015, Catherine Herridge, spécialiste des questions du renseignement qui couvre également les activités du Département de la Justice et du Département de la Sécurité intérieure étasuniens, rend publics sur *Fox News Channel* (FNC), dans une enquête très complète, les extraits de plusieurs documents en provenance de services de renseignement étasuniens, principalement de la CIA et de la DIA[323]: « *Le rapport de la DIA qui a été examiné par Fox News a pu être obtenu suite à un procès fédéral de Judicial Watch, groupe conservateur de contrôle* (NdA : procès ouvert par *Judicial Watch*, organisation fondée en 1994 qui consacre son activité à la surveillance du fonctionnement du gouvernement) *contre le Département de la Défense et le Département d'État. Les documents de ce procès révèlent aussi une foule de nouveaux détails d'évènements, de l'attaque terroriste de Benghazi en 2012 et comment le trafic d'armes de la Libye vers la Syrie a alimenté cette violence* »[324], indique Catherine Herridge.

L'un de ces documents, qui a pu être déclassifié grâce à l'action en justice de *Judicial Watch*, est un rapport de la DIA du 12 août 2012 qui avait été classifié « SECRET//NOFORN » et référencé (R 050839Z) 14-L-0552/DIA/. Celui-ci prouve que dès l'année 2012, le renseignement étasunien prévoyait la montée en puissance de l'État islamique en Irak et au Levant et « *la*

---

323. La DIA (Defense Intelligence Agency) est une agence de renseignement étasunienne dépendant du Département de la Défense.

324. *Military intel predicted rise of ISIS in 2012, detailed arms shipments from Benghazi to Syria*, par Catherine Herridge, *Fox News*, 18 mai 2015. www.foxnews.com

possibilité d'établir un califat islamique sur le territoire de la république syrienne ». La section 8 de ce document, intitulée *Les effets sur l'Irak* (The effects on Iraq), comprend plusieurs sous-sections dont les sous-sections B, C et D indiquent :

B. « *Les forces d'opposition essaieront d'utiliser le territoire irakien comme une zone de sécurité pour leurs groupes, profitant de la sympathie de la population de la frontière irakienne tout en essayant de recruter des combattants et de les entraîner sur le territoire irakien en plus des réfugiés* (NdA : venus de Syrie en raison de la guerre) ».

C. « *Si la situation se détériore,* ***il y a la possibilité d'établir une principauté salafiste reconnue ou non reconnue dans l'est de la Syrie (Hasaka et Der Zor), et c'est exactement ce que veulent les pouvoirs qui soutiennent l'opposition*** **(NdA : dont la France)**, *afin d'isoler le régime syrien qui est considéré comme le prolongement stratégique de l'expansion shiite (Irak et l'Iran)* ».

D. « *La détérioration de la situation a des conséquences graves sur la situation irakienne et sont comme suit :*

Cela créé un environnement favorable pour que AQI (NdA : Al-Qaïda en Irak) *revienne dans ses anciennes poches sur Mosul* (NdA : Mossoul, ville du nord de l'Irak) *et Ramadi* (NdA : ville située au cœur de l'Irak, sur le bord du fleuve Euphrate), *et provoquera un élan renouvelé avec l'hypothèse d'unifier le jihad parmi les sunnites d'Irak et de Syrie et le reste des sunnites dans le monde arabe contre ce qui est considéré comme un ennemi, les dissidents* (NdA : ceux qui ne soutiennent pas l'agression contre la Syrie). *ISI* (NdA : État islamique d'Irak en anglais) *pourrait aussi constituer un État islamique en s'unissant avec d'autres organisations terroristes en Irak et en Syrie, ce qui mettrait gravement en danger l'unification de l'Irak et la défense de son territoire.* »[325]

Les services étasuniens, qui avaient donc parfaitement connaissance, en août 2012, du développement des groupes

325. Source : Judicial Watch, Document Archive, p. 287-293 (291) JW vs DOD and State 14-812, 18 mai 2015.

terroristes, ont continué, bien après, d'armer et d'entraîner ceux-ci. Courant et fin 2015, ils vont encore accroître leur soutien militaire aux groupes terroristes. Ces interventions ne sont logistiquement possibles qu'avec le concours du Qatar et de l'Arabie saoudite d'une part, et de la Turquie et de la Jordanie d'autre part.

Cette zone des trois frontières est justement celle à partir de laquelle **l'EIIL va s'organiser*** en 2006…

Les guignols du « château »

En décembre 2014, précisant les objectifs de l'opération Chammal menée en Irak contre l'EIIL (rebaptisée depuis Daech), le général Didier Castres, sous-chef d'état-major « Opérations » de l'état-major des armées françaises, indique que ce *« plan consiste d'abord à briser l'expansion de Daech, puis à accélérer la remontée en puissance des forces irakiennes et syriennes modérées, et enfin à conduire des actions décisives pour leur redonner la maîtrise du territoire (…) Nous avons quatre priorités (…) la troisième : trouver une opposition syrienne modérée »*[326]. On ne peut être plus clair sur l'un des véritables objectifs de cette opération Chammal : soutenir les groupes subversifs sélectionnés par Paris pour *« leur redonner la maîtrise du territoire »*. Pour ce qui est de *« trouver une opposition syrienne modérée »*, en décembre 2014, les militaires français courent visiblement toujours après ce fantasme élyséen que François Hollande a, lui, comblé depuis longtemps pour déclarer la… soutenir depuis 2011 et l'armer depuis 2013 ! À croire que l'état-major des armées ne semble plus trop savoir ce qui se fait ou non en matière de livraison d'armes et d'« opposition ». Participant à une réunion de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat, le général Castres déclare qu'*« il n'y a pas de livraison d'armes, par*

---

326. Sénat, Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Audition du général Didier Castres sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak, 17 décembre 2014.

la France, à l'opposition syrienne. Certains de nos alliés l'ont fait et l'ont regretté, car les armes ont été revendues par nécessité ou interceptées par Daech ou Jabhat al-Nosra. Quoi qu'il en soit, la quantité livrée est faible. La montée en puissance de l'Armée syrienne libre achoppe sur un problème de « vetting », *ou de vérification : comment s'assurer que les personnes que nous formons n'iront pas se battre pour Daech ou pour le régime ? Nous avons conçu une sélection à trois étages : un* « vetting » ***par les pays accueillant nos modules de formation – Turquie, Jordanie, Arabie saoudite*** *–; un* « vetting » *par les services secrets américains, puis par l'ensemble des membres de la Coalition. Voilà pour le cadre théorique* »[327].

Notons que l'emploi du mot anglais « vetting » pour celui de « vérification » marque la dépendance d'un centre de pouvoir étranger, le commandement étasunien de l'OTAN, dont la langue anglaise est la référence, quand le français est également une langue officielle de l'ONU avec le russe, l'arabe, le chinois et l'espagnol. Ce parler atlantiste n'en gomme pas pour autant les difficultés de communication qui semblent régner entre l'état-major des armées et le pouvoir politique. En effet, également entendu lors de la même réunion, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, confirme l'armement des groupes de l'ASL opérant contre l'État syrien souverain : *« Comme les autres pays européens* (NdA : en aucune manière ce que le ministre Jean-Yves Le Drian appelle *« les autres pays européens »* ne soutiennent l'ASL. Seule l'Angleterre a participé à l'armement desdits groupes, avec la France), *nous soutenons l'Armée syrienne libre dont les forces se trouvent principalement dans le nord-ouest, entre la frontière turque et Alep, et au sud. Nous participerons au programme* « Train and Equip » *initié par la Coalition, qui vise à rendre plus opérationnelles ces forces syriennes* « libres » *qui ne sont assujetties ni à Bachar el-Assad, ni à Daech, ni à Jabat al Nosra, et auxquelles nous fournissons éventuellement de l'armement pour les aider à résister* ». Bel aveu qui fait de ce ministre un complice du crime d'agression ordonné par le chef de l'État.

---

327. *Ibid.* 326.

L'état-major des armées n'est visiblement pas informé des décisions du chef des armées, François Hollande, qui a reconnu publiquement bien auparavant, à deux reprises au moins, le 19 septembre 2013 et le 21 août 2014, livrer des armes à ces groupes. Entre un président qui arme, un ministre qui *« arme éventuellement »* et un général qui affirme qu'*« il n'y a pas de livraison d'armes, par la France à l'opposition syrienne »* ou en *« quantité faible »*, l'application du principe de la cascade à cette simple hiérarchie administrative française de trois paliers vire au drame kafkaïen[328] : le troisième palier ne peut visiblement pas accéder à l'information et à la décision du premier au sein du « château ». Effet de la transparence de la vie publique dans la « république exemplaire » de François Hollande ?

Face à cet ensemble de faits, on comprend donc que le président français et son Premier ministre demeurent très silencieux, tout particulièrement devant le Parlement, tant sur le rôle qu'ils font jouer aux agents de la DGSE et à des militaires que sur la réalité des livraisons d'armes qu'ils ont ordonnées à destination de cette multinationale du crime.

Le Parlement français ? Exception faite de quelques députés frondeurs comme Jacques Myard ou Nicolas Dupont-Aignan, pas un seul député n'a interpellé le gouvernement sur le respect de la Constitution, l'armement de ces groupes criminels et l'illégalité de ces opérations… Faut-il rappeler que le silence des parlementaires français, qui laisse les mains libres à la seule présidence, est pour partie responsable de la catastrophe résultant de l'agression contre la république syrienne ?

Le bilan des « libérateurs » de la Syrie armés par Washington et Paris ? 191 369 personnes tuées directement identifiées entre

---

328. Dans son œuvre publiée en 1926, à titre posthume, sous le titre *Le Château*, l'écrivain tchèque Franz Kafka (1883-1924) traite de l'isolement et de l'aliénation de l'individu face à l'absurdité et l'arbitraire de la bureaucratie qui a coupé tout contact avec la population.

mars 2011 et fin avril 2014[329], plus de 12,2 millions de citoyens dont 5,6 millions d'enfants en demande d'aide humanitaire, la moitié des habitants du pays déplacés et plus de 4 millions de réfugiés ![330]

Ces crimes dans lesquels Paris persévère en 2015 posent inévitablement la question de la légalité – ou plutôt de l'illégalité – des transferts d'équipements militaires et des livraisons d'armes décidées par le président français.

---

329. Source : ONU, Haut-Commissaire aux droits de l'homme, août 2014.

330. Source : Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU, août 2015.

Qu'est-ce que le wahhabisme ?

Le « wahhabisme » vient des enseignements de Muhammad ibn Abd al-Wahhab, réformateur de l'islam d'Arabie centrale, qui a voulu revenir aux pratiques ancestrales de l'islam sunnite.

Après avoir rallié Muhammad Ibn Saoud, chef de tribu local, à ses idées et à leur diffusion sur la péninsule arabique, il fonde avec lui le premier État saoudien en 1744. Ses descendants vont s'imposer à coups d'assassinats et de guerres contre les autres tribus et leurs nombreuses épouses engendreront une clique de prétendants, qui recevront le soutien des États-Unis en 1945.

Malgré les luttes entre clans familiaux, la « maison des Saoud » parvient encore à se maintenir au pouvoir par la répression brutale de toute contestation de leur monarchie absolue.

Idem pour le Qatar, même si celui-ci se veut concurrent de son encombrant voisin pour servir les Occidentaux, États-Unis, Angleterre et France en tête (la France étant de loin le principal fournisseur d'armement et de matériel militaire à la dictature qatarie).

L'EIIL s'organise

L'État islamique (EI) ou Daesh, appelé également l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), est l'une des principales organisations criminelles déployées en Syrie contre les forces gouvernementales et les populations civiles dès 2011. Les États-Unis, l'Angleterre et la France ont participé à l'armement et à la formation de nombreux groupes djihadistes qui ont rejoint par la suite cette organisation criminelle qui se distingue par des crimes

de masses horribles. Daesh est l'acronyme de l'appellation arabe *ad-dawla al-islamiya fil-Iraq wa ash-Sham* (qui signifie en arabe « *État islamique en Irak et au Levant* »), nom sous lequel le groupe est connu au Moyen-Orient. Organisée à partir de l'Irak, près de la frontière syro-irakienne, entre 2004 et 2006, l'EIIL s'est soudainement activée en 2013 en s'emparant d'importants territoires. Son dirigeant, Ibrahim al-Badri (médiatiquement connu sous le nom de guerre d'Abou Bakr Al-Baghdadi), autoproclamé émir du mouvement, annonce fin juillet 2014 l'instauration d'un « califat islamique » sur les territoires irakiens et syriens sous son contrôle.

L'EIIL et d'autres groupes criminels, comme ceux du Front islamique de libération de la Syrie soutenu par la Turquie et le Qatar, bénéficient du financement de donateurs privés situés au Qatar, en Arabie saoudite mais également au Koweit et en Irak. Depuis qu'ils se sont emparés par la force de puits de pétrole et de pipelines en Syrie et en Irak, la majeure partie de leurs ressources provient du trafic complètement illégal du pétrole avec des compagnies implantées dans la région qui, pour l'essentiel, sont étasuniennes, saoudiennes et israéliennes.

Front al-Nosra : un groupe de l'EIIL au sein de l'ASL

Dès 2011, pour mener la guerre contre la république syrienne, une partie des troupes de l'EIIL forme le Front al-Nosra (Jabhat an-Nusra) afin de s'assurer une couverture médiatique agissant avec l'ASL. Mais si les dirigeants de cette dernière évitent d'apparaître médiatiquement avec les djihadistes de l'EIIL, ils ne s'activent pas moins à renforcer les rangs de ce groupe en hommes et en armes. Début 2014, la fable de la « guerre au terrorisme » est de nouveau médiatisée par l'administration Obama avec, cette fois, l'EIIL comme prétendue cible. Les services étasuniens connaissent d'autant mieux l'EIIL qu'ils ont eux-mêmes soutenu, dès 2011, ce groupe de l'ASL, lui fournissant matériel militaire, armes et entraînement. Selon Alain Rodier, ancien officier supérieur des services de

renseignement français, directeur de recherche (terrorisme et criminalité organisée) du Centrre français de Recherche sur le Renseignement (Cf2R), *« le nombre de ses activistes* (est) *estimé à 25 000 à l'été 2014 (15 000 en Irak, 10 000 en Syrie) »*. Ces bandes de criminels recrutés par les organisations des Frères musulmans viennent de plusieurs pays, essentiellement d'Irak, d'Afghanistan, de Tchétchénie, d'Arabie saoudite, de Libye et de Syrie. S'y ajoutent quelques milliers d'individus francophones venant de France, de Belgique et de pays du Maghreb (Tunisie et Maroc). Les prédicateurs religieux qui les endoctrinent sont pour la plupart Tunisiens et Saoudiens. Parmi ceux-ci figurent des milliers de prisonniers de droit commun, relâchés de prisons saoudiennes ou libérés de celles d'Irak lors d'assauts de l'EIIL. Fin 2014, l'EIIL contrôlait plus ou moins une bande de territoire répartie de chaque côté de la frontière syro-irakienne allant du nord-est de la Syrie à la province de Diyala, en Irak. Dès 2014, l'armée syrienne va livrer plusieurs batailles décisives dans tout le nord du pays contre les groupes criminels que la Jordanie entraîne dans des camps sur son territoire. Lors de celles-ci, les groupes de l'ASL et de l'EIIL seront contraints de quitter des lieux stratégiques et des villes qu'ils occupaient. En janvier 2015, Alep, seconde ville du pays située au nord de la Syrie, est libérée par l'armée syrienne, appuyée par les Comités de défense populaires de la population. Les avancées de l'armée syrienne permettent aux réfugiés de regagner leurs foyers tandis que les chantiers de reconstruction des infrastructures sont en cours. À titre d'exemple, au mois de septembre suivant, dans la ville de Husseiniyah – dans la banlieue sud de Damas – plus de six mille familles déplacées depuis plus de trois ans en raison des attaques des groupes terroristes de l'ASL, ont pu regagner leurs foyers. Le même mois de septembre, l'armée syrienne soutenue par les Comités de défense populaires, reprend entièrement le contrôle de tous les gisements de pétrole et de gaz de Jazal, dans la banlieue sud de Homs, centre économique et industriel important. Des centaines de djihadistes des groupes de l'ASL et de l'EIIL seront abattus lors des combats, tandis que les

survivants se replieront pour les uns en Turquie, pour les autres vers l'est du pays, afin de tenter de rejoindre des villages du nord de l'Irak. En instrumentalisant l'EIIL, les services étasuniens ont cherché à installer un foyer de guerre permanent dans la région pour justifier leur présence, voire des interventions militaires. Preuve en est l'envoi, en janvier 2015, de nouveaux conseillers militaires étasuniens et d'armes pour soutenir plus fortement les groupes criminels en déroute.

Belhadj : D'Al-Qaïda au ministère des Affaires étrangères français

Le 30 avril 2014, Abelhakim Belhadj, l'ancien dirigeant du Groupe islamique de Combat en Libye (GICL), donne une conférence à Paris dans les locaux de l'iReMMO (l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient) pour tenter de convaincre son auditoire qu'il est « un démocrate » et qu'il n'a « aucune milice ». Mettons les choses au point : Abelhakim Belhadj est à la tête du Conseil militaire de Tripoli au sein duquel sont présents plusieurs milices islamistes composées de djihadistes. Qui sont ces grands « démocrates » ? La brigade Al Nawsi chère à Belhadj qui occupe l'ancienne base aérienne de Mitiga, les brigades « révolutionnaires » de Tripoli, la « brigade des martyrs » de Tripoli située dans les anciens camps de Tajoura, la brigade dite du « Renforcement sécuritaire » et la « brigade d'Al-Bourkan » dans le quartier de Jansour. Le ministère des Affaires étrangères français considère le putschiste et criminel Belhadj comme un dirigeant politique si l'on en croit le communiqué qu'il publie lors de sa visite dans les services du ministre Fabius : « *M. Abdelhakim Belhadj a été reçu par les services compétents dans le cadre du dialogue que nous entretenons avec toutes les forces politiques libyennes dans l'objectif de suivre la situation politique et sécuritaire du pays* ». Un « ancien » d'Al-Qaïda considéré comme le représentant de « forces politiques libyennes » : voila qui en dit long sur les complicités du pouvoir français avec les groupes assassins de Belhadj qu'il a armés et soutenus avec

l'OTAN en 2011 pour abattre le régime libyen. À cette époque, Belhadj était à la tête d'une autre brigade islamiste dite « Brigade du 17 février » qui bénéficiait du soutien de la DGSE pour mener ses actions terroristes.

Lire *Opération Merah* par Marc Reisinger, Ed. La Muette.

CHAPITRE 8

Président ou trafiquant ?

Que François chevauche un scooter pour s'en aller cocufier la pseudo Première dame de France est une question de morale qui, pour l'essentiel, lui appartient. Mais, que Hollande passe outre l'Assemblée nationale et décide en comité restreint de faire armer des organisations criminelles pour engager la France en guerre est une toute autre aventure.

Le fait que l'Union européenne ait levé en mai 2013 l'embargo sur la livraison d'armes n'autorise pas la présidence française à armer l'une des parties à l'origine de la guerre contre la République arabe syrienne. Le chef de l'État français est tenu de respecter les obligations émanant de la Constitution française, du droit de l'Union européenne et du droit international.

Alors que le droit de l'Union européenne articule des règles contraignantes en matière de contrôle des exportations d'armes, le droit international établit pour sa part des règles tout aussi contraignantes en matière de soutien aux parties engagées dans une guerre. Au-delà de la simple question du droit, plusieurs pays de l'Union européenne n'ont pas manqué de souligner leur opposition à un quelconque soutien militaire à ces groupes. L'Angleterre et la France sont les deux seuls pays qui ont fait le forcing pour pouvoir armer les groupes criminels habillés du vocable d'« opposants ». Au sein de l'Union européenne,

plusieurs pays parmi les vint-sept membres, à l'exemple de la Suède, des Pays-Bas ou de la Belgique ont même désapprouvé ouvertement cette décision. Le ministre autrichien, Michael Spindelegger, a rappelé à cette occasion qu'envoyer des armes à ces groupes est « *contraire aux principes* » de la construction européenne qui est « *une communauté de paix* ».

Mélanie De Groof, juriste titulaire en droit international et européen, doctorante à l'Université de Maastricht, chercheuse du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), spécialiste des questions de transfert d'armes, de l'utilisation des drones et des aspects juridiques des actes liés à la violence armée, rappelle les principales dispositions du droit de l'Union européenne :

> « Au niveau européen, les États de l'Union européenne se sont tout d'abord engagés, dès 2002, à ne « *fournir des armes de petit calibre qu'aux gouvernements* »[331]. Mais le plus grand défi, pour ceux qui souhaiteraient armer l'opposition syrienne, restera de prouver que cette action respecte les critères de la Position commune de 2008 sur le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires[332]. Une lecture attentive de ce document contraignant mène à la conclusion que les États européens doivent refuser toute exportation, notamment lorsqu'il existe un risque manifeste que ces armes soient utilisées dans ***des violations flagrantes du droit humanitaire, qu'elles prolongent ou aggravent éventuellement le conflit armé, et qu'elles mettent en danger la paix, la sécurité et la stabilité régionale.*** Une interprétation stricte de ces critères permet de conclure – au vu de la situation chaotique actuelle

331. L'Action commune du Conseil, relative à la contribution de l'Union européenne, à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002).

332. Position commune définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires (2008).

en Syrie – que les États membres doivent s'abstenir de toute livraison d'armes. »

Qu'en est-il en regard du droit international ?

« La même conclusion s'impose. Tout d'abord, les principes de non-intervention et de non-usage de force ne permettent aucunement à un État de transférer des armes à l'opposition syrienne. Le Conseil de sécurité de l'ONU a souvent condamné, voire sanctionné, des États qui fournissent un appui politique, financier ou militaire à des groupes armés opérant en territoire étranger[333]. La Cour internationale de justice (CIJ) est tout aussi intransigeante ; en témoigne sa jurisprudence selon laquelle ***un État viole le principe du non-recours à la force dans les relations internationales et le principe de non-intervention lorsqu'il soutient « activement, sur les plans militaire, logistique, économique et financier, des forces irrégulières*** »[334]. La CIJ a entre autres condamné les États-Unis et l'Ouganda pour de telles pratiques illégales. Ces deux principes, dont émane également l'interdiction d'intervention dans un conflit interne, relèvent du droit international coutumier et s'imposent donc à tout État. »

Conclusion de cette spécialiste du droit européen et international :

« Dans le cas syrien, les seules circonstances qui peuvent justifier une intervention officielle ou un appui militaire apporté à l'opposition sont, d'une part une autorisation du Conseil de sécurité – ce qui est très peu probable eu égard à la

---

333. Voir par exemple Résolution 1907, S/RES/1907, 23 décembre 2009 et Résolution 2023, S/RES/2023, 5 décembre 2011.

334. Cour Internationale de Justice (CIJ), *Affaire des activités armées sur le territoire du Congo*, 19 décembre 2005, § 345, ou encore CIJ, *Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, 27 juin 1986, § 146.

position russe –, et d'autre part l'auto-défense. Il est donc vraisemblable que les États souhaitant armer l'opposition ou le régime alaouite s'agrippent aux concepts de la « *responsabilité de protéger, d'intervention humanitaire* », ou encore à l'idée de « *riposte à une ingérence extérieure* ». Or, ces arguments ne justifient aucunement, dans le contexte actuel, qu'un État arme des groupes – quel que soit leur statut – qui violent de façon flagrante et systématique les règles les plus fondamentales du droit. »[335]

Dans le *SIPRI Year Book 2014*, rapport de l'année du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) réalisé avec le GRIP, les chercheurs notent que *« l'acceptation du Traité sur le commerce des armes (TCA)*[336] *par la plupart des États – ou au moins le soutien des grands principes par d'autres, comme la Russie et la Chine – a coïncidé avec d'importants désaccords quant à la question de livrer ou non des armes aux parties en conflit en Syrie, conflit entaché par de flagrantes violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire (...) Les États n'ont pas pu s'entendre sur les risques ou l'utilité de fournir des armes à certains groupes armés en Syrie (...) Les États ont généralement été réservés ou peu clairs sur les objectifs ou la portée de leurs livraisons d'armes aux parties au conflit en Syrie »*[337]. Une nouvelle fois, les dirigeants français vont apparaître bien peu respectueux des conventions internationales : au moment même où, le 18 mars 2013, s'ouvre à l'ONU la conférence de négociation finale sur le Traité de commerce des

335. Intervention extraite du travail de recherche de Mélanie De Groof, publié sous le titre *Armer les rebelles syriens ? Une action en principe illégale !* Note du GRIP, 20 juin 2013, www grip.org.

336. Le Traité sur le commerce des armes a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 avril 2013 à une large majorité, au terme de sept années de négociations.

337. *SIPRI Year Book 2014, Armaments, Disarmament and International Security,* www.sipri.org et www sipriyearbook.org – Publié sur papier et en ligne par *Oxford University Press*.

armes, le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, demande, avec son homologue anglais, la levée de l'embargo de l'Union européenne sur les armes à destination de la Syrie imposé en 2011 ! À défaut de l'unanimité requise pour lever cette mesure, et en dépit de l'action commune européenne comme des dispositions de l'Union interdisant de telles livraisons, la France et l'Angleterre annoncent alors qu'elles prennent, en tant que « nations souveraines » et à titre bilatéral, la décision d'armer les groupes rebelles étrangers. Quelques jours plus tard, Didier Billion, Docteur es sciences politiques, chercheur en relations internationales et directeur adjoint de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), souligne qu'*« à l'heure où, au Mali, les soldats français combattent des djihadistes au péril de leur vie, le moindre des paradoxes ne serait pas celui de distribuer des armes à leurs frères idéologiques en Syrie »*[338].

Analysant le processus des livraisons d'armes opérées sur la Libye, puis sur la Syrie[339], Loïc Simonet, Docteur en droit, souligne que cette décision de l'Élysée et du gouvernement de livrer des armes à des groupes rebelles *« tombait au plus mal à l'heure où la communauté internationale s'accordait enfin sur un instrument visant à la responsabilisation des États et à la prévention de la dissémination incontrôlée des armes »*. Une fois la décision de l'Élysée arrêtée et le forcing du ministre des Affaires étrangères contre les dispositions de l'Union européenne et du droit international en matière de livraisons d'armes accompli, que s'est-il passé ?

« La fourniture d'armes devait cependant être soumise à un certain nombre de conditions, afin qu'elles ne puissent tomber entre les mains de groupes radicaux. La France avait ainsi suggéré que le matériel éventuellement livré le soit entre les mains du général Salim Idriss, élu à

---

338. *Syrie : pourquoi il ne faut pas renoncer à une solution politique*, par Didier Billion, *Le Figaro*, 22 mars 2013.

339. *Le Traité sur le commerce des armes et la rébellion syrienne*, par Loïc Simonet, *Revue Défense nationale*, *Tribune n° 539*, 13 juin 2014. www.defnat.fr.

la tête du conseil militaire suprême de l'Armée syrienne libre (ASL) qui avait élaboré une stratégie censée éviter la répétition du précédent afghan et la captation de missiles sol-air par des groupes djihadistes susceptibles de les retourner, une fois le conflit achevé, contre les intérêts occidentaux dans la région, notamment ceux d'Israël », indique Loïc Simonet. Ceux qui connaissent les méthodes des Frères musulmans, leur présence aux côtés des groupes criminels – dont l'ASL – recrutés et formés par eux, savent qu'une telle stratégie ne pouvait conduire qu'à l'échec.

« Heureusement », le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, veille, sans doute au nom de *« la protection de la population civile »*, au bon déroulement de ce trafic d'armes complètement illégal à destination de ceux qui assassinent… la population civile. Ce ministre a déjà une bonne expérience en la matière pour avoir, dans le passé, fait dissimuler à l'abri du « secret-défense » des documents relatifs à des rétro-commissions empochées par des personnalités dans le cadre de la vente de six frégates militaires à Taïwan.

Le « suivi attentif » du ministre Fabius

Le 28 août 2013, Laurent Fabius reconnaît du bout des lèvres que la France – ou plutôt l'Élysée et le gouvernement – livre des armes à la Coalition qui supervise les activités des groupes terroristes anti-syriens : *« L'Union européenne a levé l'embargo sur les équipements militaires à destination de la Coalition nationale syrienne le 27 mai 2013. Nous nous sommes engagés avec les autres États membres à ne procéder à des livraisons qu'à la Coalition nationale syrienne, dans le but de protéger la population civile, et à exiger des garanties sur l'utilisateur final et la destination des équipements, afin d'en assurer le suivi attentif »*[340]. Cette Coalition qui dirige l'« opposition » est aussi celle qui, avec l'ASL, pilote les groupes mercenaires sur le terrain. Et c'est surtout cette dernière

340. *La situation en Syrie, point de presse*, ministère des Affaires étrangères, Paris, 28 août 2013.

qui tente de maîtriser tout ce qui concerne l'action armée, de la commande des armes à leur réception et à leur répartition. Rappelons que ces groupes sont majoritairement composés quantitativement de non-syriens et, qualitativement, de délinquants, de trafiquants et de criminels. Aussi, la *« protection de la population civile »* évoquée par le ministre des Affaires étrangères Fabius pour justifier les livraisons d'armes à de telles organisations relève-t-elle du mensonge et de la **complicité de crime d'agression, crime de guerre et crime contre l'humanité***. Sauf à considérer que torturer, décapiter, crucifier et assassiner des citoyens – ainsi que le porte-parole de l'ASL s'en est vanté publiquement à Paris – sont des actes de *« protection de la population civile »*.

Le 19 septembre suivant, François Hollande se sent obligé de sortir du non-dit. Le président français reconnaît enfin – de manière très imprécise afin d'éviter des questions très embarrassantes – que le gouvernement fait livrer des armes aux groupes criminels. Relation de cause à effet ? Quinze jours plus tard, François Hollande continuera sa chute dans les sondages des instituts. Avec moins de 13 % de Français qui lui font encore confiance[341], il entre dans l'Histoire en devenant le plus impopulaire des présidents de la Ve République.

Les médias français n'ont pas été très curieux sur ces aspects de la guerre. Il est vrai que les journalistes d'investigation sont devenus quasiment absents des salles de rédaction françaises. Dans son ouvrage salvateur sur *Les petits soldats du journalisme*, le journaliste et écrivain François Ruffin en explique les raisons et en dépeint les conséquences avec humour et pertinence. S'appuyant sur de nombreux témoignages de journalistes, il cite parmi ceux-ci le réalisateur et documentariste Pierre Carles :

---

341. Étude TNS-Sofres-Sopra réalisée du 28 août au 1er septembre 2014 pour *Le Figaro Magazine*, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et publié le 4 septembre 2014.

« Quand on a peu de temps pour faire des enquêtes, c'est évident qu'on ne peut que reproduire des poncifs, des clichés, des stéréotypes et, en définitive, faire le jeu du système »[342].

Pourtant, les interrogations ne manquent pas, qui appellent le journaliste à l'enquête : d'où viennent plus précisément les armes, quelles sont-elles et dans quelles quantités ? Qui paie l'intervention française en hommes, armes et matériel ? Sur quels fonds publics sont opérés ces financements ? Et surtout : quelle décision de l'Assemblée nationale autorise le président français et le gouvernement à mener cette guerre par l'envoi de militaires et des livraisons d'armes et de matériels ?

Un insolent et violent mépris

L'article 35 de la Constitution française ne prévoit-il pas que *« **le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger au plus tard trois jours après le début de l'intervention.** Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote. **Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement.** Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort »* ? Envoyant des hommes (DGSE) et des matériels militaires dans des pays limitrophes de la République arabe syrienne (Turquie, Jordanie, Liban) dans le cadre d'une Opération Militaire Extérieure (OPEX), agissant pour faire lever l'embargo sur les livraisons d'armes, puis livrant des armes à des groupes menant une guerre subversive depuis des pays

342. Lire *Les petits soldats du journalisme*, par François Ruffin, Éd. Les Arènes, citant Pierre Carles dans *Imprimatur*, journal de l'IUT de Bordeaux, septembre 2001. François Ruffin est l'auteur de plusieurs essais parmi lesquels *La guerre des classes* (Éd. Fayard), *Faut-il faire sauter Bruxelles ?* (Éd. Fakir) ou *Pauvres actionnaires* (Éd. Fakir), un très intéressant ouvrage sur le discours et la réalité du programme économique du Front national.

étrangers, le président et le gouvernement français ont engagé une guerre par procuration avec des organisations criminelles sans respecter les procédures prévues par la Constitution française.

Jamais, dans l'histoire de la Ve République, un président et un gouvernement n'ont osé un tel insolent et violent mépris des peuples en délivrant permis de tuer à des assassins qui creusent la fosse commune d'une république laïque, de ses citoyens et de la paix.

Ces opérations se sont déroulées en complète violation du droit européen, international et de la Charte de l'ONU et le résultat est catastrophique pour le peuple syrien. Par ailleurs, une grande partie de ces armes parvenues entre les mains de l'ASL a inévitablement approvisionné des groupes comme l'EIIL. Comment pourrait-il en être autrement puisque des groupes agissant dans un premier temps sous couvert de l'ASL ont rejoint l'EIIL ? Comment pourrait-il en être autrement quand des conseillers militaires français ont entraîné et formé ces mêmes groupes terroristes au combat ? Comment pourrait-il en être autrement quand tous ces groupes, de l'ASL à l'EIIL se refusent à toute négociation et entendent abattre la république syrienne par la force ? Voilà qui met à jour la grave responsabilité des dirigeants français dans leur soutien à une guerre subversive contre un État souverain dont, d'une manière ou d'une autre, la France devra payer le prix.

Précision de Loïc Simonet sur le devenir des livraisons d'armes françaises qui ont fait l'objet d'un *« suivi attentif »* du ministre des Affaires étrangères Fabius :

> « La stratégie occidentale s'est avérée un échec total. À peine entrées en Syrie, certaines des armes livrées étaient apparues entre les mains de groupes salafistes et djihadistes à la faveur d'accords passés sur le terrain avec l'ASL, désormais en position de faiblesse, d'attaques de ses convois, de combats inter-factions ou encore d'opérations de revente ; l'arrivée de

cet arsenal aurait expliqué les succès remportés en mars 2013 par l'opposition radicale dans le sud de la Syrie. »[343]

Comment une telle situation peut-elle perdurer sans que les députés n'interpellent le gouvernement et le Président de la République ? Du reste, que font les députés à l'Assemblée nationale sur ces questions des OPEX, de l'armement de groupes subversifs et, plus généralement, sur celles du contrôle de l'activité des services de renseignement ?

« Une situation sans précédent »

Plusieurs rapports et propositions se sont succédé pour accroître le rôle du Parlement, d'autant que le nombre et le coût des OPEX ont tendanciellement beaucoup augmenté en une décennie. Mais dans quelle mesure les députés peuvent-ils réellement être informés et contrôler ce genre d'opérations ?[344] Par ailleurs, leur nature a évolué, passant d'opérations de maintien de la paix à des actions impliquant parfois de véritables actions de combat. Cette question a été abordée par le comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République, présidé par l'ancien Premier ministre Édouard Balladur. La réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008 (loi constitutionnelle n°2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Vè République) a complété l'article 35 (Déclaration de guerre) en instituant une procédure d'information et de contrôle du Parlement sur les OPEX.

Après la reconnaissance, très tardive, par François Hollande, des livraisons d'armes à ces organisations criminelles, la

343. *Ibid.* 342.

344. Lire *56 – Tome 2*, chapitre 2, les paragraphes consacrés au contrôle parlementaire des opérations militaires décidées par la Présidence de la République.

« *situation sans précédent* » évoquée au conditionnel par l'ancien chef du service de Renseignement de sécurité de la DGSE, Alain Chouet, en mars 2013 est – enfin – devenue officielle. Les armes livrées par la France près d'une année avant la reconnaissance officielle des livraisons, en mai 2013, aux côtés des États-Unis, de la Turquie, de la Libye et des dictatures du Golfe, vont permettre aux groupes criminels de se livrer à des massacres sans nom dans une impunité totale. Pour justifier et couvrir ces crimes, les dirigeants français, comme le ministre de la Défense Le Drian, continuent leurs mensonges jusqu'au sein de l'Assemblée nationale sur le thème de *« la Syrie victime de la destruction systématique d'un tyran et de la folie meurtrière »*[345]. La fin de l'année 2013 et toute l'année 2014 seront marquées par la poursuite de la guerre avec des actions d'une barbarie inouïe.

Aussi, l'officialisation de l'armement de groupes criminels par le président français pose inévitablement de nouvelles questions, tout particulièrement en regard des meurtres de masse que cette décision politique a permis contre le peuple syrien.

Le crime est profond et dirigé depuis l'Élysée ainsi que le prouvent, comme nous l'avons vu, plusieurs documents et témoignages de différentes sources. S'y ajoutent les nouveaux faits que rapportent Philippe Wojazer et Robin Verner, deux journalistes de l'agence de presse anglaise *Reuters*, rendant compte de la parution du livre *Dans les coulisses de la diplomatie française, de Sarkozy à Hollande*[346], du journaliste Xavier Panon :

> « ***Les livraisons ont débuté dès la fin de l'année 2012, alors que l'embargo européen,*** établi à l'été 2011, ***est toujours en vigueur.*** Il ne sera levé qu'à la fin du mois de mai 2013. Ce cavalier seul

345. Assemblée nationale, extrait de l'intervention du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian (PS) répondant à une question du député Jean-Jacques Candelier (PCF) sur l'envoi d'armes aux groupes de mercenaires, 19 mars 2013.

346. *Dans les coulisses de la diplomatie française, de Sarkozy à Hollande*, par Xavier Panon, Ed. L'Archipel.

contraint l'Élysée à la prudence. Officiellement, la France se contente d'envoyer de l'équipement non-létal : gilets pare-balles, outils de communication cryptée, masques contre les armes chimiques, lunettes nocturnes. Mais, c'est un tout autre matériel qu'elle dépêche sur place : canons de 20 mm, mitrailleuses, lance-roquettes, missiles anti-chars (…) Les armes sont envoyées grâce aux soins de la DGSE (la Direction Générale de la Sécurité Extérieure). Les Français marchent sur des œufs car il s'agit de s'assurer que les armes parviendront à la bonne destination… et que ces transferts ne seront pas surpris en flagrant délit par la communauté internationale. Les dates de livraison sont donc très irrégulières et les précautions nombreuses. Il faut, tout d'abord, trouver des fournisseurs discrets, effacer les marques de la provenance des armes avant leur départ. Et puis, comment être certain qu'elles seront bien réceptionnées à l'arrivée par des hommes de l'armée syrienne libre, alors dirigée par le général Sélim Idriss, interlocuteur privilégié de l'Élysée ? Les services français utilisent leurs propres réseaux, les autres leur paraissant moins fiables. Sur la scène publique, la France s'enferre dans une valse hésitation sur la question des armes (…) Dans son livre, Xavier Panon transcrit les propos d'un responsable du Quai d'Orsay : *« François Hollande et son ministre ont été bien imprudents sur la Syrie et l'embargo. Faute d'avoir la capacité d'influer réellement sur le rapport de forces, la posture reste morale. Or, la morale est rarement bonne inspiratrice en politique étrangère. Livrer des armes sans garantie de destination, c'est être cobelligérant. Il y a davantage de raisons de ne pas le faire que de le faire »*[347]. »

L'armement et le soutien à des groupes criminels – quels qu'ils soient – par un État, aux fins de renverser par la force les

347. « *La France a fourni des armes à la révolution syrienne dès 2012 explique François Hollande dans un livre* », par Philippe Wojazer et Robin Verner, *Reuters*, 6 mai 2015.

dirigeants élus d'un État souverain, par ailleurs membre fondateur de l'ONU, conduit la France en pleine illégalité internationale. À ce stade de l'enquête, des questions graves doivent être posées, qui concernent tous les français.

Comment la France est-elle devenue un État voyou en pleine illégalité internationale ? Quels sont les 56 responsables politiques et hauts-fonctionnaires principalement impliqués dans la protection et le soutien à des groupes criminels ainsi que dans le développement de ces guerres ?

Qu'en est-il réellement du contrôle parlementaire sur l'action du gouvernement et sur celle des services de renseignement français ?

Comment, non contents d'armer des bandes criminelles, les dirigeants français ont-ils tenté de déclencher un conflit majeur en trompant l'opinion publique par le montage et la diffusion de fausses informations ?

Quelles sont pour la France les premières conséquences de ce jeu trouble avec des groupes criminels qui dure depuis le début des années Mitterrand ?

L'exemple d'une filière de djihadistes entre la France et la Syrie via le Maroc.

Que pensent les Syriens et leurs élus – auxquels bien peu de médias français donnent la parole – de l'agression française et comment vivent-ils ces années de guerre ?

L'enquête continue et toutes ces questions seront traitées dans le second tome, « 56 – Tome 2 : Mensonges et crimes d'État ».

Crime d'agression

On entend par crime d'agression l'emploi par un État de la force armée contre un autre État, en l'absence de situation de légitime défense ou d'autorisation du Conseil de sécurité. La définition du crime d'agression, ainsi que les actes constitutifs d'un crime d'agression contenus dans les amendements (tels que l'invasion par des forces armées, le bombardement ou le blocus), sont influencés par la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 14 décembre 1974.

La définition du crime d'agression, dont le texte a été arrêté à la fin de 2009, reprend pour l'essentiel les termes de la définition de l'agression contenue dans la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1974. Elle fait l'objet d'un article 8 bis dont le paragraphe 1 dispose qu'elle s'entend de *« la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies »*[348].

Fin 2014, la Cour pénale internationale précise que le crime d'agression, tel que défini par l'Assemblée des États parties réunie à Kampala (Ouganda) entre le 31 mai et le 11 juin 2010 pour la Conférence de révision du Statut de Rome, *« s'entend de la planification, la préparation, le déclenchement ou la commission d'un acte consistant pour un État à employer la force armée contre la*

---

348. Source : Cour Pénale Internationale (CPI) et *L'agression en droit international*, par Maurice Kamto, Éd. A. Pedone, Paris.

souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État.

Les actes d'agression comprennent notamment l'invasion, l'occupation militaire ou l'annexion par le recours à la force et le blocus des ports ou des côtes si, par leur caractère, leur gravité et leur ampleur, ces actes sont considérés comme des violations manifestes de la Charte des Nations Unies.

L'auteur de l'acte d'agression est une personne qui est effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État »[349].

Complicité de crime d'agression, de crimes de guerre et crimes contre l'humanité

La distinction entre crime de guerre et *« crime contre l'humanité »* a été introduite par l'accord de Londres du 8 août 1945 dans les statuts du Tribunal militaire international qui a jugé, à Nuremberg, les criminels nazis. L'accord de Londres définit le crime contre l'humanité comme « *l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux* » (article 4).

Le crime de guerre est imprescriptible : ses auteurs peuvent être poursuivis jusqu'au dernier jour de leur vie. Le 17 juillet 1998, la publication du Statut de Rome établit la *Cour Pénale Internationale* (CPI). Cette institution, dont le siège est à La Haye, se donne pour mission de juger les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les génocides et les agressions. L'article 7 de son statut range parmi les crimes contre l'humanité les actes ci-après commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile : meurtre, extermination, réduction en esclavage, déportation ou transfert

349. Source : Cour pénale internationale.

forcé de population, emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international, torture, viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée et toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable, persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste, ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent paragraphe ou tout crime relevant de la compétence de la Cour, apartheid, autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale (source : AIDH)[350].

350. Source : *Justice internationale : crime de guerre, crime contre l'humanité*, par André Larané, www herodote.net.

À la mémoire des journalistes syriens assassinés et tués en Syrie entre 2011 et 2014

Yasar Yahia Tawaklna (1966-2011)

Journaliste du grand quotidien syrien *Al-Thawra*. Assassiné à son domicile de Harasta (Damas) par un groupe armé.

Shoukri Ahmed Ratib Abu Albourghli [Bourhhoul] (1956-2012)

Journaliste du quotidien *Al-Thawra*. Assassiné par un groupe de « rebelles » alors qu'il rentrait à son domicile à Daraya (Rif Dimashq) après avoir animé son émission hebdomadaire sur *Radio Damas*. Décédé de ses blessures le 2 janvier 2012.

Mazhar Tayyara

Journaliste indépendant travaillant pour plusieurs médias, dont l'Agence France-Presse (AFP) et *The Guardian* (Angleterre). Assassiné le 7 février 2012 à Homs.

Ziad Kohl (1977-2012)

Journaliste à *Al-Ikhbariya*. Assassiné le 27 juin 2012 lors de l'attaque terroriste contre les locaux de la chaîne de télévision *Al Ikhbariya*. Sept personnes présentes dans la salle de rédaction et les locaux seront froidement assassinées, dix autres grièvement blessées, les équipements pillés et les locaux détruits au lance-roquette.

Mohammad Shammah (1975-2012)

Journaliste à *Al-Ikhbariya*. Assassiné le 27 juin 2012 lors de l'attaque terroriste contre les locaux de la chaîne de télévision.

Sami Abu Amin (1982-2012)

Journaliste à *Al-Ikhbariya*. Assassiné le 27 juin 2012 lors de l'attaque terroriste contre les locaux de la chaîne de télévision.

Mohammad K. Alsida (1965-2012)

Une des grandes figures de la radio et de la télévision syrienne. A été kidnappé à Jdaidet Artouz le 19 juillet 2012. L'organisation terroriste Jabhat al-Nosra revendiquera son assassinat. Originaire du plateau du Joulân (Golan) il disait toujours qu'il avait hâte de couvrir la libération de sa région occupée par l'armée israélienne.

Maslam Izzat Kahwaji (1961-2012)

Journaliste au quotidien *Al-Thawra*. Assassiné le 19 juillet 2012 par un franc-tireur embusqué près de son domicile de Kafar Souseh à Damas.

Ali Abbas (1975-2012)

Journaliste reporter de l'agence de presse syrienne *SANA*. Assassiné par un groupe armé de l'« opposition » à son domicile le 11 août 2012 à Jdaidet Artouz (Rif Dimashq).

Hatem Abu Yehia (1982-2012)

Journaliste photographe et caméraman de *Al-Ikhbariya*. Kidnappé et assassiné le 13 août 2012 par un groupe armé alors qu'il était en reportage.

Fadi Khabouri (1981-2012)

Journaliste à *Dar Al-Baath*, réseau de la presse libre syrienne. Assassiné le 18 août 2012 par un groupe de l'« opposition ».

Moussab Al Oda Allah

Journaliste au quotidien *Techrine*. Assassiné le 22 août 2012 à son domicile à Nahr Aïcha au sud de Damas.

Mamoun Hwari (1974-2012)

Journaliste au quotidien *Al-Thawra*. Tué le 23 août 2012 à son domicile de Daraya par un tir d'obus de mortier.

Bassam Slaibi (1972-2012)

Journaliste au quotidien *Al-Thawra*. Assassiné en septembre 2012 par un groupe de quatre individus, qui le mitraillent alors qu'il attend son autobus.

Maya Nasser (1979-2012)

Journaliste, correspondant de terrain pour la chaîne anglophone iranienne *Press TV* et pour *Al-Alam*. Assassiné à 33 ans, le 26 septembre 2012, pendant qu'il couvrait le double attentat terroriste des groupes de l'« opposition » contre le ministère syrien de la Défense.

Mouna Bakkour (1970-2012)

Journaliste, correspondante de presse à Alep et directrice du site *Syria Now*. Assassinée le 3 octobre 2012 par un groupe armé de l'« opposition » alors qu'elle couvrait l'explosion terroriste à la place Saadallah Jabri, à Alep.

Mohammad Al-Ashram (1986-2012)

Journaliste, caméraman et correspondant de la chaîne *Al-Ikhbariya*. Assassiné le 10 octobre 2012 par un groupe armé de l'« opposition » alors qu'il couvrait les combats des forces armées syriennes contre des groupes paramilitaires de l'Armée syrienne libre sur le secteur de la capitale régionale de Deir ez-Zor, dans le quartier des fonctionnaires.

Slaiman Al-Alkatib (1953-2012)

Journaliste au journal *Al-Thawra* et au magazine hebdomadaire de la Culture, *Itidal*. Collaborateur de *Sawt Al Arab, Loubnan Alghad, Al Atlal, Charq al Awsat*. Était devenu directeur du journal *Al Hayat*. Il a été assassiné le 12 novembre 2012 dans le quartier Techrine par un groupe de l'« opposition ».

Bassel Tawfiq Youssef (1971-2011)

Journaliste, reporter de la télévision d'État. Après avoir échappé à une tentative de kidnapping, il est piégé et assassiné trois mois plus tard à son domicile, le 21 novembre 2012, par un groupe de « rebelles ». Les criminels voleront ses biens et mettront son appartement du quartier Tadamoun de Damas à sac après l'avoir abattu.

Riad Al-Masri (1969-2012)

Technicien de l'information, ingénieur mécanique et télécommunication, il dirigeait la station d'émission de la télévision nationale. Assassiné le 2 décembre 2012 par un groupe armé alors qu'il se rendait à son travail.

Naji Asaad (1951-2012)

Journaliste retraité qui continuait de travailler pour le quotidien *Techrine*. Assassiné le 4 décembre 2012 par un tireur embusqué à Tadamoun.

Anmar Yassin Mohammad (1973-2012)

Technicien de l'information, il travaillait à l'Organisation générale de la radio et de la télévision nationale. Assassiné le 13 décembre 2012 dans son véhicule par un groupe de l'« opposition ».

Haydar Khaled Al-Soumodi (1976-2012)

Journaliste reporter, photographe et caméraman de la télévision. A réalisé de nombreux reportages sur les combats, le démantèlement de groupes armés de l'« opposition » et les actions de l'armée syrienne avec la population. Assassiné le 21 décembre 2012 devant son domicile de Kafar Souseh, à Damas.

Souhail Mahmoud Al-Ali (1954-2013)

Collaborateur de la chaîne satellitaire *Dunia TV*. Assassiné le 4 janvier 2013 par un groupe de l'« opposition » alors qu'il regagnait son domicile.

Ali Rizk Ahmad (1985-2013)

Journaliste à l'agence de presse syrienne *SANA*. Tué par un groupe de l'« opposition ».

Mohammad Al-Massalma (également connu sous le nom de Mohammad Al-Hourani)

Journaliste. Correspondant de la chaîne qatarie *Al-Jazeera* en Syrie. Assassiné le 18 janvier 2013 dans la province de Deraa par un tireur embusqué.

Majed Al-Sheikh Ali (1984-2013)

Journaliste du quotidien *Techrine*. Tué en février 2013 dans la région Rif Dimashq.

Yara Abbas (1988-2013)

Journaliste reporter de la chaîne *Al-Ikhbariya*. Assassinée le 27 mai 2013 par des « rebelles » de l'« opposition » alors qu'elle réalisait un reportage sur la neutralisation et l'arrestation de groupes criminels par les forces armées syriennes à Qusayr.

Hussam Choukri Sarhan (1980-2013)

Travaillait pour la télévision syrienne. Tué le 27 juin 2013 par un obus lancé sur le quartier Bab Sharqi, dans la vieille ville de Damas.

Fakhr Eddine Hassan (1970-2013)

Membre de la rédaction de la revue *Shabab Souria* et des radios *Saout al Shaab*, et *Saout al Shabab*. Tué le 14 septembre 2013 dans l'explosion d'un engin tiré sur son véhicule alors qu'il roulait sur le chemin Al Mastoumeh – Edleble.

Hassan Souleiman Mouhanna (1974-2013)

Journaliste correspondant de la chaîne *Al-Ikhbariya*. Tué le 22 août 2013 lors d'un attentat suicide dans un restaurant d'Alep (quartier Mocambo). Hassan fêtait avec des amis la brillante réussite au bac (mention très bien) de la jeune Maria Arrabih. L'étudiante, sa mère, et six personne, – dont Hassan –, ont été tuées par l'explosion qui fera également vingt-cinq blessés.

Mohammad Khir Elbini (1956-2013)

Journaliste. Photographe du journal *Athawra*. Assassiné par un groupe de l'« opposition » alors qu'il rentrait chez lui, à Daraya.

Hassan Mohammad (1988-2013)

Journaliste photographe pour la chaîne *ANB-TV*. Assassiné le 29 octobre 2013 par un groupe armé.

Omar Abdel Kader (1987-2014)

Journaliste. Caméraman pour la chaîne de télévision *Al-Mayadeen* basée à Beyrouth. Tué le jour de son anniversaire (27 ans), le 8 mars 2014, alors qu'il couvrait l'encerclement de groupes armés de l'« opposition » par l'armée syrienne dans la banlieue de Deir ez-Zor.

Hamzeh Hajj Hassan (1987-2014)

Journaliste de la chaîne *Al Manar*. Tué le 14 avril 2014 alors qu'il couvrait les combats de l'armée syrienne contre des groupes armés de l'« opposition » dans la ville de Maaloula.

Halim Alaou (1965-2014)

Journaliste de la chaîne *Al Manar*. Tué le 14 avril 2014 alors qu'il couvrait les combats de l'armée syrienne contre des groupes armés de l'« opposition » dans la ville de Maaloula.

Mohammad Mountesh (1965-2014)

Journaliste de la chaîne *Al Manar*. Tué le 14 avril 2014 alors qu'il couvrait les combats de l'armée syrienne contre des groupes armés de l'« opposition » dans la ville de Maaloula.

Cette liste ne comprend que des journalistes et techniciens de l'information professionnels syriens. Elle a été établie avec les données transmises par l'Union des Journalistes de Syrie et celle de correspondants de presse à la date du mois de mai 2014. S'y ajoutent les nombreux autres journalistes étrangers assassinés et morts lors des combats et des attentats des groupes armés de l'« opposition » contre la population. De même, n'y sont pas recensés les journalistes kidnappés et blessés.

DOCUMENTS

1. « Une base en Europe pour l'organisation mondiale des Frères musulmans »

Note de synthèse du renseignement français sur *« L'Institut Européen des Études Islamiques, Une base en Europe pour l'organisation mondiale des Frères musulmans »* remise à la mi-1991 à la Présidence de la République française.

Parmi les soutiens au nouvel Institut Européen des Études Islamiques, basé dans la Nièvre, apparaissent plusieurs composantes de l'organisation des Frères musulmans dont *« L'union des Organisations Islamiques en Europe, basée en Allemagne, dirigée par les Frères musulmans syriens et égyptiens et dont dépend l'UOIF ».*

Voir les documents en pages suivantes.

L'INSTITUT EUROPEEN DES ETUDES ISLAMIQUES

une base en Europe pour l'organisation mondiale

des Frères Musulmans

Le Centre de Bouteloin Saint Léger près de Château-Chinon (Nièvre), propriété de l'"Union des Organisations Islamiques en France" (U.O.I.F.) devrait ouvrir ses portes en début de l'année 1992.

Le financement de ce projet, ainsi que le soutien actif a été apporté par toutes les composantes de l'organisation mondiale des Frères Musulmon et en particulier :

- Fondation Internationale Islamique de Charité basée à Koweit-City et dirigée par Youssef Janim AL HAJI.

  Cette institution est depuis plus de 30 ans un des relais privilégiés de l'organisation des Frères Musulmans.

- Le Conseil Mondial des Mosquées, basée à La Mecque et au sein duquel bon nombre d'Oulémas sont des Frères Musulmans.

- L'Assemblée Mondiale de la Jeunesse Islamique, basée à Jeddah (ARABIE SAOUDITE) et dont le secrétaire général Souleiman BENNASSER BASHIL est un fidèle des "Frères".

- L'Union des Organisations Islamiques en Europe, basée en Allemagne, dirigée par les Frères Musulmans syriens et égyptiens et dont dépend l'UOIF.

Par ailleurs, toute la fine fleur des intellectuels héritiers de la pensée d'Hanan EL BANNA et de Sagyd QOTB (premiers guides de l'organisation des Frères Musulmans) fait partie du conseil scientifique de l'Institut. On retient les noms de Youssef QARBAOUI, de nationalité QATARI et qui passe pour le guide actuel des Frères depuis la mort de l'Egyptien Omar TELMESANI, du Cheikh Marrah AL QATTANE, de nationalité koweitie, jeune étoile montante du mouvement et qui obtient de grands succès lors de ses interventions en Europe, de Mahfoudh NAHNAH, responsable du parti islamiste algérien HAMAS et guide de la branche algérienne des Frères Musulman.

Quant au Président du Conseil d'Administration, Faycal MAOULAOUI, actuellement Juge-cadi de Beyrouth (LIBAN), il est bien connu en FRANCE pour avoir été de 1979 à 1986 le chef spirituel du mouvement des "Frères Musulmans" et le véritable "patron" du "Groupement Islamique en FRANCE" qui était par ailleurs le relais officieux en FRANCE du "Mouvement de la Tendance Islamique" tunisien (actuellement ENNAHDHA).

Selon certaines informations, cet institut islamique avait été projeté depuis plusieurs années. Les intentions des Frères Musulmans s'étaient d'abord portées sur l'ANGLETERRE, puis sur l'ALLEMAGNE. Cependant la valeur symbolique de l'implantation d'un tel Institut en terre de laïcité, qui plus est dans le Département du Président de la République François MITTERRAND, au centre de la FRANCE a emporté la décision en plus du fait que la FRANCE possède une forte communauté d'origine maghrébine.

En outre, le dynamisme de l'UOIF et le prestige accordé à Abdallah BAN MANSOUR et Omar LASFAR en raison de leurs fonctions au sein du "Conseil de Réflexion sur l'Islam en France" (CORIF) a favorablement impressionné les "Frères" séoudiens et Koweitis lors des derniers voyages que les responsables du bureau de l'UOIF ont effectué à La Mecque et à Médine pendant le conflit du Golfe. Ce conflit, qui constitua un test pour les pays du Golfe quant à l'attitude des populations musulmanes arabes en EUROPE, a permis d'accorder une confiance définitive à l'UOIF dans sa faculté à encadrer un grand nombre d'Associations Islamiques en FRANCE.

Du côté des membres des Ambassades maghrébines chargés de suivre les affaires islamiques, on montre une grande inquiétude sur ce problème.

En effet, si les principaux centres ou universités islamiques du Maghreb (QARAWINE à Fès, Institut Islamique de Constantine et la ZITOUN de Tunis) sont fortement influencés par des enseignants proche de la pensée des Frères Musulmans, les gouvernements en place exercent une surveillance soutenue sur le fonctionnement de ces Universités.

Néanmoins, ils craignent que l'existence en FRANCE d'un tel centre ne puisse pas offrir les mêmes garanties de sécurité, compte tenu des liens des responsables de l'UOIF avec le mouvement ENNAHDHA tunisien ou le "Mouvement de la Jeunesse Islamique" marocain. La déliquescence du contrôle des institutions religieuses en ALGERIE permettra à NAHNAH (responsable du parti islamiste algérien HAMAS) de renforcer indirectement son pouvoir s'il possède une tribune prestigieuse en FRANCE estime-t-on du côté algérien.

2. Recherchés par Interpol, protégés par Paris

Notice rouge d'Interpol, dossier numéro 28888/91, numéro de contrôle A-188/5-1992.

Ce document compte trois pages et fut adressé aux autorités policières et judiciaires françaises pour la recherche et l'arrestation de Salah Karkar, l'un des dirigeants des Frères musulmans tunisiens. « *Karkar fait partie d'une organisation terroriste créée depuis plusieurs années (...)* ».

Salah Karkar décédera le 18 octobre 2012, peu de temps après son retour en Tunisie.

Ministre de l'Intérieur de l'époque : Philippe Marchand (PS).

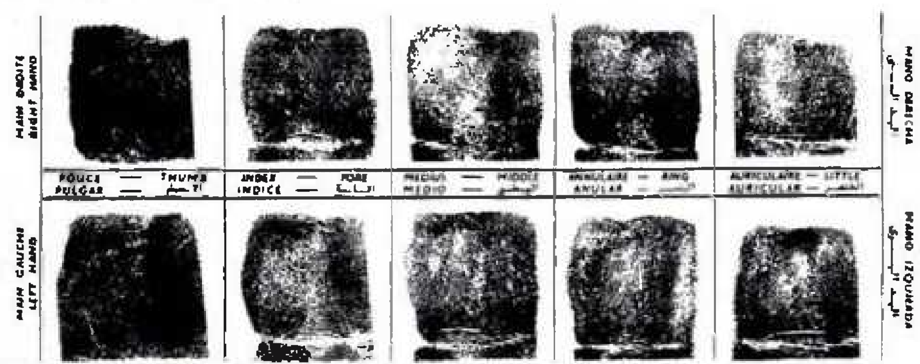
Ministre de la Justice : Henri Nallet (PS).

Voir le document en page suivante.





KARKAR Salah A-188/5-1992



NOM DE FAMILLE ACTUEL : KARKAR PRENOM : Salah Sexe : M
DATE ET LIEU DE NAISSANCE : 22 octobre 1948 - BOUDHAR, MONASTIR (Tunisie)
NOM DE FAMILLE ET PRENOMS DU PERE : KARKAR Hedi Ben Hassen

IDENTITE EXACTE - NATIONALITE TUNISIENNE (EXACTE)

PAYS DANS LESQUELS L'INDIVIDU EST SUSCEPTIBLE DE SE RENDRE : Algérie, Suède, Espagne, Canada, Grande Bretagne, France et Etats-Unis.

LANGUES PARLEES : Arabe, français.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

KARKAR fait partie d'une organisation terroriste, créée depuis plusieurs années, celle-ci a commencé son activité terroriste directe depuis 1987. Pendant 1991, la police tunisienne a réussi à saisir à plusieurs reprises un grand nombre de diverses armes dans des domiciles et des dépôts de citoyens tunisiens. Les investigations et les interrogatoires menés ont engendré un grand nombre d'arrestations de personnes appartenant à cette association bien organisée et répandue dans tout le pays ayant pour but de commettre des actes de terrorisme contre les établissements de l'Etat, les établissements étrangers accrédités en Tunisie, les personnes et les biens en suivant des programmes bien planifiés. Il ressort que des groupes de cette association ont été responsables de différents attentats ou meurtres terroristes qui ont eu lieu dans différentes villes de la Tunisie, notamment : en avril 1987, homicide volontaire sur la personne de l'Imam de la mosquée du Kram/Tunis au moyen d'acide chlorydrique ; le 2 août 1987, nombreux attentats par explosifs dans divers complexes touristiques dans la région du Sahel tunisien qui ont blessé un grand nombre de touristes et ouvriers et ont fait d'importants dégats matériels ; en 1990, tentative d'attentat par explosif contre un avion civil et détention d'explosifs.
A l'issue de ces actes terroristes ont été saisies les armes suivantes : mitrailleuses et pistolets de guerre, grenades explosifs sophistiquées, produits explosifs artisanaux, cocktails molotov, fusils de chasse et armes blanches. Les intéressés sont hiérarchiquement les chefs de différents groupes et unités de cette association. Ils sont parvenus à quitter le pays en franchissant illégalement les frontières tunisiennes pour s'abriter dans divers pays en usurpant de fausses identités et en utilisant des faux documents de voyage.
PEINE MAXIMUM ENCOURUE : Emprisonnement à perpétuité.

N° de Dossier 28888/91 N° de Contrôle A-188/5-1992

3. Recherché par Interpol, il manifeste à Paris

Au centre sur la photo, portant des lunettes et une perruque noire, Tahar Boubahri. Membre des Frères musulmans, il est recherché par Interpol des années 1990 à 2011 pour « *association à une organisation extrémiste de terroristes* ».

Faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international (numéro de dossier 28885/91, numéro de contrôle A-186/5-1992), il manifeste ici en plein Paris, le 13 février 1993, lors d'une manifestation de soutien aux Frères musulmans de Bosnie.

Extrait de la notice d'Interpol le concernant transmise aux autorités françaises.

Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique : Paul Quilès (PS).

Ministre de la Justice : Michel Vauzelle (PS).





Wanted by Interpol

BOUBAHRI, Tahar

Legal Status	
Present family name:	**BOUBAHRI**
Forename:	**TAHAR**
Sex:	MALE
Date of birth:	13 February 1960 (42 years old)
Place of birth:	GHOMRASSEN, Tunisia
Nationality:	Tunisia

Offences	
Person may be dangerous.	
Offences:	TERRORISM , TERRORISM ATTEMPT
Arrest Warrant Issued by:	TUNIS / Tunisia

IF YOU HAVE ANY INFORMATION CONTACT

YOUR NATIONAL OR LOCAL POLICE

@ GENERAL SECRETARIAT OF INTERPOL fugitives@interpol.int

Poster

4. Ils assassinent en Algérie et tiennent meeting en France en 1992

29 mars 1992. Anouar Haddam, l'un des principaux dirigeants du Front islamique du salut algérien (FIS), préside son premier meeting en Europe dans les locaux de la cité universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine), en région parisienne.

Ministre de l'Intérieur : Philippe Marchand (PS).

Ministre de la Justice : Henri Nallet (PS).



5. Moussa Kraouche organise le premier meeting du FIS en Europe

Moussa Kraouche. Représentant du Front islamique du salut en France. Il est l'un des organisateurs du premier meeting du FIS en Europe qui se déroulera en France.



6. Quand le FIS invite Ennahda à Paris

Habib Mokni (au centre sur la photo, portant un collier de barbe), est l'un des principaux dirigeants des Frères musulmans tunisiens.

Recherché à l'époque par Interpol pour complicité dans différentes actions de Ennahda, il participe le 29 mars 1992 au premier meeting du FIS en France.

Entre mai 1981 et mars 1993, période où plusieurs dirigeants des Frères musulmans tunisiens s'installent en France et y développent des activités, six ministres de l'Intérieur se succèdent. Exception faite de Charles Pasqua (de mars 1986 à mai 1988), tous sont membres du Parti Socialiste : Gaston Deferre, Pierre Joxe, Philippe Marchand et Paul Quilès.

Voir les documents en page suivante.



Extrait de la notice rouge d'Interpol concernant Habib Mokni.

FICHE INTER POL

\- 3 -

EXPOSE DES FAITS :

TUNISIE : MOKNI fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour association à une organisation extrémiste de terroristes. En complicité avec ses 25 complices, il a commis les faits suivants soit par passage direct à l'acte, soit par la préparation ou par instigation :

Le 7 janvier 1991, tentative d'attentat par explosif contre une voiture.

Le 17 février 1991, attaque contre un établissement de l'Etat à Tunis-ville par un groupe de l'association à l'aide de cocktails molotov combustibles, armes blanches provoquant l'incendie de l'établissement, le décès d'une personne et l'incapacité physique totale d'une autre.

Le 6 mars 1991, incendie du dortoir de l'internat du lycée de Tajerouine/Le Kef ayant pour conséquence d'importants dégats matériels.

En 1991, tentative d'attentat par explosif contre un avion civil et détention d'explosifs.

7. Opposants modérés ?

La page 2 d'un dossier notice d'Interpol (numéro de dossier 28888/91 et numéro de contrôle A-188/5-1992) précise les noms de vingt-cinq membres des Frères musulmans recherchés des années 1990 à 2011 pour « *association à une organisation extrémiste de terroristes* ».

Plusieurs d'entre eux sont réfugiés en France, tandis que le chef de l'organisation tunisienne des Frères musulmans, Rachid Kheriji (plus connu sous le nom de Rachid Ghannouchi) est protégé par les autorités anglaises. Tous font l'objet de mandats d'arrêt internationaux.

Voir le document en page suivante.

COMPLICES :

KHALFI Mahmoud né le 12 mars 1956, objet de la notice rouge N° de dossier 28878/91, N° de contrôle A-180/5-1992 ;

BEN HASSEN Béchir, né le 14 juin 1953, objet de la notice rouge N° de dossier 28879/91, N° de contrôle A-181/5-1992 ;

ZRIBI Mansour né le 23 avril 1959, objet de la notice rouge N° de dossier 28880/91, N° de contrôle A-182/5-1992 ;

LAHOURI Brahim né le 14 avril 1957, objet de la notice rouge N° de dossier 28882/91, N° de contrôle A-183/5-1992 ;

BALTI Sahbi né le 22 décembre 1957, objet de la notice rouge N° de dossier 28883/91, N° de contrôle A-184/5-1992 ;

TELILI Abdellatif né le 5 octobre 1961, objet de la notice rouge N° de dossier 28884/91, N° de contrôle A-185/5-1992 ;

BOUBAHRI Tahar né le 13 février 1960, objet de la notice rouge N° de dossier 28885/91, N° de contrôle A-186/5-1992 ;

LAHOURI Ali né le 5 mars 1957, objet de la notice rouge N° de dossier 28886/91, N° de contrôle A-187/5-1992 ;

MOKNI Habib né le 16 décembre 1955, objet de la notice rouge N° de dossier 28889/91, N° de contrôle A-189/5-1992 ;

ZENED Ahmed né le 2 mars 1958, objet de la notice rouge N° de dossier 28890/91, N° de contrôle A-190/5-1992 ;

AOUI Jamel né le 7 mai 1961, objet de la notice rouge N° de dossier 28892/91, N° de contrôle A-191/5-1992 ;

OUERTATANI Borni né le 27 novembre 1952, objet de la notice rouge N° de dossier 28893/91, N° de contrôle A-192/5-1992 ;

HADJERI Ahmed né le 5 juin 1960, objet de la notice rouge N° de dossier 28894/91, N° de contrôle A-193/5-1992 ;

BEN KHALIFA Lazhar né le 2 janvier 1955, objet de la notice rouge N° de dossier 28896/91, N° de contrôle A-194/5-1992 ;

BAROUNI Ridha né le 2 avril 1960, objet de la notice rouge N° de dossier 28898/91, N° de contrôle A-195/5-1992 ;

FERJANI Essayed né le 25 août 1954, objet de la notice rouge N° de dossier 28899/91, N° de contrôle A-196/5-1992 ;

ESSATEH Abdelwahed, né le 21 juin 1953, objet de la notice rouge N° de dossier 28900/91 N° de contrôle A-197/5-1992 ;

KHERIJI Rachid né le 22 juin 1941, objet de la notice rouge N° de dossier 28901/91, N° de contrôle A-198/5-1992 ;

OUHI Kamel né le 2 janvier 1961, objet de la notice rouge N° de dossier 28902/91, N° de contrôle A-199/5-1992 ;

ANAYA El-Manaa né le 14 septembre 1956, objet de la notice rouge N° de dossier 28903/91, N° de contrôle A-200/5-1992 ;

MACHRAOUI Hmaid né le 10 octobre 1963, objet de la notice rouge N° de dossier 28904/91, N° de contrôle A-201/5-1992 ;

CHAMMAME Mohamed né le 8 novembre 1951, objet de la notice rouge N° de dossier 28905/91, N° de contrôle A-202/5-1992 ;

GALLOUZE Mounir né le 5 octobre 1962, objet de la notice rouge N° de dossier 28906/91, N° de contrôle A-203/5-1992 ;

KHAZAR Moheddine né le 5 mai 1957, objet de la notice rouge N° de dossier 28907/91, N° de contrôle A-204/5-1992 ;

HOKDAD Lazhar né le 13 mars 1956, objet de la notice rouge N° de dossier 28908/91, N° de contrôle A-205/5-1992.

A-188/5-1992

8. Poseurs de bombes sous haute protection

La page 3 des notices rouges d'Interpol précise l'exposé des crimes et délits des Frères musulmans et le motif de leur diffusion par Interpol. Tous recherchés pour association à une *« organisation extrémiste de terroristes »*, ils seront protégés par les ministres et hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la Justice français des années 1990 à 2011.

- 3 -

EXPOSE DES FAITS :

TUNISIE : KARKAR fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour association à une organisation extrémiste de terroristes. En complicité avec ses 25 complices, il a commis les faits suivants soit par passage direct à l'acte, soit par la préparation ou par instigation :

Le 7 janvier 1991, tentative d'attentat par explosif contre une voiture.

Le 17 février 1991, attaque contre un établissement de l'Etat à Tunis-ville par un groupe de l'association à l'aide de cocktails molotov combustibles, armes blanches provoquant l'incendie de l'établissement, le décès d'une personne et l'incapacité physique totale d'une autre.

Le 6 mars 1991, incendie du dortoir de l'internat du lycée de Tajerouine/Le Kef ayant pour conséquence d'importants dégats matériels.

En 1991, tentative d'attentat par explosif contre un avion civil et détention d'explosifs.

MOTIF DE LA DIFFUSION :

Fait l'objet du mandat d'arrêt N° 1/3391 délivré le 7 mai 1991 par les autorités judiciaires de TUNIS (Tunisie) pour association à une organisation de terroristes.

L'EXTRADITION SERA DEMANDEE EN TOUT PAYS.

En cas de découverte, procéder à sa détention provisoire et aviser immédiatement INTERPOL TUNIS (Référence N° 4100/91/DGSP/DPJ/BCN/AT du 24 mars 1992), ainsi que le Secrétariat général de l'O.I.P.C.-Interpol.

A-188/5-1992

9. « *Nous voulons des martyrs* »

Un rapport du ministère de l'Intérieur tunisien de mai 1991 sur l'organisation et le plan de subversion des Frères musulmans indique que dans une lettre adressé à ses partisans, Ghannouchi écrit : « *Nous considérons de bon augure l'accroissement du nombre de victimes et des martyrs. Nous voulons des martyrs* ».

Voir le document en page suivante.

tunisienne son attitude négative devant les actes de désordre la conviant à "Se préparer, à l'avenir, à orienter l'agitation populaire...".

Dans une conférence donnée à Alger et enregistrée sur cassette distribuée à une échelle très restreinte, au niveau de la direction du mouvement dit "Ennahdha", Ghannouchi appelle à l'escalade , à la formation d'un front pour combattre le régime, soulignant que les "Nahdhaouis" n'ont d'autre alternative que "d'entrer dans la vie, à l'avenir, avec un visa de "Jihad".

Il a exhorté ses partisans à accentuer la lutte contre le régime, à recenser les noms de ceux qu'il a qualifiés de tyrans, leurs professions et leurs domiciles et à ne s'accorder aucun répit avant la réalisation de leurs objectifs.

Dans une lettre adressée fin avril dernier à ses partisans Ghannouchi a réaffirmé la détermination de ce qui est appelé "Ennahdha" à poursuivre la confrontation quelques nombreuses que soient les victimes. "Nous considérons de bon augure l'accroissement du nombre des victimes et des martyrs. Nous voulons des martyrs".

Les instructions de Ghannouchi ont été reprises sous forme de tracts répercutant ses appel's à la violence et à la désobéissance civile, et à l'escalade, tracts qui on été distribués dans les lycées, les facultés et dans la rue.

La cinquième étape du programme d'exécution cosiste à se lancer à l'assaut du pouvoir par le biais de l'intervention de l'armée.

Dans ce contexte , et sur instructions du mouvements appelé "Ennahdha", une réunion s'est tenue en janvier dernier dans une demeure située dans la localité de "Baráket essahel" à Hammamet, dirigée par un officier de l'armée en présence de plusieurs officiers qui supervisent des groupes d'organisation .

La réunion a porté sur l'évaluation de l'action nahdhaouie dans ses diffirentes phases. De même, y ont été passés en revue les détails de la cinquième et ultime étape du plan visant à s'emparer du pouvoir.

Ces données précises et ce plan diabolique ont été révélés au grand jour et cette pieuvre dont les tentacules ont été mises à nu démontrent sans équivoque et en ne laissant pas de place à l'interprétation et au doute ; l'ampleur du danger représenté par ce

10. Attentats et trafics d'armes

Dès les années 90, les membres d'organisations terroristes d'Algérie, de Tunisie, de Libye et de Syrie, recherchés pour des activités criminelles, se réfugient principalement en Espagne, France, Angleterre et Allemagne.

Tous bénéficient du soutien du réseau des associations des Frères musulmans en Europe. Parmi eux, Abou-el-Kacem Abbassi (Dossier Interpol numéro 11714/93, numéro de contrôle A-149/4-1993).

Impliqué dans « *un attentat à la bombe commis à l'aéroport de Houari Boumedienne à Alger* » qui fera de nombreuses victimes, celui-ci sera arrêté par la police allemande en mars 1995 pour trafic d'armes au profit de l'Armée islamique du salut (AIS) et du Groupe islamique armé (GIA).

Voir le document en page suivante.

ABBASSI Aboulkacem ou/or/o Abou-El-Kacem
A-149/4-1993





NOM DE FAMILLE ACTUEL : ABBASSI
PRENOM : Aboulkacem ou Abou-El-Kacem Sexe : M
DATE ET LIEU DE NAISSANCE : 27 août 1971 - ALGER (Algérie)
NOM DE FAMILLE ET PRENOM DU PERE : ABBASSI Madani
NOM DE JEUNE FILLE ET PRENOM DE LA MERE : TAHRI Saida

IDENTITE EXACTE - NATIONALITE ALGERIENNE (EXACTE)

AUTRE NOM : "Ikbal".

PAYS DANS LESQUELS L'INDIVIDU EST SUSCEPTIBLE DE SE RENDRE : Allemagne, Belgique, France, Royaume-Uni (Londres).

LANGUES PARLEES : Arabe, français.

PEINE MAXIMUM ENCOURUE : Emprisonnement à vie.

COMPLICES :

- AIT HADDAD Abdelghani, né le 28 août 1963, objet de la notice rouge N° de dossier 11733/93, N° de contrôle A-146/4-1993 ;
- ABBASSI Salim, né le 2 avril 1967, objet de la notice rouge N° de dossier 11716/93, N° de contrôle A-147/4-1993 ;
- ABBASSI Oussama, né le 8 février 1970, objet de la notice rouge N° de dossier 11711/93, N° de contrôle A-148/4-1993 ;
- KEBIR Rabah, né le 1er janvier 1957, objet de la notice rouge N° de dossier 11737/93, N° de contrôle A-150/4-1993 ;
- RESSAF Djamel, né le 20 juillet 1954, objet de la notice rouge N° de dossier 11728/93, N° de contrôle A-151/4-1993.

EXPOSE DES FAITS :

ALGERIE : Le 26 août 1992 un attentat à la bombe a été commis à l'aéroport de Houari Boumedienne à Alger.
L'explosion a causé des dégâts matériels ainsi que la mort de nombreuses personnes.
Les principaux auteurs de cet attentat ont été appréhendés et ont cité les noms de AIT HADDAD Abdelghani, ABBASSI Salim, ABBASSI Oussama, ABBASSI Aboulkacem, KEBIR Rabah et RESSAF Djamel comme étant les personnes qui ont aidé et assisté à l'accomplissement de cet acte criminel.
Ces derniers ont agi avec la complicité de nombreuses personnes.

MOTIF DE LA DIFFUSION :

Fait l'objet du mandat d'arrêt N° 32/P/93 - 15/INS/93 délivré le 6 mars 1993 par les autorités judiciaires d'ALGER (Algérie) pour association de malfaiteurs, recel de malfaiteurs, non dénonciation de crimes, vol qualifié et homicide volontaire.

L'EXTRADITION SERA DEMANDEE EN TOUT PAYS.

En cas de découverte, procéder à sa détention provisoire et aviser immédiatement INTERPOL ALGER (Référence N° 2837 - D - 64.058 du 14 avril 1993), ainsi que le Secrétariat général de l'O.I.P.C.-Interpol.

N° de Dossier 11714/93 N° de Contrôle A-149/4-1993

CONFIDENTIEL A L'USAGE EXCLUSIF DE LA POLICE ET DE L'AUTORITE JUDICIAIRE

11. Des spécialistes du coup d'État

Mohamed Chammame est l'un des dirigeants de la branche armée du Mouvement de la tendance islamique (MTI) tunisien, qui deviendra Ennahda. Il était le responsable de l'appareil militaire et de renseignement. À ce titre, il supervisait et coordonnait les renseignements et le volet militaire pour l'organisation. Cette structure se chargeait d'infiltrer les ministères de l'Intérieur et de la Défense et envoyait des groupes se former à la guerre subversive en Afghanistan ou au Soudan. Chammam sera impliqué dans la préparation du coup d'État que le « Groupe sécuritaire » du MTI tenta, le 8 novembre 1987, avec le soutien des services étasuniens.

Emprisonné pour activités terroristes, puis gracié par le président Ben Ali dans le cadre du processus de réconciliation nationale, il sera également l'un des organisateurs de la tentative du second coup d'État de Ennahda de 1991.

Condamné par contumace à la prison à perpétuité, il s'enfuit de Tunisie et fera à l'époque l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par Interpol : notice rouge numéro de dossier 28905/91, numéro de contrôle A-202/5-1992.

Voir le document en page suivante.



19 June 2002

Wanted by Interpol

CHAMMAME, Mohamed





Legal Status	
Present family name:	**CHAMMAME**
Forename:	**MOHAMED**
Sex:	MALE
Date of birth:	8 November 1951 (50 years old)
Place of birth:	METOUIA, Tunisia
Nationality:	Tunisia

Offences

Person may be dangerous.

Offences:	TERRORISM , TERRORISM ATTEMPT
Arrest Warrant Issued by:	TUNIS / Tunisia

IF YOU HAVE ANY INFORMATION CONTACT

YOUR NATIONAL OR LOCAL POLICE

@ GENERAL SECRETARIAT OF INTERPOL fugitives@interpol.int

Poster

DOCUMENTATION

Bibliographie

Myriam Ababsa, *Raqqa, Territoires et pratiques sociales d'une ville syrienne*, Éd. Presses de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), Beyrouth, 2009.

Nicolas Dupont-Aignan, *Les voleurs de la République*, Éd.Fayard.

Abdallah Amami, *Les organisations terroristes dans le monde arabe, le cas d'Ennahdha*, Éditions du livre arabe, (Tunis), 1992 et Éditions Dar Al-Akhbar, Le Caire, 1992.

Hervé Amiot, *Le gaz en Méditerranée orientale : une nouvelle donne pour Israël*, Les clés du Moyen-Orient, 27 décembre 2013.

Roger Auque, avec Jean-Michel Verne, *Au service secret de la République*, Éd. Fayard, 2015

Honoré de Balzac, Préface de Raphaël Sorin, introduction de Raphaël Meltz *Les journalistes, monographie de la presse parisienne*, Éd. Le mot et le reste, 2012.

François Belliot, *Guerre en Syrie : le mensonge organisé des médias et des politiques français*, Ed. Sigest, 2015.

Lucien Bitterlin, *Guerres et paix au Moyen-Orient, les trois défis d'Hafez el-Assad*, Éd. Jean Picollec,1996.

Lucien Bitterlin, *Alexandrette : Le Munich de l'Orient ou quand la France capitulait*, Éd. Jean Picollec, 1999.

Florimond Bonte, *Le chemin de l'honneur, de la Chambre des députés aux prisons de France et au bagne d'Afrique*, Éd. Hier et aujourd'hui.

Philippe Bordes et Alain Labrousse, *Économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc*, Éd. Karthala, 2004.

Romain Caillet, *L'influence de la guerre en Syrie sur le courant jihadiste marocain*, Études et Analyses, n° 33, avril 2014.

Fabrizio Calvi, avec la collaboration de David Carr-Brown, *FBI, L'histoire du Bureau par ses agents*, Éd. Fayard, 2010.

Olivier Carré et Gérard Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, Éd. Gallimard/Julliard, collection Archives, 1983.

Tracy Chamoun, *Le sang de la paix*, Éd. Jean-Claude Lattès.

Michel Chossudovsky, *Guerre et mondialisation, à qui profite le 11 septembre ?* Éd. du Rocher, 2002.

Michel Chossudovsky, *La Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial*, Éd. Écosociété, 2005.

Alain Chouet, *La sagesse de l'espion*, aux Éd. J-C. Béhar, 2012.

Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux - La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, entretien avec Jean Guisnel, Éd. La Découverte, 2013.

Michel Collon, avec Aurore Van Opstal et Abdellah Boudami, *Israël, parlons-en !*, Éd. Couleur livres, 2011.

Stéphanie Corcy, *La vie culturelle sous l'Occupation*, Éd. Perrin, 2005.

Eric Denécé, *Les services secrets français sont-ils nuls ?*, Éd. Ellipses, 2012.

Olivier Duhamel et Yves Mény, *Dictionnaire constitutionnel*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992 et édition 1990.

Roland Dumas et Jacques Vergès, *Sarkozy sous BHL*, Éd. Pierre-Guillaume de Roux, 2011.

Cynthia Fleury, *La Fin du courage*, Éd. Fayard, collection Le livre de poche, 2014.

Jean-François Gayraud, *Le nouveau capitalisme criminel*, Éd. Odile Jacob, 2014.

Jean-François Gayraud, avec François Thual, préface de Paul Jorion,*Géostratégie du crime*, Éd.Odile Jacob, 2012.

Andreï Gromyko, *L'expansion du capital et l'étape présente de la crise générale du capitalisme*, revue L'Économie mondiale et les relations internationales, n° 12, décembre 1982, et *Sauvegarder la paix sur notre planète*, collection marxisme-léninisme, Éd. Pergamon Press, 1984.

René Guitton, *En quête de vérité : Le martyre des moines de Tibhirine*, Éd. Calmann-Lévy, 2011.

Mezri Haddad, *Carthage ne sera pas détruite : Autopsie de la campagne anti-tunisienne*, Éd. du Rocher, 2002.

Seymour Hersh, *The Red Line and the Rat Line (La ligne rouge et la ligne de rat), Seymour Hersh sur Obama, Erdogna et les rebelles syriens*, London Review of Books, article du 4 avril 2014 publié dans le vol. 36, n° 8 du 17 avril 2014.

François-Bernard Huyghe, *Les Experts*, Éd. Plon, 1996.

François-Bernard Huyghe, *Le terrorisme : violence et propagande*, Éd.Gallimard, 2011.

Jean-Loup Izambert, *Faut-il brûler l'ONU ?* Éd. du Rocher/Le Serpent à Plumes, 2004.

Jean-Loup Izambert, *Pourquoi la crise ?* Éd. Amalthée, 2009.

Bahar Kimyongür, préface de Michel Collon, *Syriana*, Éd. Investig'Action/Couleur livres, 2011.

Ronald Jaubert et Bernard Geyer, *Les marges arides du croissant fertile, Peuplements, exploitation et contrôle des ressources en Syrie du nord*, Travaux de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, n° 43, 2006.

Françoise Kesteman, *Mourir pour la Palestine. Le récit de la fedaya française tuée en commando*, Éd. Pierre-Marcel Favre, 1985.

Richard Labévière, *Les dollars de la terreur, les États-Unis et les islamistes*, Éd. Grasset, 2001.

Richard Labévière, *La tuerie d'Ehden ou la malédiction des arabes chrétiens*, Éd. Fayard, 2009.

Annie Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers sous l'Occupation*, Ed. Armand Colin, 2007.

Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite - les élites françaises dans les années 1930*, Éd. Armand Colin, 2007.

Samuel Laurent, *Al-Qaïda en France*, Éd. du Seuil, 2014.

Jean de Maillard, préface de Laurence Vichnievsky et Eva Joly, *Un monde sans loi - la criminalité financière en images*, Éd. Stock, 1998.

Karl Marx, présentation et commentaires de Daniel Bensaïd, *Sur la question juive*, La Fabrique Éditions, 2008.

Arnaud Montebourg, *La machine à trahir. Rapport sur le délabrement de nos institutions*, Éd. Denoël, 2000.

René Naba, *L'Arabie saoudite, Un royaume des ténèbres*, Éd. Golias, 2013.

Omar Nasiri et Alexandre Boldrini, *Au cœur du djihad, mémoires d'un espion infiltré dans les filières d'Al-Qaïda*, Éd. Flammarion, 2006.

Jean-Christophe Notin, *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan : 1979-2011*, Éd.Fayard, 2011.

John Perkins, *Confessions d'un assassin financier*, Éd. la Terre, 2005.

Guillaume de Rouville, *La Démocratie ambiguë*, Éd. Cheap, 2012.

François Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, Éd. Les Arènes, 2013.

Israël Shahak, *Le racisme de l'État d'Israël*, Éd. Guy Authier

Israël Adam Shamir, *L'autre visage d'Israël*, Éd. Al Qalam et Éd. Blanche.

Bernard Squarcini et Étienne Pellot, *Renseignement français : nouveaux enjeux*, Éd. Ellipses, 2013.

Serge Thion, *Le terrorisme sioniste*, Éd. Akribeia, 2006.

Mohsen Toumi, *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Presses Universitaires de France, 1989.

Alexandre del Valle, *Islamisme et États-Unis, une alliance contre l'Europe*, Éd. L'Âge d'Homme, 2000.

La Françafrique, par François-Xavier Verschave, Éd.Stock, 2009.

Noir silence, par François-Xavier Verschave, aux Éd. Les Arènes, 2002.

Rapports, travaux et recherches

Commision d'enquête sur la République arabe syrienne, ONU, 15 janvier 2013, p. 37.

Syrie : les exécutions par l'opposition pourraient constituer des crimes de guerre, ONU, Centre d'actualités, 16 janvier 2014.

ONU, Conférence de presse de M. Bashar Ja'Afari, représentant permanent de la République arabe syrienne auprès des Nations Unies, 30 avril 2013.

The Chemical Attacks on East Ghouta to Justify Military Right to Protect Intervention in Syria, by Mother Agnès-Mariam of the Cross, Institut international pour la Paix, la Justice et les Droits de l'homme, ONU, 11 septembre 2013.

ONU, Rapports et travaux de la Commission du droit international.

Le Traité sur le commerce des armes et la rébellion syrienne, par Loïc Simonet, Revue *Défense nationale*, Tribune n° 539, 13 juin 2014.

Syrie : Le Front al-Nusrah à la manœuvre, note d'actualité n° 293, Centre Français de Recherches sur le Renseignement (Cf2R), 14 décembre 2012.

Intervention en Syrie : la recherche d'un prétexte à tout prix, par Eric Denécé, Centre Français de Recherches sur le Renseignement (Cf2R), 6 septembre 2013.

Institut Scandinave des Droits de l'Homme, *Les Frères musulmans en Syrie et les organisations takfiristes*, chapitre IV : *Les relations entre les Frères Musulmans et Al-Qaida et les organisations sœurs*, Genève, septembre 2014.

Assemblée nationale, Commission des affaires étrangères, mardi 23 juillet 2013, séance de 17 heures 30, compte rendu n° 82.

Assemblée nationale, fiche de synthèse n° 47 : *La déclaration de guerre et les interventions armées à l'étranger*.

Assemblée nationale, rapport d'information n° 1022 présenté à l'Assemblée nationale en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement, par les députés Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère, 14 mai 2013.

Assemblée nationale, Commission de la Défense nationale et des Forces armées, audition de Monsieur Patrick Calvar, Directeur de la DCRI, 26 février 2013.

Assemblée nationale, rapport d'information de la Commission des finances présenté par le député Gilles Carrez, 06 juillet 2011.

Inspection générale des Finances, rapport sur les aides publiques aux entreprises réalisé par l'Inspection générale des Finances, Inspection des Affaires sociales et inspection de l'Administration, janvier 2007.

Justice sociale et démocratie directe : Les tribus d'Alep rejettent toute intervention dans les affaires intérieures de la Syrie, par A. Chatta/R.B. & T.Slimani, 5 août 2011.

Le Courrier du Maghreb et de l'Orient : *Irak – L'après-élections : enlisement sécuritaire et politique*, septembre 2014.

Ministère de l'Intérieur tunisien : *rapport sur l'organisation structurelle du mouvement Ennahda, le plan d'action, le programme d'exécution*, Tunis, 1992.

European Strategic Intelligence and Security Center, Bruxelles : *L'association des Frères musulmans, chronique d'une barbarie annoncée*, par Alain Chouet, mars 2006.

The American Conservative : *NATO vs Syria*, par Philip Giraldi, 19 décembre 2011.

The American Conservative : *What's the Evidence behind the case for war ? (Quelle preuve derrière la justification de la guerre ?)*, par Philip Giraldi, 9 septembre 2013.

Sénat (France) : Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 17 décembre 2014.

Sénat : Rapport n° 672 (2011-2012) de M. Jean-Louis Carrère, fait au nom de la Délégation parlementaire au renseignement, déposé le 17 juillet 2012.

Sénat : Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire pour le renseignement, rapport n° 337 (2006-2007) de M. René Garrec fait au nom de la Commission des lois, déposé le 20 juin 2007.

Sénat : Avis n° 56 sur le projet de loi relatif à la programmation militaire pour mes années 2014 à 2019, par M. Jean-Pierre Sueur, 9 octobre 2013.

Sénat : Rapport d'information n° 60 (2007-2008) de Philippe Marini au nom de la Commission des finances sur les prélèvements obligatoires et leur évolution, page 63, 25 octobre 2007.

Les carrières des magistrats (XIXe-XXe siècles), Annuaire rétrospectif de la magistrature, par Jean-Claude Farcy, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, UMR 5605, rapport scientifique d'une recherche financée par le groupement d'intérêt public (GIP) Mission de recherche Droit et Justice (convention de recherche n° 26.06.22.04 en date du 22 juin 2006), juin 2009.

CNRS : *La magistrature et la répression politique de Vichy ou l'histoire d'un demi-échec*, par Alain Bancaud, Droit et Société n° 34, 1996.

Rapport *Costs of war project* réalisé par une équipe de trente chercheurs de toutes disciplines, Brown University's Watson Institute for International Studies, USA, 23 juin 2011.

Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP) : *Armer les rebelles syriens ? Une action en principe illégale !* par Mélanie De Groof. note du GRIP, 20 juin 2013. www.grip.org.

SIPRI Year Book 2014, Armaments, Disarmament and International Security, www.sipri.org et www sipriyearbook.org – Publié sur papier et en ligne par Oxford University Press.

Cour pénale internationale (CPI) et *L'agression en droit international,* par Maurice Kamto, Éd. A. Pedone, Paris.

Parlement européen : Rapport sur la lutte contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, 3 mai 2013 (2013/2060-INI)

Union européenne : Traité mondial visant à l'interdiction des armes à uranium appauvri, Journal officiel de l'Union européenne, 19/11/2009, classé 2009/C 279 E/18.

Mouvement Politique d'Émancipation Populaire (M'PEP) : *L'avilissement de la presse avant guerre et pendant l'Occupation*, 31 mai 2008.

Rapport de la Banque africaine de développement et Global Financial Integrity : *Illicit Financial Flows and the Problem of Net Resource Transfers from Africa : 1980-2009 (Les flux financiers illicites et le problème des transferts nets de ressources en provenance d'Afrique : 1980-2009)*, mai 2013.

Strategic Culture Foundation : *Syria's Civilian Suffering – Western Imperialism Resorts to Medieval Barbarity, (Les civils syriens subissent le recours de l'impérialisme occidental à la barbarie médiévale)*, par Finian Cunningham, 14 avril 2013.

REMERCIEMENTS

À May, pour ses contacts, ses conseils, son soutien et sa grande patience.

Remerciements également aux fonctionnaires de l'Organisation internationale de la police criminelle, d'organisations internationales et de services de renseignement français et étrangers dont je ne peux citer les noms, qui m'ont apporté leur concours dans mes recherches.

À monsieur Alain Chouet, ancien chef du service de Renseignement de sécurité de la DGSE, pour son intervention et ses conseils avisés.

Ainsi qu'à ceux qui ont apporté leur contribution, m'ont aidé à mener cette enquête et à vérifier certains faits, et tout particulièrement à Abdallah Amami (historien des mouvements terroristes dans les pays de la sphère arabo-musulmane) ; J-F.B. (un ami de l'ombre) ; Linda Chalak (émérite traductrice de Damas) ; le Professeur Michel Chossudovsky et le Docteur Fahd Andraos Saad (Centre de recherche sur la mondialisation, Montréal, Canada) ; le Colonel Alain Corvez, ancien conseiller en relations internationales au ministère de l'Intérieur et conseiller en stratégie internationale ; Maître Fabrice Delinde (avocat, membre de l'Appel international du 1er mars 2013 des avocats contre l'agression et pour la paix en Syrie) ; Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le Renseignement (Cf2R) ; Jean-François Gayraud, commissaire divisionnaire de la Police nationale, criminologue et écrivain, pour ses contributions éditoriales (Éd. Odile Jacob) ; Mélanie De Groof, universitaire et juriste du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la

Sécurité ; Mezri Haddad, ancien diplomate tunisien auprès de l'UNESCO, professeur d'Histoire du monde arabe et écrivain ; Docteur Nadia Khost, intellectuelle et écrivaine syrienne ; Richard Labévière, journaliste et écrivain spécialiste du Moyen-Orient ; Yara Massarani, militante de la Syrie laïque et démocratique ; Thierry Meyssan, écrivain et politologue (Réseau Voltaire) ; Ayssar Midani, scientifique franco-syrienne, pour ses nombreuses traductions et ses interventions en direct de Damas ; « Beckie » M. (FBI) ; Élias Murad, président du Syndicat des journalistes syriens ; René Naba, journaliste reporter, écrivain, spécialiste du Moyen-Orient ; Chadie Nassere, du Syndicat des journalistes syriens ; Jean-Luc Pujo, président des clubs *Penser la France* ; Pierre-Guillaume de Roux (éditeur) ; Guillaume de Rouville, avocat spécialisé en droit international des affaires et écrivain (Éd. Cheap) ; Maria Saadeh, députée de l'Assemblée du peuple (Damas) ; Maître Damien Viguier, avocat aux barreaux de l'Ain et de Genève, Docteur en droit privé et sciences criminelles.

Sans oublier Harald Bénoliel et l'équipe de IS Édition, pour sa confiance et son engagement.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Diplômé de l'École des Hautes Études Sociales, de l'École des Hautes Études Internationales et de l'École Supérieure de Journalisme de Paris, Jean-Loup IZAMBERT a pratiqué depuis 1972 plusieurs qualifications dans la presse régionale, spécialisée et nationale française. Il s'intéresse aux questions économiques, politiques et sociales et s'engage dans son métier en indépendant en 1987. De 1987 à 1995, il collabore régulièrement à l'hebdomadaire *VSD*, au mensuel économique et financier du groupe *Les Échos*, à *PME Affaires*, à *L'Humanité* et à *L'Humanité Hebdo* ainsi qu'à différents titres de la presse européenne.

Il est le premier journaliste à pénétrer au cœur de l'Institut Nami – l'un des centres de la recherche pure de la Fédération de Russie – dont il dévoile des projets futuristes (1990-1992). Il réalise dans la foulée le premier reportage sur Togliatti, le plus grand centre de production automobile européen (Fédération de Russie).

Il sera également l'un des tous premiers journalistes à dénoncer l'implication de quarante banques européennes dans le plus grand krach boursier de la place de Genève en 1995. Son enquête le conduit à publier son premier ouvrage sur la crise financière qui s'annonce : *Le krach des 40 banques* (Ed. du Félin, 1998). Préfacé par Paul Webster, correspondant du bureau de Paris du quotidien d'information anglais *Guardian*, son travail met à jour l'un des plus grands scandales financiers contemporains : quarante banques européennes sont impliquées dans le plus grand krach boursier de la place de Genève – dix-neuf milliards de francs de l'époque – sans qu'aucune d'entre elles ne porte plainte ! Remontant le travail des policiers de la haute finance et des magistrats suisses, l'auteur met en lumière les manœuvres du clan élitiste et arrogant des anciens des grandes écoles françaises, de magistrats et de politiciens, pour se protéger des enquêtes de la police et de la justice suisse.

Enquêtant sur le fonctionnement du groupe bancaire Crédit Agricole SA, il révèle un gigantesque détournement de fonds organisé par les dirigeants au détriment des 5,7 millions de sociétaires propriétaires de la banque. Son investigation le conduit à écrire *Le Crédit Agricole hors la loi ?* (Ed. Carnot, 2001). Interdit à la diffusion en France jusqu'à l'entrée en Bourse du groupe bancaire et à la demande de ce dernier suite à une action judiciaire, le livre est traduit en russe et fait l'objet d'un film réalisé en 2002 avec la *RTR*, première chaîne d'État de la Fédération de Russie.

Au lendemain de la faillite du groupe Crédit Lyonnais, dans *Crédit Lyonnais, la mascarade* (Ed. Carnot, 2003), Jean-Loup Izambert décortique les liaisons entre dirigeants de banques, pouvoir politique et magistrature, qui permettent de classer rapidement et dans une opacité totale la plus grande faillite d'une banque française à vocation internationale.

Deux ans plus tard, il reprend son enquête sur le groupe Crédit Agricole Mutuel, et révèle des montages douteux de la privatisation du groupe sous couvert des autorités. Il dénonce

également un réseau de blanchiment au sein de la banque, apporte de nouveaux faits sur les questions de la gestion des sociétés coopératives de banque au niveau mondial, et écrit *Les Démons du Crédit Agricole* (Ed. L'Arganier, 2005).

Jean-Loup Izambert est également l'auteur de la première enquête journalistique sur le fonctionnement des organisations internationales du système onusien qui sera publiée sous le titre *ONU, violations humaines* (Ed. Carnot, 2003).

La guerre déclenchée contre la République fédérative de Yougoslavie, puis celle contre l'Irak par quelques États, le conduisent à compléter son enquête par de nouvelles investigations sur les dessous de la politique internationale au sein de l'ONU, et à écrire *Faut-il brûler l'ONU ?* (Ed. du Rocher, 2004).

Parallèlement à cet engagement journalistique total, Jean-Loup Izambert mène une activité de conseil indépendant en Communication : développement de services Communication de collectivités territoriales, image de marque des hommes et des territoires, communication d'entreprise de PME et de grands comptes. Il intervient également dans la valorisation de métropoles régionales françaises et de PME avec le mensuel économique *PME Affaires* dont il sera rédacteur en chef. Il lance *Top Alerte* fin 2005, premier trimestriel de communication de crise.

Mais, chevillé à son « journalisme de terrain », il part pour le Maroc fin 2006 et reprend ses enquêtes sur les réseaux financiers internationaux et les filières islamistes sunnites. Il écrit ainsi, pratiquement dans le même temps, la fin de deux investigations menées sur plusieurs années :

– La première sur la crise économique et financière, à laquelle il tente d'apporter réponse à la question essentielle : *Pourquoi la crise ?* (Ed. Amalthée, 2009). Cet ouvrage se distingue des livres publiés sur la crise en donnant la parole à des intervenants de tous milieux : dirigeants de sociétés transnationales, de banques et de sociétés financières, de transactions internationales, de

cabinet d'audit, syndicalistes, magistrats, spécialistes français et anglo-saxons de l'organisation d'entreprise.

– La seconde, menée en plusieurs périodes de 1990 à 2011, sur les liaisons secrètes entre des réseaux criminels et des dirigeants et hauts fonctionnaires de l'État français. Il publiera ses premières investigations dans *VSD, L'Humanité et L'Humanité Dimanche* (1990 à 1993). Ce travail d'enquête le conduit à démonter les mécanismes de la préparation de la guerre contre la Libye et à écrire *Crimes sans châtiment* (Ed. 20Coeurs, 2013).

Puis, la sauvagerie de l'agression contre la République arabe syrienne le pousse à poursuivre ce travail d'enquête en dénonçant la complicité de cinquante-six dirigeants politiques et hauts-fonctionnaires français au cœur de l'État qui, depuis les années 90, ont, pour les uns protégé, pour les autres soutenu des individus liés aux groupes criminels qui sèment la terreur en Syrie. Il publie alors des documents inédits à l'appui de ses accusations. Plusieurs des reportages de Jean-Loup Izambert ont été publiés dans différentes langues (anglais, allemand, russe, finnois, italien) et deux de ses ouvrages ont été traduits en anglais et en russe. Membre de la Société Des Gens de Lettres de France, Jean-Loup Izambert est l'auteur de :

Le krach des 40 banques, chronique des années fric, Ed. du Félin, 1998.
Le Crédit Agricole hors la loi ? Ed. Carnot, 2001 (Publié en russe en 2002)
Crédit Lyonnais la mascarade, Ed. Carnot, 2003
ONU, violations humaines, Ed. Carnot, 2003 (Publié en anglais en 2003)
Faut-il brûler l'ONU ? Ed. du Rocher, 2004
Les Démons du Crédit Agricole, Ed. L'Arganier, 2005
Pourquoi la crise ? Ed. Amalthée, 2009
Crimes sans châtiment, Ed. 20Coeurs, 2013
56 – Tome 1 : L'État français complice de groupes criminels, Ed. IS Edition, 2015
56 – Tome 2 : Mensonges et crimes d'État, Ed. IS Edition, à paraître

Ce livre vous a plu ? Réagissez !

Aidez-nous à le faire connaître en laissant un commentaire sur le site Internet de la librairie où vous avez acheté le livre, et en devenant fan de la page Facebook !



Facebook.com/56.lenquete

ISBN : 978-2-36845-086-4